

LE PROTESTANTISME FRANÇAIS AU XVII^e SIÈCLE

Le XVII^e siècle, époque de renouveau catholique, fut un temps de déclin pour le protestantisme français. Aussi n'est-il pas étonnant qu'il ait peu retenu l'attention des historiens, d'origine principalement protestante, spécialisés dans l'étude de la Réforme en France et naturellement plus attirés vers les brillants succès du XVI^e siècle et l'émouvante restauration du XVIII^e. Les livres d'ensemble manquent, les histoires générales ne pouvant donner qu'un récit rapide consacré surtout aux faits et le tome II de l'*Histoire de la Réforme française* du regretté doyen John Viénot n'ayant point reçu les derniers soins de l'auteur, arrêté par la mort. On citera par la suite d'excellentes et considérables études de détail : par leur point de vue spécial et leur importance même, elles risquent de dérouter le lecteur et de lui imposer une vision partielle et partielle de l'ensemble. Mes recherches m'ayant amené à quelques idées générales, je voudrais les exposer ici, en attendant que deux ouvrages, de publication, je l'espère, prochaine¹, apportent détails et justifications.

* * *

Le protestantisme français a vécu de 1598 à 1685 sous le « régime de l'Édit » : aussi son histoire est-elle dominée par la conception que l'historien se fait de l'Édit de Nantes. Il a été fort diversement apprécié, comme le rappelle utilement une revue rapide, par H. Dannreuther, de *Quelques jugements sur l'Édit de Nantes* (Bull. Soc. hist. prot.

1. *Le Protestant français* (à paraître chez Gallimard), description historique, géographique, sociologique et spirituelle dont on trouvera une ébauche dans les notes (publ. par les « Cours de Droit ») de leçons données à l'Institut d'Études politiques ; *Histoire du Protestantisme* (aux Éditions S. E. F. I.). On nous permettra de renvoyer aux études que nous avons déjà publiées, *Problèmes et expériences du protestantisme français* (Paris, 1940), *Économie et religion. Les protestants français au XVIII^e siècle* (Annales d'histoire sociale, 1940), *Histoire ecclésiastique des réformés français au XVIII^e siècle* (Paris, 1940), *Le problème du mariage civil et les protestants français au XVIII^e siècle* (Paris, 1942).

fr., 1898). Le point de départ me semble avoir été donné par un récent article de P. Beuzart, *L'Édit de Nantes, création ou aboutissement* (même revue, 1942), qui rapproche attentivement l'Édit des mesures royales antérieures, de Charles IX (janvier 1562) à Henri III (Poitiers, septembre 1577) :

La comparaison entre cet acte et les actes antérieurs, surtout celui de Poitiers, montre une singulière unité d'inspiration, souvent une répétition dans le détail. Henri IV et ses conseillers n'ont rien créé de neuf, comme on l'imagine volontiers ; ils ont repris un cadre ancien, ils y ont ajouté parfois des précisions nouvelles, mais le dispositif n'a pas changé. *Ce qui est nouveau, c'est l'exécution de l'Édit*, facilitée par la lassitude des partis en présence, tous deux épuisés par trente ans de guerre civile.

L'origine, l'initiative de l'Édit est fort discutée. On sait que Henri IV l'appelait « mon Édit ». M. Strowski, au tome I^{er} de *Pascal et son temps* (Paris, 1907), assure que ce fut « une œuvre incomparable de tolérance sincère et charmante » ; M. Fagniez nous parle (*Le Père Joseph et Richelieu, Revue historique*, t. XLVIII, 1890, p. 472) de la « magnanimité » du cœur du roi, qui le conduisit à « devancer » l'opinion ; Henri IV avait « compris », ajoute N. Weiss¹, que la France devait être « la mère commune de tous les Français ». Mais Michelet (*Histoire de France*, t. X, p. 190 sqq.), Anquez, dans son *Histoire des assemblées politiques des réformés de France* (Paris, 1859), Hanotaux (*Études historiques sur le XVI^e et le XVII^e siècle*, Paris, 1886) et Jacques Boulenger (*Les protestants à Nîmes au temps de l'Édit de Nantes*, Paris, 1903) insistent sur la peine que les réformés eurent à obtenir l'Édit, obligés qu'ils furent de profiter pour cela de toutes les circonstances.

En fait, ce « problème » de l'origine de l'Édit de Nantes se résout en constatant qu'il n'y a pas un, mais trois Édits de Nantes, et fort différents : celui que Henri IV accorda à ses anciens coreligionnaires, au mois d'avril 1598, la version catholique, provenant des amendements restrictifs des Parlements, la version protestante, produit des améliorations que les réformés obtinrent plus ou moins tacitement du souverain. Le premier — avec ses quatre-vingt-quinze articles publics, ses cinquante-six articles secrets sur l'exercice du culte, son « brevet » sur la dotation des pasteurs, ses « seconds articles secrets » sur les places de sûreté et les chambres mi-parties — était à l'image du prince humain, cordial, habile et fuyant dont il portait le nom : il tendait à

1. Difficultés et obstacles que rencontra l'Édit de Nantes, dans le recueil *Le troisième centenaire de l'Édit de Nantes en Amérique et en France* (Paris, 1899).

satisfaire les protestants, mais, pour une part, comme en cachette. La résistance des Cours catholiques amena le roi à restreindre le culte public, à supprimer l'interdiction de rebaptiser les enfants protestants, à « diluer » dans l'ensemble du Parlement de Paris les six conseillers protestants qui devaient primitivement être groupés dans la Chambre de l'Édit. Par contre — alors que l'article 83 de l'Édit de Nantes cassait et annulait les assemblées politiques protestantes — celles-ci, se perpétuant irrégulièrement, finirent par obtenir leur maintien et la délégation auprès de la Cour de véritables ambassadeurs du parti huguenot. Par l'Édit, le protestantisme devenait à la fois un corps politique privilégié et un corps religieux défavorisé. Et, certes, l'on ne pouvait songer alors ni à l'égalité de culte qui, en bien des endroits, eût paru inutilement provocatoire, ni à abandonner les religionnaires, sans garanties publiques et politiques particulières, à l'hostilité de leurs ennemis. Mais, inspiré, puis amendé par les circonstances, l'Édit de Nantes parut aux deux partis, dès le début, comme une mesure transitoire. Point d'équilibre, certes, mais essentiellement instable, malgré le scellement en cire verte et les promesses d'irrévocabilité.

Cette instabilité tenait, tout autant, à la solution que l'Édit apportait aux luttes religieuses : le recours au fédéralisme en matière ecclésiastique et politique. Se serait-il agi seulement de la neutralité de l'État entre les deux cultes que cette solution aurait été contraire à la tradition française et à ce que l'on voyait ailleurs. Mais l'État de l'Édit de Nantes n'était pas un État neutre, agnostique, indifférent : c'était un État catholique *et* protestant. Catholique dans la plus grande partie de ses terres et pour la majorité de la population ; protestant dans et pour les régions protestantes. Le roi était personnellement catholique, mais il était aussi le protecteur des Églises protestantes, comme au temps de Coutras. On peut trouver à cette situation des analogies dans le roi d'Angleterre, chef de l'Église anglicane et, en Écosse, protecteur de l'Église presbytérienne, ou encore dans le régime concordataire antérieur à la Séparation. Mais cet État professant deux religions contradictoires ne pouvait que surprendre les gens du temps.

Plus audacieux encore était le fédéralisme politique institué en France par l'Édit, et surtout par l'application que lui donnèrent les protestants. Plus encore que du fédéralisme, c'était du dualisme, ou quelque chose comme le système — pour les Français rationnellement illogique — du *Commonwealth* britannique : des peuples différents, avec des intérêts différents, réunis seulement par le haut. Quelque chose comme la juxtaposition de la Grande-Bretagne et de l'Irlande,

avec la différence qu'il s'agissait alors d'une véritable émulsion des menues parcelles de l'État protestant parsemées dans l'État royal et catholique. Au plus approché, le régime des minorités institué dans l'Europe de l'Est et du Centre par le traité de Versailles.

Sans doute la France de la fin du xvi^e siècle devait-elle moins s'étonner que nous ne sommes tentés de le faire. Le fédéralisme avait été l'essence de la constitution politique française durant toute l'époque féodale et les guerres religieuses lui avaient rendu vigueur, comme à la féodalité. Mais avec Henri IV la monarchie était redevenue unitaire et autoritaire, et l'Édit, qui, par certains côtés, peut nous sembler si « moderne », devait paraître à plus d'un vieillard du siècle passé, contemporaine des « paix » de Beaulieu et de Poitiers. En tout cas expédient destiné à faire accepter aux protestants un monde tout différent de celui dont il était sorti. C'est ce que M. Strowski nous semble avoir dit excellemment¹ :

La situation qui fut fixée désormais aux Réformés acheva leur défaite : l'Édit de Nantes se referma sur eux comme un tombeau. A la faveur de cet Édit s'établirent des conditions politiques et sociales, des mœurs, une politesse, une mondanité, un culte monarchique et des goûts intellectuels qui tuèrent une seconde fois, mieux que ne le feront les impuissantes dragonnades, l'âme d'Anne du Bourg, le Martyr, et l'esprit de Calvin, le Maître.

M. Pannier, le remarquable historien de *l'Église réformée de Paris sous Henri IV* (Paris, 1911) et *sous Louis XIII* (Paris, 1922), proteste que l'Édit en soi n'y est pour rien :

Toutes les modifications indiquées sont réelles, mais si, après la mort d'Henri IV, elles avaient continué à se produire « à la faveur de l'Édit », elles auraient eu des conséquences opposées à celles qui se produisirent à la faveur de la réaction cléricale².

Cette assurance ressemble fort aux illusions dont se bercèrent d'abord les réformés. Le vieil historien de l'Édit, le pasteur Élie Benoit, témoigne que, après l'avoir obtenu, ils « s'attendaient à la prochaine décadence de la religion romaine comme s'ils en avaient eu des révélations expresses, et ils ne doutaient pas que leur doctrine ne fit bientôt de grands progrès, puisqu'on pouvait l'embrasser sans exposer ni ses biens, ni sa vie, ni ses espérances³ ». L'Édit de Nantes n'était donc

1. *Pascal et son temps*, t. I, p. 1.

2. *L'Église réformée de Paris sous Henri IV*, p. 191, note.

3. *Histoire de l'Édit de Nantes*, t. I (1693), p. 361.

pour eux qu'un point de départ, et non pas un statut définitif. Cette conception et le souci d'application extensive dont elle s'accompagnait empêchent de s'étonner que le parti contraire, le « parti dévot », fit pression dans le sens de l'application restrictive ou, comme on disait, « à la rigueur ». Quant à voir dans cette pression, d'abord modérée, puis de plus en plus instante, enfin violente, la cause déterminante du déclin protestant au XVII^e siècle, c'est traiter le protestantisme français (et trop de ses fils adonnés à son histoire s'y complaisent) en petit garçon geignard persécuté par des méchants. Il avait connu au siècle précédent des mesures de répression plus sévères que celles qu'il subit avant les dragonnades — et il en avait triomphé. La persécution, comme la maladie, n'abat que les corps débiles. Et c'est d'abord dans les faiblesses internes, et intimes, du corps protestant qu'il faut chercher la raison de sa chute.

* * *

Commençons par celles qui tenaient à sa constitution sociale. L'avènement effectif de Henri IV et les années de paix religieuse qui suivirent l'Édit la changèrent profondément. Telle qu'elle avait été au XVI^e siècle, elle avait été caractérisée par la prépondérance, dans le sein du corps protestant, des campagnes sur les villes, et en particulier sur Paris, et de la noblesse et des ruraux sur les autres classes.

Or, pour ce qui est de la répartition géographique, la fin du règne de Henri IV et celui de Louis XIII présentent un changement important. Admettons, sans pouvoir les contrôler, les chiffres suivants, donnés par une note tirée d'une copie, faite en 1729, d'un synode poitevin de 1663 : « En 1598, Henry IV fit faire le dénombrement des réformés de son royaume... On trouva... qu'ils avaient 694 Églises publiques, 257 Églises de fief, 800 ministres, 400 proposants, 274,000 familles qui faisaient 1,250,000 âmes, entre lesquelles il y avait 2,468 familles nobles. Après la publication de l'Édit de Nantes, ce nombre augmenta de plus d'un tiers jusqu'au ministère du cardinal de Richelieu. » Sans connaître le développement trop attendu des facilités de l'Édit, le protestantisme atteignit sans doute alors en France son apogée numérique. Mais avec une particularité remarquable et nouvelle. Au XVI^e siècle, le protestantisme, fait essentiellement provincial, avait rencontré peu de faveur dans le Paris de la Saint-Barthélemy, de la Ligue et des barricades. Or, les premières décades du siècle suivant virent dans la capitale, d'après M. Pannier, de 20 à 30,000 protestants. Avec de tels effectifs,

l'Église de Paris était certainement la plus grosse de France. Nîmes, qui venait ensuite comme grande ville protestante, ne comptera en 1665 que 12,000 huguenots et 15,000 environ à la Révocation. Plus importante encore que cette prépondérance numérique, tenant à un afflux général de population vers la capitale, est la prééminence sociale que le corps protestant parisien atteignit alors.

L'accroissement du protestantisme parisien, comme l'augmentation de la population de la capitale dans son ensemble, était dû à la présence de la Cour. Il faut souligner ce caractère aulique du groupe qui tendait à prendre la tête des réformés français. Si le roi n'est plus protestant, si sa sœur Catherine de Bourbon, la « princesse Bierne », après avoir maintenu le protestantisme, et le culte protestant, au Louvre jusqu'en 1599, fut éloignée de la capitale par son mariage, à cette date, avec le duc de Bar, c'est de la Cour que l'Église parisienne, celle qui se réunit à Grigny, puis à Ablon, enfin (1606) à Charenton, tire son éclat. Certes, on rencontre alors à Paris et au culte, le dimanche, de grands seigneurs comme les Bouillon, les Rohan, les La Trémouille, les Clermont-Gallerande, les Châtillon ; mais ces grands féodaux n'y paraissent que comme des passants. Le plus notable des protestants résidant à Paris est Sully, grand seigneur, certes, lui aussi, mais avant tout ministre et fonctionnaire. Autour de lui, ses collaborateurs immédiats, les quatre frères Arnaud, de cette famille qui fut entièrement protestante avant d'être, une fois redevenue catholique, l'une des gloires du jansénisme, et aussi les gens de l'Arsenal, chefs de l'artillerie, Noël Regnouart, Abraham de la Coustaudière, Massicault de Beaumont, l'ingénieur du roi Jean Érard, le contrôleur général des gabelles Bizot, le général des monnaies Thomas Turquen. Le roi a gardé ses familiers huguenots, dont il disait : « Je me fie plus en eux pour ce qui est de ma bouche et service particulier de ma personne qu'en tous ceux de ma religion. » Et ce sont le premier médecin, d'Ailleboust, trois ou quatre « médecins ordinaires » pour le moins, le médecin du dauphin, Héroard, le secrétaire du cabinet du roi Antoine de Loménie, le prévôt ordinaire de la chambre Benjamin Aubery du Maurier, le premier valet de chambre Pierre de Beringhen, le gentilhomme ordinaire de la chambre Mantelet, le sous-gouverneur du dauphin, de Préaux. Les hauts magistrats et les avocats au Parlement complètent cet important milieu de fonctionnaires qui tient la tête à Charenton. Autour d'eux, des marchands, des artistes, des hommes de lettres, mais qui n'ont pas de plus chère ambition que d'être au service de la Cour, comme fournisseurs, peintres, architectes, littérateurs protégés et pen-

sionnés. M. Pannier s'est plu à en relever les noms et à souligner ce que leur devaient le développement et l'embellissement de la capitale. Et ce sont les du Cerceau, Salomon de Brosse, les ingénieurs Érard et Salomon de Caux, le Lenôtre de Henri IV et de Louis XIII, qui se nomme Jacques Boiceau de la Barauderie, Olivier de Serres, parisien par son frère historiographe du roi, par son fils, ancien de l'Église de Charenton, et plus encore par l'introduction des mûriers dans les jardins de la capitale ; et encore le peintre Jacob Bunel, le sculpteur Barthélemy Prieur, les médailleurs Danfrie, Guillaume Dupré, Nicolas Briot, tous à la solde du roi. Fournisseurs de la Cour, les Gobelins, les Canaye, et ce Barthélemy Laffemas, qui devint contrôleur général du commerce ; étroitement dépendants du pouvoir les grands hommes d'affaires qui montent, d'initiative royale, des compagnies pour l'assèchement des marais ou, comme Marc de Comans et François de la Planche, pour l'importation des blés.

Point de changement notable dans le protestantisme parisien au lendemain de la mort de Henri IV. Il ne compte plus aucun membre, même éloigné, de la famille royale ; les grands seigneurs n'y sont toujours que des visiteurs. Mais toujours de hauts fonctionnaires en nombre, particulièrement dans les finances, Jean du Jon, Claude Hérouard, Nicolas de Rambouillet, Gédéon Tallemant (celui-ci, par surcroît, l'un des plus grands banquiers du temps) ; des « artilleurs » comme Gillot ; des conseillers et secrétaires du roi, des secrétaires de la chambre ; les parlementaires et les avocats ; et les mêmes marchands que naguère, notamment les Gobelins, avec en plus, notamment, Jacques Conrart, le père de Valentin.

Vraiment, l'Église protestante de Paris était — pour reprendre le mot de Bonaparte sur son consistoire, après les Articles Organiques — « bien composée », et les noms notables ou notoires y abondaient. Mais c'étaient ceux de fonctionnaires, et de fournisseurs, qui y apportaient, et qui mettaient à la tête du protestantisme français, leur mentalité de commis et de commerçants, faite de légalisme, de prudence, d'amour de l'ordre et du goût des sélections sociales.

En face de ce milieu prééminent essentiellement statique et gouvernemental, les provinces protestantes échappent en grande partie à l'influence de la monarchie et manifestent une inquiétude tenant, elle aussi, à leur composition sociale. Les féodaux, grands et petits, conservent dans les campagnes d'autant plus d'autorité que souvent leur présence seule y autorise le culte réformé, celui-ci n'étant permis que dans leurs châteaux ; et l'on sait l'esprit d'indépendance de cette classe.

Sans doute, dans les villes, les milieux de fonctionnaires et de bourgeoisie d'affaires ont-ils une part beaucoup plus grande qu'autrefois dans la direction des Églises, mais les éléments populaires n'en sont pas encore évincés. Sur les quarante et un membres du consistoire nimois, de 1596 à 1602, étudiés par M. Jacques Boulenger, on trouve deux nobles, douze avocats et sept bourgeois vivant de leurs rentes, six marchands appartenant peut-être à la bonne bourgeoisie, dix membres de la troisième « échelle » (un apothicaire, deux praticiens, deux greffiers, deux notaires, trois « gens des arts et métiers »), enfin quatre membres de la dernière classe, à savoir un ancien capitaine de milice, un laboureur et deux jardiniers. Certes, la proportion des milieux populaires est faible, mais elle s'accroissait souvent de l'absence des autres, « car beaucoup de gentilshommes, de magistrats, de bourgeois, même de marchands, dégoûtés ou découragés par les excès..., se tenaient à l'écart ¹ ». L'éloquence naturelle aidant, que l'on trouve souvent dans les milieux populaires du Midi, on comprend qu'un Nimois de bonne naissance, renégat du protestantisme, Guillaume de Reboul, ait pu écrire alors : « Un consistoire n'est autre chose qu'un animal confus et séditieux », et encore :

On a voulu donner de tels juges de la foi et de nos consciences desquels la main poisseuse ou autrement mécanique vous les fait incontinent reconnaître pour être tirés de la plus épaisse lie de la populace.

Il faut voir dans le même pamphlet (publié en 1599) comment ces éléments *irresponsables* — « Monsieur le revendeur consistorial », furieux d'« avoir été trompé en l'achat de quelque baril de sardines », le « Révérend Père savetier qui, pour n'avoir pas raccommode comme il faut les bottes de quelque honnête homme, aura eu, possible, deux ou trois coups de pied dans le ventre », le « Père maréchal, qui ne voudrait que la guerre, à cause de son métier, ou quelque capitaine réformé qui voudrait être employé » — poussent à l'agitation les consistoires et les populations protestantes. Il serait sans doute exagéré de trop prendre à la lettre cette caricature et de croire que, dans les vieilles provinces protestantes, la direction des Églises était exclusivement aux mains de gens influençables et prompts aux solutions violentes, de même qu'il le serait d'affirmer sans nuances que l'Église parisienne était une oligarchie de fonctionnaires et de marchands. Du moins y a-t-il bien là des tendances divergentes, et des mentalités fort diffé-

1. Louise GUIRAUD, *La Réforme à Montpellier*, t. I (1918), p. 525.

rentes, qui ne tarderont pas à se heurter. Mais ces divergences n'ont toute leur importance que parce que le protestantisme souffre alors d'une réelle crise spirituelle.

* * *

La résistance, nécessaire aux minorités pour sauver leur indépendance, finit assez rapidement par les dessécher et les vider spirituellement, et surtout lorsqu'elles ne reçoivent pas un enseignement assez riche et assez écouté et sont ainsi amenées à se retrancher en une attitude purement négative. Ce fut le cas du protestantisme au lendemain de l'Édit de Nantes.

Sans doute présente-t-il toujours une façade fort honorable. Les consistoires y veillent, qui font régner une stricte discipline ecclésiastique et exercent un contrôle fort serré sur la vie sociale et privée des paroissiens. (A qui s'étonnerait du caractère parfois inquisitorial et souvent excessif de leurs interventions puritaines et somptuaires on rappellerait la profonde grossièreté de la civilisation de ces temps, qui provoquait, d'autre part, les réactions moralisatrices des précieuses et de la Compagnie du Saint-Sacrement.) Du moins ce légalisme maintenait-il le fidèle protestant dans un réseau de prescriptions et de défenses et transformait-il le culte de l'Esprit en une religion d'œuvres, et d'œuvres négatives. Il eût fallu, pour qu'il en fût autrement, qu'il reçût un enseignement et un message religieux chauds et profonds. Ce n'était souvent guère le cas.

Le protestantisme français connaît alors une crise pastorale. A côté de trop vieux ministres « toussants et crachants » — les survivants des guerres civiles, tels, à Paris, François de Lobéran et Antoine de la Faye — un grand nombre de « proposants » ou de jeunes pasteurs trop frais émoulus des « Académies » du royaume (Orthez, Orange, Montauban, Montpellier, Nîmes, Die, Sedan et Saumur) : la chaire de Charenton elle-même est confiée à des adolescents, comme ce Charles Drelincourt, qui pourra y exercer pendant près d'un demi-siècle un ministère particulièrement honoré et méritant. A côté de Drelincourt, le pastorat français compte alors des membres vraiment éminents par la piété, le zèle, la pensée et le talent oratoire, tels à Paris Pierre du Moulin et Mestrezat, en province le Dauphinois Daniel Chamier, le pasteur de Metz Paul Ferry, le pasteur de Montpellier (avant de l'être à Charenton) Michel le Faucheur. Mais nombreux aussi sont les jeunes gens sans grande vocation et qui n'ont vu dans le ministère qu'une profession

honorable. Mal payée, d'ailleurs (ce qu'accusent les lourdes charges provenant de nombreux enfants, dont Guillaume de Raimond plaisantait avec plus d'humour que de délicatesse), et soumise, de la part des fidèles, à un contrôle assez irritant s'étendant des conceptions théologiques à l'« abaissement des cheveux de la femme » du ministre et, naturellement, aux mœurs et goûts du ménage.

Le message répandu dans les chaires protestantes n'était pas non plus sans faiblesses. La prédication s'adressait plus à l'intelligence, à la volonté et, par de nombreux passages polémiques, à l'esprit de controverse qu'à la sensibilité et à la piété. Le dogmatisme qui y régnait ne l'empêchait d'ailleurs pas d'être souvent de doctrine incertaine. Les étudiants, formés à la hâte dans les Académies, y étaient parfois soumis à l'influence de la théologie antiprédestinienne d'Arminius, qui fut notamment enseignée à Sedan par un ami de ce fameux professeur, Tilenus, et à Saumur par l'Écossais Cameron et par son disciple le célèbre Moïse Amyraut. Des Académies, l'arminianisme gagnait les Églises : on le voit professé à Paris par Tilenus, Uytenbogaert et Grotius.

Les rapports avec le catholicisme se ressentent de cette crise pastorale et spirituelle du protestantisme. Il vont — les luttes ayant cessé et même la quarantaine dans laquelle se tenaient respectivement les deux partis — d'une frénésie de controverse à une obsession de réunion. Jamais on ne disputa plus qu'en ces premières décades du XVIII^e siècle : dans les églises et dans les temples, dans des réunions laïques publiques et privées et jusqu'en de véritables repas de controverse — entre prêtres des deux confessions, mais aussi entre théologiens et laïcs (par exemple entre Duplessis-Mornay et le cardinal du Perron) — et par écrit après la conclusion des joutes oratoires. La controverse catholique, jusque-là facilement injurieuse, s'adoucit avec un P. Cotton, un Bérulle, un curé Benoist ; mais aussi, naguère encore inefficace, elle devient savante et habile, et la science d'un Du Perron l'emporte sur le zèle d'un Mornay. M. Pannier a beaucoup insisté sur les avantages de ces disputes, notamment « comme facteur essentiel du mouvement de réforme qui allait se manifester en France à l'intérieur du catholicisme ». Mais, comme toute lutte, la lutte d'idées est au bénéfice des plus forts et des plus ardents et, plus d'une fois, la polémique prouva que le rapport des forces spirituelles entre les deux partis avait changé.

C'est ce que commençait à montrer aussi la soif d'unité religieuse

qui saisissait nombre de protestants¹. Le projet d'une assemblée nationale rassemblant les théologiens des deux partis, projet dont s'étaient bercées les générations précédentes, lorsqu'elles n'en venaient pas aux armes, est repris par les protestants Turquet de Mayerne (1601) et Jean Hotman de Villiers, le fils de l'adversaire du cardinal de Lorraine. L'idée reprit corps au début du règne de Louis XIII lorsqu'une partie des théologiens réformés se montra favorable aux plans de réforme chrétienne lancés par l'ancien archevêque de Spalato, Marc-Antoine de Dominis, passé en Angleterre. Si vains qu'ils fussent, ces rêves autorisaient certains protestants à se désintéresser des vieilles discussions avec les catholiques et contribuaient à les préparer aux exhortations des convertisseurs.

En face d'un protestantisme en déclin, le catholicisme connaissait alors le beau renouveau qu'illustrent les grands noms de saint François de Salles, de Bérulle, de saint Vincent de Paul. Tandis que le premier se vidait spirituellement, le second, rénové notamment par les lentes études des Jésuites et par le profond mysticisme de l'École française, était d'autant mieux fait pour attirer les âmes ardentes qu'il savait maintenant prendre argument des Livres Saints. L'une des forces du protestantisme avait été, au siècle précédent, dans le zèle et l'instruction de ses laïcs : c'était maintenant à l'Église catholique de France d'avoir un beau laïc, et cela tout en créant, par les soins de Bérulle, de Jean Eudes, de Vincent de Paul, de Nobletz et de tant d'autres, un clergé séculier digne de son ministère. Cette supériorité commençante ne pouvait pas ne pas exercer un puissant attrait sur les âmes protestantes, et les plus nobles. Pour les autres, l'indifférence aux caractéristiques du protestantisme, le goût de l'unité religieuse à tout prix, l'influence des relations mondaines, la lassitude d'être une minorité, l'aspiration au conformisme commençaient à porter leurs fruits, et cela sans oublier les avantages promis aux convertis de marque. Des grands seigneurs comme le dernier des Châtillon, Guy de Laval (jeune homme de mœurs fort libertines, mais également ancien élève de l'arminien Tilenus), comme le fils et plusieurs parents de Sully, des pasteurs comme Jérémie Ferrier et Plantavit de la Pause, des hommes de lettres comme Théophile de Viau et Théophraste Renaudot, des magistrats abjurèrent le protestantisme. Et sans doute voit-on aussi des conversions en sens contraire, notamment de l'inten-

1. Voir l'excellent livre d'André PAUL, *L'unité chrétienne. Schismes et rapprochements* (Paris, 1930).

dant des Finances Gilles de Maupeou, grand-père de Fouquet, de M. de Turin, conseiller en la Grand'Chambre du Parlement, de plusieurs autres magistrats ou avocats auprès de cette Cour, du fameux économiste et poète normand Antoine de Montchrestien. Mais, plus que les abjurations, le symptôme grave pour le protestantisme est, en ces premières années du règne de Louis XIII où nous sommes arrivés, l'usure qu'elles montrent dans le corps protestant. Et de nombreuses faiblesses morales, abondamment stigmatisées par les prédicateurs, notamment par Le Faucheur, viennent souligner cette fatigue qu'éprouvaient de nombreux fils de la Réforme, lassés d'être, eux aussi, « durs et purs » : goût du luxe et du plaisir ; prééminence de l'argent ou de l'ambition sur des convictions religieuses faiblement établies, parfois dérèglement de la vie. Le corps protestant, qui avait lutté si vaillamment, s'était détendu et n'était plus prêt à la lutte. Que ses adversaires, la Cour et le clergé, vinssent à la lui imposer, et il allait se trouver devant elle désuni et voué à la défaite, par ses faiblesses intimes plus encore que par l'hostilité de ses ennemis.



A la mort de Henri IV, l'épreuve de force avait repris entre catholiques et protestants. Elle fit passer brusquement ces derniers d'illusions obstinées à une inquiétude obsédée ou, pour parler le jargon moderne, d'un complexe de supériorité très net à un complexe d'infériorité aussi caractérisé. On pourrait également, il est vrai, montrer le premier état d'esprit se perpétuant chez les gentilshommes et les ruraux du Midi et le second l'emportant de plus en plus dans le protestantisme du Nord, chez les fonctionnaires et les notables.

Ce corps qui s'était cru vainqueur était acculé à la résistance. Position nouvelle pour lui. Il ne s'était jusque-là jamais résigné à n'être qu'une minorité. Et voici qu'il devait improviser une politique et une technique de la résistance. On sait quelles modalités contradictoires s'offrent alors au choix angoissé : en gros, la résistance ouverte armée, la résistance ouverte passive, l'opportunisme de la prudence et du double jeu. Sans doute est-il arrivé récemment à quelques amateurs d'histoire protestante de chercher enseignement dans ce *Caducée ou l'Ange de la Paix* où d'Aubigné met aux prises les « prudents » légalistes et les « fermes » portés à la bataille. Tout le nouveau protestantisme, celui du XVIII^e siècle, royaliste et mondain, fonctionnaire et bourgeois, « unioniste » et ami de l'ordre, recrutait les rangs des « prudents »,

tandis que le vieux protestantisme, celui de la noblesse locale et du Midi, alimentait ceux des « fermes ». Et sans doute les deux attitudes se justifiaient-elles : d'Aubigné, impartial dans son pamphlet, quoique, dans l'action, « ferme », déterminé, les appuie toutes deux des meilleures raisons. Le malheur voulut que l'opportunisme des « prudents » fût desservi par les ambitieux et les tièdes qui en prirent le parti, tandis que les « fermes » ne surent jamais joindre l'habileté politique au caractère et à la foi.

Cette histoire, celle des agissements protestants de 1610 à 1629, se trouve écrite, du dehors, dans toutes les Histoires générales. Les ouvrages de M. Pannier sur l'Église de Paris la côtoient tout au long de leurs pages, avec, pour le lecteur, le danger de présenter comme une force du protestantisme cette notabilité « mondaine » dont se parait le groupe parisien, comme si les déficits trop réels de la France huguenote de ce temps étaient plus que compensés par la haute situation de nombreux religionnaires de la capitale dans l'administration, les arts ou les affaires et par leurs bons rapports séculiers avec la société catholique. Le grand livre de Charles Garnier sur *Agrippa d'Aubigné et le parti protestant* (Paris, 1928, 3 vol.) pourrait aider à éviter ce danger — qui est, au fond, celui de prendre, sans s'en douter, le parti des « prudents » trompés et ligotés par leur mentalité légaliste, leurs places et leurs relations : l'auteur des *Tragiques* fut le représentant des « fermes » du vieux protestantisme provincial. Il se trouve que M. Garnier, qui s'en est fait l'historien aussi averti et consciencieux que plein de talent, bien loin d'en partager les points de vue, pense et sent comme un compagnon de Sully. Le souci de l'unité nationale, le respect de l'autorité royale ne lui permettent guère de sympathiser profondément avec la faction à laquelle appartenait son héros, et il a constamment tendance à en désolidariser d'Aubigné. Le point de vue du vieux-protestantisme résistant sera sans doute donné dans l'ouvrage que M. le pasteur Georges Serr est en train d'écrire sur *Henri de Rohan* et dont il vient de publier le premier volume¹.

On verra dans cette histoire du chef des « fermes » les difficultés d'une fidélité menacée autant à l'intérieur qu'à l'extérieur des Églises. Tenons-nous-en à l'une d'elles. « Principiis obsta », dit l'adage juridique, et la tactique enseigne qu'on ne se défend efficacement qu'en

1. *Henri de Rohan. Son rôle dans le parti protestant (1610-1616)* (Aix, 1946. Tirage à part de la *Revue de théologie et d'action évangéliques* de la Faculté libre de Théologie protestante d'Aix). Nous reprenons ici la préface que nous avons donnée à ce livre.

attaquant. Mais la minorité acculée au procès de tendance et à l'offensive défensive devient bien vite le taureau dans l'arène, et l'adversaire a beau jeu de l'affoler et de lui faire faire les fautes les plus graves, la mettant à coup sûr dans son tort. Il y suffit de banderilles multipliées : ce furent les « pointilles » du parti dévot. Des historiens d'aujourd'hui, ou leurs lecteurs, paisiblement au-dessus de cette mêlée, reprocheront aux « fermes » de n'avoir pas reconnu l'aide providentielle, dit-on, que le « parti patriote » de Fancan et Richelieu lui-même offraient aux protestants. C'est raisonner en dehors des réalités. Un jour ou l'autre, le conflit aurait repris, et les protestants auraient dû se battre, parce que la France moderne, absolutiste et unitaire, ne pouvait pas leur reconnaître la position pluraliste et fédérative qui leur avait été faite et dont la majorité des Français se scandalisait sans qu'eux-mêmes la crussent peut-être entièrement légitime. En fait, il ne s'agissait plus pour le protestantisme de sauver cette position par une attitude plus ou moins conciliante, mais de la perdre avec ou sans honneur. Henri de Rohan sauva l'honneur du protestantisme français, c'est-à-dire, pour bonne part, de la France entière. On lui pardonnera pour cela, et à ses compagnons, bien des fausses manœuvres et des coups d'épée dans le vide. N'est jamais odieux, ni ridicule, le dernier bataillon d'une cause perdue.

* * *

Les paix de Montpellier (1622) et d'Alès (1629) enlevèrent aux protestants leurs assemblées politiques et leurs places de sûreté. Les premières, on l'a vu, avaient été interdites par le « premier Édit de Nantes », qui ne considérait les places que comme une concession passagère. On pouvait considérer que Richelieu n'avait rien fait que ramener l'Édit à ce que l'avait voulu son auteur. En fait, il avait privé le protestantisme de garanties politiques et militaires aussi indispensables qu'impossibles à perpétuer. Le corps protestant était entièrement désarmé. Ses adversaires pouvaient attendre tranquillement que l'attrait d'un catholicisme en plein renouveau et ses propres faiblesses intérieures le réduisissent à néant, par l'accentuation d'un déclin que des mesures progressives du gouvernement n'auraient qu'à hâter. Ce fut l'affaire d'une cinquantaine d'années.

Les « fermes » ayant été battus, c'était l'heure des « prudents », et de leurs illusions.

Les réformés, écrit Élie Benoit, ne demandaient qu'à vivre en repos, trop

contents si on les eût laissés jouir tranquillement de ce qui leur était accordé par les Édits. Il ne leur restait plus rien de ce qui les avait rendus redoutables, et ils étaient si loin de prendre les armes pour se rétablir qu'à peine, osaient-ils présenter des requêtes pour se plaindre. Ils faisaient ce qu'ils pouvaient pour se faire aimer par leur obéissance et par leurs services... Ils voyaient les maréchaux de La Force et de Châtillon bien reçus à la Cour et honorés du commandement des armées. Cela leur faisait croire qu'il ne fallait que des services pour avoir part aux bienfaits.

Il y eut là, à la fin du règne de Louis XIII et au début de celui de Louis XIV, une des rares périodes de répit du protestantisme français. De bons rapports personnels s'étaient établis à Paris et dans les provinces entre catholiques et protestants de la société cultivée. C'était l'époque où Conrart tenait chez lui les premières réunions de l'Académie française, où le salon de sa coreligionnaire M^{me} des Loges était fréquenté par Malherbe, Racan, Ménage, Balzac, où le protestant Moyssant de Brieux créait l'Académie de Caen, la plus ancienne de province, où Mazarin allait faire visite, à Saumur, à Moïse Amyraut et à l'Académie, fondée par Duplessis-Mornay, dont ce théologien célèbre était recteur. M^{me} des Loges en montrait, dans ses lettres, une satisfaction pleine d'optimisme :

Nous avons déjà gagné ce point que, parmi nos plus grands adversaires, nous ne passons plus pour des monstres et des sauvages. Non seulement ils nous tiennent pour des personnes raisonnables, mais aussi pour des chrétiens.

Complexe d'infériorité de membre de la bonne société souffrant d'une originalité de mauvais ton. Mais aussi loyalisme monarchique qui faisait écrire à l'excellente dame :

Si nos ennemis font encore les mêmes efforts que par le passé, il faut croire qu'ils n'obtiendront pas les mêmes avantages. Le roi se fera représenter l'histoire de son royaume, tout ainsi qu'Assuérus, et, là, il trouvera l'Édit favorable d'un Cyrus et la fidélité d'un Mardochée.

De fait, par la déclaration de Saint-Germain (21 mai 1652), le jeune roi récompensa les protestants de lui avoir donné « des preuves certaines de leur affection et fidélité, notamment dans les circonstances présentes, dont nous demeurons très satisfaits ». Mais c'était en ordonnant qu'ils fussent « maintenus et gardés dans la pleine et entière jouissance de l'Édit de Nantes ». Cette formule de condescendance bienveillante sous-entendait que le bénéfice de l'Édit pouvait leur être

retiré. Elle ne contredisait pas la déclaration de l'avocat général du Parlement de Paris, en 1634 : « Les réformés ne sont soufferts que par tolérance et dissimulation, comme on souffre une chose qu'on voudrait bien qui ne fût pas » et ne sera qu'explicitée par un mémoire du syndic du clergé de Nîmes, en 1665 : « Cet Édit, qui est une loi suivant le sentiment de nos adversaires, est une loi seulement pour eux, qu'ils doivent observer à la rigueur, quoique, à l'égard du roi, ce soit une concession et une grâce révocable *ad nutum*. » L'année suivante, un conseiller au présidial de Béziers, M^e Bernard, publiait une *Explication de l'Édit de Nantes par les autres Édits de pacification et arrêts de règlement* (1666), dont l'Assemblée du clergé de 1685 devait reconnaître qu'elle en avait reçu « un secours très grand et très considérable ». Le titre même indique que l'Édit de 1598 était rabaisé au rang d'une simple mesure de circonstance. En attendant qu'il en subit le sort, Bernard indiquait la manière plus que restrictive dont il devait être exécuté. Commentant, par exemple, l'article de l'Édit qui ouvrait toutes les charges de l'État, il déclarait : « Lorsque l'on a examiné la chose exactement, on a trouvé que cet article de l'Édit de Nantes déclare ceux de la R. P. R. seulement capables de tenir offices et dignités publiques, sans qu'il y ait nécessité qu'ils en tiennent ! » On sait que c'est dans cet esprit que l'Édit allait être appliqué, jusqu'à le vider de toute substance.

Plus que cette politique, bien connue et souvent étudiée, des Assemblées du Clergé et de la Cour, il est intéressant de noter l'absence de réaction d'un protestantisme qu'on dirait presque narcotisé, et de bien des manières. Les dernières faveurs royales y furent pour quelque chose, qui concoururent à en accroître encore le loyalisme et le légalisme en y augmentant l'importance d'un élément particulièrement « prudent » et soumis, celui des financiers. La France protestante eut, en ce milieu du xvii^e siècle, son second Sully en la personne du grand banquier allemand Barthélemy Herwarth, qui rendit de grands services à Mazarin et fut nommé par lui intendant des Finances (1650), puis, sept ans plus tard, contrôleur général.

M. Herwarth, assure même Élie Benoit, en usa mieux que n'avait fait le duc de Sully. Sa religion se ressentit de sa faveur ; les finances furent le refuge des réformés, à qui on refusait les autres emplois. Ils entrèrent dans les fermes et dans les commissions et se rendirent si nécessaires dans les affaires de cette nature que Fouquet et Colbert ne purent se passer d'eux et furent obligés de les maintenir, comme des gens d'une fidélité éprouvée et d'une capacité reconnue. Un grand nombre de familles trouva ainsi

moyen de subsister ; et les libéralités d'Herwarth pour les Églises qui étaient dans la nécessité les firent fleurir avec plus de lustre et plus de commodité qu'elles n'avaient jamais fait. *Jamais les ministres n'avaient été mieux gagés ni mieux payés* ; et presque toutes les Églises de quelque considération en prirent un plus grand nombre qu'elles n'en avaient eu auparavant, parce qu'il y avait peu de lieux où il n'y eût quelques familles qui entrèrent dans les finances et qui firent part de leurs profits à leurs Églises par de libérales contributions.

Herwarth après Sully, voilà la véritable origine, en ce qui concerne la France, de la fameuse banque protestante (la banque de l'*Évangéliste* de Daudet), beaucoup plus que la compatibilité essentielle et les raisons théologiques invoquées par Max Weber et son école. Pour quarante-huit hauts fonctionnaires protestants employés dans l'administration des finances entre 1596 et 1650, et qui peuvent être considérés comme la clientèle, directe ou lointaine, de Sully, le pasteur Douen en cite, dans son *Histoire de la Révocation à Paris*¹, trente de 1650 à 1680 qui sont plus ou moins des créatures d'Herwarth.

Sans trop insister sur ces ministres bien gagés et bien payés que les « contributions libérales » des financiers permirent aux Églises de multiplier, notons que cette prééminence des hommes d'affaires et des fonctionnaires s'accroissait du fait des conversions qui appauvrirent les classes traditionnellement dirigeantes du protestantisme. Il y aurait beaucoup à dire sur ces conversions. On connaît les procédés mis en œuvre pour les obtenir, et sur lesquels insistent toutes les Histoires : caisse de Pellisson, pensions, emplois, etc.². Ils n'auraient pas eu l'efficacité que l'on dénonce sur un corps sain, sur une Église attachée à sa foi comme elle l'avait été devant la persécution violente. Seule une étude courageuse et salutaire du pasteur Matthieu Lelièvre³ a su indiquer quelques-unes des faiblesses spirituelles, cause de ces conversions, et notamment ce que l'auteur nomme les « faux raisonnements », la lâcheté et la mondanité. Il y en aurait bien d'autres à invoquer, la décadence des études (l'enseignement du grec, supprimé dans les Académies de Saumur, Nîmes et Montauban en 1623, n'avait été qu'insuf-

1. Paris, 1894, 3 vol. Cette étude remarquable est en réalité une histoire du protestantisme parisien dans la seconde moitié du XVII^e siècle.

2. Voir aussi l'étude spéciale de Jules CHAVANNES, *Essai sur les abjurations parmi les réformés de France sous le règne de Louis XIV* (Bull. Soc. hist. prot. fr., 1872), qui s'en tient à la vision traditionnelle de ce glissement.

3. *De la Révocation à la Révolution. Étude sur l'histoire morale et religieuse du protestantisme français pendant un siècle. Première période (1685-1715)*. Paris, 1911. Le scandale produit par ce livre vrai détourna l'auteur de continuer son œuvre.

fisamment rétabli), une théologie de plus en plus hésitante, l'autoritarisme des pasteurs (le fameux Claude put être appelé « l'empereur Claude »), les querelles que leur faisaient les consistoires. Ajoutons, pour les âmes les plus nobles, le besoin de l'union religieuse, excité par les controversistes catholiques (et Bossuet tout le premier), et l'aspiration à l'union nationale et royale, et nous avons là les motifs de la plus célèbre de ces conversions, celle de Turenne¹.

Malgré toutes les assertions contraires, la sincérité de ses sentiments est absolument certaine et son changement de religion ne lui valut aucun avantage financier ni de situation. Il faut en chercher la cause ailleurs, et précisément dans les dispositions que nous venons de signaler. Comme Guy de Chatillon, dont il a été déjà parlé, comme La Roche-Pozay, qui, de protestant, devint évêque de Poitiers, il avait eu pour précepteur ce Tilenus qui répandit en France le latitudinarisme arminien. Cette influence n'avait pas été faite pour le pousser à s'instruire profondément des croyances de son culte, et Élie Benoit assure qu'il avait « très peu de connaissance des matières de la théologie ». Si, par contre, le rôle qu'il jouait parmi ses coreligionnaires l'amenait à s'occuper des questions ecclésiastiques, c'était pour critiquer la constitution traditionnelle de son Église. Il y était particulièrement encouragé par son aumônier, un anglican du nom de Daniel Brévin, extrêmement hostile au presbytérianisme révolutionnaire des partisans de Cromwell. Lui-même confondait le presbytérianisme avec la république, qu'il considérait comme subversif de l'ordre humain et divin. Il disait des protestants qu'« ils n'ont pas l'esprit assez réglé pour se tenir dans l'état où la constitution présente les met », et des pasteurs que « l'indépendance des ministres ne peut pas compatir avec un ordre réglé ». Et toutes ses sympathies allaient à l'épiscopalisme, qu'il soutenait en Angleterre contre le système réformé. Cette indifférence à la théologie et ce penchant à un régime ecclésiastique rejeté par son Église se complétaient du reproche fait à celle-ci de pousser à la chicane, et du désir d'une unité apparente. A sa femme, fidèle huguenote que ses tendances inquiétaient vivement, il écrivait :

Par trop d'indépendance d'esprit, quoiqu'avec bon sens et peut-être de la dévotion, on a si fort défiguré la religion que chaque personne fait une secte à sa mode, et que chaque personne qui lit la Parole de Dieu et veut

1. Jacques PANNIER, *Turenne d'après sa correspondance, etc. Notes et documents sur l'évolution de ses idées religieuses* (Revue chrétienne, 1907).

l'expliquer à sa fantaisie va bien plus loin qu'on ne pense. Vous sentez bien dans le fond de votre conscience que l'on tourne un peu plus les esprits de la jeunesse du côté de la dispute que de la vraie dévotion. Dont j'avoue que je m'acquitte très mal, mais je vois assez bien les motifs qui font agir les personnes.

Le dernier coup lui fut donné par la décision de travailler à l'unité des Églises que lui inspira son chapelain Brévin. Celui-ci finit, il est vrai, par se rendre compte du piège tendu aux protestants par le « conseil de réunion » où son paroissien se rencontrait avec Bossuet et avec les Pères Annat et Letellier ; il écrivit un ouvrage pour mettre les protestants en garde. Mais c'était trop tard : depuis 1668, Turenne avait abjuré. La douleur de cette conversion n'ouvrit cependant pas les yeux aux réformés. En 1670, un professeur à l'Académie de Saumur, Isaac d'Huisseau, publiait *La réunion du christianisme*, et la série n'était pas close, car (sans parler de Leibniz et des théologiens de l'étranger), quelques mois à peine avant la Révocation, alors que le recours aux dragonnades aurait dû éclairer tous les intéressés, un ministre, Du Bourdieu, écrivait une *Lettre de quelques protestants pacifiques au sujet de la réunion des religions à l'assemblée de Messieurs du clergé de France*.

Préparés par cette obsession de l'unité religieuse, beaucoup de protestants étaient incapables de résister à un ordre ou même à un désir du roi. Certes, il s'en trouvait parmi eux pour distinguer les droits de Dieu et ceux de César, comme le faisait, en 1680, Duquesne dans une lettre à Colbert qui l'invitait à se convertir. Mais M. de Ruvigny, le très protestant et très loyaliste délégué général auprès de la Cour, les commissaires royaux auprès des synodes provinciaux et les intendants se donnaient bien inutilement le mal de combattre une telle distinction, alors que les meilleurs d'entre les religionnaires ne se refusaient pas à « cette flatterie dégradante, exigée d'abord par l'égoïsme et par l'orgueil, accordée par la bassesse et les calculs de l'intérêt » et dont nous ne savons que trop aujourd'hui qu'elle « peut devenir à la longue chez toute une nation une habitude, une passion et comme un mal épidémique auquel n'échappent pas toujours les esprits les plus élevés et les âmes qui n'ont rien de sordide¹ ». Comment distinguer encore Dieu et César, alors que César était, tout comme le Messie, de naissance miraculeuse ? Car voici comment en parlait, non pas un adulateur quelconque, mais l'une des gloires de la science, de la prédica-

1. PAUL MESNARD, *Histoire de l'Académie française*, p. 36. Cité par DOURN, t. I, p. 61.

tion et du ministère protestants, le pasteur de Caen Pierre du Bosc :

Peut-on s'empêcher de porter sa pensée sur notre incomparable monarque, puisque le titre de Dieuonné nous oblige à reconnaître qu'une main toute-puissante est intervenue dans sa formation? La nature seule était trop faible pour un si grand et si merveilleux ouvrage. Vingt-deux années de stérilité, qui avaient précédé sa conception, ôtent évidemment à la nature la gloire de sa naissance. Une force au-dessus de toutes les causes secondes a produit un prince si extraordinaire.

Aussi les relations que les sujets protestants de ce Dieu sur terre avaient avec lui étaient-elles exactement celles qu'ils avaient avec le Dieu du ciel, et selon l'exigence absolue de la théologie calviniste. En 1657, les délégués des Églises réformées disaient au jeune Louis XIV :

Nous avons dans la politique la même pensée que dans la religion. *Nous croyons qu'un sujet ne peut jamais rien mériter de son souverain* et qu'après lui avoir rendu les plus signalés services dont il est capable, il ne pourrait qu'avec insolence prétendre à la moindre de ses faveurs (*sinon*) comme à une pure grâce.

On pense bien que le monarque ne devait de compte à personne et avait droit à une obéissance absolue. C'est ce qu'affirme, aux jours même de la Révocation, le pasteur Merlat, qui venait pourtant d'être traité d'une façon indigne, dans un *Traité du pouvoir absolu des souverains pour servir d'instruction, de consolation et d'apologie aux Églises réformées de France qui sont affligées* :

Les souverains, à qui Dieu a permis de parvenir au pouvoir absolu, n'ont aucune loi qui les règle à l'égard de leurs sujets. Leur seule volonté est leur loi et ce qui leur plaît leur est licite dans cette relation à ceux sur qui ils dominent, quoique Dieu doive un jour examiner leur compte et les punir de leurs injustices s'ils en commettent. De là résulte l'impunité universelle de leurs actions parmi les hommes et l'engagement des hommes à souffrir sans rébellion tout ce que de tels princes peuvent leur faire souffrir, n'y ayant que Dieu seul qui ait le droit de les venger, comme il n'y a que Lui qui ait pu leur donner l'autorité illimitée.

Nous savons assez que les bénéficiaires de tels principes prétendent endormir les scrupules des peuples et y éteindre l'esprit de critique en assurant qu'ils assument toute la responsabilité. Cette assurance ne manque pas dans le traité de Merlat : « Nous ne lisons pas, écrit-il, que Beth-Schebah, avec qui David commit adultère, ait été considérée comme coupable de cette action. »

Aux âmes plus chatouilleuses, mais profondément pieuses, les tenants et les profiteurs de la tyrannie proposent les suggestions du défaitisme religieux : elles ne sont pas de ce monde et les problèmes de ce monde ne les concernent pas. Merlat écrivait :

Qui ne voit que tout ce qui se réduit à la matière du pouvoir des princes de ce monde et qui ne regarde que la vie présente ne peut intéresser les enfants de Dieu que très faiblement et dès lors pourquoi refuser l'obéissance qui leur est due?

Il est vrai que les princes ne s'en prennent pas seulement à « ce qui ne regarde que la vie présente » : les apologistes de la tyrannie montrent, dans ce cas, aux fidèles la résignation et le martyre comme preuves de la seule liberté qui, disent-ils, soit digne de culte, la liberté intérieure. En définitive, l'opposant trop sensible n'a qu'à mourir, et c'était bien la conclusion de Merlat :

Plus les misères sont grandes, plus le chrétien méprise la terre, plus il désire le ciel où il contemple son repos. Ainsi la mort même qui semble le plus grand des maux devient son plus grand bien.

De tels sentiments expliquent l'usage que Louis XIV fit des facilités qu'on lui reconnaissait ainsi : la persécution d'abord fourrée, puis ouverte, la Révocation. Ils expliquent aussi l'effondrement massif du protestantisme, qu'une telle discipline d'adulation avait complètement énervé. Ils expliquent enfin l'outrance de la réaction qui poussa ensuite certains protestants, et Jurieu en premier lieu, à vouloir abattre par tous les moyens l'idole devenue malfaisante.

* * *

A suivre, comme nous l'avons fait, dans ses grandes lignes l'histoire de l'Édit de Nantes, l'étonnant n'est pas qu'il ait été révoqué, mais qu'il l'ait été si tard, après des hésitations qui, on le sait, se manifestèrent, jusqu'à la veille de la décision, chez Seignelay, le fils de Colbert, chez le dauphin, chez le roi lui-même. Depuis longtemps, en fait depuis la mort de Henri IV, l'idée de la révocation était, comme l'on dit, « dans l'air » : le clergé la demandait, le gouvernement en affirmait l'éventuelle légitimité, les protestants la facilitaient à l'avance par leur résignation et leur loyalisme adulateur. Il faut vraiment que grande ait été la puissance d'un mot, pour que Louis XIV ait tant tergiversé devant l'« irrévocable » de l'Édit de son grand-père. Et ce fut un bien

singulier retour de flamme que l'argent, dernière force du protestantisme persécuté, ait été l'une des raisons principales de la mesure qui le frappa, si celle-ci fut précipitée par le souci de faire disparaître les exemptions d'impôts dont bénéficiaient les convertis, que les dragonnades avaient faits innombrables. (Il est vrai que leurs petits-fils, au XVIII^e siècle, voudront tirer argument de leur richesse pour faire révoquer la Révocation.)

L'économie de l'édit du 18 octobre 1685 et ses stipulations sont plus immédiatement significatives qu'il n'est accoutumé dans les lois. Son préambule (près de la moitié de l'acte !) était consacré à justifier le roi de contrevenir aux promesses de son aïeul, par l'inutilité d'un statut particulier qui n'avait pour ainsi dire plus de bénéficiaires. Suivent onze articles, et relativement courts. Sur ce nombre, six concernent l'Église, quatre le corps protestant, un la profession de foi personnelle. La nécessité de l'Église visible et de sa manifestation, le culte public, semblait incontestable au XVIII^e siècle. Aussi est-ce surtout à l'Église que s'en prennent inspirateurs et exécutants de la Révocation. Sans doute avait-on commencé par exiger des protestants, dans la terreur panique que déclanchèrent les dragonnades, des conversions massives, mais ce n'était que mesure préparatoire destinée à vaincre les scrupules royaux touchant l'irrévocabilité de l'Édit. On faisait disparaître fictivement les protestants pour avoir le droit, légalement, de tuer leur Église. Et l'on tuait l'Église pour faire disparaître, effectivement, les protestants. Cette mort de l'Église, l'édit de révocation l'attendait de la démolition des temples, de l'interdiction de tout exercice religieux et de la suppression du corps pastoral, tant par l'exil des ministres « opiniâtres » que par la conversion des autres. On s'en prenait ensuite au corps protestant, et c'était l'affaire d'articles supprimant les écoles réformées et ordonnant le baptême et l'instruction catholiques pour les enfants ; c'était aussi l'interdiction de toute émigration. Les deux derniers articles concernaient les convictions religieuses elles-mêmes. Si les relaps, dont on pensait bien que le nombre serait grand, étaient frappés des peines les plus dures, les obstinés obtenaient le bénéfice de la singulière clause sur laquelle se termine l'Édit :

Pourront au surplus lesdits de la R. P. R., en attendant qu'Il plaise à Dieu les éclairer comme les autres, demeurer dans les villes et lieux de notre royaume, pays et terres de notre obéissance, et y continuer leur commerce et jouir de leurs biens, sans pouvoir être troublés ni empêchés, sous prétexte de ladite R. P. R., à condition, comme dit est, de ne point faire d'exercice,

ni de s'assembler sous prétexte de prières ou de culte de ladite religion, de quelque nature qu'il soit.

Hypocrisie? Dernier scrupule du roi? Concession aux « modérés » comme Seignelay¹? Souci de l'opinion étrangère? Désir d'éviter, en les rassurant, l'émigration des obstinés? A ces explications, toutes admissibles, données au cours des commentaires abondants que cet article a provoqués, ajoutons la référence à la doctrine officielle de l'Eglise sur la tolérance, telle que l'a formulée, par exemple, Fénelon². Ajoutons surtout l'assurance que la foi des derniers protestants, privée d'exercices et de sacrements, et par là de l'atmosphère et des moyens de grâce indispensables, ne durerait pas longtemps et, en tout cas, ne pourrait pas se perpétuer : assurance caractéristique de catholiques et de prêtres pour lesquels il ne peut pas y avoir religion sans Eglise. Il n'y avait donc qu'avantage à reconnaître officiellement une liberté du for intérieur sur laquelle on ne pouvait d'ailleurs rien. On dit trop souvent que l'Édit de Nantes assurait aux protestants « la liberté de conscience » : à ce compte — la mesure de 1685 la respectant — on pouvait soutenir que l'Édit n'était point réellement révoqué.

De fait, il y eut des protestants pour le croire. « Il est certain, écrivit le lieutenant général du Languedoc, Noailles, que la dernière clause de l'Édit... va faire un grand désordre, en arrêtant les conversions ou en obligeant le roi de manquer à la parole qu'il vient de donner par l'édit le plus solennel qu'on pût faire. » La solution du « tolérant » Seignelay est à citer :

S. M. a bien entendu que la suppression de l'exercice de la R. P. R. n'excluait pas ceux de cette religion du pouvoir de rester dans le royaume, mais elle n'a jamais pensé que la disposition de cet édit empêchât de continuer à obliger par toutes sortes de moyens ceux de la R. P. R. de se reconnaître et de se convertir.

C'était toujours l'esprit d'application « à la rigueur » si efficacement recommandé jadis par M^e Bernard. On préférera la brutalité sans hypocrisie des instructions de Louvois contre « ceux qui auront la sottise de vouloir demeurer les derniers ». Là aussi n'insistons pas sur les violences auxquelles on eut recours pour « désabuser les obstinés

1. Voir l'étude d'Eugène GUITARD, *Colbert et Seignelay contre la Religion réformée*, 2^e éd. Paris et Toulouse, 1912.

2. O. DOUEN, *L'intolérance de Fénelon*, nouv. éd. Paris, 1875.

du dernier article de l'Édit », et pas davantage sur les mesures subséquentes que prit Louis XIV contre « le petit nombre de Prétendus Réformés qui, nonobstant tant de moyens que nous avons mis en pratique, sont malheureusement restés jusqu'à présent dans leurs erreurs ».

Ce « petit nombre » était fort exigü, et il est impossible de chercher même à le déterminer : les nombreuses études sur l'effectif du protestantisme français à la fin du XVII^e siècle utilisent des chiffres qui unissent sans distinction « opiniâtres » et « Nouveaux Convertis ». Il n'en est que plus remarquable que cette poignée de résistants ne cessa d'inquiéter la Cour. Celle-ci se souciait naturellement des relaps, pour leur appliquer la rigueur des lois — et déjà avec cet arbitraire, ces différences locales, ces crises de dureté et ces répités imposés par les circonstances, mais contraires à l'idée même de loi, qui marqueront jusqu'à l'établissement d'une tolérance tacite, vers 1760, la répression antiprotestante (et nous, qui avons connu l'application systématique, continue et universelle de mesures assez semblables, pouvons faire la différence). Mais quelque chose comme un scrupule né de l'irrévocabilité théorique de l'Édit de Nantes restait encore pour inquiéter le roi et ses conseillers, dans ce « dernier article » de l'édit de Révocation que cette irrévocabilité leur avait imposé. Ce « reste d'Israël » (pour employer le « patois de Canaan ») qui refusait de céder était pour la Cour un sujet de préoccupations morales autant que pratiques et politiques. De là la « faveur » de l'expulsion accordée, dans les années qui suivirent la Révocation, aux grands seigneurs « opiniâtres », le duc de la Force, la sœur de Turenne, le maréchal de Schomberg, le marquis de Ruvi-gny, les descendants de Duplessis-Mornay et de la Noue, M^{lle} de Bourbon-Malauze (la sœur de ce marquis de Miremont, déjà en Angleterre, qui y représentait les derniers Bourbons protestants). Leur présence à l'étranger devait constituer pour le roi un danger bien plus grand que leur résistance en France, facile à « enkyster ». Mais ils étaient un point douloureux pour l'amour-propre royal. Et, de même, le grand nombre des émigrés (l'abaîsserait-on à 200,000 pour le règne de Louis XIV) ne se comprend que parce que les autorités, tout en renouvelant les mesures contre l'expatriation, fermèrent souvent les yeux : encore une fois, nous savons aujourd'hui comment on empêche, quand on le veut bien, des courants d'exode de s'établir à travers les frontières. Vint même le moment, en 1698, où la Cour, cédant au cardinal de Noailles et, jusqu'à un certain point, à son alliée, M^{me} de Maintenon¹,

1. Je prends prétexte de ceci pour citer le petit livre, peu connu en dehors des spécialistes,

songea à donner une réalité au « dernier article ». Non pas, certes, en rétablissant l'Édit de Nantes, comme l'avait demandé Vauban en 1689, en 1691, en 1693, mais en rendant possible aux « opiniâtres » la vie en France, notamment par la concession d'un statut matrimonial purement civil. L'avis contraire prévalut, non sans quelques retours en arrière plus ou moins officiellement esquissés : il fut bien question d'un certain rétablissement de l'Édit de Nantes dans les négociations de Villars avec Jean Cavalier. On sait comment une déclaration du 8 mars 1715, donc de six mois seulement antérieure à la mort de Louis XIV, décréta que « le séjour que ceux qui ont été de la R. P. R. ou qui sont nés de parents religionnaires ont fait dans notre Royaume, depuis que nous y avons aboli tout exercice de ladite Religion, est une preuve suffisante qu'ils ont embrassé la Religion Catholique, A. et R., sans quoi ils n'y auraient pas été soufferts ni tolérés ». Piteuse formule, qui résolvait un problème de droit par une contre-vérité de fait. Ce n'en est pas moins elle qui mettait théoriquement fin à l'Édit de Nantes, en annulant la dernière clause de l'Édit de Révocation. Que Louis XIV ne s'y soit décidé qu'à la veille de sa mort est fort significatif des hésitations où il avait été toute sa vie devant l'édit de son grand-père.

* * *

Ce constat officiel de disparition était, en réalité, beaucoup trop tardif. A la rigueur, on aurait pu dire en 1685 qu'il n'y avait plus de protestantisme français : il y en avait un de nouveau en 1715. La vieille Église réformée s'était entièrement écroulée à la Révocation, sous l'effet de ses faiblesses internes autant que des mesures royales. Ces éléments nouveaux qui avaient pris en elle la primauté depuis l'Édit de Nantes, cette constitution ecclésiastique pratiquement nouvelle qu'ils lui avaient donnée, avaient cédé sans résistance. Le corps pastoral n'avait cessé, depuis un siècle, d'en revendiquer la direction avec un esprit clérical de plus en plus affirmé : le tiers de ses membres abjura, et bien rares furent les ministres qui revinrent du Refuge pour soutenir, jusqu'à une proche capture, leurs troupeaux abandonnés. Les fonctionnaires, bridés par leur esprit légaliste comme par le souci de leur carrière, s'inclinèrent pour la plupart. Les gens d'affaires et les marchands, les bourgeois, adoptèrent en majorité une politique du double

de M. Marcel PIN, *Madame de Maintenon et les protestants* (Uzès, 1943), où l'historien des Camisards a donné un portrait nuancé et presque amusé de la « femme du roi ».

jeu, du compromis, de la dissimulation qui, à la longue, devait devenir dangereuse pour la mentalité protestante et transformer les religieux en de nouveaux marrans. Paris, où ces éléments l'emportaient, allait, profitant de la tolérance dont y jouirent les Nouveaux Convertis, perdre le contact avec le reste d'un corps protestant auquel la capitale s'était naguère imposée : elle ne prit aucune part dans la restauration des Églises réformées.

Les rigueurs royales avaient ainsi détruit le protestantisme centralisé, institutionnel, clérical et bourgeois qui avait recouvert, au cours du XVII^e siècle, le protestantisme de la Réforme. Dans l'épreuve, ce dernier se reconstitua. Sans pasteurs d'abord, à la voix de simples laïcs, les prédicants (et les pasteurs du Refuge devaient longtemps leur reprocher ce qu'ils considéraient comme une intrusion). En dehors des fonctionnaires, des gens de professions libérales, des gens d'affaires, pour la plupart terrés dans leur conformisme, mais grâce à ces nobles et à ces ruraux qui avaient été la principale force des Églises réformées du XVI^e siècle et qui en avaient porté, sous Richelieu, les dernières armes. Lorsque la Révocation les plaça dans la nécessité de réinventer une technique de la résistance, leur premier mouvement fut de se révolter. Et ce furent les petits soulèvements des Cévennes et du Vivarais, autour du prédicant Vivens et de l'ancien avocat Brousson¹, puis la guerre des Camisards². Ces insurrections ayant donné aux autorités une crainte fort utile et la notion des limites qu'elles ne pouvaient trop dépasser, l'heure vint de la résistance ouverte pacifique. Le 21 août 1715, un jeune prédicant, Antoine Court, tenait, avec quelques collègues, dans les Basses Cévennes le premier synode « du Désert », où il entamait la restauration des Églises réformées. Dix jours avant la mort de Louis XIV — comme pour que celui-ci mourût vaincu dans la lutte incertaine qu'il venait de mener contre la R. P. R.

1. Voir le livre du pasteur Charles Bost, *Les prédicants protestants des Cévennes et du Bas-Languedoc* (Paris, 1912, 2 vol.), qui est peut-être le chef-d'œuvre de l'historiographie protestante de France de nos jours, du moins en ce qui concerne l'époque moderne.

2. Les livres les plus vrais sur les Camisards sont ceux de M. Marcel PIN, disciple de Charles Bost. Voir surtout son *Jean Cavalier* (Nîmes et Mons par Alès, 1932). Celui de M. l'abbé DEDIEU, *Le rôle politique des Protestants français (1685-1715)* (Paris, 1921), qui met en lumière l'œuvre de Jurieu comme adversaire acharné de Louis XIV et agent de Guillaume d'Angleterre, est hautement estimable, bien qu'il exagère l'esprit d'intrigue chez les protestants. Il en est ainsi de son *Histoire politique des protestants français*, qui y fait suite pour le XVIII^e siècle (Paris, 1925, 2 vol.) et dont on ne peut se passer pour l'étude de cette époque.

Et les Églises réformées de ruraux et de nobles (avec dans le Midi quelques bourgeois « zélotes », car dans les autres provinces cette classe ne participa point au mouvement) que restaura Antoine Court furent, comme celles du xvi^e siècle, congrégationalistes, fédératives, laïques, parlementaires et égalitaires — jusqu'à ce que les circonstances et la rentrée des éléments urbains et « notables » leur donnassent à nouveau la constitution sociale et les tendances ecclésiastiques qui les avaient conduites à l'effondrement de 1685 et qui les menèrent à l'effondrement de la Révolution, d'où elles ne devaient sortir, par delà et malgré le Concordat, qu'avec le « Réveil » de la piété huguenote, sous la Restauration et la Monarchie de Juillet.

Émile-G. LÉONARD,

Professeur à l'Université d'Aix-en-Provence.

LES ORIGINES

DE

L'EXPÉDITION DE FACHODA¹

Lorsque, dans trois articles publiés en 1936 par la *Revue de France*², Camille Vergniol avait fait une intéressante étude critique des témoignages relatifs aux origines de l'expédition de Fachoda³, il ne disposait que d'une documentation incomplète. Au cours d'un débat engagé devant la Société d'histoire de la III^e République, à l'occasion d'une communication d'Ernest Judet, le 18 février 1938, l'échange de vues avait montré que des divergences d'interprétation subsistaient sur des points importants⁴. Gabriel Hanotaux, dans une lettre adressée à cette Société, avait souligné l'impossibilité d'aboutir à des conclusions précises tant que les documents conservés aux archives du ministère des Affaires étrangères ne seraient pas accessibles aux chercheurs. Or, ces documents sont maintenant connus⁵. Ils n'apportent pas encore sur tous les points la lumière : les *Carnets* de Gabriel Hanotaux, lorsqu'ils seront publiés, donneront sans doute des renseignements complémentaires ; mais il n'est pas inutile de faire le point des connaissances acquises grâce à ces nouveaux documents diplomatiques, qui permettent

1. Cet article donne la substance d'une communication faite à la Société d'histoire de la III^e République, le 23 avril 1948.

2. C. VERGNIOL, *Les origines de Fachoda*, *Revue de France*, 1^{er} et 15 août, 1^{er} septembre 1936 (l'auteur avait pu recueillir sur certains points le témoignage de Marchand). L'historien américain W. LANGER, dans son grand ouvrage *Diplomacy of Imperialism* (New York, 1935, 2 vol., t. I, chap. IX, et t. II, chap. XVI), avait lui aussi fait une excellente mise au point de la question.

3. GABRIEL HANOTAUX, *Le partage de l'Afrique* (Paris, 1907). — ANDRÉ LEBON, *La politique de la France en Afrique, 1896-1898* (Paris, 1901). — P.-L. MONTEIL, *Quelques feuillets d'histoire coloniale* (Paris, 1924). Il faut y ajouter une interview donnée par MARCHAND au *Matin* (20 juin 1905).

4. La communication d'Ernest JUDET et la discussion ont été résumées dans le *Bulletin de la Société d'histoire de la III^e République* (n° 11, février 1938).

5. *Documents diplomatiques français, 1871-1914*, 1^{re} série, t. XI (Paris, 1947). Le tome XII va bientôt paraître ; j'en ai utilisé les épreuves.

d'indiquer les décisions successives du gouvernement français et de les situer dans le cadre des circonstances internationales.

I

C'est à l'année 1893 qu'il importe de remonter pour comprendre l'origine de l'expédition de Fachoda. La Grande-Bretagne, obligée, en 1885, d'abandonner le Soudan égyptien à la suite du mouvement mahdiste, a commencé, depuis trois ans, la préparation diplomatique de la reconquête : l'accord anglo-allemand du 1^{er} juillet 1890 a attribué à la zone d'influence britannique tout le Haut-Nil, depuis les confins de l'Éthiopie jusqu'à la ligne de partage des eaux Congo-Nil et depuis la frontière méridionale de l'Égypte jusqu'à l'Ouganda, où les Anglais ont déjà établi des postes. Or, les milieux officiels français n'ont pas abandonné l'espoir de remettre en question la domination de fait que les Anglais possèdent en Égypte : pour y parvenir, ils songent à une action dans l'ex-Soudan égyptien, soumis à l'autorité du khalife d'Omdurman. En mai 1893, sur l'initiative de Delcassé, sous-secrétaire d'État aux Colonies, le commandant Monteil accepte de prendre la tête d'une mission qui, partant du Haut-Oubangui, tenterait de rejoindre le Nil « et d'établir le pavillon français aux environs de Fachoda¹ ». Quant à la consistance exacte du projet, nous n'avons pas de renseignements précis. Mais il y a lieu de penser que, dans l'esprit de Delcassé, la mission venue du Haut-Oubangui devait être appuyée par un autre effort de « pénétration vers le Nil », dont la base de départ aurait été l'Éthiopie : dans une lettre du 15 juin 1893, adressée au sous-secrétaire d'État des Colonies, Lagarde, gouverneur d'Obock, n'envisage-t-il pas l'espoir d'obtenir « que Ménélik crée, pour notre compte, une station sur le Nil² » ?

Mais ces intentions n'ont pas été suivies d'un commencement d'exécution³. Monteil, dans une lettre qu'il adresse le 7 mars 1894 à André

1. Dans son livre *Quelques feuillets d'histoire coloniale* (p. 65-67), MONTEIL relate un entretien qu'il a eu, le 3 mai 1893, avec Delcassé et avec le président Carnot, sur l'initiative du sous-secrétaire d'État aux Colonies. « Il faut occuper Fachoda », avait dit Carnot. Ce témoignage est confirmé par une lettre de Monteil à Lebon, sous-secrétaire d'État aux Colonies, le 7 mars 1894 : Monteil rappelle qu'en mai 1893 Delcassé lui a demandé de prendre le commandement d'une mission qui atteindrait Fachoda. (Le choix de Fachoda avait été suggéré à Carnot par un de ses anciens camarades de l'École polytechnique, l'ingénieur Prompt, chef des travaux hydrauliques au Caire.)

2. *Documents diplomatiques français*, 1^{re} série, t. XI, n° 65 (note).

3. Monteil écrit qu'au moment où il allait quitter Paris, il avait reçu l'ordre, le 10 octobre 1893, de différer son départ.

Lebon, devenu sous-secrétaire d'État aux Colonies, regrette ce retard, car, dans l'intervalle, la réalisation du projet de « pénétration du Congo au Nil » est devenue plus difficile¹ : les Belges du Congo indépendant ont établi des postes au nord de l'Oubangui. « Avant de donner suite au projet de progression vers le Nil, il faut s'ouvrir au préalable les routes qui y donnent accès ; or, ces routes sont tenues par les agents et les troupes de l'État indépendant. » Monteil demande donc que le gouvernement adopte une solution « qui permette de donner suite *utilement* au projet primitivement conçu ».

Sur ces entrefaites, un fait nouveau intervient : le 12 mai 1894, la Grande-Bretagne signe un arrangement avec l'État indépendant du Congo. Le gouvernement anglais cède à bail à l'État indépendant la région située sur la rive gauche du Nil, entre Lado et Fachoda², tandis que l'État indépendant cède à la Grande-Bretagne une bande de territoire de vingt-cinq kilomètres de large, du lac Tanganyka au lac Albert-Édouard. Or, la première de ces clauses a pour résultat de barrer à la France la « route de Fachoda ». Le gouvernement français proteste (en même temps que le gouvernement allemand qui, lui, n'accepte pas la clause relative au « couloir » de vingt-cinq kilomètres). A partir du 30 mai 1894 — date où Gabriel Hanotaux prend le portefeuille des Affaires étrangères dans le cabinet Ch. Dupuy — il réussit à engager une double négociation avec la Grande-Bretagne et avec Léopold II. Après des pourparlers difficiles, il obtient, le 14 août 1894, du roi Léopold, souverain du Congo, la signature d'un arrangement qui annule l'accord anglo-congolais : la frontière nord de l'État indépendant est déterminée d'ouest en est par le thalweg de l'Oubangui, puis celui du M'Bomou, enfin par « une ligne droite » des sources du M'Bomou à la ligne de partage des eaux Congo-Nil. Par conséquent, l'État indépendant doit retirer les postes qu'il avait établis au nord de l'Oubangui et du M'Bomou, et la voie d'accès au Nil reste ouverte à l'expansion française.

Pourtant, cette négociation, si elle a levé l'obstacle belge, a montré clairement l'importance de l'obstacle anglais. Sans doute, le gouvernement britannique a laissé conclure l'arrangement du 14 août, sans accorder une adhésion formelle. Mais l'ambassadeur anglais à Paris,

1. En fait, ce sont ces « infiltrations » belges au nord de l'Oubangui qui avaient, semble-t-il, déterminé le gouvernement à différer la mission Monteil. Le ministère des Affaires étrangères avait en vain essayé de négocier pour obtenir le retrait des postes congolais. Mais, en raison des difficultés européennes (incident d'Aigues-Mortes), il n'avait pas insisté.

2. Lado se trouve à 500 kilomètres environ au sud de Fachoda.

lord Dufferin, a donné à Hanotaux, le 29 juin 1894, un avertissement ; il a fait allusion au projet de mission Monteil et il a ajouté : « Si vous faites dans ces parages une nouvelle mission Mizon¹, c'est le conflit le plus grave entre les deux pays. »

Pendant que se déroulaient ces négociations, Delcassé, maintenant devenu ministre des Colonies, a décidé de mettre en route la mission Monteil ; mais l'objectif de cette mission n'était plus celui qui avait été prévu l'année précédente. Les instructions du 13 juillet 1894² ont chargé Monteil de prendre des « mesures conservatoires » dans la région du Haut-Oubangui, en occupant les points qui lui paraîtront utiles, « sans attaquer et sans même inquiéter les postes belges déjà établis » — car le gouvernement français espère donner à son différend avec l'État indépendant une « solution pacifique ». De ces postes français du Haut-Oubangui, l'action de la France pourra rayonner vers le nord-ouest (le Tchad) et vers le nord-est (« dans la direction du bassin du Nil »). Pourtant, les instructions ont formulé expressément une réserve capitale : vous devrez, ont-elles prescrit, veiller « scrupuleusement à ce que les forces ou les missions placées sous vos ordres s'abstiennent de pénétrer dans le bassin du Nil, de façon à ce que la question du Soudan égyptien reste entière et complètement réservée ». Or, cette limitation essentielle a été stipulée sur la demande du ministre des Affaires étrangères, Hanotaux. Le 12 juillet, Hanotaux a reçu Monteil et a relaté dans une note le sens de l'entretien : « Il a pris à mon égard l'engagement formel, et d'ailleurs conforme à ses instructions, qu'il n'enverrait jamais une troupe ou même un homme dans le bassin du Nil. » Ainsi restreinte dans son objet, la mission Monteil n'avait plus qu'un but, qui était d'exercer une pression sur l'État indépendant, dans le cas où la négociation en cours ne pourrait pas aboutir. Mais, comme cette négociation parvient, par l'arrangement du 14 août, à une conclusion satisfaisante, la mission devient superflue, et Monteil reçoit contre-ordre, le 22 août, au moment où il vient d'arriver à Libreville.

Par conséquent, au terme de cette première étape, le projet d'une mission destinée à atteindre Fachoda a été abandonné. Pourquoi ? Parce que Hanotaux, ministre des Affaires étrangères, a « freiné » Delcassé et les coloniaux. Ce coup de frein n'est-il pas la conséquence

1. La mission Mizon avait, en septembre 1893, atteint, dans la zone du Tchad, un point (Yola) que la Grande-Bretagne déclarait appartenir à la Nigeria.

2. *D. D. F.*, t. XI, n° 191.

directe de l'avertissement qu'avait donné lord Dufferin, le 29 juin? Hanotaux estime, semble-t-il, qu'il est nécessaire de tenter un arrangement amiable avec la Grande-Bretagne.

II

Pourtant, quatre mois plus tard, le projet de « marche vers le Nil » va reparaitre, sous la forme d'une mission Liotard. Dans quelles circonstances?

Au cours des discussions relatives à l'arrangement anglo-congolais du 12 mai, l'ambassadeur Dufferin avait fait allusion à la possibilité d'une négociation franco-anglaise qui aurait pour but de régler l'ensemble des questions africaines. C'est au début de septembre 1894 que cette négociation s'engage entre Hanotaux et le chargé d'affaires anglais à Paris, sir Eric Phipps, spécialiste de ces questions. Après un premier entretien, le 5 septembre, où les deux interlocuteurs passent en revue les « points litigieux », tant en Afrique occidentale qu'en Afrique orientale, la discussion se concentre, le 29 septembre, sur la question du Haut-Nil : « Qu'est-ce que le Haut-Nil? », questionne Hanotaux ; il se déclare prêt à « reconnaître une sphère d'influence anglaise dans la partie qui n'est pas l'Égypte », à condition que la France reçoive une compensation. Le 7 octobre, dans un nouvel entretien, Phipps demande que la France s'engage « pour le moment » à n'exercer aucune action « au delà de la ligne de démarcation du bassin du Nil et du bassin du Congo » et suggère que la Grande-Bretagne pourrait promettre, à titre de réciprocité, de ne rien entreprendre dans le Haut-Nil, au nord de l'Ouganda. Ce serait, dit Hanotaux, « un désistement provisoire réciproque » qui laisserait ouvert le champ des négociations pour l'avenir¹. Cette suggestion, le ministre français des Affaires étrangères est disposé à l'accueillir.

Or, cette entente « provisoire » dont les bases avaient été esquissées dans les entretiens Hanotaux-Phipps se heurte immédiatement, en Grande-Bretagne et en France, à des résistances².

Le 15 octobre, le directeur des affaires politiques au ministère des Colonies, Haussmann, avertit Hanotaux que « le ministère des Colo-

1. D. D. F., nos 234, 238, 240, 257. Lorsque HANOTAUX (*Le partage de l'Afrique*, p. 90) écrit que les régions en litige étaient « en quelque sorte neutralisées sous la surveillance des deux puissances », il force évidemment le sens de ce projet d'accord.

2. Le fait était connu. Mais les documents des archives donnent sur cet échec des précisions importantes.

nies, après réflexion, n'adhérerait pas aux ouvertures faites par M. Phipps au sujet de l'arrêt réciproque de l'expansion dans le Haut-Nil ». Dans une note qu'il rédige le 30 octobre, pour le dossier¹, Hanotaux ajoute : « M. Delcassé m'a confirmé, depuis, cette manière de voir dans deux entretiens que j'ai eus avec lui. Le motif allégué par lui, c'est que les missions françaises dans le Haut-Oubangui pourront arriver sur le Nil avant la mission Colville², et il m'a dit qu'il avait l'intention de donner des instructions en ce sens à M. Liotard, qui va incessamment rejoindre son poste³. »

A ce refus (que les Anglais ignorent encore) correspond celui du gouvernement britannique : le 20 octobre, Phipps reçoit l'ordre d'interrompre les pourparlers, jusqu'au retour de Dufferin qui est en congé. Lorsque l'ambassadeur reprend son poste, il déclare que le cabinet anglais n'a pas accepté le projet de « désistement réciproque provisoire » suggéré par Phipps, et il ajoute que, de l'avis du Cabinet, la limite de l'influence britannique dans la vallée du Nil s'étend « vers le nord » (en partant de l'Ouganda) jusqu'à Fachoda. Hanotaux réplique que, dans ces conditions, il ne peut pas s'engager à ne pas étendre la sphère d'influence française « au delà du bassin du Congo⁴ ».

Dès lors que la négociation franco-anglaise a échoué, le gouvernement français accepte le plan d'une mission destinée à atteindre le Nil. Une note de Gabriel Hanotaux, qui porte la mention « délibéré en Conseil, 17 novembre 1894 », dit :

« Le Conseil a décidé, sur les observations de M. Delcassé et conformément aux indications que je lui ai fournies sur la marche des négociations relatives au Haut-Nil, que nous ne pouvions que laisser suspendues les négociations relatives à cette région, mais que l'administration des Colonies devait prendre les précautions nécessaires pour que l'occupation des régions dont il s'agit fût accomplie autant que possible avant la prise de possession par la mission Colville. M. Delcassé a dit que M. Liotard, parti le 25 octobre, pensait pouvoir être sur le Nil dans un an environ⁵. »

1. *D. D. F.*, t. XI, n° 260.

2. Cette mission anglaise était dans l'Ouganda. Le bruit avait couru au début d'octobre qu'elle était destinée à agir vers le Nil moyen.

3. Liotard venait d'être nommé haut-commissaire dans le Haut-Oubangui.

4. *D. D. F.*, n° 263.

5. *D. D. F.*, n° 285. Une lettre de G. Hanotaux à Delcassé, le 5 décembre 1894 (*Ibid.*, n° 305), répète en substance le contenu de cette note ; mais Hanotaux ajoute qu'il désire être tenu au courant de la marche de la mission Liotard. Aux archives du ministère des Colonies, je n'ai pas pu retrouver le texte des instructions données à Liotard.

La décision est donc prise. Et Hanotaux, cette fois, a cédé à l'insistance du ministre des Colonies, tandis que, quelques mois auparavant, il avait mis obstacle au projet. Le motif de ce changement d'attitude apparaît clairement : le ministre des Affaires étrangères, depuis qu'il s'est heurté au refus du Cabinet anglais d'accepter les bases de négociation qu'avait suggérées sir Eric Phipps, ne croit plus pouvoir s'opposer aux desseins des coloniaux.

III

Mais la question du Haut-Nil va prendre un aspect plus grave lorsque, au printemps de 1895, le gouvernement français va recevoir de la Grande-Bretagne un avertissement *public*, sous la forme d'une déclaration faite à la Chambre des Communes par Sir Edward Grey, sous-secrétaire d'État au *Foreign Office*. Sur cet avertissement, qui a donné lieu à des interprétations contestables, quels sont les renseignements nouveaux dont la consultation des archives permet de faire état?

Il faut d'abord remarquer que la décision prise le 17 novembre 1894 par le Conseil des ministres français n'est pas restée tout à fait secrète. Le gouvernement anglais a été mis en alerte par plusieurs indices : en janvier 1895, le secrétaire général du Comité de l'Afrique française, le journaliste Percher, écrit, sous son pseudonyme « Harry Alis », que la France doit « prendre position sur le Nil, de manière à empêcher de nouveaux empiètements des Anglais » ; au même moment, Brazza, dans une interview donnée à Alger, déclare que l'accès au Haut-Nil est le seul moyen de trancher la question d'Égypte conformément aux intérêts de la France¹ ; enfin, le 28 février 1895, à l'occasion de la discussion du budget des Colonies, le député F. Deloncle, porte-parole des milieux coloniaux, indique à la Chambre le but politique de l'occupation du Haut-Oubangui : « Aujourd'hui que nous nous sommes ouvert un accès vers le Haut-Nil..., nous sommes en bonne posture pour prendre à revers certaine position de nos rivaux et fournir ainsi à notre diplomatie des éléments nouveaux pour la négociation... que je considère comme indispensable dans un bref délai en vue d'aboutir enfin à l'évacuation tant promise des territoires du Khédive². » C'est donc bien non pas seulement la question du Soudan égyptien, mais la question d'Égypte qui est évoquée.

1. *Afrique française*, 1895, p. 83.

2. *D. D. F.*, t. XI, n° 404, note.

Ces déclarations sont relevées par des membres de la Chambre des Communes, qui posent des questions au Cabinet. Le moment n'est-il pas venu, dit l'un d'eux, le 11 mars, d'affirmer que la vallée du Nil est tout entière dans la sphère d'influence anglaise, et que la Grande-Bretagne n'y tolérera aucune occupation étrangère? Le sous-secrétaire d'État permanent répond que la sphère d'influence anglaise a été définie par l'accord conclu en 1890 avec l'Allemagne et qu'elle s'étend à toute la vallée du Nil. Le 28 mars, en réponse à une nouvelle « question », Sir Edward Grey précise :

« On me demande si, oui ou non, une expédition française¹ est en marche de l'ouest de l'Afrique avec l'intention de pénétrer dans la vallée du Nil et d'occuper une position sur le fleuve... Au Foreign Office, nous n'avons aucune raison de supposer qu'une expédition française ait reçu des instructions pour pénétrer ou essayer de pénétrer dans la vallée du Nil ; et j'irai plus loin : je dirai... que je ne crois pas possible que ces rumeurs méritent créance, parce que la marche en avant d'une expédition française... ne serait pas seulement un acte inconséquent et inattendu ; mais le gouvernement français doit savoir parfaitement bien que ce serait un acte inamical et qu'il serait considéré comme tel par l'Angleterre². »

« Déclaration hautaine », écrit à Hanotaux l'ambassadeur de France à Londres, le baron de Courcel. C'est un « coup droit » qui a été porté à la France, avec l'assentiment quasi unanime du Parlement. Le Cabinet britannique a voulu répondre « aux polémiques françaises concernant la question d'Égypte » : comme il ne croit pas être en mesure d'occuper la vallée du Nil avant l'arrivée éventuelle d'une mission française, il a pris le parti, « pour n'être pas devancé », d'élever « une barrière diplomatique ». Le moment était opportun parce que la Russie est absorbée par les affaires d'Extrême-Orient et que la France est engagée dans la campagne de Madagascar. Pourtant, l'ambassadeur réagit avec vivacité ; il n'hésite pas à dire au secrétaire d'État anglais aux Affaires étrangères, lord Kimberley : « Vous venez nous provoquer, comme si nous devions tout supporter. Certes, si vous nous cherchez, vous nous trouverez ; mais nous ne désirons pas que vous nous cherchiez³. »

Quelle portée exacte faut-il attribuer à cet avertissement public? Le 1^{er} avril, au cours d'un entretien avec l'ambassadeur de France,

1. Allusion évidente à la mission Liotard.

2. *D. D. F.*, t. XI, n° 404.

3. *D. D. F.*, n° 420 et 429 (rapports de Courcel du 30 mars et du 2 avril).

lord Kimberley cherche à calmer l'irritation du gouvernement français. La déclaration faite par sir Ed. Grey, dit-il, n'équivaut pas à une « prise de possession effective » ; elle a seulement exprimé la prétention (*claim*) de l'Angleterre. La question du Haut-Nil « reste en suspens ». Le seul but du Cabinet anglais a été de « se prémunir contre les conséquences d'une occupation des territoires en litige par une expédition française » pendant que la discussion durait encore. « Dites à M. Hanotaux de s'attacher à nos actes plutôt qu'à nos paroles, parce que celles-ci sont toujours réparables. » Le ton est donc plus conciliant. Mais, remarque le baron de Courcel, le Cabinet anglais, au fond, n'a rien abandonné : « Il ne faut donc pas nous exagérer la portée pratique des atténuations qui résultent des explications de lord Kimberley... A la vérité, son langage si soigneusement gardé n'a compromis en rien d'effectif la position dominante conquise à l'Angleterre par les déclarations de sir Edward Grey¹. » Tout au plus la France peut-elle espérer obtenir un partage du Bahr el Gazal, auquel Kimberley a fait une discrète allusion² ; mais il n'est pas question que la Grande-Bretagne accorde un accès au Nil.

Quant à la réaction de Gabriel Hanotaux, nous pouvons la connaître par les lettres qu'il adresse au baron de Courcel. Au premier moment, il a affecté de ne pas prendre la menace au sérieux : « Je pense qu'il y a là-dedans beaucoup de politique intérieure... Je sais qu'il faut en prendre et en laisser. » Pourtant, le Cabinet anglais lui paraît vouloir établir une confusion entre les droits de l'Égypte sur le Soudan nilotique et les droits de l'Angleterre. « Nous ne nous laisserons pas faire. » Le 2 avril, lorsqu'il apprend les propos tenus par Kimberley, il voit là une atténuation sensible des déclarations faites par Grey. Il en profite aussitôt pour faire une suggestion : « Je désirerais qu'il fût bien entendu que, dans la pensée des deux gouvernements, les missions dans les territoires contestés, *si elles n'ont pas le caractère d'expéditions militaires*, sont considérées de part et d'autre comme n'engageant pas la politique des deux pays, et qu'elles n'aient d'autre effet que d'éclairer les négociations tout en laissant intactes les positions respectives et les questions sur lesquelles porte le débat³. » Quel sens peut avoir cette sugges-

1. *D. D. F.*, nos 423 et 429.

2. Lettre particulière de Courcel, 3 avril (*D. D. F.*, n° 432). — Cette opinion de Courcel montre combien ont été exagérées les appréciations formulées en France, à l'époque, au sujet de la déclaration Kimberley, où l'on a voulu voir un désaveu partiel de l'« avertissement Grey ».

3. *D. D. F.*, nos 416 et 424.

tion — sinon d'atténuer les conséquences que pourrait avoir l'arrivée prochaine sur le Nil de la mission Liotard, dont la marche a peut-être commencé¹? Mais Kimberley estime ne pouvoir accepter cette idée sans examen. Le 5 avril, au Sénat, Hanotaux prononce un discours dont le ton est modéré, où il affirme pourtant le droit pour la France d'envoyer des missions dans les régions qui n'appartiennent pas à une autre puissance européenne. « Entre deux grandes nations », dit-il, « il ne peut y avoir ni agression, ni injonction. » Mais « personne ne peut prétendre entraver l'initiative d'hommes courageux qui vont à la recherche de pays nouveaux ». Et il ajoute : « Quand l'heure sera venue de fixer les destinées définitives de ces contrées lointaines, je suis de ceux qui pensent qu'en assurant le respect des droits du Sultan et du Khédive, en réservant à chacun ce qui lui appartiendra selon ses œuvres, deux grandes nations sauront trouver les formules propres à concilier leurs intérêts. » Au lendemain de ce discours, Kimberley déclare souhaiter une reprise de la négociation. Mais on reste là, sur le plan diplomatique.

La situation créée par l'« avertissement Grey » — malgré les « atténuations » apportées, dans la forme, par Kimberley — impliquait donc l'éventualité d'une crise grave, si la France persistait dans son dessein. Mais le risque était-il imminent? Le baron de Courcel l'avait cru, sans doute parce qu'il songeait à la mission Liotard. Le gouvernement français, avait-il dit le 1^{er} avril à Kimberley, ne peut pas répondre qu'une mission française « n'apparaîtra pas un jour sur les bords du Nil malgré nous et malgré vous, car elle est hors de portée de nos directions ». Alors, avait ajouté l'ambassadeur, « quelle serait notre position aux uns et aux autres² »? Or, il apparaît bientôt que Liotard n'est pas sur le point d'atteindre le Nil : faute d'effectifs, faute d'argent, il piétine dans le Haut-Oubangui. Dans sa correspondance adressée au ministère des Colonies, il continue sans doute à faire allusion à la « pénétration vers le Nil », mais non pas comme à une perspective prochaine³. Par conséquent, le projet de mission vers Fachoda est en train de « s'enliser ». Pour que les difficultés soulevées par « l'avertissement Grey » s'apaisent, il suffirait de laisser les événements suivre leur cours.

1. Il ne faut pas perdre de vue que Liotard est un haut-commissaire « civil ».

2. *D. D. F.*, n° 432 (lettre particulière de Courcel, rendant compte d'un entretien avec Kimberley).

3. La correspondance de Liotard est conservée aux archives des Colonies. Les lettres où il parle de ses difficultés datent du début de 1895. Compte tenu du délai de transmission (quatre mois, semble-t-il), elles ont dû parvenir à Paris dans le courant d'avril.

Or, c'est deux mois ou trois mois plus tard que la question de la « marche vers le Nil » est reprise par le ministère des Colonies, sur la base d'un nouveau projet présenté par le capitaine Marchand.

Les archives ne paraissent pas avoir gardé trace de la première note établie par Marchand¹; mais elles ont conservé sa « note complémentaire » du 10 novembre 1895 qui était, au témoignage de l'auteur, le document capital.

Quel est le thème de cette note? Depuis que la situation de la France dans le Haut-Oubangui a été « consolidée » par la convention franco-congolaise du 14 août 1894, il est possible de consacrer, dit Marchand, « tous nos efforts, toutes nos ressources » à « l'extension jusqu'au Nil de l'influence française ». Ce programme « réclame l'intervention du Département des Affaires étrangères », car la réalisation peut « à un moment donné créer un incident de politique internationale ». Le but ne peut pas être l'annexion du Soudan égyptien, car la France invoque, contre les prétentions britanniques sur la vallée du Nil, les titres du Khédive. Mais il s'agit de prendre « des gages de restitution collective à l'Égypte des territoires ayant formé le Soudan égyptien ». Ainsi l'Angleterre sera mise « dans la nécessité d'accepter, sinon de provoquer elle-même, la réunion d'une conférence européenne, au sein de laquelle serait discuté et fixé le sort réservé au Soudan égyptien, c'est-à-dire à la vallée du Nil ». Et l'on peut espérer que « la question de l'évacuation de l'Égypte découlerait tout naturellement de celle du Soudan égyptien ». Pour aboutir à ce résultat, il suffit d'envoyer vers le Nil une mission sans caractère militaire, qui n'arborera le pavillon qu'en cas de rencontre avec une mission rivale. « En aucun cas et sous aucun prétexte il ne saurait surgir un conflit de cette rencontre » : chaque chef de mission prendra acte de la présence de l'autre et transmettra à sa Chancellerie « pour suite à donner ».

Ainsi Marchand, tout en posant la question sous son aspect le plus large — puisqu'il indique expressément que l'objectif final est d'obtenir l'abandon de l'Égypte par l'Angleterre — s'applique à rassurer le ministère des Affaires étrangères sur les conséquences du projet. Ce qu'il suggère, c'est une « prise de gage » qui obligera la Grande-Bre-

1. C'est en juin 1895 que, d'après C. Vergniol, cette note avait été établie. Marchand venait de rentrer en France, après avoir appartenu, depuis 1894, à l'état-major de Monteil, en Côte d'Ivoire. Par Monteil, il avait connu le plan de « marche vers le Nil » (MONTEIL, *op. cit.*, p. 115). Dans une interview au *Matin* (20 juin 1905), Marchand a affirmé qu'il avait vu Hanotaux le 14 juin et que le ministre des Affaires étrangères lui avait conseillé de « mûrir » son projet et de le présenter aux Colonies. Aucune trace de cet entretien n'existe dans les archives du ministère des Affaires étrangères.

tagne, croit-il, à accepter une discussion non seulement sur la question du Soudan nilotique, mais sur la question d'Égypte.

Est-il possible de déterminer l'attitude respective du ministre des Colonies et du ministre des Affaires étrangères en face de ce projet?

Le 21 septembre 1895, le ministre des Colonies — c'est maintenant Chautemps — écrit à son collègue du Quai d'Orsay. Il a demandé au capitaine Marchand d'étudier l'extension possible de la sphère d'influence française « en particulier dans la direction du Nil » et d'établir un plan de mission. « J'ai prescrit à M. le capitaine Marchand de vous exposer de vive voix les diverses lignes de ce plan, et vous serez obligé de bien vouloir le recevoir à cet effet, vous priant de me faire connaître après cette entrevue votre sentiment sur une question qui touche plus encore à la politique générale qu'à des intérêts purement coloniaux. » — C'est bien dire que la décision appartient au Quai d'Orsay.

Gabriel Hanotaux avait, nous l'avons vu, accepté en novembre 1894 le plan de la mission Liotard. Mais, depuis cette date, était intervenu l'« avertissement Grey », qui était bien de nature à le faire réfléchir. Devant l'initiative prise par le ministère des Colonies, qui tendait à faire « rebondir » l'affaire du Haut-Nil, qu'a-t-il fait?

Il a reçu Marchand. De cet entretien, la seule trace qui subsiste dans les archives est une note, non datée, qui est de la main d'un attaché de cabinet. Marchand propose d'atteindre « la ligne de partage des eaux du Congo et du Nil » et d'entrer dans le Bahr el Gazal. Rien, dans ce document, n'indique quelle a été la conclusion de l'entretien¹.

D'autre part, le ministre des Affaires étrangères a, d'après une note qui figure au dossier, envisagé de tenir avec son collègue des Colonies la « conférence » suggérée par celui-ci. Mais la chute du cabinet Ribot, survenue le 1^{er} novembre 1895, a coupé court à ce projet.

Les documents conservés dans les archives des Affaires étrangères ne permettent donc pas d'affirmer que Gabriel Hanotaux avait donné, à cette date, son approbation².

Dans le cabinet Léon Bourgeois, qui succède au cabinet Ribot, le ministre des Colonies est Guieysse et le ministre des Affaires étrangères est Berthelot. Quelques jours après son entrée en fonctions, Guieysse, alerté par ses services qui lui disent « l'extrême urgence » d'une décision, adresse une lettre à son collègue du Quai d'Orsay : il expose, une

1. Cette note paraît être de la main de Brice, attaché au cabinet.

2. Dans l'interview donnée au *Matin*, Marchand dit que le ministre des Affaires étrangères était prêt à signer. Seuls, les *Carnets* de G. HANOTAUX pourront peut-être permettre d'élucider ce point.

fois de plus, le projet Marchand. Le 21 novembre 1895, pendant une séance du Conseil des ministres, il remet à Berthelot un billet pour le prier de prendre immédiatement les mesures nécessaires en vue de « ravitailler » Liotard dans le Haut-Oubangui et d'organiser la « nouvelle mission », c'est-à-dire la mission Marchand¹. Que Berthelot donne son assentiment, il n'est pas possible d'en douter, puisque, le lendemain, le cabinet du ministre des Colonies écrit au cabinet du ministre des Affaires étrangères : « M. Berthelot a répondu qu'il était prêt à signer la lettre qui lui serait présentée. Nous serions heureux de la recevoir dans le plus bref délai. » De fait, le 30 novembre 1895, la réponse est signée : elle résume la lettre adressée par Guieysse et la « note complémentaire » de Marchand ; elle souligne que la mission, « dépouillant tout caractère militaire », devra essayer d'atteindre le Nil : sa présence permettrait à la France « d'intervenir utilement pour le règlement de la question du Soudan égyptien ». Et Berthelot conclut : « Je ne puis, en ce qui me concerne, que donner une entière adhésion au projet dont il s'agit². »

L'initiative prônée par le ministère des Colonies est donc, pour la seconde fois — un an après la décision relative à la mission Liotard — approuvée par le ministère des Affaires étrangères. Pourtant, près de trois mois encore vont s'écouler avant que cette décision si urgente reçoive un commencement d'exécution³ ; — et les archives ne permettent pas d'apercevoir les motifs de ce retard. Enfin, le 24 février 1896, le ministre des Colonies établit les instructions destinées à Marchand et à Liotard. Dans les archives du ministère des Colonies, seules subsistent les instructions adressées à Liotard. Elles rappellent que la mission du Haut-Oubangui avait été chargée, à la fin de 1894, d'obtenir « l'accès du Soudan égyptien » et elles indiquent le nouveau projet — celui de Marchand — qui tend au même but. Il est nécessaire de réaliser une harmonie entre ces deux projets qui envisagent des méthodes d'action différentes : Liotard avait noué des alliances avec les sultans de Rafaï et de Zemio (dans la zone du M'Bomou) et comptait s'appuyer sur eux pour pénétrer dans le Bahr el Gazal, domaine des

1. Le billet est daté : « 21 novembre. » Il est écrit sur papier à en-tête de la présidence de la République : c'est ce qui permet de penser qu'il a été libellé pendant un Conseil des ministres.

2. Ce document infirme la déclaration faite par Berthelot au *Matin*, 21 juin 1905, où il niait avoir donné son approbation. Elle confirme, sauf une légère erreur de date, le témoignage donné à C. Vergniol par Marchand.

3. D'après Marchand (témoignage recueilli par C. Vergniol), c'est Guieysse qui aurait retardé la solution. Je n'ai rien retrouvé à ce sujet dans les archives des Colonies.

Mahdistes. Marchand, au contraire, voulait ménager les Mahdistes. Le ministre, pour assurer l'unité d'action, décide de placer Marchand sous la direction de Liotard, qui aura la charge de concilier les deux méthodes et de fixer la ligne de conduite. Mais c'est Marchand qui pénétrera dans la vallée du Nil. « Je dois appeler tout spécialement votre attention », écrit le ministre à Liotard, « sur le prix qu'attache le gouvernement à voir se réaliser le programme de M. Marchand sinon dans son intégralité, au moins dans ses grandes lignes, et qu'il tient (*sic*) essentiellement à ce que le raid qu'il avait l'intention de tenter soit exécuté ».

IV

Or, quelques jours après la signature de ces instructions¹, voici qu'un fait nouveau aggrave singulièrement la situation : le gouvernement britannique — qui craint un « réveil » du mahdisme à la suite du désastre subi par les Italiens en Éthiopie (Adoua, 1^{er} mars 1896), décide de former un corps expéditionnaire pour opérer la reconquête du Soudan égyptien. Ces troupes, placées sous le commandement de Kitchener, doivent partir d'Égypte et remonter le Nil jusqu'à Dongola. Par conséquent, la Grande-Bretagne, tandis qu'elle avait paru songer jusque-là à lancer une mission partant de l'Ouganda, terre britannique, se décide à agir au nom de l'Égypte : ce changement de front met en mauvaise posture le gouvernement français, qui avait toujours déclaré son intention de respecter « les droits du Khédive ». C'est le 12 mars 1896 que le nouveau secrétaire d'État anglais aux Affaires étrangères, Salisbury, avertit de cette décision l'ambassadeur de France à Londres, et c'est le 18 mars que l'annonce de l'expédition est faite à la Chambre des Communes.

En affirmant la volonté de reconquérir le Soudan égyptien, le cabinet unioniste jette à la France « un défi ». Sans doute l'expédition Kitchener a-t-elle pour objectif Dongola, qui est à 1,000 kilomètres environ, à vol d'oiseau, au nord de Fachoda. Pourtant, est-il vraisemblable

1. Dans *Le partage de l'Afrique*, HANOTAUX (suivi sur ce point par tous les historiens) dit que la décision anglaise a été connue dès la fin de décembre 1895 : ainsi l'envoi de la mission Marchand prend l'allure d'une réplique à l'initiative anglaise. Mais rien ne confirme cette affirmation, et tout la dément : *L'Afrique française*, si attentive à signaler toute entreprise anglaise, ne fait aucune allusion à l'expédition Kitchener avant la date du 12 mars, et la correspondance du baron de Courcel reste muette jusqu'à la même date. — Hanotaux dit aussi que Salisbury avait offert à la France, à la fin de 1895, une nouvelle négociation ; cette négociation a eu lieu effectivement, mais elle a porté uniquement sur la question du Siam et celle du Niger ; l'affaire du Haut-Nil n'a pas été abordée.

qu'elle s'en tienne là? Le gouvernement français essaie d'obtenir une promesse, en se servant des moyens de pression financiers dont il dispose¹. Mais Salisbury envisage une formule élastique : il n'est *pas probable* que l'expédition dépasse Dongola. Cette formule est jugée insuffisante par le gouvernement français. Salisbury se borne alors à déclarer par écrit que la décision de reconquête du Soudan n'affectera en rien « la durée de l'occupation anglaise en Égypte », mais ne prend aucun engagement quant à l'objectif territorial de l'expédition Kitchener.

Il faut donc, dès ce moment, envisager l'éventualité d'une « rencontre », le jour où la mission Marchand atteindra le Nil. Cette menace va-t-elle amener le gouvernement français à modifier ses projets?

Il n'en est rien. Léon Bourgeois, qui a pris le portefeuille des Affaires étrangères, le 28 mars, par suite de la démission de Berthelot², reçoit, le 18 avril 1896, le capitaine Marchand³. Celui-ci déclare au président du Conseil qu'il agira en parfait accord avec Liotard (« agir autrement serait un crime »), qu'il procédera « de façon toute pacifique » avec les Mahdistes, et que le but extrême de sa marche sera « le Nil vers Fachoda ». Dans dix-huit mois, il pense pouvoir atteindre un point situé dans le Bahr-el-Gazal, à proximité du Nil. « Personne n'y peut arriver avant les Français, ceux-ci étant, à Zemio, de beaucoup les plus rapprochés de ce point. »

Mais, dix jours plus tard, le cabinet Léon Bourgeois est démissionnaire. Il est remplacé par un cabinet Méline, où Gabriel Hanotaux reprend le portefeuille des Affaires étrangères. D'après son propre témoignage, Hanotaux, sans oser « décommander » la mission Marchand, aurait fait un effort pour en « atténuer le caractère ». Or, regardons les textes. Le 24 juin 1896, le ministre des Colonies, André Lebon, adresse à Liotard de nouvelles instructions. Que disent-elles?

Avec l'arrivée prochaine de Marchand, « notre action va entrer dans une phase décisive », écrit le ministre. Il s'agit de confirmer la politique « dont notre établissement dans le bassin du Nil doit être le couronnement ». Pourtant, la mission « ne saurait être considérée comme une entreprise militaire », car on ne peut songer, avec des forces réduites,

1. Je n'entre pas dans le détail de cette négociation difficile : il suffit de dire que, pour couvrir les frais de « l'expédition de Dongola », la Grande-Bretagne demandait à la Caisse de la Dette égyptienne un crédit de 500,000 £ et que la France s'y opposait.

2. Je n'examine pas ici les circonstances de cette démission, parce qu'elle ne paraît pas avoir été en rapports directs avec le sujet de mon étude.

3. Note de la main de Léon Bourgeois : « Conversation avec M. Marchand » (18 avril 1896).

à des « projets de conquête » ; pour garder ce caractère « exclusivement pacifique », elle devra éviter « d'être aux prises avec les Derviches ¹ ».

C'est ce document qui, d'après Gabriel Hanotaux, constituait une « atténuation » des instructions antérieures. Or, il est difficile d'apercevoir la portée de cette « atténuation » : les instructions du 24 février n'avaient-elles pas déjà indiqué que la mission Marchand n'aurait pas le caractère d'une expédition *militaire*? Quant à l'allusion à la méthode « exclusivement pacifique », elle s'appliquait uniquement aux rapports avec les *Mahdistes*. Comment attacher, dans ces conditions, une valeur à la thèse d'Hanotaux et d'André Lebon?

Le lendemain, Marchand quitte la France ².

* * *

Ainsi se trouve établie, pour autant que le permettent les documents conservés dans les archives des Colonies et des Affaires étrangères, la succession des faits et des décisions. Il va sans dire que ces documents ne prennent leur sens exact que si on les replace dans l'atmosphère de l'époque. Les données de psychologie collective sont toujours importantes ; ici, elles sont essentielles. Pour éclairer le « dossier » diplomatique, il faut donc tenir grand compte de l'état d'esprit qui dominait alors les décisions des gouvernements. En France, le « parti colonial » avait une importance bien supérieure à celle que paraissait devoir lui assurer le nombre de ses membres actifs. Le rôle que tiennent les grands coloniaux, l'accueil personnel qu'ils rencontrent de la part des ministres — voire du président de la République, au temps de Carnot — sont des indices suggestifs : ils montrent quel intérêt ne manquerait pas de présenter une étude approfondie de ce « parti colonial » — étude qui reste à faire. En Grande-Bretagne, l'opinion publique accepte aisément l'idée d'un conflit. Plus tard, dans une lettre adressée à Th. Roosevelt, sir Edward Grey écrira : « Tout gouvernement ici, pendant les dix dernières années du siècle, aurait pu avoir la guerre, en levant le petit doigt. Le peuple l'aurait acclamé : il avait un besoin d'excitation et un flux de sang à la tête. » C'est après la guerre sud-africaine seulement que cette excitation s'est calmée ³. Interpréter les documents sans avoir

1. André Lebon, dans son livre, avait cité l'essentiel de ces instructions.

2. Au même moment, le gouvernement français reprend des pourparlers avec Ménélik : en décembre 1896, Lagarde, devenu secrétaire général du ministère des Colonies, va en Éthiopie pour « lancer des missions vers le Nil », afin d'appuyer la mission Marchand.

3. Lettre de Grey à Th. Roosevelt, décembre 1906, citée par TREVELYAN, dans sa biogra-

présentes à l'esprit ces conditions psychologiques, ce serait commettre une lourde erreur.

Pourtant, le simple examen de ces documents autorise quelques constatations qui ne sont pas sans intérêt :

1^o Le projet de « marche vers le Nil » a été suivi, de façon continue, par les milieux coloniaux, à partir de 1893. Le but essentiel : « rouvrir la question d'Égypte », a été sans cesse affirmé.

2^o Le projet a été soutenu, de bout en bout, par les sous-secrétaires d'État aux Colonies (Delcassé, André Lebon), puis par les ministres des Colonies (Delcassé, Chautemps, Guieysse, André Lebon).

3^o Quant aux ministres des Affaires étrangères, à qui il appartenait de veiller aux conséquences de ce projet dans les relations franco-anglaises, ils n'ont pas eu une attitude uniforme. Hanotaux a « freiné » l'initiative des coloniaux, en juillet 1894, lors de la mission Monteil ; il a cédé, en novembre 1894 (mission Liotard) ; il n'a pas mis obstacle, à l'automne de 1895, au projet Marchand, sans que nous puissions, d'après les documents actuellement connus, affirmer qu'il était prêt à l'accepter au moment où il a quitté temporairement le ministère ; à son retour au pouvoir, au début de mai 1896, il a laissé faire, autant que nous pouvons en juger. Berthelot et Léon Bourgeois paraissent avoir adopté sans réticence, ni résistance, les vues du ministère des Colonies.

La décision a donc été longuement étudiée, longuement mûrie. Or, elle était grave, puisque, dès juillet 1894, dans une déclaration en tête à tête (celle de lord Dufferin), et en mars 1895, dans une déclaration publique (celle de sir Ed. Grey), le cabinet libéral anglais avait clairement laissé entendre que toute tentative française pour prendre pied dans la vallée du Nil mènerait à un conflit. A plus forte raison n'était-il pas possible de douter de la volonté du cabinet unioniste, après les élections de 1895, — triomphe de l'impérialisme.

En décidant l'envoi de la mission Marchand, les hommes qui dirigeaient la politique française avaient-ils mesuré les conséquences ? Avaient-ils songé à ce qui se passerait le jour de la « rencontre » ? Sans doute ont-ils cru que la résolution de l'adversaire ne « tiendrait pas » et que, devant le fait accompli, le gouvernement britannique se résignerait à négocier (comme il l'a fait, au printemps de 1898, au sujet du Niger) ? Erreur psychologique, car la question du Nil était « vitale »

phie de Grey. Dans le même sens, voir les *Souvenirs d'Oxford* de Jacques BARDOUX : en 1898, la « société » anglaise est belliqueuse.

pour les intérêts anglais. Mais ne faut-il pas ajouter aussi : légèreté? Dans une lettre particulière écrite au lendemain de la « rencontre » de Fachoda, Delcassé a écrit : « Combiner les exigences de l'honneur national avec la nécessité d'éviter une guerre navale que nous ne pouvons absolument pas soutenir..., voilà le problème¹. » Delcassé — et les autres — n'auraient-ils pas pu faire cette simple réflexion *avant* de décider la « marche vers le Nil »?

Pierre RENOUVIN,
Membre de l'Institut.

1. Cité par André MAUROIS dans *Edouard VII* (p. 90), d'après les papiers privés de Delcassé, qui sont conservés par M^{me} Noguès.

MÉLANGES

QU'EST-CE QUE LA FÉODALITÉ?

A PROPOS D'UN LIVRE RÉCENT¹

Après de nombreux érudits — entre autres Ferdinand Lot, Calmette, Hintze, Mitteis, Stenton, Stephenson et Marc Bloch — M. Ganshof aborde le problème de la féodalité dans un petit livre qui se fonde sur les travaux antérieurs en même temps qu'il fait état de recherches personnelles². L'auteur ne se livre point à l'analyse d'une structure sociale et n'évoque pas les vastes horizons qui furent ceux de Marc Bloch. Son objet est plus modeste, plus technique. Il définit la féodalité comme un régime juridique représenté par un « ensemble d'institutions » organisées autour de la vassalité et surtout du fief. Ce régime a triomphé, du x^e siècle au xiii^e, entre la Loire et le Rhin : cadre chronologique et territorial dans lequel s'inscrivent principalement les investigations de M. Ganshof. Avec raison, cependant, il donne au préalable un aperçu des origines de la féodalité et suit sa progression à travers l'époque carolingienne. La conclusion trace une rapide esquisse des prolongements. L'auteur, enfin, se livre à de suggestives comparaisons entre le régime féodal des pays d'entre Loire et Rhin et celui de l'Angleterre et de l'Allemagne. Mettons en valeur les lignes directrices de l'ouvrage et attachons-nous en premier lieu à la question la plus difficile : celle des antécédents et de la formation de la féodalité.

L'insécurité qui règne dans la Gaule franque aux vi^e et vii^e siècles entraîne la formation de clientèles armées déjà connues, d'ailleurs, des sociétés gallo-romaines du Bas-Empire et des Germains. Pour les grands le mot *antrustion*, et pour les humbles les termes *gasindus*, *puer*, *vassus* (du celtique *gwas*) soulignent la dépendance des hommes libres qui, sans aliéner leur liberté, se sont placés dans le patronage d'un puissant par un acte juridique appelé recommandation. Le mot *vassus* triomphera des autres termes

1. F. L. GANSHOF, *Qu'est-ce que la féodalité?* 2^e édition. Bruxelles, Office de Publicité; Neuchâtel, Éditions de la Baconnière, 1947, in-8°, 208 p., 1 pl. hors texte; prix : 80 fr. belges. — La première édition a paru dans la *Collection Lebègue*, n° 53, septembre 1944.

2. Notamment en ce qui concerne la signification et le rôle de la « foi » vassalique et de l'osculum, la formation des liens réels, le classement des principaux types de fief, la féodalité et l'État.

au VIII^e siècle. Ayant parfois comme synonymes, à partir du IX^e siècle, *homo* ou *miles*, il désignera finalement la catégorie supérieure des recommandés. Les vassaux appartiennent à des conditions sociales fort différentes. Il y a des vassaux du roi comme de seigneurs particuliers, des vassaux riches et d'autres pauvres, qui n'ont aucune terre. Pourtant, la nature de leurs engagements et celle de leurs services — spécifiquement guerriers pour la plupart — les distinguent des petits recommandés, notamment des tenanciers qui vivent dans le cadre de la seigneurie rurale, peinent sur leurs champs et sont astreints à des devoirs fort différents de ceux qu'impose la vassalité. C'est aussi dans le courant du VIII^e siècle et surtout au IX^e que se fixent les rites de la recommandation : rite des mains jointes, placées par le dépendant dans les mains du *dominus*, appelé de plus en plus souvent *senior* ; serment de fidélité, prêté sur des reliques. De même se précisent la nature des engagements vassaliques — engagements viagers qui, avant la seconde moitié du IX^e siècle, ne peuvent être contractés qu'à l'égard d'un seul seigneur — et celle des obligations, qui sont surtout militaires. Mais le contrat peut être rompu par l'une des parties pour manquement, réel ou supposé, à l'une de ses clauses. Nombreux, à toutes les époques, sont les vassaux qui abandonnent leur seigneur pour un autre maître, dont ils espèrent davantage.

Qu'espèrent-ils? Non seulement sa protection, mais un gagne-pain : soit que le seigneur les entretienne dans sa maison, — cas de beaucoup le plus fréquent avant le milieu du VIII^e siècle ; soit qu'il leur concède, temporairement ou à vie, et gratuitement ou contre une redevance modérée, une terre en bienfait, en bénéfice (terme d'abord très large qui se restreindra pour ne plus désigner que la concession faite au vassal et se distinguer, sous le nom de fief, de la tenure en censive). Emprunté surtout aux églises à l'époque de Pépin II et de Charles Martel, puis de nouveau au milieu du IX^e siècle, le bénéfice l'a été, le reste du temps, au domaine du concédant. M. Ganshof s'attache à définir la nature de cette concession à l'époque carolingienne et met en lumière, de façon décisive, le processus de l'union qui s'est faite entre la vassalité et le bénéfice. D'abord accidentelle et sans aucun rapport de droit avec les serments, la concession de bénéfices aux vassaux se répand sous Charlemagne et ses successeurs. Certes, il existe encore des vassaux non chasés. Mais le seigneur préfère remettre à ses dépendants des terres qui les aident à remplir leurs obligations. Dans le courant du IX^e siècle, le bénéfice passe dans le patrimoine du vassal et devient héréditaire, bien que la concession doive être renouvelée, comme les serments, à la mort de l'une des parties. De plus en plus nombreux, à la même époque, sont les vassaux qui tiennent des bénéfices de plusieurs personnes et contractent autant d'engagements vassaliques qu'ils ont de seigneurs. Ces engagements eux-mêmes apparaissent comme proportionnés à l'importance du bénéfice qui, jadis conséquence de la vassalité, tend maintenant à en devenir la cause

et la raison d'être. Soit une altération, un renversement de la conception primitive des relations féodo-vassaliques — où, cependant, le lien personnel continue à l'emporter sur le lien réel — et une marche progressive vers la constitution de la féodalité classique.

L'emprise grandissante des liens de dépendance a été encouragée par les Carolingiens, qui ont vu en eux un moyen de gouvernement et un instrument d'obéissance. Mais, invités à se recommander au souverain, les agents royaux ont finalement considéré leur office comme transmissible héréditairement dans leur famille. Séparé de la foule des arrière-vassaux, privé d'une partie de ses pouvoirs par l'assimilation de l'honor au bénéfice et la patrimonialité des fonctions publiques, le roi a vu son autorité considérablement diminuée. Toutefois, l'existence des vassaux royaux, puis la reconnaissance par les princes territoriaux de la suprématie théorique de la couronne, à laquelle ils étaient liés par les serments vassaliques, ont prémuni l'État contre un total démembrement.

La « féodalité classique » constitue, à partir du x^e siècle, « un système d'institutions véritablement vivantes ». M. Ganshof étudie en premier lieu l'élément personnel, ou vassalité, dans ses rites : hommage et fidélité, puis ses obligations — *auxilium* et *consilium* de la part du vassal, protection et entretien de la part du seigneur, engagements réciproques de ne causer aucun dommage à l'autre partie. — Les sanctions prévues en cas de manquement au contrat, les modalités particulières nées de la pluralité des hommages et la portée de l'hommage lige sont successivement envisagées. Vient ensuite le lien réel, constitué par le fief (terme qui s'est substitué au mot bénéfice, dès le x^e siècle, en France et en Italie, aux xii^e et xiii^e en Allemagne). Sa nature, ses principaux types, l'investiture, les droits du seigneur et du vassal, l'hérédité et les règles de succession, le droit d'aliénation, les rapports entre le fief et la vassalité sont l'objet de paragraphes nourris de faits, que viennent compléter d'excellentes remarques sur le fief et la justice, puis sur la place du système féodal dans l'État en France, en Allemagne et en Angleterre. Un « glissement » s'est opéré depuis le ix^e siècle « dans les relations féodo-vassaliques ». Le fief est devenu la raison d'être de la vassalité et « la cause de l'obligation du vassal ». Désormais, les services sont dus plutôt par le fief que par son détenteur. Bref, le lien personnel se relâche au profit du lien réel. D'autre part, tandis que l'Allemagne se féodalise et se morcelle en grandes principautés territoriales, les royautes de France et d'Angleterre puisent dans le droit féodal — mais sous des formes différentes — des éléments qui leur permettent de saper l'autorité des féodaux et de développer le pouvoir monarchique. Dans ces deux pays, la féodalité n'est plus, à partir du xiv^e siècle, l'élément principal du système politique et de la structure sociale. Les rites créateurs des relations féodo-vassaliques subsisteront pendant plusieurs siècles encore, ainsi que certaines façons de sentir et de penser. Mais le concept féodal se videra lentement des réalités qui étaient les siennes à l'époque de la féodalité classique.

Il va sans dire qu'un ouvrage touchant à des questions aussi complexes appelle parfois la discussion, surtout dans la mesure où le critique se rapporte à ses propres expériences. S'agit-il des serments vassaliques? Le rite du baiser est considéré comme indépendant de l'hommage, alors que beaucoup de documents le présentent comme l'un de ses moments et que la formule « hommage de bouche et de main », d'ailleurs relevée par l'auteur, est assez courante. S'il n'est pas douteux, d'autre part, que l'élément réel ait pris dans les relations féodo-vassaliques un relief si accusé qu'il est devenu la cause de l'entrée en dépendance, il ne s'ensuit pas nécessairement que le lien personnel se soit relâché au point de ne plus constituer, après le ^{xiii}^e siècle, qu'une formalité¹. Le serment, pris en soi, le caractère religieux imprimé à la fidélité, les engagements qui en découlent — fussent-ils souvent violés — nous semblent avoir conservé à la vassalité, jusqu'à la fin du Moyen Age, une importance que nous jugeons, peut-être à tort, comparable à celle du lien réel. Autre observation : on aurait aimé connaître l'opinion de M. Ganshof sur des questions controversées (par exemple sur le rapport entre l'affaiblissement des lignages et la formation des liens vassaliques, ou sur la nature et la portée de l'hommage et du serment de fidélité roturiers, qui, selon Guérard, Petot et Bloch, seraient bien antérieurs au ^{xii}^e siècle). Sans doute, enfin, l'auteur aurait-il pu, sans sortir de son propos, réserver une plus large place aux régions incomplètement féodalisées. Les institutions gagnent à être définies non seulement par leurs traits prédominants, mais par leurs dégradés ou leurs contraires.

Mais nous ne voudrions pas terminer ce compte-rendu par des remarques qui sont moins des critiques que des suggestions. Car l'ouvrage est de qualité. M. Ganshof présente un exposé clair, méthodique, vigoureux, des institutions féodales, suit leur évolution étape par étape, illustre ses définitions par des exemples heureusement choisis, voit derrière les mots leur contenu et leur signification changeante. Après avoir fermé le livre, le lecteur possède une notion précise du système féodo-vassalique. Il est armé aussi pour pénétrer dans la société féodale, en apprécier les perspectives ou cheminer parmi les détours d'un immense problème. Que l'auteur en soit remercié.

Robert BOUTRUCHE,

Professeur à l'Université de Strasbourg.

1. A quel moment l'élément réel a-t-il pris le pas sur le lien personnel? L'exposé, dont les arêtes sont par ailleurs si nettes, présente ici quelque flottement chronologique. P. 88 : « La vassalité... doit être encore tenue, à l'âge classique de la féodalité, pour l'élément le plus essentiel, en dépit de l'importance croissante prise par le lien réel. » — P. 174 : l'auteur paraît enclin à fixer « la prépondérance acquise par l'élément réel » au premier quart du ^{xiii}^e siècle, sinon au ^{xii}^e, qui pourtant appartiennent à l'époque de la féodalité classique, telle qu'elle est délimitée à la p. 14. Les variétés régionales sont, il est vrai, si nuancées qu'elles imposent parfois leurs contradictions à l'historien le plus averti.

LE DÉPART DE LOUIS-PHILIPPE POUR L'ANGLETERRE

LE 2 MARS 1848

En cette année qui marque le centenaire de la Révolution de 1848, on lit encore trop souvent que Louis-Philippe s'embarqua à *Trouville* pour l'Angleterre. Ce « canard » a eu la vie dure.

La lettre suivante, traduite de l'anglais, raconte en détail comment Louis-Philippe et sa suite s'embarquèrent au Havre. Écrite par Mr Featherstonhaugh, « consul de Sa Majesté la Reine Victoria », au Havre, adressée à Lord Palmerston, alors ministre des Affaires étrangères, elle fut transmise par celui-ci à la reine Victoria, très sincèrement inquiète du sort du « pauvre roi Louis-Philippe », Palmerston pensait que Sa Majesté « lirait avec intérêt » ce récit qui, écrivait-il, « est comme un des meilleurs contes de Walter Scott ¹ ».

Mr. Featherstonhaugh à M. le Vicomte Palmerston.

Le Havre, 3 mars 1848.

Mon cher Lord Palmerston, *

Ça a été une affaire très délicate, mais grâce à Dieu tout a très bien marché. J'ai dû renoncer à faire partir le roi de Trouville par un bateau de pêche. Le temps était très orageux ; il lui aurait peut-être été impossible de trouver le paquebot, car la mer était très agitée et le vent debout. Le bateau de pêche aurait pu couler, éventualité dont l'idée seule me rendait misérable.

J'abandonnai donc ce plan complètement et, après avoir longuement réfléchi, je décidai d'en adopter un autre mieux à ma portée et dont la hardiesse (terrible épreuve pour mes nerfs) devait en assurer le succès. Il s'agissait de faire venir le roi et la reine au Havre avant que personne ne soupçonnât un projet aussi hasardeux et de fixer tous les détails de leur embarquement jusqu'à une minute près. Pour exécuter ce plan, il me fallait des hommes alertes, intelligents et résolus. J'eus la chance de les trouver.

J'avais appris que le peuple soupçonnait que c'était M. Guizot qui se cachait à Trouville et, comme on pouvait s'attendre à quelque événement sinistre, j'envoyai une personne de confiance au Calvados. Il était grand temps. La foule s'était assemblée à l'endroit où le roi demeurait et il avait dû s'échapper par la porte de service et marcher pendant deux lieues. Il était enfin arrivé à Honfleur, à la petite maison de jardinier où se trouvait la reine. Cela eut lieu hier matin à six heures et demie. Mon homme de confiance entra en communication avec le roi et la reine

1. Lettre du Vicomte Palmerston à la reine Victoria du 5 mars 1848.

et, après quelques instants d'entretien, ils le chargèrent de rapporter le message suivant : ils resteraient là où ils se trouvaient jusqu'à ce que je communique à nouveau avec eux et ils exécuteraient mes instructions définitives avec exactitude et dans la mesure où il leur serait possible de le faire.

Je donnai alors l'ordre au capitaine Paul d'être prêt à sept heures et demie du soir, quand il ferait noir ; de mettre ses chaudières sous pression prêtes à donner de la vapeur ; de ne garder qu'une amarre au quai et une ancre arrière ; d'attendre que j'arrive avec mes compagnons un peu avant huit heures, et, dès que nous serions montés à bord et que je lui aurais dit de pousser au large, il devait me laisser descendre, puis couper son amarre et son câble, gagner le milieu du bassin, pousser ses feux, gambeyer et filer vers l'Angleterre. Pas un mot ne devait être échangé à bord.

Pour faire venir le roi de Honfleur, la méthode suivante fut adoptée : M. Bresson, un officier de marine français loyal et intelligent, et bien connu du roi, en compagnie de Mr Jones, mon vice-consul, prirent le ferry-boat de cinq heures moins un quart de l'après-midi pour Honfleur. Du débarcadère du ferry jusqu'à l'endroit où le roi et la reine se cachaient, il y a un kilomètre. Le ferry-boat repart de Honfleur pour Le Havre à sept heures moins un quart. J'avais remis à M. Bresson un passeport au nom de Mr et Mrs Smith, et, muni de ce passeport, le roi devait se rendre à pied au point d'embarcation, où mon vice-consul le rencontrerait et s'occuperait de lui. Au cas où les gendarmes feraient des difficultés pour le passeport, Mr Jones en garantirait la validité et dirait que je l'avais chargé de conduire au Havre mon oncle, M. Smith. M. Bresson devait arriver ensuite avec la reine et le reste de la suite des souverains devait se rendre à bord séparément et sans avoir l'air de se connaître. Le ferry-boat serait de retour au Havre vers sept heures et demie. C'était à moi de faire le reste. Un mouchoir blanc exhibé par deux fois serait le signal que tout s'était bien passé jusque-là.

Au Havre, il fallait prévoir des ennuis avec les gens d'armes et prendre des mesures en conséquence. Je m'empressai donc de communiquer confidentiellement aux plus grands bavards de la ville la nouvelle que je venais d'apprendre par un certain document écrit par un personnage officiel, à savoir que le roi s'était embarqué dans un bateau de pêche, près du Tréport, et était déjà arrivé en Angleterre. Ensuite je m'entendis avec des gens sur qui je pouvais compter, fils de mes fournisseurs d'ici, qui sont dans la Garde nationale, pour qu'ils se tiennent non loin du paquebot que le roi devait prendre, afin de me prêter assistance au besoin si la foule était turbulente, pour m'aider à conduire à bord quelques-uns de mes amis qui portaient pour l'Angleterre. Enfin, pour le cas où il y aurait un nombre inusité de gendarmes près du paquebot et qu'ils hésitassent à laisser mon oncle monter à bord, j'avais deux personnes postées à une centaine de mètres du bateau, qui simuleraient une querelle et une bagarre, ce qui ne pouvait manquer d'attirer et les gens d'armes et la foule. En attendant, j'espérais que, comme le capitaine Paul ne faisait pas de bruit avec ses chaudières, la foule ne s'assemblerait pas et qu'il n'y aurait pas de gendarmes.

Le moment attendu avec anxiété arriva enfin. Le ferry-boat aborda. Il faisait presque nuit, mais j'aperçus tout de même le mouchoir blanc. Il y avait un assez grand nombre de passagers, ce qui était à notre avantage. La moitié d'entre eux avaient déjà débarqué quand la reine, tremblante, parut. Je lui pris la main, lui dis qui j'étais et M. Besson l'accompagna vers notre bateau. Enfin, j'aperçus le roi,

presque méconnaissable sans ses favoris qu'il avait rasés, affublé d'un genre de casquette et d'énormes lunettes et enveloppé d'un manteau d'étoffe grossière. Empêché d'y voir par ses lunettes, il trébucha comme je m'approchai de lui. Je pris sa main et dis : « Ah, mon cher oncle, je suis ravi de vous voir. » Il répondit : « Mon cher Georges, je suis heureux que vous soyez là. »

Les Anglais qui se trouvaient dans la foule s'écartèrent pour laisser passer leur consul et je me dirigeai vers une partie du quai moins éclairée et moins fréquentée. Mais mon cher oncle parlait tant et si fort que j'eus la plus grande difficulté à le faire taire. Nous arrivâmes enfin au paquebot. Tout marcha comme sur des roulettes. La foule s'ouvrit de nouveau pour moi. Je conduisis le roi dans une cabine de luxe et lui fis quelques recommandations. Je m'assurai moi-même que la reine était bien dans sa cabine. Ses larmes et ses remerciements me touchèrent beaucoup. Je donnai alors au capitaine l'ordre de couper ses amarres et je me hâtai de redescendre sur le quai.

Vingt minutes plus tard, le steamer était hors du port et faisait route vers l'Angleterre. Je me fis conduire en voiture jusqu'à la jetée, j'eus la satisfaction dernière de le voir hors de danger d'être rappelé — et je rentrai chez moi.

On parlait beaucoup ce matin du départ mystérieux du capitaine Paul et j'ai été obligé d'avouer que le gentilhomme qu'on m'avait vu conduire à bord était le frère du roi de Naples, qui avait pris peur sans raison, et que j'avais retenu le bateau pour lui et sa famille. Beaucoup pensent que c'était le roi, mais, n'est-ce pas, ce ne pouvait pas être lui s'il était déjà parti du Tréport en bateau de pêche? Grâce à nous, tout le monde a été mystifié. Nous ne sommes que quatre dans le secret, et chacun de nous s'en tiendra à la même version.

J'ai griffonné, au milieu des occupations les plus pressantes, ce petit récit, pensant qu'il intéresserait Votre Seigneurie. Il présente l'intérêt d'une aventure romanesque, tout en s'appuyant sur la vérité. J'ai l'honneur d'être... etc...

G. W. FEATHERSTONHAUGH.

Je reçois à l'instant l'information suivante : hier soir, une heure après que le roi et la reine eurent quitté la maison où ils se cachaient et au moment même où je les aidais à s'embarquer, un officier et trois soldats se présentèrent pour arrêter le roi, sur les ordres du nouveau préfet de la République. Il paraît que l'homme qui lui avait donné refuge avait révélé l'identité du roi dès que celui-ci avait quitté Trouville et avait livré l'adresse où il se rendait à Honfleur. Il l'a échappé belle !

Lord Palmerston, dans sa lettre à la reine, qui accompagnait celle du consul, commenta cyniquement ce post-scriptum :

« Mr Featherstonhaugh a probablement rendu un grand service au Gouvernement provisoire, qui aurait été très embarrassé si leur commissaire avait arrêté le roi et la reine. »

Lord Palmerston ne se trompait pas.

Dès leur arrivée à Newhaven, « le troisième mars 1848 », Louis-Philippe et sa femme, maintenant le comte et la comtesse de Neuilly, écrivirent à

1. *The Letters of Queen Victoria*. Windsor Castle, Series I, vol. II, p. 184 and 192, édité by Arthur Christopher Benson and Viscount Eschen. London, John Murray, 1907, translated for publication in the *Revue historique* by kind permission of H. M. the King.

leur « cousine », la reine Victoria, de chaleureuses lettres de remerciements pour l'aide donnée dans leur évasion et pour l'hospitalité offerte. Ils devaient demeurer au château de Claremont, à Esher (Surrey). Le gouvernement britannique avait décidé qu'il fallait éviter de donner l'impression que la reine Victoria « les aiderait à reprendre leur trône. Pour cette raison, il était désirable qu'aucun prince de la maison d'Orléans n'habite un des palais de Sa Majesté à Londres ou près de Londres¹ ».

Claremont appartenait en viager au roi des Belges, Léopold, veuf de la princesse Charlotte, héritière de la couronne d'Angleterre, et qui avait épousé en secondes noces la fille de Louis-Philippe, Louise. D'accord avec le gouvernement britannique, il mit Claremont à la disposition de son beau-père. Ce qui tourna la difficulté. Louis-Philippe y résida jusqu'à sa mort, en août 1850.

Germaine-Marie MASON.

1. Lettre de Sir John Russell à la reine Victoria du 29 février 1848.

LES PRINCIPALES SOURCES FRANÇAISES DE L'HISTOIRE DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

ESSAI DE BILAN

Un peu partout dans le monde, des recherches et des travaux ont été entrepris sur l'histoire de la deuxième guerre mondiale, mais c'est dans les pays anglo-saxons qu'ils ont revêtu le plus d'ampleur. En effet, la ligne de conduite suivie par eux était droite et leur action pendant la guerre continuellement glorieuse, ce qui leur permit, ne fût-ce qu'en vue de la propagande, dès 1941 et dès 1942, de poser les bases et de fixer les méthodes de leurs études. Des moyens matériels considérables, surtout aux États-Unis, ont encore permis d'accroître l'avance ainsi prise sur les historiens des autres pays ; tandis que, dans les autres nations, il fallait regrouper péniblement les archives éparpillées aux quatre vents par la tornade de la guerre et de l'occupation, les Anglo-Saxons disposaient de documents extrêmement abondants, conservés en bon ordre, auxquels vinrent s'ajouter les archives allemandes considérées comme prise de guerre.

En France, cependant, des commissions étaient créées, conduisant des recherches partielles ; de leur côté, les divers services ministériels poursuivaient la reconstitution de leurs archives et envisageaient parfois des publications. Malgré les faibles moyens dont ils disposaient et les nombreuses difficultés rencontrées, les uns et les autres parvenaient à obtenir des résultats intéressants. Mais chacun cultivait son champ ; pour coordonner l'action de tous, pour réaliser aussi une économie dans les moyens, et peut-être une amélioration dans les résultats, il a été créé auprès de la Présidence du Conseil un Comité d'histoire de la guerre, composé d'historiens et de représentants des divers départements ministériels¹. Mais on ne lance pas l'arche d'un pont avant d'avoir éprouvé la solidité des rives et planté les piliers intermédiaires. La création et la mise en marche du comité étant postérieures au fonctionnement des parties entre lesquelles il doit établir des liens, il importait d'abord de faire le point : de dresser un bilan de ce qui avait été déjà accompli, d'établir un inventaire des possibilités, d'effectuer un recensement des intentions.

Ainsi pourrait être tracée une sorte de carte où viendraient se juxtaposer à la glèbe fécondée, parfois en pleine germination, avec même quelques par-

1. Le Bureau est ainsi composé : président, M. Lucien FEBVRE ; vice-présidents, MM. P. CARON et P. RENOUVIN ; secrétaire général, M. H. MICHEL. Le secrétariat est 12, rue Guénégaud (vi^e).

celles étroites où la moisson a déjà été faite, les labours qui n'attendent plus que l'ensemencement, et surtout les espaces qui demeurent à défricher ; peut-être même reconnaîtrait-on des zones désertiques où le document se refuse à pousser.

C'est à l'examen de cette topographie qu'il sera donné au comité de choisir la route où s'engager. De cette façon seront vraisemblablement évités des acheminements sur des sentiers trop divergents et, à plus forte raison, des départs vers des directions opposées ; il n'est pas interdit de penser non plus que des pistes parallèles, plus ou moins péniblement tracées jusqu'ici et s'ignorant parfois l'une l'autre, pourront se confondre en une voie plus large et plus profondément frayée. Dans tous les cas l'union dans l'effort ne peut qu'être génératrice d'un accroissement de puissance.

Étudier les possibilités revient à effectuer l'inventaire des stocks d'archives et à évaluer l'outillage dont disposent les ouvriers ; faire le point conduit à dresser un bilan de l'activité passée des services ministériels et des diverses commissions extraordinaires.

I. LE PROBLÈME DES ARCHIVES

Il est beaucoup trop tôt pour pouvoir les répertorier. Les stocks sont, en effet, dans un état extraordinaire de dispersion et d'insécurité. La *dispersion* résulte de la diversité d'origine : directions ministérielles à Paris, cabinets des ministres à Vichy, administration allemande en France, services de la France libre à Londres et du Gouvernement provisoire à Alger, Organismes de la Résistance.

Elle a été accrue par les transports de documents effectués en Allemagne par les autorités occupantes, pas toujours récupérés d'ailleurs ; d'autre part, à la libération, beaucoup de pièces (souvent des originaux) ont été éparpillées vers les juridictions exceptionnelles (haute cour de justice, chambres civiques, comités de confiscation, cour internationale de Nuremberg) : leur retour à leur lieu d'origine posera de délicats problèmes. Enfin, beaucoup de services ministériels ont eu une existence tourmentée : il en a été créé d'éphémères, il en a été supprimé de vénérables, chaque disparition faisant naître la plus grande incertitude sur le sort réservé aux papiers. (On sait, par exemple, que les dossiers de la corporation paysanne ont été remis à la C. G. A. et ceux des comités d'organisation de Vichy aux syndicats patronaux ; mais l'ignorance subsiste pour beaucoup d'autres organismes défunts.)

L'*insécurité* a été le résultat de la guerre et de l'occupation ; les papiers ont connu le sort tourmenté qu'ont subi les hommes ; ainsi, une bonne partie des documents des Affaires étrangères a été brûlée avant l'arrivée des Allemands à Paris ; beaucoup de dossiers de l'armée de l'armistice ont connu un sort analogue lors de l'invasion de la zone sud. La chute du régime vichyste s'est accompagnée de la disparition des papiers les plus compromettants et le

partage de ceux qui restaient entre les ministères intéressés semble s'être effectué suivant les lois de la jungle : les plus forts et les premiers arrivés ont été les mieux servis. Enfin, à la libération, un peu partout, se sont produits des autodafés qui n'étaient pas toujours uniquement le fait de l'ère populaire. (N'a-t-on pas brûlé à Marseille le fichier de la police et en Avignon les papiers de la milice?)

Depuis que la guerre a pris fin, l'insécurité n'a pas disparu. La raison essentielle est que beaucoup de papiers sont d'un intérêt si brûlant qu'ils semblent se consumer d'eux-mêmes. Une autre cause moins extraordinaire réside dans les chassés-croisés des services ; les hasards des combinaisons ministérielles multiplient les changements d'affiliation de certaines directions et, par suite, les destinations des papiers. Plus simplement encore, les vieux papiers sont les victimes toutes désignées des resserrements de locaux, des déménagements ou même des changements de personnel.

Enfin, quand un service, né de la guerre, est supprimé (et des coupes sombres ont été ainsi réalisées dans plus d'une administration), ses archives ne trouvent souvent pas d'héritier. Sans oublier les accidents qui sont à l'origine de pertes irréparables : des caisses entières en provenance d'Alger n'ont-elles pas été immergées dans le port de Marseille?

Parfois, à l'intérieur d'un ministère, l'utilisation de certains dossiers provoque un tel éparpillement que tout rassemblement ultérieur en devient impossible ; ainsi les papiers de Brinon, en raison des nombreuses interventions qu'il fit pour interner des gens ou relâcher des prisonniers de guerre, ont été utilisés au ministère des victimes de la guerre, pour dresser le fichier des prisonniers et déportés ; les précieux papiers ont été, de ce fait, dispersés dans des millions de dossiers individuels.

La première tâche du Comité d'histoire de la guerre est donc de prospecter et de localiser les fonds d'archives. Ainsi peuvent apparaître de grosses et regrettables lacunes ; pour n'en citer que quelques-unes, les papiers de Darlan sont introuvables, et il est malaisé de savoir ce que sont devenus ceux du ministère de l'Armement. Il importe donc, d'abord, d'attirer l'attention des divers départements ministériels sur la nécessité d'éviter des pertes nouvelles. Pour cela la première chose à faire est de rassembler dans un local choisi à cet effet les papiers en souffrance dans les diverses directions ; ensuite, dans la plupart des cas, pourra être étudié un transfert aux Archives nationales (et aux archives départementales pour les dossiers des services provinciaux). Une solution très satisfaisante a été déjà obtenue pour les papiers du ravitaillement ; il ne sera certainement pas impossible d'en étendre l'application à d'autres départements ministériels.

Mais, pour réaliser cette tâche de prospection et de collecte, encore faut-il que les ministères possèdent les ressources nécessaires en locaux, en personnel compétent et en moyens financiers. Or, la plupart d'entre eux ne comprennent même pas de service de documentation ni de bibliothèque.

Ceux, plus favorisés, qui disposent d'un service historique ou d'archivistes qualifiés, sont gênés dans leur travail par les compressions de budget et de personnel au moment même où s'offrent à eux de lourdes tâches nouvelles. Dans un même département, d'ailleurs, tous les documents ne sont pas toujours confiés à un seul service ; ainsi le sous-secrétariat des Affaires allemandes, bien que rattaché aux Affaires étrangères, dispose de ses propres bureaux de documentation, qui reçoivent d'importants documents des services de renseignements français à Berlin, avec lesquels ils communiquent directement. En ce qui concerne le ministère de la Guerre, les documents de la résistance sont en la possession de la commission d'homologation des F. F. C. I. ; un bureau de la 1^{re} armée (de Lattre de Tassigny) a conservé une partie des pièces relatives aux campagnes auxquelles cette armée a participé ; les services de Baden-Baden et de Vienne semblent posséder leurs propres archives ; enfin, l'ex-D. G. E. R. a mis la main sur beaucoup de papiers en provenance de Londres, d'Alger, de la résistance intérieure française, de Vichy ou encore des archives allemandes et italiennes.

II. L'ACTIVITÉ DES SERVICES MINISTÉRIELS

Toutefois, la richesse en documents, immédiatement récupérables et utilisables, est telle que des travaux divers, intéressants, et parfois importants ont été entrepris. Ce n'est certes pas la matière qui manque : une étude rapide, susceptible de recevoir beaucoup de compléments ultérieurs, en fournit aisément la preuve.

1^o Le service des archives du ministère des *Affaires étrangères* a consacré l'essentiel de son effort, depuis la libération, à reconstituer ses fonds, fortement éprouvés par la guerre.

En effet, d'une part, une grande masse de documents, concernant plus particulièrement la correspondance politique entre 1930 et 1940 (environ 700 cartons), avaient été incinérés le 16 mai 1940, lors de l'avance allemande sur Paris. Heureusement, les registres d'arrivée et de départ n'avaient pas été détruits ; on a pu ainsi fiche les pièces de la correspondance ; puis on a recherché dans les archives de l'ambassade de Londres les documents correspondant aux fiches établies à Paris et on les a fait photographier. Ainsi a pu être reconstitué le contenu d'une bonne proportion de cartons perdus.

Mais, outre que le même travail, pour être achevé, devra être entrepris à l'aide des archives d'autres grands postes diplomatiques, ce qui va exiger encore plusieurs années, il manquera toujours un grand nombre de notes, qu'elles aient été confidentielles ou qu'elles aient été rédigées pour l'usage interne du ministère même, et non communiquées au dehors ; c'est le cas de celles — les plus intéressantes — destinées au ministre pour préparer ses décisions.

D'autre part, les Allemands s'étaient emparés, pendant l'occupation, d'un grand nombre de dossiers (concernant principalement la conférence de la paix, la Société des Nations et la correspondance de l'ambassade de France à Berlin); ces archives furent promenées dans toute l'Allemagne, selon les fluctuations des opérations de guerre; un hasard heureux — l'esprit d'observation d'un groupe de prisonniers de guerre — a permis de ramener à Paris deux wagons de documents. Mais les manques, probablement définitifs, demeurent très élevés.

Quant aux archives en provenance de Vichy, de Londres et d'Alger, leur inventaire demeure à faire. Il est probable que les lacunes seront nombreuses; en particulier, les cabinets des ministres à Vichy ne communiquaient que très peu de documents aux services (par exemple, il ne reste aucune trace écrite de l'entrevue de Montoire).

En même temps qu'il poursuivait ce gros effort de reconstitution de ses propres archives, le ministère des Affaires étrangères s'est efforcé d'obtenir communication des archives de la Wilhemstrasse saisies par les Américains et considérées par eux comme prises de guerre. Il a obtenu satisfaction et une commission française, envoyée à Berlin, a pu faire prendre des photocopies de documents originaux, constituant un ensemble de plusieurs centaines de milliers de pièces.

Enfin, le sous-secrétariat d'État aux Affaires allemandes, par l'intermédiaire des services français à Berlin, a pu faire copier toutes sortes de documents allemands, provenant en particulier du haut commandement (O. K. W.), du ministère de la Guerre, du ministère de l'Économie allemande, de la Chancellerie, etc. Il dispose aussi d'un fichier très complet de l'armée allemande, permettant de reconstituer tous les mouvements des unités, particulièrement précieux pour la recherche des criminels de guerre.

Malgré de très regrettables lacunes, l'ensemble des documents détenus par les services des Affaires étrangères est donc très important. Il sera peut-être difficile de procéder à de très grands travaux analogues à ceux réalisés après les guerres de 1871 et de 1914-1918; mais des publications partielles peuvent être envisagées.

2° Le ministère des Armées dispose, lui aussi, de pièces très nombreuses et qui n'ont heureusement pas connu les tribulations de celles des Affaires étrangères.

a) Le service historique de l'armée de l'air a pu classer la plus grande partie des archives relatives à l'action de l'aviation française (affectations de personnel, matériels utilisés, activité dans les groupes et dans les états-majors, récits journaliers de l'existence des unités). Il a pu ainsi publier déjà des ouvrages sur : *L'aviation de renseignement française, 1939-1940*, *Le groupe de bombardement 11/12*; d'autres sont annoncés sur *L'aviation de chasse 39-40*, *L'aviation de bombardement* et *L'aviation française contre l'Allemagne (1939-1945)*.

b) Le service historique de la marine a récupéré à peu près toutes les archives concernant les bâtiments, les forces navales, l'amirauté, les forces maritimes de l'Afrique, l'état-major général, les régions maritimes et les commandants de la marine ; il a fait rentrer une grande partie des pièces relatives aux Forces navales françaises libres.

L'ensemble constitue un fonds très riche, avec peut-être un peu moins d'abondance pour la période 40-42. Malheureusement, un certain nombre de papiers ont été incinérés en 1940, et les dossiers relatifs aux « Comités de guerre » 39-40, pas plus que les papiers de Darlan, n'ont pu être retrouvés.

De très nombreuses études ont été déjà menées à bien, notamment sur la guerre 39-40 (mais elles devront être, en partie, complétées par des documents anglais pour les opérations où la marine française a été placée sous commandement britannique) ; pour le moment, aucune publication n'est encore effectuée ; il est probable que, pour permettre d'entrer dans les détails techniques, la rédaction en sera faite, non pour le grand public, mais pour « l'usage interne de la marine ».

Des études sur les forces navales françaises libres sont en cours ; mais, en ce qui concerne la marine de l'armistice, les documents ont été souvent mis à la disposition de la haute cour de justice ; une mise au point des opérations auxquelles elle a pris part ne pourra être effectuée qu'après que sera achevée la phase judiciaire.

c) Le service historique de l'armée dispose d'archives très abondantes sur la période d'avant-guerre et sur la guerre 39-40 ; il possède aussi des documents provenant de l'armée de l'armistice, et les archives allemandes de la commission d'armistice, inventoriées, mais non traduites ; il est moins riche en ce qui concerne la France combattante (il n'a pas reçu notamment les archives de l'état-major du général de Gaulle, ni celles du commissariat à la Guerre) ; de même certains dossiers de la 1^{re} armée Delattre de Tassigny ne sont pas encore rentrés et les renseignements sur les F. F. I. sont pour le moment assez maigres.

Des études fragmentaires ont été effectuées sur la guerre 39-40, les campagnes d'Afrique, l'O. R. A., la résistance militaire en Alsace, etc... Certaines ont été publiées déjà dans la *Revue historique de l'armée* ; les articles du commandant Lyet ont été aussi édités en volume, sous le titre : *La bataille de France, mai-juin 40*.

Dans le courant de 1945, selon un plan déjà au point, pourra être commencée la rédaction d'un ouvrage traitant « des opérations des armées françaises dans la deuxième guerre mondiale » ; mais il sera assez différent de celui réalisé entre 1914 et 1939. En effet, dans la première guerre mondiale, la part prise par l'armée française avait été primordiale ; il n'en a pas été de même au cours de la deuxième guerre ; le récit des opérations spécifiquement françaises, établi sur des documents connus, devra donc s'inscrire dans l'en-

semble plus vaste relatant les opérations alliées, rédigé selon des sources de seconde main.

3^e De 1939 à 1945, l'*économie française* a subi de très grandes transformations pour s'adapter à la guerre d'abord, pour satisfaire ensuite aux exigences du vainqueur, ou pour lutter contre la disette générale des produits; ces expériences pourront-elles être relatées?

L'*économie nationale* n'a guère de fonds d'archives : à Vichy existait seulement une direction, rattachée tantôt aux finances, tantôt à la production industrielle; aucun service n'avait été institué, à Londres ni à Alger; mais, à défaut des documents concernant la France, le service de la statistique de ce ministère est en possession de pièces intéressantes concernant l'économie du Grand Reich.

Le *ministère des Finances*, entre autres choses, est rentré en possession des dossiers relatifs aux finances du Comité de Londres; ceux du gouvernement d'Alger ont été normalement acheminés vers la cour des comptes; les sommes reçues par la résistance intérieure ont fait l'objet d'une étude. Une histoire des finances de la France pendant la deuxième guerre mondiale est entreprise.

La *production industrielle*, bien que le ministère ait été institué sous sa forme actuelle par le gouvernement de Vichy, ne détient que peu de pièces en provenance de Vichy (les rapports hebdomadaires de la délégation économique française auprès des autorités allemandes — dont le chef était M. Barnaud — s'arrêtent en décembre 1942); quant aux dossiers de Bichellonne, ils ont disparu, mais leur piste pourra être retrouvée; toutefois, les papiers de la section de répartition (O. C. R. P. I.) seront intéressants à consulter, et le service de statistique du ministère prépare un annuaire sur la production et le commerce de la France de 1938 à 1945.

Non seulement le *ministère de l'Agriculture* ne possède rien en provenance de Londres ou d'Alger, mais les documents transmis à Londres par la résistance, sous forme de micro-films, n'ont pas été retrouvés. Toutefois le service de la documentation a conservé d'intéressantes publications effectuées au temps du régime de Vichy, en particulier des rapports statistiques. Il participe par ailleurs, de façon active, en ce qui concerne la France, aux publications réalisées par « the Food Research Institute », de l'Université de Stanford, sur « l'Agriculture et l'Alimentation au cours du deuxième conflit mondial ».

Le *Ravitaillement* a classé seulement les dossiers concernant la collaboration économique, mais toutes les archives des directions centrales et départementales vont être versées aux Archives de France. Malgré de regrettables lacunes (papiers des cabinets ministériels, dossiers en provenance d'Alger, etc...), les matériaux seront suffisants pour reconstituer, pour toute la guerre, les conditions d'alimentation de la nation. Des recherches sont entreprises au *ministère du Travail* pour retrouver les papiers du S. T. O.; la

Reconstruction possède des renseignements intéressants sur le déminage et sur les destructions par faits de guerre ; les dossiers en provenance des directions seront versés aux Archives nationales.

4^o *Les autres ministères.* Alors que les papiers provenant de Londres ont été généralement les plus difficiles à retrouver, la Direction de la *Documentation* à la Présidence du Conseil (ex-Information) est entrée en possession de la plus grande partie des archives des Commissariats de la France libre à l'Information et à l'Intérieur ; elle a recueilli aussi celles du Commissariat à l'Information à Alger et du Ministère de l'Information à Vichy. Elle possède ainsi : les publications imprimées et polycopiées de la France combattante à Londres, la collection des tracts et des courriers clandestins envoyés de Londres aux mouvements de résistance entre juin 42 et juillet 44 (ainsi que la collection des « Courriers de l'air » de la Royal Air Force), et la plus grande partie des journaux clandestins et tracts de la résistance parvenus au B. C. R. A. de Londres entre 1940 et 1944.

Elle a fait paraître de nombreuses études et notes documentaires concernant l'histoire de la guerre ; elle se prépare à publier, sous le titre : *Entretiens d'Hitler avec son état-major*, une traduction des documents de la marine allemande, publiés à Londres. D'autres publications très importantes sont à l'étude.

Les P. T. T. procèdent à une vaste enquête auprès des chefs de service régionaux et départementaux pour élaborer une « Histoire des Services des P. T. T. » pendant la guerre (de 1939 à 1945, avec une partie consacrée à la résistance P. T. T.) ; d'autre part, les collections des télégrammes, quand le classement en aura été fait, peuvent fournir des indications très précieuses sur la vie de l'ensemble de la nation pendant la guerre et peut-être aussi sur la politique.

Au ministère de la France d'Outre-Mer, beaucoup de dossiers ont été égarés pendant l'exode ; d'autre part, les doubles des télégrammes envoyés aux territoires d'Outre-Mer pendant la guerre 39-40 ont été brûlés en 1940 (mais on doit pouvoir retrouver les originaux dans les archives des territoires destinataires). Par contre, le courrier du cabinet du « secrétariat d'État aux Colonies » de Vichy a été préservé en partie, y compris la série complète des télégrammes (on achève le classement de plus de 2,000 registres). Des caisses de documents sont arrivées en provenance de Londres et d'Alger, mais leur inventaire n'a encore été fait qu'en partie (pour les télégrammes partis de Londres de 1940 à 1943 et pour la correspondance du Cabinet d'Alger). Les dépôts des territoires d'outre-mer sont encore mal connus.

Le ministère des Anciens Combattants et Victimes de la guerre possède des archives : des stalags et des oflags, de la mission Scapini, du commissariat aux prisonniers, du commissariat à la main-d'œuvre (Bruneton), de la mission de Londres et des missions de rapatriement ; mais il n'a rien reçu des services créés à Alger. Seule la documentation concernant la déportation

(registres de Romainville, micro-films des documents des services américains et polonais) est classée méthodiquement et répertoriée.

Il est très souvent impossible aux ministères, faute de moyens pour procéder à un inventaire, de connaître les richesses dont ils disposent. Il est probable, toutefois, qu'on trouvera au ministère des Travaux publics beaucoup de documents concernant l'organisation Todt. Quant au ministère de l'Intérieur, il a pu conserver les registres des télégrammes envoyés par Vichy aux préfets, et il possède, en vrac, les archives des commissaires de la République ; il est certain, par ailleurs, que les préfectures, surtout les anciennes préfectures régionales, contiennent beaucoup de richesses dont il faut assurer la préservation sans tarder, sans oublier celles que recèlent la Sûreté nationale et la Préfecture de Police.

III. LES COMMISSIONS ET COMITÉS

Après leur libération, les peuples se sont d'abord penchés sur les blessures que leur avait infligées l'occupation par l'ennemi. La *Commission d'histoire de l'occupation et de la libération de la France* a été créée par décision du gouvernement dès octobre 1944 ; elle est rattachée au ministère de l'Éducation nationale¹. Comme son titre l'indique, elle étudie l'histoire de la deuxième guerre mondiale sous l'angle de l'action des Allemands en France et de l'opposition des Français à l'occupant.

Son œuvre est en somme triple :

a) En premier lieu, elle s'est efforcée d'assurer la préservation des documents relatifs à la période 1940-1945, par leur entrée aux Archives de France, en vue d'études ultérieures ; c'est ainsi qu'elle a obtenu le versement d'un très grand nombre de dossiers dits de l'« Hôtel Majestic » ; elle a accéléré, à Paris et en province, l'application du décret de 1936, qui prévoit le versement aux archives des papiers des administrations publiques qui ne sont plus indispensables à la bonne marche des services ; elle est allée chercher, chez les particuliers, les documents, d'autant plus précieux qu'ils sont plus rares, qui relatent les moments de la résistance clandestine.

b) Pour pallier à la rareté de ces derniers documents, elle a entrepris une vaste collecte de témoignages auprès des acteurs de la résistance ; plus d'un millier d'entre eux ont été interrogés et amenés à relater et à préciser leurs souvenirs. Mais ces témoignages, recueillis sous le sceau du secret, doivent, pour des raisons aisées à deviner, demeurer confidentiels ; *ils ne donneront lieu à aucune publication*, ils seront versés aux Archives nationales, où ils demeureront au secret pendant cinquante ans.

Ce double travail de collecte des documents et de récupération des souvenirs est poursuivie, à la fois, à Paris, par le secrétariat central et en pro-

1. Secrétariat, 12, rue Guénégaud, Paris (vi^e).

vince par tout un réseau de correspondants, étendu patiemment sur toute la France (il compte aujourd'hui quatre-vingt-dix membres)¹, qui captent les documents à la source, et les canalisent vers le grand tronc collecteur des Archives de France. Des comités départementaux de patronage ont été constitués un peu partout, aidés souvent par les conseils généraux, et parfois par les conseils municipaux.

c) La troisième tâche de la Commission a consisté dans la publication de textes importants qu'il était utile de mettre à la disposition du public éclairé et, à plus forte raison, des historiens. Ainsi vient de sortir le tome premier d'une série dont il est difficile de préciser les dimensions futures, dont on peut dire seulement qu'elles seront imposantes, car elle comprendra un assez grand nombre de volumes ; elle est consacrée aux comptes-rendus et annexes de la Délégation française auprès de la Commission d'armistice allemande. Le tome premier est relatif à la période du 29 juin au 29 septembre 1940. Un tome second est en préparation. Des études sont envisagées par la coopération du secrétariat central et des correspondants de province.

2° La *Commission consultative des dommages et réparations de guerre* (anciennement « Commission du coût de l'occupation ») est rattachée à la présidence du Conseil, mais relève du budget de l'Économie nationale².

Bien qu'elle se soit assuré la collaboration d'historiens, qu'elle ait placé ses travaux dans un cadre historique et qu'elle éclaire ses recherches à la lumière des occupations que Français et Allemands se sont mutuellement imposées dans les siècles passés, son œuvre a un objet plus pratique qu'historique ; elle doit évaluer, d'après les pertes subies, la part qui doit revenir à la France, par accord avec les nations unies, dans l'ensemble des réparations dues par les pays de l'axe. Elle chiffre plus qu'elle n'explique.

Elle a mené à bien une série d'études extrêmement précises qui seront exposées en trois rapports (appelés « Livres Blancs » dans une première publication, aujourd'hui épuisée et jugée insuffisante). Ces trois rapports concernent le Japon, l'Italie et l'Allemagne. Ils comportent principalement des statistiques et des graphiques.

Le rapport sur le Japon est en gestation continue ; il ne sera terminé qu'à la fin de la guerre d'Indochine ; il est périodiquement mis à jour d'après les renseignements parvenus d'Extrême-Orient. Celui sur l'Italie est achevé : il est à l'impression. Celui sur l'Allemagne, le plus important, est en cours d'achèvement, mais, pour des raisons budgétaires, il ne sera tiré qu'à 1,000 exemplaires, ce qui est certainement insuffisant.

1. La commission ne dispose pas encore de correspondants dans un certain nombre de départements : Aube, Côte-d'Or, Landes, Lot-et-Garonne, Hautes-Pyrénées, Yonne. Une tâche très intéressante s'offre ainsi à des historiens ou à des archivistes.

2. Le secrétariat est installé 172, rue de l'Université, Paris (VII^e).

Chacun de ces rapports détermine, d'abord, la nature du préjudice subi (spoliation, destruction, travail forcé, pertes humaines); puis il évalue le coût des dommages, en considérant soit la branche d'activité économique blessée (agriculture, industrie, commerce, meubles et immeubles, etc...), soit la nature du dommage.

Pour expliquer et justifier chacun des totaux obtenus, il est établi autant de monographies qu'il est nécessaire; ces monographies, en cours de rédaction pour la plupart, seront probablement la partie de l'œuvre la plus intéressante pour une histoire de la guerre. Cinquante-huit ont déjà été imprimées. Chacune totalise, année par année, tous les prélèvements, dommages et destructions de toutes sortes provoqués par la guerre ou par l'ennemi dans un secteur déterminé de l'économie.

3^e *Le Comité du Livre Noir des crimes de guerre*¹.

Rattaché au ministère de la Justice, il est composé de représentants de tous les ministères, des Associations d'Anciens Combattants et Victimes de la guerre et des Fédérations de Déportés. De création récente, puisqu'il date de fin septembre 1947, il n'a tenu jusqu'ici qu'une séance constitutive.

Il est chargé d'arrêter le plan d'un certain nombre d'ouvrages à publier, qui dresseront le bilan des crimes de guerre commis par l'ennemi. Il a malheureusement fort à faire. Pour le moment, il en est encore au stade de la documentation; des relations suivies sont établies avec les services français de Berlin, Baden-Baden et Vienne et avec les diverses associations de victimes de la guerre, qui ont, de leur côté, constitué des dossiers. Il dispose de conseillers historiques et juridiques.

Des publications sont prévues par fascicules, en trois séries relatives aux crimes contre les biens, crimes contre les personnes, crimes contre les institutions. Dans chaque série, on distinguera les crimes de droit commun, des atteintes au droit des gens. Des tableaux statistiques sont peu à peu dressés. Une bibliographie internationale est envisagée.

Les séries sont groupées en trois ouvrages, chacun comprenant les crimes de guerre commis par les ressortissants d'une des trois nations ennemies: Allemagne, Italie et Japon.

L'intérêt historique d'une telle œuvre est évident; déterminer les crimes de guerre conduira le comité à s'intéresser, en fait, à tous les actes des Allemands en France, qu'il s'agisse de la guerre ou de l'occupation. Ainsi les premiers chapitres de l'ouvrage porteront sur les instructions données par les gouvernements ennemis aux états-majors et aux autorités d'occupation. Des rédacteurs dépouillent les principaux ouvrages de la littérature nazie pour un exposé résumé de la doctrine qui est à l'origine des innombrables crimes commis.

4^e *La Commission parlementaire d'enquête sur les événements de 1939 à 1945*

1. Secrétariat, 48, rue Paul-Valéry, Paris (xvi^e).

se propose de rechercher les responsabilités de la défaite et de la collaboration ; elle a donc l'intention de déceler des culpabilités, plus que de rapprocher les faits et d'en reconstituer le déroulement.

Elle est composée de représentants de tous les groupes de l'Assemblée suivant la règle proportionnelle (mais le groupe communiste a retiré ses délégués après la première séance) et de représentants des mouvements de résistance (avec voix consultative), proposés par le C. N. R. et ratifiés par l'Assemblée. Le président est M. Gérard Jacquet, le rapporteur général M. Ch. Serre ; des rapporteurs particuliers ont été prévus pour les questions : politiques, militaires, diplomatiques et économiques.

Les commissaires s'étaient proposés d'abord d'étudier *tous* les documents existants et des demandes de communication avaient été adressées à la plupart des ministères. Ils y ont renoncé provisoirement devant les montagnes de papiers à débayer et ils se bornent, selon la tradition des commissions parlementaires, à interroger les principaux témoins.

Au cours d'une première déposition, le témoin fait son exposé sans être interrompu : c'est ainsi que M. Daladier, par exemple, a parlé près de dix heures. Les enquêteurs étudieront ensuite ces dépositions, feront revenir les témoins pour leur demander des précisions et, le cas échéant, provoqueront des confrontations.

Un premier fort volume de dépositions a été imprimé, mais il est réservé aux membres de la commission ; un deuxième est prêt pour l'impression. La commission rendra publics les résultats de ses travaux lorsqu'elle les aura conduits à terme.

* * *

Au terme de cette enquête, quelques constatations peuvent être faites en guise de conclusion.

Ce qui frappe d'abord, malgré « les trous » dans la documentation, c'est la richesse de la matière qui est offerte à l'historien. La période 39-45 est bourrée de faits, surchargée d'expériences : des traces assez nombreuses en subsistent pour que toutes sortes d'études puissent être entreprises ; outre leur intérêt scientifique et le fait que la science historique française a qualité pour le mener à bien, elles ne seront pas inutiles à la compréhension du temps présent.

Pour être convenablement conduites, ces études supposent une coopération étroite de services différents ; l'intérêt des documents dépasse le cadre qui les contient ; comment séparer, par exemple, l'histoire des opérations militaires de la question des armements, celle-ci de la production industrielle, cette dernière du problème des prix et salaires ? Personne ne peut se contenter de filer sa propre matière première ; il faudra, pour composer un tissu, croiser sur le métier des fils de toutes origines.

Enfin, malgré leur masse, les documents français ne suffiront pas à éclair-

rer l'époque à étudier ; certes rien ne saurait être fait sans eux — et leur dépouillement sera utile à l'histoire des autres pays — mais eux-mêmes devront être constamment comparés avec les documents allemands et souvent complétés et corrigés par ces derniers. Pendant quatre ans, la France a été intégrée au Grand Reich ; elle a donné sa livre de chair, soumise pour son malheur à une vivisection dont le dessin général s'étendait aux tissus d'autres nations. L'histoire du Grand Reich, les Allemands ne pourront pas l'entreprendre de longtemps ; aucun pays ne le pourra à lui seul et pourtant tous auront besoin de la connaître pour connaître leur propre histoire. Entre les chercheurs des diverses nations intéressées, les Français peuvent utilement servir de trait d'union.

H. MICHEL.

BULLETIN HISTORIQUE

HISTOIRE D'ESPAGNE

MOYEN AGE

ANNÉES 1936-1947

(Fin¹)

IX. LA FIN DU MOYEN AGE (XIV^e-XV^e SIÈCLES)

C'est la même impression de pauvreté que révèle l'examen de la production historique concernant les deux derniers siècles du Moyen Age. Quelques réimpressions d'ouvrages anciens, de nombreuses biographies, dont la plupart tendent à la « vie romancée », tel est en gros le bilan des dix dernières années. Il semble que l'histoire glorieuse des grands siècles de la Reconquête ait fait délaissier complètement l'histoire — si souvent médiocre et trouble — du déclin du Moyen Age espagnol.

Quelques ouvrages font cependant exception à cette médiocrité générale. Dans une collection de « Vies illustres », M^{me} Mercedes GAIBROIS DE BALLESTEROS a donné une biographie de la reine Maria de Molina (femme de Sanche IV), qui, sans comporter d'appareil critique, repose cependant sur une connaissance approfondie des textes².

M^{me} Ballesteros met en lumière les efforts conciliateurs de la reine entre les factions rivales qui se disputent l'influence sur le souverain et étudie son action lorsqu'à deux reprises elle joue le rôle de régente, pendant les minorités de Ferdinand IV et d'Alphonse XI. Mais, malgré la clarté de l'exposé, le lecteur se perd parfois dans le jeu des intrigues, des brouilles, des reconciliations, qui rend si décevante l'histoire de cette époque.

M. SANZ Y RUIZ a entrepris, après d'autres, de réhabiliter Pierre le Cruel. Son ouvrage, qui doit beaucoup au vieux livre de Mérimée (*Histoire de D. Pedre I^{er}, roi de Castille*), ne lui ajoute rien d'essentiel et ne paraît pas de nature à modifier sensiblement l'opinion courante sur le « roi justicier »³.

1. Cf. *supra*, p. 85.

2. Mercedes GAIBROIS BALLESTEROS, *Maria de Molina*, « Vidas memorables ». Madrid, Espasa Calpe, 1936, in-8°, 271 p.

3. N. SANZ Y RUIZ DE LA PEÑA, *Don Pedro de Castilla, el rey galán y justiciero*, « Españoles famosos ». Madrid, Aguilar, in-8°, 376 p.

C'est aussi une réhabilitation que propose M. César Silió, celle du connétable Alvaro de Luna¹, mais celle-ci s'appuie sur une solide connaissance des textes et des documents. Sans méconnaître les erreurs et les torts du fameux connétable, M. Silió justifie en quelque sorte l'autorité quasi tyrannique qu'il se fit attribuer par la médiocrité du souverain qu'il servait et par la conduite de ses adversaires dont les mobiles d'action n'étaient en tout cas pas plus élevés que les siens. M. Silió apporte au passage d'intéressantes indications sur les *Chroniques* de Jean II et d'Alvaro de Luna, notre principale source pour l'étude de cette époque. La *Chronique de Jean II*, qui reflète d'abord un point de vue favorable au connétable, change de ton à partir de 1437, la narration des événements postérieurs à cette date étant l'œuvre de Fernand Pérez de Guzman, qui écrit après la chute du favori. En revanche, la *Chronique d'Alvaro de Luna*, œuvre, selon toute probabilité, de Gonzalo Chacón, donne pour cette période une narration plus complète que pour l'époque précédente².

L'étude pathologique de la personnalité d'Henri IV de Castille avait amené le docteur MARAÑÓN à révoquer en doute l'illégitimité de la *Beltraneja*³. M. Orestes FERRARA aboutit à une conclusion semblable et estime que l'exclusion de la Beltraneja de la succession d'Henri IV est due non à sa naissance, mais à la campagne d'opinion menée de façon systématique contre elle par les partisans d'Isabelle⁴.

M^{me} Aurea DE JAVIER MUR a évoqué la figure de la reine d'Aragon, Maria de Luna, dans une biographie qui repose sur une bonne documentation, mais qui se présente comme destinée au public non spécialisé. L'ouvrage en tire un caractère un peu hybride, particulièrement sensible dans le chapitre sur la cour de Maria de Molina, qui est davantage une énumération qu'une peinture vivante du milieu aragonais. En appendice, une centaine de documents sont transcrits⁵.

Sur l'histoire de la Navarre à la fin du Moyen Age, on ne peut guère signaler que le livre de José ZUNZUNEGUI sur la politique navarraise à l'époque du Grand Schisme⁶. Fondé sur une exploration minutieuse des

1. Cesar Silió, *D. Alvaro de Luna y su tiempo*. Madrid, Espasa Calpe, in-4°, 352 p. — Nouvelle édition, sans appareil critique, dans la collection « Austral ». Espasa Calpe, 1942, in-8°, 289 p.

2. Rappelons la biographie écrite par M. Jean BABELON à l'usage du public français, *Le connétable de Luna, favori maléfique d'un roi de Castille*. Paris, 1938, in-12, 120 p.

3. L'ouvrage du D^r MARAÑÓN, *Ensayo biológico sobre Enrique IV y su tiempo*, a été réédité dans la collection « Austral », amputé de ses notes. Madrid, Espasa Calpe, 1941, in-8°, 188 p.

4. Orestes FERRARA, *Un pleito sucesorio : Enrique IV, Isabel de Castilla y la Beltraneja*. Madrid, « La Nave », 1945, in-8°, 477 p.

5. Aurea DE JAVIER MUR, *Maria de Molina, reina de Aragon*. Madrid, « Diana », 1942, in-4°, 334 p., 3 pl.

6. José ZUNZUNEGUI, *El reino de Navarra y su obispado de Pamplona durante la primera*

Archives de la Couronne d'Aragon et des Archives nationales de Paris, il offre une bonne étude de la politique de Charles le Mauvais, oscillant entre la France et l'Angleterre, entre le pape de Rome et celui d'Avignon. L'ouvrage se termine par quelques chapitres sur la vie ecclésiastique dans le diocèse de Pampelune à la fin du ^{xiv}^e siècle.

X. HISTOIRE DE L'ÉGLISE

Nous avons signalé précédemment les ouvrages qui traitent de l'action de l'Église dans ses rapports avec les monarchies espagnoles. Nous groupons ci-dessous les travaux relatifs à la vie intérieure de l'Église, au culte et à la liturgie.

Sources. — Saluons d'abord l'apparition d'une collection de *Monumenta Hispaniae Sacra* qui comportera plusieurs séries. Le premier tome de la série liturgique contenant l'*Oracional visigodo*, édité par J. VIVES, vient de paraître, et l'on annonce pour une date prochaine la parution du premier tome de la série patristique, consacré à l'*Epistolario de San Alvaro de Córdoba*, source essentielle de l'histoire de l'Église mozarabe à l'époque de la persécution d'Abd er Rhaman¹.

Deux cartulaires importants, jusqu'ici inédits, ont été récemment publiés. Le petit *Cartulaire de Poblet*, conservé par un manuscrit de Tarragone, a été édité en 1938 par l'*Institut d'Estudis Catalans*; il contient des actes échelonnés entre 1147 et 1208. Malheureusement, l'étude historique et critique est réduite à une introduction de deux pages, chose d'autant plus regrettable que le monastère de Poblet a joué, pendant la période dont il s'agit, un rôle considérable dans la vie du comté de Barcelone².

Au contraire, l'édition du *Cartulaire de Saint-Cugat* s'ouvre par une étude du P. José RIUS, qui examine la question d'authenticité des actes et fait une rapide analyse des différentes catégories de diplômes contenus dans le cartulaire³. Les plus anciens remontent au temps de Charles le Chauve, ce qui permet de suivre pendant quelques siècles la formation du domaine de San Cugat. En outre, les actes de précaire, les donations, les testaments fournissent de précieuses indications sur l'organisation économique et sociale de la Marche d'Espagne.

epoca del Cisma de Occidente. Pontificado de Clemente VII de Aviñón (1378-1384). San Sebastian, Ed. Pax, 1942, in-4°, 368 p., 10 pl.

1. *Oracional visigodo*, vol. I de la « Serie liturgica » des *Monumenta Hispaniae Sacra*, éd. critique par Jose VIVES. Étude paléographique des codex par Jeronimo CLAVERIAS. Madrid, Cons. Sup. de Invest., 1946, in-4°, 492 p. — *Epistolario de Alvaro de Córdoba*, vol. I de la « Serie patristica » des *M. H. S.*, et. critique par José MADRIZ (sous presse).

2. *Cartulari de Poblet*. Edició del manuscrit de Tarragona, Inst. de Estudis Catalans, 1938, in-8°, 268 p.

3. *Cartulario de San Cugat del Valles*, 2 vol. Barcelone, Cons. Sup. de Invest., 1945-1946, in-4°, LXX + 306 p. et 457 p.

L'*Instituto Príncipe de Viana* a publié, par les soins de Francisco FUENTES, le catalogue des Archives ecclésiastiques de Tudela, qui présentent un grand intérêt pour l'histoire de la reconquête et de la repopulation de la vallée moyenne de l'Èbre¹.

Travaux. — La grande histoire de l'Église d'Espagne, entreprise par le P. GARCIA VILLADA, a été interrompue par la mort tragique de son auteur, au moment où venait à paraître le tome III, portant sur la période 711-1085². L'ouvrage comprend logiquement deux parties : l'Église dans les pays envahis (organisation de l'Église mozarabe, rapport avec les autorités civiles musulmanes) ; l'Église dans l'Espagne libre (réorganisation ecclésiastique dans les territoires reconquis, établissement des premiers rapports avec la Papauté. Après P. Kehr, le P. Garcia Villada rejette comme apocryphes les documents de Leyre attestant de prétendues relations antérieures au milieu du XI^e siècle).

Les *Études historiques sur la Galice et le Portugal*, de l'abbé P. DAVID, groupent plusieurs travaux importants sur l'organisation et la liturgie de l'Église d'Espagne avant le XI^e siècle³. Il montre, en particulier, que la « *Divisio Theodomiri* », liste des provinces ecclésiastiques espagnoles à l'époque suève, connue par différents manuscrits (le plus ancien étant le R. II 18, de la bibliothèque de l'Escorial), est un document digne de foi, qui fut remanié plus tard dans l'intérêt de divers évêchés espagnols⁴. Dans ce travail intéressé, l'évêque Pélage d'Oviedo a eu le rôle principal ; c'est à lui que sont dues également les interpolations introduites dans la fameuse *Hitaci6n de Wamba*, liste d'évêchés prétendument attribuée au roi goth Wamba, et qui servit à appuyer les prétentions de plusieurs sièges ecclésiastiques. M. Luis VÁZQUEZ DE PARGA a repris l'étude du problème, en s'appuyant sur une analyse minutieuse des différents manuscrits connus⁵. Il conclut que la *Division de Wamba*, compilée à la fin du XI^e siècle pour défendre les prétentions de l'évêché d'Ozma, fut ensuite remaniée par Pélage d'Oviedo qui lui donna la forme sous laquelle elle est passée dans la chronique dite *Liber Hitacii*, d'où elle a tiré son nom traditionnel.

1. FRANCISCO FUENTES, *Catálogo de los archivos eclesiásticos de Tudela*. Prologo de Mons. Pascual GALINDO. Tudela, Inst. Príncipe de Viana, in-4°, XII + 474 p.

2. Z. GARCIA VILLADA, S. I., *Historia eclesiástica de España*, t. III (vol. V). Madrid, Compañía ibero americana de publicaciones, 1936, in-4°, 482 p.

3. *Études...* comprenant, outre les articles signalés précédemment : *L'organisation ecclésiastique du royaume suève au temps de saint Martin de Braga* (p. 1-82) ; *La liturgie dans la province de Braga au VI^e siècle* (p. 83-118) ; *La métropole ecclésiastique de Galice du VIII^e au XI^e siècle* (p. 119-184) ; *Le sanctoral hispanique et les patrons d'églises entre le Minho et le Mondego du IX^e au XI^e siècle* (p. 185-256).

4. *L'organisation ecclésiastique, etc.*, loc. cit.

5. LUIS VÁZQUEZ DE PARGA, *La división de Wamba*, contribución al estudio de la Historia y Geografía eclesiásticas de la Edad Media española. Madrid, Cons. Sup. de Invest. Cient., 1943, in-4°, 134 p.

L'ouvrage de Angel CUSTODIA sur les rapports de la Papauté et de l'Église espagnole pendant sept siècles ne constitue qu'un rapide résumé¹. En ce qui concerne le XIII^e siècle, M. Demetrio MANSILLA a tiré des registres vaticans les éléments d'une étude sur les relations de la Curie romaine et du royaume castillan sous Ferdinand III². L'ouvrage, qui n'ajoute rien d'essentiel à ce que l'on connaissait des rapports entre le saint Roi et la Papauté est surtout intéressant par les renseignements qu'il apporte sur l'organisation intérieure de l'Église castellano-léonaise au XIII^e siècle (circonscriptions ecclésiastiques, taxes levées au profit de la Papauté, provision des vacances et bénéfices).

Le livre devenu classique du P. PÉREZ DE URBEL, *Los Monjes españoles en la Edad Media*, étant devenu introuvable, une seconde édition en a été donnée par simple reproduction photographique du texte³. On ne trouvera donc aucun changement par rapport à la première édition. Dans l'intervalle, le P. Pérez de Urbel a publié deux autres volumes consacrés au clergé monastique. Le *Monastère dans la vie espagnole du Moyen Age*⁴ est un ouvrage de vulgarisation ; l'*Histoire de l'Ordre bénédictin*⁵ donne une vue générale de la vie de l'Ordre, en Espagne et hors d'Espagne, des origines jusqu'à l'époque contemporaine.

Dépendance de Cîteaux, le monastère de femmes de Las Huelgas eut une situation hors de pair en Espagne. Il joua le rôle de chef d'ordre pour une douzaine d'autres abbayes et son abbesse en vint à s'attribuer une autorité « quasi épiscopale », ce qui provoqua à diverse reprises des rappels à l'ordre de l'autorité ecclésiastique. M. Escriba a retracé l'histoire du monastère en se fondant sur une documentation de première main, a montré l'extension progressive de son autorité sur ses filiales et étudié ses rapports avec Cîteaux⁶.

Les *Chartes de fraternité*, associant plusieurs établissements religieux et assurant à leurs membres des secours spirituels et matériels réciproques, sont une pratique fort ancienne du monde monastique (s'il fallait en croire certains textes, il en aurait existé une dès le temps de Charlemagne entre Gérone et Le Puy). M. Teodoro Ruiz montre l'évolution de ces fraternités qui se développent surtout du XI^e au XIII^e siècle et qui déclinent à partir du

1. Angel Custodio VEGA, *El pontificado y la Iglesia española en los primeros siete siglos*. El Escorial, 1942, in-8°, 143 p.

2. Demetrio MANSILLA REYO, *Iglesia castellano-leonesa y Curia romana en los tiempos del Rey San Fernando*. Estudio documental sacado de los registros vaticanos. Madrid, Consejo de Invest., 1945, in-4°, xv + 377 p., 1 carte.

3. Justo PÉREZ DE URBEL, *Los monjes españoles en la Edad Media*, 2^e éd. (reproduction photographique de la précédente). Madrid, Instituto Valencia de Don Juan, 1945, 2 vol. in-8°.

4. *El monasterio en la vida española de la Edad Media*. Barcelone, Ed. Labor, 1942, in-8°, 234 p., 14 pl.

5. *Historia de la Orden Benedictina*. Madrid, Rivadeneyra, 1941, in-8°, 474 p.

6. J. M. ESCRIBA, *La Abadesa de las Huelgas*. Madrid, éd. Luz, 1944, in-8°, 415 p.

xiv^e, pour se réduire à la fin du Moyen Age à de simples formules de confraternité spirituelle¹.

M. Fritz BAER a poursuivi ses recherches sur la condition des Juifs dans l'Espagne de la Reconquête. Ayant étudié, dans un premier volume, la condition des minorités juives dans les territoires de la Couronne d'Aragon, il a publié, selon la même méthode, un second volume consacré aux Juifs du royaume de Castille. Il comporte un choix de documents de diverse nature (contrats privés, droit coutumier (*fueros*), sentences judiciaires) empruntés à divers dépôts d'archives (Archives nationales de Madrid et de Simancas, fonds de l'Inquisition) qui font l'objet d'une analyse critique minutieuse². De l'ensemble des documents publiés jusqu'ici par M. Baer, il ressort que les Juifs, qui jouissaient au début de la Reconquête d'une situation favorable et presque privilégiée, qui occupaient d'importants emplois dans l'administration royale et dans la chancellerie, voient leur situation s'aggraver à partir du XIII^e siècle, en raison de la haine croissante des éléments populaires et des méfiances accrues de l'Eglise. Ce changement aboutit, au xiv^e siècle, à de véritables mesures de persécution amenant des conversions forcées, mais de sincérité douteuse, ce qui amène l'Inquisition à renforcer sa vigilance³.

Cependant, l'origine judaïque n'était pas forcément — même au xiv^e siècle — un obstacle pour accéder aux plus hautes dignités ecclésiastiques. C'est ce que montre le P. Luciano SERRANO en étudiant la vie de deux « convertis », Don Pablo de Santa Maria et Don Alfonso de Cartagena⁴. Don Pablo — *alias* Salomon Ha Levi — grand rabbin et spécialiste renommé des études talmudiques, se convertit en 1390 et entra dans les Ordres. Il devint successivement évêque de Carthagène, nonce apostolique, enfin évêque de Burgos, et fut l'un des conseillers écoutés du roi Henri III. Le P. Serrano le défend de l'accusation parfois portée contre lui d'avoir été l'instigateur des mesures antijuives prises par Henri III et Jean II. Son fils, Alfonso de CARTAGENA se fit en tout cas le défenseur des convertis dans son *Defensorium Unitatis Christianae*, dont le P. Martin ALONSO vient de donner une édition critique⁵.

1. Teodoro RUIZ JUSUE, *Las cartas de hermandad en España*, *Anuario de Historia del Derecho*, XV, 1945, p. 387-464.

2. Fritz BAER, *Die Juden im christlichen Spanien*. I Teil : *Urkunden und Regesten* ; Band I : *Aragonien und Navarra* ; Band II : *Kastilien, Inquisitionsakten*. Berlin, Schöner Verlag, 1928-1936, in-8°, XVI + 596 p.

3. Rappelons que le vol. II de l'*Histoire de l'Inquisition au Moyen Age*, de Jean GUIRAUD, est consacré à *L'Inquisition au XIII^e siècle en France, en Espagne et en Italie*. Paris, A. Picard, 1938, in-8°, VIII + 600 p.

4. D. Luciano SERRANO, *Los conversos D. Pablo de Santa Maria y D. Alfonso de Cartagena*. Madrid, Consejo Sup. de Invest., 1942, in-4°, 332 p.

5. Alfonso de CARTAGENA, *Defensorium unitatis Christianae* (Tratado en favor de los judíos conversos). Ed. prologue et notes par Manuel ALONSO, S. J. Madrid, Cons. Sup. de Investigaciones, 1943, in-8°, 386 p.

XI. LE PÈLERINAGE DE SAINT-JACQUES ET SON INFLUENCE

L'action stimulante exercée par les recherches de Joseph Bédier est attestée par la multiplication, depuis une quinzaine d'années, des ouvrages relatifs au pèlerinage compostellan et à son influence, ouvrages auxquels il est nécessaire de consacrer une section spéciale.

Une édition critique du *Liber Sancti Jacobi* contenu dans le *Codex Calixtinus* des archives cathédrales de Saint-Jacques-de-Compostelle était depuis longtemps attendue, le *Liber* étant le point de départ de toutes les études jacobéennes. Elle a paru enfin en 1944, par les soins de l'érudit américain MUIR WITHEHILL, avec la collaboration de D. Germán PRADO (pour la partie musicale) et D. Jesús CARO (pour les miniatures)¹. La transcription, sans être impeccable, rendra de grands services en mettant à la disposition des chercheurs certains textes (en particulier les *Sermons* et les *Miracles*) qui n'existaient que dans des éditions anciennes parfois difficilement accessibles. Les historiens de la musique se réjouiront d'avoir à leur disposition, en reproduction phototypique, l'un des plus anciens textes musicaux notés sur quatre lignes. En revanche, l'étude critique du *Codex* que l'on était en droit d'espérer apparaît très décevante ; elle se limite à une description externe du manuscrit et à un résumé de son contenu. Aucun des problèmes essentiels et passionnants que pose le *Liber Sancti Jacobi* (origine du manuscrit de Compostelle, source de ses différentes parties, datation, influence sur les traditions épiques, etc.) n'est abordé.

Heureusement, deux des parties les plus intéressantes du *Liber* — du point de vue de ses rapports avec les légendes épiques — viennent de faire l'objet d'éditions séparées. La *Chronique de Turpin* a été rééditée par M. MEREDITH JONES, d'après quarante-neuf manuscrits (ce chiffre même, qui n'est pas exhaustif, suffirait à prouver la popularité dont le *Pseudo-Turpin* a joui au Moyen Âge)². M. Meredith Jones a essayé de déterminer quel est le texte primitif, ou du moins la version la plus proche de ce texte. Il pense la trouver non dans le *Codex* de Saint-Jacques-de-Compostelle³, mais dans le manuscrit 12170 de la Bibliothèque nationale de Paris (fonds latin), hypothèse qui paraît peu convaincante. Il est également difficile de suivre M. Meredith Jones dans ses conclusions sur les rapports entre les lé-

1. *Liber Sancti Jacobi. Codex Calixtinus*, vol. I. Texto. Transcripción de Walter Muir Whitehill ; vol. II. Música. Reproducción en fototipia seguida de la transcripción por D. Germán Prado ; vol. III. Estudios y índices (comprenant : *El Liber de Santiago*, par W. Muir Whitehill ; *La Música*, par D. German Prado ; *Las Miniaturas*, par Jesús Caró García). Santiago de Compostela, Cons. Sup. de Invest., 1944, in-4°, 430, 93 (36 pl.) et cxiii p. (8 pl.).

2. MEREDITH JONES, *Historia Karoli Magni et Rotholandi* ou *Chronique du Pseudo-Turpin*, textes revus et publiés d'après 49 ms. Paris, Droz, 1936, in-4°, 362 p.

3. On sait que le texte du *Pseudo-Turpin* qui figurait dans le *Codex Calixtinus* en fut détaché au début du xviii^e siècle et est aujourd'hui conservé en un manuscrit séparé.

gendes épiques et le pèlerinage ; en s'opposant radicalement à la thèse de J. Bédier, qui ne voulait voir dans le *Pseudo-Turpin* qu'un « chapitre » du *Livre de Saint-Jacques* n'ayant jamais eu d'existence indépendante, il se laisse entraîner à un excès inverse : « Saint Jacques, dit-il, ne joue dans la Chronique qu'un rôle insignifiant » ; conclusion difficile à admettre pour qui lit le texte sans idée préconçue.

Le *Guide du pèlerin de Saint-Jacques* — si étroitement apparenté à la « Chronique de Turpin » par le mélange des légendes épiques et des traditions pieuses — a été réédité et traduit par M^{lle} Jeanne VIELLIARD, d'après les manuscrits de Compostelle et de Ripoll. Dans son introduction, M^{lle} Vielliard se borne à résumer les différentes hypothèses émises au sujet du *Guide* ; elle admet comme probable son attribution au mystérieux Aimery Picaud, qu'une lettre apocryphe du pape Calixte II, contenue dans le *Codex*, présente comme ayant apporté à Saint-Jacques l'ensemble du recueil¹.

En somme, une étude critique de l'ensemble du *Livre de Saint-Jacques* nous fait toujours défaut. On peut espérer, toutefois, la posséder prochainement, grâce à l'abbé P. DAVID, qui a publié déjà deux importants articles consacrés le premier à l'ensemble du recueil, le second aux livres liturgiques et aux « Miracles », en y déployant les ressources d'une connaissance encyclopédique des choses et des textes religieux du Moyen Âge². La comparaison établie par l'abbé David entre le *Codex Calixtinus* et le manuscrit d'Alcobaça qui renferme également un texte intégral du *Liber Sancti Jacobi* lui permet de réfuter les conclusions de Meredith Jones en ce qui concerne la forme la plus ancienne du *Pseudo-Turpin*. Quant à l'ensemble du *Codex Calixtinus*, l'abbé David estime qu'il a été composé avant 1160 par le rassemblement de textes ayant eu antérieurement une existence indépendante. Les livres liturgiques et les *Miracles* (livres I et II du *Liber*) constituèrent certainement les deux éléments primitifs et fondamentaux ; le livre III, qui comporte le texte de la *Translation de saint Jacques*, a été ajouté à une date ultérieure.

De cette étude, encore inachevée, l'auteur n'ayant jusqu'à présent traité qu'incidemment du *Guide* et du *Pseudo-Turpin*, se dégage cependant une conclusion assurée : l'ensemble du *Codex* et chacun des livres qui le composent traduisent indiscutablement leur origine française³.

1. Jeanne VIELLIARD, *Le Guide du pèlerin de Saint-Jacques-de-Compostelle*, texte latin du XIII^e siècle, édité et traduit en français d'après les manuscrits de Compostelle et de Ripoll par... Mâcon, Protat, 1938, in-8°, xx + 150 p. avec grav. (Fasc. XXIV de la Bibliothèque de l'École des Hautes-Études hispaniques.)

2. P. DAVID, *Études sur le Livre de saint Jacques attribué au pape Calixte II*. I : *Le manuscrit de Compostelle et le manuscrit d'Alcobaça*. II : *Les livres liturgiques et le livre des Miracles*. Lisbonne, tirage à part du *Bulletin des Études portugaises*, 1946 et 1947, 41 et 73 p.

3. C'est la conclusion à laquelle nous sommes également arrivé en étudiant le rôle de la France dans le développement du pèlerinage, dans un ouvrage qui paraîtra prochainement sur *Les Français en Espagne aux XI^e et XII^e siècles*.

Les routes de pèlerinage et les monuments qui les jalonnent ont fait l'objet de plusieurs articles de M. Élie LAMBERT, qui a montré que le *Guide du pèlerin* inséré dans le *Codex* ne fournissait qu'une idée très incomplète des itinéraires de Compostelle¹. Dans l'*Archivo Español de Arte*, M. Lambert a fait le point des résultats acquis sur le rôle du pèlerinage dans la diffusion et l'évolution des formes de l'architecture romane².

On attend pour une date très prochaine la parution d'un grand ouvrage qui envisagera l'histoire du pèlerinage compostellan sous tous ses aspects des origines jusqu'à l'époque moderne. Les noms des collaborateurs, MM. LACARRA, VÁZQUEZ DE PARGA et Juan URÍA, sont une garantie de l'intérêt que présentera ce travail, conçu selon une stricte méthode historique qui a souvent fait défaut aux auteurs d'ouvrages consacrés au saint patron de l'Espagne et à son pèlerinage³.

Les relations plus étroites établies entre l'Espagne et l'Occident chrétien, à la faveur du développement du pèlerinage compostellan et de la pénétration des clunisiens dans la péninsule, ont eu leur reflet, non seulement dans le domaine artistique, mais aussi dans le domaine proprement intellectuel. Sous le titre : *Moros y cristianos en la España medieval*⁴, M. Angel GONZÁLEZ PALENCIA a réuni plusieurs articles, dont l'un est une rapide esquisse de l'apport de l'Islam à l'Occident dans le domaine scientifique, médical, technique et lyrique. En ce qui concerne la lyrique, M. MENÉNDEZ PIDAL a montré, par l'étude des formes métriques, ce que la poésie provençale devait à la poésie arabe⁵. Mais c'est surtout l'apport philosophique de l'Islam (ou plus exactement l'apport philosophique d'origine hellénique et orientale transmis par l'Islam) qui a retenu l'attention des érudits espagnols. C'est Tolède qui fut, au XII^e siècle, le centre essentiel de diffusion, grâce à ce qu'on est convenu d'appeler, depuis RENAN⁶, « l'école des traducteurs tolédans », placée sous la haute autorité de l'archevêque clunisien Raymond. M. Angel GONZÁLEZ PALENCIA, qui a consacré à Raymond de Tolède une brève étude,

1. É. LAMBERT, *Roncevaux et ses monuments*, dans *Romania*, LXI, 1935, p. 17-54, article repris sous une forme plus résumée sous le titre *Roncevaux*, *Bulletin hispanique*, XXXVII, 1935, p. 417-437. — *Le Livre de saint Jacques et les routes de pèlerinage de Compostelle*, *Revue géogr. des Pyrénées et du Sud-Ouest*, LIX, 1945, p. 5-33.

2. *La peregrinación a Compostela y la arquitectura romanica*, *Archivo Español de Arte*, LIX, 1943, p. 273-310.

3. Juan URÍA, M. J. LACARRA, L. VÁZQUEZ DE PARGA, *La peregrinaciones jacobinas*, Cons. Sup. de Invest. (sous presse). M. LACARRA a publié, dans *Pireneos*, juillet-décembre 1945, p. 6-27, quelques pages de cet ouvrage, sous le titre : *Rutas de Peregrinación. Los pasos del Pireneo y el camino de Santa Cristina a Puente la Reina* (avec une carte et plusieurs photographies).

4. A. GONZÁLEZ PALENCIA, *Moros y cristianos en la España medieval*, *Estudios historico literarios*. Madrid, Suc. de Sánchez Ocaña, 1945, in-8°, vi + 349 p., 16 pl.

5. R. MENÉNDEZ PIDAL, *Poesía árabe y poesía europea*, *Bull. hisp.*, XL, 1938, p. 337-423 (réédité avec d'autres essais, sous le même titre. Madrid, Espasa Calpe, 1941, in-8°, 212 p.).

6. RENAN, *Averroès et l'Averroïsme*. Paris, 1852.

montre qu'il y a quelque exagération à lui attribuer en cette matière le rôle de promoteur, et à parler d'une véritable « école » de traducteurs. Sans doute une activité intellectuelle, qui pouvait présenter certains côtés inquiétants pour l'orthodoxie de la pensée chrétienne, n'a-t-elle pas pu se développer sans l'assentiment et peut-être la protection éclairée du prélat, mais on ne saurait lui faire l'honneur de tout le considérable travail qui s'opéra au ^{xiii}^e siècle dans sa ville primatiale¹.

Sur les deux plus intéressants des traducteurs tolédans, Domingo Gondisalvo et Juan Hispano, le P. Manuel ALONSO a apporté des indications nouvelles, d'où il ressortirait que Juan Hispano, Juif d'origine, succéda plus tard à Raimond au siège épiscopal de Tolède². L'œuvre des deux hommes fut en tout cas considérable, et son influence sensible sur la pensée philosophique occidentale³.

XII. HISTOIRE DU DROIT ET DES INSTITUTIONS

L'impulsion donnée aux études d'histoire du droit par l'*Anuario de Historia del Derecho español* se manifeste par le nombre et la qualité des études consacrées aux institutions médiévales et les importantes publications de textes et documents qui s'y rattachent.

M. GARCIA GALLO a poursuivi la tâche, entreprise avant 1936, de doter l'Espagne d'une histoire du droit national mise au courant des derniers résultats de la recherche. Son *Histoire du droit espagnol*, en cours de parution, comporte un volume d'exposé historique et didactique, que complète un volume consacré aux sources et rassemblant les textes les plus caractéristiques servant de base à la connaissance du droit et des institutions⁴. Sous une forme plus condensée, M. Garcia Gallo a publié un *Cours d'histoire du droit*, plus spécialement destiné aux étudiants, et qui vise à remplacer le manuel qu'il avait rédigé il y a une dizaine d'années en collaboration avec Roman RIAZA⁵. Le premier tome, seul paru, traite de l'histoire du droit public jusqu'à l'époque contemporaine. Pour chaque grande période étudiée, le plan de l'exposé est le même : bases de la formation du droit — sources —

1. A. GONZALEZ PALENCIA, *El arzobispo D. Raimondo de Toledo*. Barcelone, Labor, 1942, in-8°, 199 p., 8 pl.

2. Manuel ALONSO, *Notas sobre los traductores toledanos Domingo Gondisalvo y Juan Hispano*, *Al Andalus*, VIII, 1943, p. 155-178.

3. M. MILLAS VALLICROSA donne quelques indications générales sur la diffusion de la pensée hispano-arabe en Europe dans *Nuevas aportaciones para el estudio de la transmisión de la Ciencia a Europa a través de España*. Barcelone, 1943, in-4°, 60 p.

4. ALFONSO GARCIA GALLO, *Historia del Derecho Español*. I : *Exposición histórica*, 3^e éd. Madrid, 1943-1945, 2 fasc., 836 p. II : *Fuentes de conocimiento*, fasc. 1, 3^e éd. Madrid, 1943, 256 p.

5. *Curso de Historia del Derecho español*. T. I : *Historia general de las bases de formación del derecho, de las fuentes y del derecho público*. Madrid, 1946, in-4°, 479 p.

institutions de droit public. Un second volume traitera du droit privé, selon un plan non chronologique, mais méthodique.

L'*Histoire de l'administration publique au Portugal*, de GAMA BARROS, parue en 1897, est un ouvrage classique, et qui intéresse en réalité toute la péninsule. Mais une remise à jour était nécessaire. On se félicitera que cette tâche ait été entreprise par M. Torquato DE SOUSA SOARES, qui a fait non pas une édition nouvelle, mais presque un ouvrage nouveau (les quatre volumes de l'édition primitive doivent se transformer en neuf) enrichi de notes, mises au point critiques et bibliographiques, enfin d'observations générales exposant l'état actuel des questions traitées. Trois volumes sont parus jusqu'à présent¹. Le premier traite de l'origine du droit public et privé et du pouvoir monarchique ; le second et le troisième sont consacrés aux institutions qui opposent une limite au pouvoir du souverain (clergé, ordres militaires, noblesse, pouvoir municipal, cortès).

L'étude critique des *Fueros* qui constituent une des bases essentielles de la connaissance du droit public et privé amène la substitution progressive, aux vieilles éditions du XIX^e siècle (Muñoz y Romero, Collection de *Fueros* éditées par l'Académie de l'Histoire), d'éditions modernes établies selon une méthode plus rigoureuse. Entre les nombreux textes qui ont fait l'objet de rééditions et d'études, nous ne pouvons citer que les plus intéressants pour l'histoire générale des institutions. M. Luis VÁZQUEZ DE PARGA a donné une édition critique du *Fuero de Léon* (décrets promulgués par le roi Alphonse V au concile de Léon de 1017), dont l'importance est grande dans la formation du droit de l'époque de la Reconquête². Le texte du *Fuero*, transcrit d'après le plus ancien manuscrit connu (celui d'Oviedo), est accompagné des variantes fournies par d'autres textes et par l'indication d'articles d'autres *Fueros* étroitement inspirés de celui de Léon.

Le *Fuero* de Miranda de Ebro, publié à trois reprises déjà, manquait, lui aussi, d'une bonne édition critique. Elle a été enfin réalisée par M. Francisco CANTERA, qui a transcrit le texte d'après la confirmation donnée en 1298 par Ferdinand IV, en l'accompagnant de notes explicatives et d'utiles précisions de géographie historique³.

L'ouvrage de M. GUNNAR TILANDER sur les *Fueros d'Aragon* offre un modèle d'étude critique⁴. Bien que l'auteur s'intéresse surtout au texte d'un

1. Henrique de GAMA BARROS, *Historia da Administração pública em Portugal nos séculos XIII a XV*, 2^e éd. dirigida por Torquato DE SOUSA SOARES. Lisboa, Livraria Sa da Costa, 1945-1946, 3 vol. in-4^o, LXXIV + 432, 524 et 465 p. (dont 40 p. de bibliographie).

2. El *Fuero de Léon*, *Notas y avance de edición crítica*, *Anuario de Historia del Derecho*, XV, 1944, p. 464-498.

3. Francisco CANTERA BURGOS, *Fuero de Miranda de Ebro*, ed. crítica, versión y estudio por..., *Anuario de Historia del Derecho*, XIV, 1943, p. 461-486.

4. GUNNAR TILANDER, *Los fueros de Aragón según el Ms 458 de la Biblioteca Nacional de Madrid*. Skrifter utgivna av Kungl humanistika Vetenskapssamfundet. Lund, C. W. K. Gleerup, 1937, in-8^o, LXXVI + 648 p.

point de vue philologique et linguistique, son livre s'adresse aussi aux historiens. Il y montre la double origine du droit haut-aragonais, issu à la fois de la coutume (*Fueros* locaux) et des dispositions législatives des souverains. Un vocabulaire des termes techniques utilisés dans les *Fueros* constitue un petit dictionnaire des institutions aragonaises.

L'*Anuario de Historia de Derecho* a publié un certain nombre de textes de droit territorial castillan (extraits des « *Devysas* », du *Pseudo-Ordenamiento de León*, du *Fuero antiguo*), que M. Garcia Gallo fait précéder d'une courte introduction sur les conditions dans lesquelles se fit en Castille, à partir du XIII^e siècle, la rédaction du droit coutumier¹. Dans le même *Anuario*, M. José LOPEZ ORTIZ montre l'intérêt de la collection dite « *Leyes nuevas* » constituée par les interprétations de l'autorité royale en réponse aux demandes d'éclaircissement et aux doutes qui lui étaient soumis par les autorités locales. Cette faculté d'interprétation a été pour la royauté un moyen efficace de développer son autorité en matière législative².

L'Espagne a-t-elle connu au Moyen Age un véritable régime féodal? La question n'a cessé d'être débattue depuis près d'un siècle³. M. SÁNCHEZ ALBORNOZ a été amené à réexaminer deux aspects particuliers de la question dans son grand ouvrage *En torno al feudalismo*⁴. D'une part, il admet, contre l'opinion généralement admise, qu'il existait dans le royaume wisigothique des éléments « préféodaux » bien caractérisés (*comitatus*, fidèles, concessions de type bénéficiaire), dont on retrouve la trace dans les documents les plus anciens de l'époque asturo-léonaise. D'autre part, il s'oppose radicalement à la théorie de la « féodalité explosive » qui voit l'origine des premiers fiefs dans la spoliation des biens d'église par Charles Martel, en vue de la constitution d'une « chevalerie » capable de lutter contre les troupes montées arabes. S'appuyant essentiellement sur le témoignage du *Ajbar Majmua*, M. Sánchez Albornoz nie que l'armée arabe du VIII^e siècle disposât d'une cavalerie importante. Toutefois, en Espagne même, les chefs sarrasins avaient confisqué une partie des biens d'église pour créer des sortes

1. *Textos de Derecho territorial castellano*, *Anuario de Historia del Derecho*, XIII, 1936-1941, p. 306-397.

2. Fr. José LOPEZ ORTIZ, *La colección conocida con el título de « Leyes Nuevas » y atribuida a Alfonso el Sabio*, *Anuario de Historia del Derecho*, XVI, 1945, p. 5-70.

3. SCHRÉTAN, *La féodalité en Espagne*, *Rev. d'histoire du droit*, 1862-1863. — HERCULANO, *Da existência e no existência do feudalismo nos reinos de Leão, Castilha e Portugal*, *Opusculos*, vol. VI (1876-1884).

4. *En torno a los orígenes del feudalismo*. Parte I^a : *Fideles y cardingos en la monarquía visigoda. Raíces del casallaje y del beneficio hispanos*. II^a parte : *Los arabes y el régimen pre-feudal carolingio. Fuentes de la historia musulmana del siglo VIII*. Mendoza, Taller gráfico J. Belmonte, 1942, 3 vol. in-4^o, 255, 382 et 349 p. — M. Sánchez Albornoz avait lui-même donné un compte-rendu anticipé de cet ouvrage dans *Bulletin Hispanique*, XLII, 1940, p. 132-135.

de bénéfices militaires ; il n'est pas impossible que Charles Martel se soit inspiré de cet exemple.

C'est d'Argentine également que nous vient une autre importante étude de M. SÁNCHEZ ALBORNOZ sur la succession au trône dans les royaumes de Léon et Castille¹. L'auteur montre que la tradition élective de la monarchie wisigothique se maintint pendant tout le VIII^e siècle dans le royaume asturien, mais qu'une suite de successions en ligne directe (entre Ramire I^{er} et Alphonse III) tendit à implanter une conception patrimoniale de la monarchie entraînant comme conséquence la pratique des partages successoraux. Au X^e siècle, le principe héréditaire se consolide, mais ce ne sera qu'au XII^e siècle que s'imposera la règle de primogéniture excluant les partages. Sous Alphonse X, enfin, le droit de représentation s'introduit dans les règles de transmission de la couronne royale.

On sait le rôle qu'ont joué au XI^e siècle un certain nombre de « conciles » d'où sortirent des décisions importantes d'ordre législatif ou juridique émanant de l'autorité royale (par exemple, le concile de Léon, de 1020, le concile de Burgos, de 1080). M. José MALDONADO s'est demandé quel était le caractère de ces assemblées. Faut-il y voir de véritables « conciles », au sens canonique du terme, ou des assemblées mixtes prolongeant la pratique des conciles tolédans de la monarchie wisigothique ? M. Maldonado se prononce pour cette seconde hypothèse : bien que les décisions prises soient sanctionnées par des sentences canoniques (excommunication, etc.), elles n'en appartiennent pas moins au domaine de la législation civile et contribuent au développement de l'autorité monarchique².

Les institutions militaires sont un domaine assez négligé des historiens du droit. On appréciera donc l'important article de M. Antonio PALOMEQUE TORRES, *Contribución al estudio del Ejército español en los Estados de la Reconquista*³. L'auteur y esquisse les grandes lignes d'une étude de l'armée espagnole au Moyen Âge, en donnant les indications essentielles sur la composition de l'armée, l'obligation et les conditions du service militaire, la répartition du butin. Il définit au passage les termes les plus couramment employés par les textes et documents : *fonsado*, *apellido*, *hueste*, etc.

Les origines et l'évolution de l'Amirauté de Castille jusqu'à la concession du titre d'amiral à Christophe Colomb sont étudiées par M. Florentino PÉREZ EMBID⁴. Les débuts de l'institution, qui n'est clairement mentionnée

1. *La sucesión al trono en los reinos de León y Castilla*. Buenos-Aires, Bolletín de la Academia de Letras, XIV, 1945, p. 35-124.

2. José MALDONADO Y FERNÁNDEZ DEL TORO, *Las relaciones entre el derecho canonico y el derecho secular en los concilios españoles del siglo XI*, *Anuario de Historia del Derecho*, XIV, 1941-1942, p. 227-382.

3. Antonio PALOMEQUE TORRES, *Contribución al estudio del Ejército en los Estados de la Reconquista*, *Anuario de Historia del Derecho*, XV, 1944, p. 205-351.

4. Florentino PÉREZ EMBID, *El Almirantazgo de Castilla hasta las Capitulaciones de Santa Fe*. Séville, *Anuario de Estudios Americanos*, t. I, 1944, xv + 186 p.

dans les textes qu'à partir du milieu du XIII^e siècle, sont assez obscurs. Les attributions de l'amiral, définies à la fin de ce siècle par le code des « *Partidas* », iront s'accroissant ensuite et lui assureront un droit de juridiction non seulement sur le « quartier de la mer » de Séville, mais sur tous les ports du royaume castillan. — M. Pérez Embid a dressé une liste des titulaires de la charge jusqu'à Colomb. Il termine son livre par une étude sur les capitulations de Santa Fe.

Les institutions municipales de la Catalogne ont fait l'objet de deux très importants articles de M. FONT RIUS, articles qui constituent la seule étude d'ensemble qui ait été jusqu'ici consacrée à cette question¹. Sans prétendre traiter à fond un sujet qui nécessiterait des études de détail préalables, M. Font Rius se propose d'indiquer les voies où la recherche pourrait s'engager. Après avoir montré qu'aucune des théories générales proposées par les historiens du droit pour expliquer la naissance des institutions municipales n'était applicable à la Catalogne, l'auteur consacre une première partie à la formation géographique et sociale des nouveaux centres de peuplement, au fur et à mesure que progresse la reconquête, et montre comment s'élabore peu à peu une personnalité d'ordre juridique et public, par l'action de divers facteurs : organisation ecclésiastique, organisation seigneuriale (les *bailes* et les *villici* seigneuriaux tendant à devenir les représentants de la communauté), enfin organisation économique et professionnelle créant une solidarité de fait. Il est impossible, dans ces conditions, de déceler avec exactitude le moment où apparaissent les institutions proprement municipales. Elles naissent d'une évolution progressive depuis les formes élémentaires, correspondant à l'existence d'une communauté de fait, jusqu'aux formes les plus achevées. Il est parfois possible de discerner les différentes étapes : apparition au XII^e siècle, dans certains centres, d'un *concejo* collaborant avec l'autorité seigneuriale, développement du rôle des *boni homines*, qui, d'abord simples « notables », voient se préciser leurs attributions, apparition d'organismes spécialisés, en particulier en matière fiscale, qui agissent comme mandataires de la communauté. A partir du XIII^e siècle, les souverains aragonais interviennent dans un sens favorable au mouvement communal, afin de contre-balancer l'influence de la noblesse catalane, et créent des municipalités nouvelles. Les plus anciennes de ces créations datent de la fin du XII^e siècle (Gérone reçoit, avant 1182, le droit de nommer ses magistrats municipaux), puis, après un arrêt dans la première moitié du XIII^e siècle, elles se multiplient pour aboutir à la généralisation du « *municipio* » aux XIV^e et XV^e siècles.

La thèse de Pirenne sur l'origine des constitutions urbaines — si discutée dans sa généralité — trouve une confirmation d'ordre local dans l'histoire des municipalités du pays navarrais. J. M. LACARRA a montré comment la

1. José Maria FONT RIUS, *Orígenes del Régimen municipal de Cataluña*, *Anuario de Historia del Derecho*, t. XVI, 1945, p. 389-529, et t. XVII, 1946, p. 228-585.

situation privilégiée faite aux immigrants (surtout français) qui s'installent dans les villes-étapes du chemin de Saint-Jacques a été progressivement étendue aux autres catégories d'habitants et est devenue la base des institutions municipales de la région¹.

L'insurrection dont Compostelle fut le théâtre, quatre années après la fameuse « commune » de Laon qui a provoqué les invectives de Guibert de Nogent, nous est connue essentiellement par la version qu'en donnent les rédacteurs de l'*Histoire compostellane*, qui la présentent comme une simple révolte contre l'autorité de l'archevêque Diego Gelmirez, et Hinojosa, dans ses *Orígenes du régime municipal en Léon et Castille*, s'est refusé à y voir un mouvement communal. M. VÁZQUEZ DE PARGA montre, au contraire, que tous les éléments caractéristiques d'une tentative d'établissement d'une « commune » se trouvent réunis dans cet épisode².

Pour terminer cette section, signalons, sans pouvoir entrer dans leur analyse, un certain nombre d'études importantes relatives au droit privé médiéval, auquel l'*Anuario* fait toujours une place importante. M. J. ORLANDIS a successivement étudié la « prenda » comme procédé coercitif³, la « paix de la maison », et le concept de délit dans le droit du Haut Moyen Âge. Un élément commun relie ces différents travaux : l'existence de survivances germaniques dans le droit privé, en dépit des mesures législatives prises à l'époque wisigothique ou dans les premiers siècles de la Reconquête⁴.

L'historien du droit portugais, Paulo MEREA, a étudié de son côté *La dot à l'époque wisigothique et dans les premiers siècles de la Reconquête* et *Les origines de l'exécuteur testamentaire*⁵.

XIII. HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

L'histoire de la réoccupation et de la remise en valeur des terres vacantes, dans les premiers temps de la Reconquista, n'a fait l'objet d'une étude systématique que pour des régions limitées⁶. Dans cette œuvre de restauration

1. J. M. LACARRA, *Para el estudio del municipio navarro medieval*, *Revista Príncipe de Viana*, III, 1941, p. 50-65.

2. L. VÁZQUEZ DE PARGA, *La revolución comunal de Compostela en los años 1116 y 1117*, *Anuario de Historia del Derecho*, XVI, 1945, p. 685-703.

3. José ORLANDIS ROVIRA, *La Prenda como procedimiento coactivo en nuestro derecho medieval*, *Anuario de Historia del Derecho*, XIV, 1941-1942, p. 81-184. — *La Paz de la casa en el Derecho español de la Alta Edad Media*, *Ibid.*, XV, 1944, p. 107-161. — *Sobre el concepto de delito en el Derecho de la Alta Edad Media*, *Ibid.*, XVI, 1945, p. 112-192.

4. Comme l'avait déjà démontré HINOJOSA, *El elemento germanico en el Derecho español*, dans *Estudios sobre la historia del derecho español*, 1903.

5. Manuel PAULO MEREA, *Dois estudos sobre o dote no direito medieval*. I : *O dote visigótico*. II : *O dote nos documentos dos séculos IX-XII* (Asturias, Leão, Galiza e Portugal). Coimbra editora, 1942, in-4°, 87 p. — *Sobre as origens do executor testamentario*. Lisboa, Acad. Portuguesa da Historia, 1940, 32 p.

6. Surtout pour l'ancienne Marche d'Espagne : BRUTAILS, *Étude sur la condition des popu-*

économique, la « *presura* » (ou « *aprisio* »), c'est-à-dire l'appropriation sans titre des terres vides, a joué un rôle essentiel. Elle s'est faite soit par l'initiative individuelle, soit l'action concertée des rois et comtes, promouvant de véritables entreprises de colonisation intérieure. I. DE LA CONCHA a essayé de définir la nature juridique de l'*aprisio*, en analysant les différents éléments caractéristiques : absence de titre juridique, absence de redevance au souverain local, liberté complète d'aliénation, création d'un droit de propriété immédiat par le fait même de l'occupation (sans qu'une mise en valeur immédiate soit nécessaire). L'auteur conclut que la *presura* ne peut être confondue avec le *bénéfice* et qu'elle constitue un acte *sui generis* dont la fréquence ira d'ailleurs diminuant à mesure que s'affirmera l'autorité monarchique¹.

La « *re población* » de l'Extremadure léonaise a été étudiée par M. Julio GONZÁLEZ, qui en retrace les étapes, en insistant spécialement sur la restauration des villes (Salamanque, Ciudad-Rodrigo, Ledesma, etc.)². Il donne d'intéressantes indications sur l'origine des « *pobladores* », entre lesquels figurent de nombreux « *francs* », et sur le mode de répartition des terres entre les colons. C'est ici le roi qui, par l'intermédiaire de ses comtes ou de ses commissaires, intervient pour fixer les bases de la répartition ; les *concejos* des villes ou agglomérations importantes interviennent ensuite pour fixer le détail de l'organisation.

J. M. LACARRA a publié, sur la reconquête et le repeuplement de la moyenne vallée de l'Èbre, une série de documents, extraits principalement des archives cathédrales de Tudéla et Saragosse. Dans son introduction, il rappelle le rôle joué par la chevalerie française dans la reconquête de cette région, rôle qui explique la place tenue par le clergé et par les colons d'origine « *franque* » dans sa restauration religieuse et économique³.

Les monographies consacrées à l'étude d'un domaine rural sont fort rares en Espagne. On lira avec un particulier intérêt l'étude de M. PRIETO BANCES sur l'exploitation rurale dans le domaine de Saint-Vincent d'Oviédo du ^x au ^{xiii}^e siècle, étude fondée sur l'analyse du cartulaire de l'abbaye⁴. Il en ressort que le domaine du monastère était très dispersé et que l'unité d'exploitation était constituée, comme dans les autres régions de l'Occident chrétien, par la villa divisée en domaines propres et en tenures. Il y a quelque

lations rurales du Roussillon au Moyen Age, 1891. — IMBART DE LA TOUR, *Les colonies agricoles et l'occupation des terres désertes*, Mélanges Fabre, 1902.

1. I. DE LA CONCHA Y MARTÍNEZ, *La « Presura »*. *La ocupación de tierras desiertas en los primeros tiempos de la Reconquista*. Madrid, Cons. Sup. de Invest., 1946, in-8°, 152 p., et *Anuario de Historia del Derecho*, XIV, 1942-1943, p. 382-460.

2. Julio GONZÁLEZ, *Re población de la Extremadura leonesa*, *Hispania*, 1943, fasc. XI, p. 195-274.

3. J. M. LACARRA, *Documentos para el estudio de la Reconquista y repoblación del valle del Ebro*, 1^{re} serie. Zaragoza, Escuela de Estudios medievales, 1946, in-4°, 106 p.

4. R. PRIETO BANCES, *La explotación rural del dominio de San Vicente de Oviedo en los siglos X a XIII*. Coimbra, tirage à part de *Boletim da Faculdade de Direito*, 1940, 322 p.

flottement dans les indications que donne l'auteur sur la condition des personnes et dans la terminologie qu'il emploie. Il donne le nom d'« exploitation servile » à toute exploitation confiée à des hommes soumis à une certaine dépendance vis-à-vis du seigneur, mais qui ne sont pas nécessairement des serfs ; en revanche, il emploie la qualification de « libres » pour des tenanciers qui suivent le sort de la terre qu'ils cultivent, se vendent et s'échangent avec elle. La dernière partie de l'ouvrage traite des différentes formes de contrats fonciers : « *ad porcionem* », *mamposteria*, enfin location à temps (qui n'apparaît qu'au XIII^e siècle).

M. GARCIA GALLO a donné dans la *Revista de Estudios Políticos* une vue générale de l'évolution sociale de l'Espagne entre le VIII^e et le XII^e siècle¹. Ce travail, qui ne vise qu'à donner une idée générale des connaissances acquises en ce domaine, s'accompagne d'une abondante bibliographie².

La condition des « paysans de remensa » a été étudiée au début de ce siècle par Hinojosa, qui a dégagé les traits caractéristiques de cette forme de demi-servage. D'autres historiens ont apporté après lui quelques précisions supplémentaires sur cette question. M. VICENS VIVES s'est proposé de retracer les vicissitudes des « remensas » jusqu'à leur émancipation finale à l'extrême fin du XV^e siècle³. Une première partie expose, d'après les travaux précédents, l'état actuel des recherches sur la « pagesia de remensa » et traite des premières tentatives d'émancipation, soit par l'action du pouvoir public (rôle de Maria de Molina, femme d'Alphonse V), soit par la force (première « guerre de remensa »). La seconde partie, plus importante, expose la politique des Rois Catholiques en face de la seconde « guerre de remensa », jusqu'à la sentence de pacification de Guadalupe qui permit le rachat des « mauvais usages » et donna la liberté personnelle aux paysans.

Quelques ouvrages seulement sont à signaler sur l'histoire économique de la péninsule au Moyen Âge. M. DÜBLER fournit quelques indications intéressantes sur la géographie économique de l'Espagne et sur les rapports entre chrétiens et musulmans entre le XI^e et le XII^e siècle⁴. Il montre comment l'opposition entre la civilisation purement rurale des royaumes chré-

1. A. GARCIA GALLO, *Las Instituciones sociales en España en la Alta Edad Media (siglos VIII-XII)*, *Revista de Estudios Políticos, Suplemento de Política Social*, I et II, 1945, p. 7-53 et 7-44.

2. Rappelons les deux intéressants articles de Ch. VERLINDEN, *L'esclavage dans le monde médiéval ibérique*, *Anuario de Historia*, XI, 1934, p. 283-448, et *La condition des populations rurales dans l'Espagne médiévale*, *Rec. de la Société Jean Bodin pour l'histoire comparative des Institutions*, Bruxelles, 1937, p. 176-198.

3. Jaime VICENS VIVES, *Historia de las remensas en el siglo XV*, Barcelone, Impr. Claraso, 1945, in-4°, 380 p.

4. Cesar E. DÜBLER, *Über die Wirtschaftsleben auf der iberischen Halbinsel von XI zum XIII Jahrhundert (Beitrag zu der islamischen christlichen Beziehungen)*. *Romanica Helvetica*, édita auxilio collegiarum Helveticorum ab I. et A. Steiger, Series linguistica, vol. 23. Lib. Droz, Genève, y Eug. Reutsch Verlag, Zurich, 1943, in-4°, XIV + 186 p.

tiens et la civilisation urbaine de Al Andalus, très fortement marquée jusqu'au ^{xii}^e siècle, va s'atténuant avec les progrès de la reconquête. L'ouvrage, assez confus, se termine par quelques considérations sur les institutions économiques de l'Espagne médiévale : cités, marchés, « gremios ».

Cl. SÁNCHEZ ALBORNOZ a tenté de donner un tableau des prix de la vie dans le royaume asturien au ^x^e siècle. Il en ressort qu'un grand contraste existe entre les prix, toujours très bas, des produits d'usage courant, et les prix, très élevés, des objets de luxe, pour la plupart importés¹. La courbe générale du prix de la vie dessine une première montée au milieu du ^x^e siècle (au moment où la monnaie d'argent se substitue à la monnaie d'or), puis, après une période de stabilisation, une seconde montée qui se manifeste à l'extrême fin du siècle comme conséquence des dévastations d'Almanzor.

Dans la revue *Hispania*, Carmelo VIÑAS Y MEY a essayé de déterminer le rôle joué dans les destinées historiques de l'Espagne par les deux mers qui, à partir du ^{xiii}^e siècle, baignèrent les rivages du royaume de Castille. L'auteur met particulièrement en lumière l'activité de la marine castillane au ^{xv}^e siècle et son intervention dans le grand conflit franco-anglais. Regrettons que certaines appréciations concernant la France paraissent davantage inspirées par des considérations « contemporaines » que par un strict esprit historique².

Sous le titre *La vie espagnole à l'époque gothique*, M. RUBIO Y BALAGUER a voulu dégager du panorama social de la civilisation occidentale, entre le ^{xiii}^e et le ^{xv}^e siècle, les traits les plus spécifiquement espagnols³. Le résultat ne répond qu'imparfaitement à ce dessein. En dépit de l'accumulation des petits faits et des détails empruntés aux sources littéraires, son livre ne donne à aucun moment l'impression de vie, et moins encore de vie spécifiquement espagnole. Les chapitres sur la rue, la maison, la vie de société laissent une impression trop générale et trop vague, et à peu de chose près ses descriptions pourraient s'appliquer à tout autre pays chrétien médiéval. Peut-être le tort a-t-il été de vouloir embrasser une période trop vaste, ce qui conduit fatalement ou à des confusions chronologiques ou à une généralisation excessive. On s'étonne, en outre, que ni la vie intellectuelle ni la vie religieuse n'aient leur place dans un tel ouvrage.

M. DEFOURNEAUX.

1. Cl. SÁNCHEZ ALBORNOZ, *El precio de la vida en el reino asturo leones hace mil años*. Buenos-Aires. Tirage à part de *Logos*, revue de la Faculté des Lettres, 1945.

2. Carmelo VIÑAS Y MEY, *De la Edad Media à la Moderna. El Cantábrico y el Estrecho de Gibraltar en la historia política española*. *Hispania*, 1940, fasc. I, p. 52-71 ; 1941, fasc. II, III, IV, V, p. 53-80, 64-102, 41-106.

3. J. RUBIO Y BALAGUER, *Vida española en la época gótica, siglos XII a XV*. Barcelone, Ed. Alberto Martín, 1943, in-8°, 249 p., illustré.

COMPTE-RENDUS CRITIQUES

- G. CONTENAU. I. **Le Déluge babylonien. Ishtar aux enfers. La Tour de Babel.** Paris, Payot, 1941 ; un vol. in-8° de 295 pages, avec 52 figures et 8 planches hors texte. (« Bibliothèque historique ».)
- II. **Les civilisations anciennes du Proche-Orient.** Paris, Presses universitaires de France, 1945 ; un vol. in-16 de 128 pages. (Collection « Que sais-je ? »)
- III. **Manuel d'archéologie orientale depuis les origines jusqu'à l'époque d'Alexandre.** T. IV : *Les découvertes archéologiques de 1930 à 1939.* Paris, Picard, 1947 ; un vol. in-8° de 692 pages, 337 figures, 12 planches hors texte.
- IV. **La magie chez les Assyriens et les Babyloniens.** Paris, Payot, 1947 ; un vol. in-8° de 298 pages, avec 25 figures et 18 gravures hors texte. (« Bibliothèque historique ».)

I. — Le premier volume du docteur G. Contenau que nous avons à présenter est un recueil contenant trois études distinctes, dont le seul trait commun est qu'elles se rapportent à des légendes ou mythes mésopotamiens.

La première étude a pour objet le « Déluge babylonien ». L'auteur présente la traduction des principaux récits anciens, celui de la tablette XI de l'Épopée de Gilgamesh, en akkadien, et celui du fragment sumérien publié par Poebel, ainsi que la traduction du texte de Béroze, beaucoup plus récent (vers 300 avant J.-C.), qui reproduit la même tradition. Il y joint la traduction du double récit (« yahviste » et « sacerdotal ») du déluge que nous a conservé l'Ancien Testament (*Génèse*, VI, 5-IX, 17), en vue de comparer tradition mésopotamienne et tradition biblique. Sur ce point, il exclut l'hypothèse d'une influence de celle-ci sur celle-là, ce qui s'impose de toute évidence, étant donné l'antériorité des documents mésopotamiens. Mais il hésite à affirmer la dépendance de la tradition biblique par rapport à la tradition mésopotamienne, et il postule une « source commune » d'où seraient dérivés d'un côté le courant suméro-akkadien, tout imprégné de polythéisme, et de l'autre côté le courant israélite, monothéiste (p. 112 et suiv.). Cette source commune est, selon nous, une hypothèse bien inutile ; la seule question qui se pose réellement, c'est de déterminer à quelle époque et de quelle manière la tradition babylonienne est parvenue en Israël. Sur ce point, les critiques ne sont pas d'accord : les uns (par exemple Lods) penchent pour une date assez basse, comme le ^{vi}^e ou le ^{vii}^e siècle ; les autres (par exemple Gunkel) considèrent que la légende babylonienne s'était répandue dès le II^e millénaire dans tout le pays de Canaan, où elle subit quelques modifications, et que c'est sous cette forme que les Israélites, quand ils s'installèrent en Canaan, la connurent et l'adoptèrent, non sans lui faire

subir certaines retouches en rapport avec leurs propres conceptions religieuses. Nous ne saurions ici, évidemment, traiter ce délicat problème. Le docteur Contenau, en terminant, confronte la tradition du déluge babylonien avec la découverte à Ur et à Kish, en 1929, parmi les strates les plus anciens, de couches d'argile correspondant à des crues exceptionnellement fortes de l'Euphrate ; et il conclut fort judicieusement que c'est une crue semblable qui, à une époque très ancienne, donna naissance à la légende.

La seconde étude traite de « la Descente d'Ishtar aux enfers ». Il s'agit d'un poème mythologique connu depuis assez longtemps par un texte akkadien retrouvé dans la bibliothèque d'Assurbanipal, et dont un texte sumérien a été plus récemment découvert et publié. L'auteur présente la traduction du poème akkadien, en la faisant précéder d'intéressantes explications sur les cultes agraires dans l'ancienne Mésopotamie, sur le dieu de végétation Tammuz-Adonis, sur la déesse Ishtar-Astarté, sur les conceptions babyloniennes relatives à l'Au-delà.

La troisième étude, intitulée « la Tour de Babel », a pour point de départ le récit bien connu de la *Genèse* (XI, 1-9). La légende biblique fait évidemment allusion aux tours à étages, ou *ziggurat*, des temples mésopotamiens, et, plus précisément, à la *ziggurat* de Babylone, l'*E-temen-an-ki*, dont les fouilles de Koldewey ont au moins retrouvé des vestiges. L'auteur expose brièvement ce que l'archéologie et les textes anciens nous font connaître de ces *ziggurat*.

II. — Le second ouvrage, dans le petit nombre de pages qu'impose la collection « Que sais-je? », explore un domaine immense. Dans l'espace, il embrasse tout le « fertile croissant » : Mésopotamie, Syrie, Phénicie, Palestine, et, en outre, l'Asie Mineure et l'Iran ; dans le temps, toute la période allant de la protohistoire jusqu'à Alexandre, c'est-à-dire environ quatre millénaires. L'auteur était particulièrement qualifié pour traiter un pareil sujet ; il a su choisir dans ses nombreux travaux antérieurs, notamment dans son grand *Manuel d'Archéologie orientale*, les faits les plus essentiels et retracer, à l'aide de ces faits, un tableau d'ensemble des diverses civilisations, mettant en lumière leurs caractères communs et leurs influences réciproques. Il passe successivement en revue les langues et les écritures, la religion, les sciences et les littératures, les arts et les techniques, les institutions, les relations commerciales. L'intérêt principal du livre réside dans cet exposé comparatif.

Du point de vue comparatif, cependant, en ce qui concerne la religion, l'auteur croit devoir faire une exception en faveur d'Israël : « Bien entendu, écrit-il, la religion d'Israël, de nature toute particulière, est à mettre à part dans cet examen » (p. 36 et suiv.) ; et encore : « Il est superflu de décrire la religion d'Israël, telle qu'elle ressort de l'Ancien Testament » (p. 46). On regrette que l'auteur n'ait pu s'expliquer là-dessus davantage. Il nous semble, en effet, que l'étude des anciennes civilisations du Proche-Orient, et particulièrement des religions des anciens peuples sémitiques, est de nature à éclairer de la façon la plus utile le développement religieux de l'ancien Israël, que les textes bibliques, souvent d'époque assez basse, ne permettent pas toujours, à eux seuls, de reconnaître exactement.

Relevons un autre point. Parlant de la sécession des tribus du Nord qui suivit la mort de Salomon, le docteur Contenau déclare que « la séparation fut complète », la scission politique en deux royaumes se doublant d'un schisme religieux : « Juda reste fidèle au culte de Yahvé, tandis que Jéroboam sacrifie aux dieux cananéens » (p. 112). Un tel raccourci, selon nous, est inexact : pour le royaume du Nord,

comme pour le royaume du Sud, Yahvé resta le dieu national. S'il est dit que Jéroboam fabriqua deux veaux d'or, l'un à Béthel et l'autre à Dan, ces veaux d'or prétendaient représenter Yahvé, et c'est précisément la foi commune en Yahvé qui maintint toujours vivant dans les deux royaumes, en dépit de la rupture politique, le sentiment de l'unité nationale.

III. — Le troisième volume du docteur Contenau, à la différence du précédent, est un très gros livre (près de 700 pages) : c'est un supplément au grand *Manuel d'archéologie orientale*, du même auteur. Rappelons que le tome I de ce *Manuel* a paru en 1927, les tomes II et III en 1931 ; l'ouvrage entier comprend deux parties : I. *Notions générales* (sources, milieux physique et ethnique, histoire et chronologie, langues et écritures, religion, droit) ; II. *Histoire de l'Art* (période archaïque, troisième, deuxième, premier millénaires). Les trois tomes constituent un ouvrage complet ; le dernier comporte un index général, ainsi que des appendices destinés à mettre le tout parfaitement à jour. Mais le manuscrit des tomes II et III fut remis à l'éditeur en mars 1930 ; depuis cette date, et jusqu'en septembre 1939, commencement de la deuxième guerre mondiale, c'est-à-dire pendant dix ans, les recherches archéologiques dans toute l'Asie occidentale se sont poursuivies avec intensité et ont donné des résultats si importants que l'auteur a jugé nécessaire de procéder à une nouvelle mise à jour. Tel est l'objet du tome IV ; une refonte de l'ouvrage antérieur, dans les circonstances présentes, était pratiquement impossible.

Ce supplément se réfère au plan général des trois premiers tomes ; deux parties : I. *Notions générales* ; II. *Histoire de l'Art*. Un exposé préliminaire des principaux sites explorés montre clairement l'ampleur de l'effort archéologique durant la décade envisagée : fouilles en Babylonie, en Assyrie, en Iran, en Syrie, en Asie Mineure, en Phénicie, en Palestine, en Transjordanie, dans le bassin de l'Indus. De tous ces chantiers sont sortis des documents nouveaux, qui apportent la réponse à certains problèmes antérieurement posés, qui obligent aussi parfois à en reconsidérer quelques autres ou éclairent des domaines jusque-là presque totalement inconnus. C'est ainsi que l'auteur consacre de nombreuses pages, toutes nouvelles, à la question de la nature des populations primitives dans le Proche-Orient et à la période protohistorique. Outre un chapitre sur les sciences, qui manquait et qui a été ajouté, il n'est pour ainsi dire pas un seul chapitre de l'ouvrage antérieur, tant dans la première que dans la seconde partie, qui ne reçoive des enrichissements, souvent de très grande importance. Signalons, par exemple — car nous ne pouvons songer à résumer ici un pareil ouvrage — les tablettes de Ras-Shamra, du *xiv^e* siècle avant J.-C., en langue phénicienne archaïque et en écriture cunéiforme alphabétique, qui nous révèlent les mythes et les rites de l'ancienne religion des Phéniciens, les peintures de Mari et ses 20.000 tablettes, trésor inestimable pour la connaissance de la religion, de la politique, des mœurs au début du *II^e* millénaire, les ivoires d'Arsilan-Tash, les textes juridiques susiens, ceux de Nuzi, les textes religieux sumériens et hittites, etc.

L'érudition de l'auteur est à la mesure d'un sujet aussi vaste. On lui sera reconnaissant des 40 pages qu'il consacre à la bibliographie depuis 1930, non moins que des nombreux dessins, photographies et cartes qui illustrent ce volume et contribuent à en faire un instrument de travail extrêmement précieux.

IV. — Le dernier ouvrage du docteur Contenau, dont les circonstances ont

retardé la publication, est à rapprocher de *La divination chez les Assyriens et les Babyloniens*, du même auteur, livre paru en 1940 : magie et divination, en effet, sont étroitement connexes. L'une et l'autre connurent un extraordinaire développement dans l'ancienne Mésopotamie, qui, à partir de l'époque hellénistique, devint dans ce double domaine la maîtresse de l'Occident même et qui nous a laissé une documentation si abondante qu'elle constitue à elle seule, sinon une base suffisante, du moins une source de premier ordre pour toute étude générale relative à la magie et à la divination.

Ce livre sur la magie se recommande par l'étendue de l'information, le grand nombre des textes traduits et des documents reproduits. S'il s'adresse surtout, ainsi que le précise l'auteur, à des lecteurs non spécialisés dans les études orientalistes, il nous semble que le spécialiste lui-même ne le lira pas sans profit. Au reste, il ne se limite pas strictement aux faits et problèmes mésopotamiens : un chapitre entier, en manière de conclusion, expose sommairement les autres magies de l'ancien Orient, tandis qu'une longue introduction retrace l'histoire de la magie en Occident, de l'antiquité à nos jours.

Il y a plus : le docteur Contenau, assyriologue et historien, est aussi médecin ; en même temps qu'il observe l'importance et la permanence des pratiques magiques dans l'histoire de l'humanité, il recherche s'il n'y a pas à ce fait une explication d'ordre positif et il expose, en les discutant, les vues nouvelles que présentent sur ce sujet certains adeptes des études « métapsychiques ».

Peut-être eût-il été non moins intéressant de rappeler les travaux classiques des sociologues comme Lévy-Brühl sur la « mentalité primitive ». C'est, en effet, dans cette mentalité primitive que la magie assyro-babylonienne plonge ses racines, ainsi que toutes les autres magies. Et c'est la connaissance de cette mentalité primitive qui permet le mieux, selon nous, de situer comme il convient dans l'histoire générale du développement de l'esprit humain tout le monde des pratiques et des représentations magiques, d'en comprendre l'extraordinaire vitalité, presque égale à celle d'un instinct, et, si on le juge à propos, d'en apprécier l'exacte valeur et le fonds, essentiellement illusoire.

A. DUPONT-SOMMER.

Sigillographie de l'Orient latin, commencée par Gustave SCHLUMBERGER, continuée par Ferdinand CHALANDON, complétée, annotée et publiée par Adrien BLANCHET (Haut-Commissariat français en Syrie et au Liban. Bibl. archéol., t. XXXVII ; 1 vol. gr. in-4^o, xix-282 pages, pl. XXII et fig. dans le texte). Paris, Geuthner, 1943.

Dans une Introduction, M. Adrien Blanchet explique les péripéties par lesquelles est passée cette importante publication. Tout en constituant l'admirable collection qui devait lui permettre d'éditer sa *Sigillographie byzantine*, G. Schlumberger s'intéressait aussi aux sceaux de l'Orient latin et en préparait un recueil, mais les difficultés d'information dues à la guerre de 1914 et la cécité qui accabla ses dernières années l'obligèrent à confier le travail à Ferdinand Chalandon. Or, ce savant byzantiniste mourut des fatigues éprouvées pendant la guerre de 1914 et Gustave Schlumberger mourut lui-même en 1929 après avoir remis à M. Blanchet tous les éléments du livre. On lira dans son Introduction toutes les difficultés auxquelles il s'est heurté avant de pouvoir donner cette édition. Il lui fallut faire une révision

complète du texte et augmenter la collection de moulages et de photographies, celle qui lui avait été remise étant insuffisante, corriger des erreurs dues au manque de netteté des notes envoyées à Schlumberger. On sera reconnaissant à M. Blanchet de toute la peine qu'il a prise pour sauver et présenter le travail de celui dont il était l'ami et en faire bénéficier la science. Avec une vraie modestie, il ne considère pas cet immense corpus comme définitif, beaucoup de sceaux étant encore enfouis dans des collections ou dispersés dans le courant commercial. Il est à souhaiter que, suivant l'exemple de Schlumberger qui a pu enrichir de nombreux appendices sa Sigillographie byzantine, le public soit tenu au courant par les revues des découvertes postérieures faites dans ce domaine.

La reproduction des sceaux a été faite autant que possible directement sur les moulages, parfois sur des matrices, mais, certaines bulles de plomb ayant été endommagées, l'éditeur a préféré donner les gravures qui en ont été faites surtout au XVIII^e siècle, en particulier pour les types topographiques qui fournissent de précieux spécimens de châteaux et de forteresses, et en même temps des renseignements chronologiques.

Sur les 775 pièces qu'il a analysées, M. Blanchet a pu en reproduire 197. Plusieurs autres sont données dans le texte et, pour un grand nombre, il renvoie aux articles écrits par G. Schlumberger dans diverses revues où elles sont reproduites. Chaque pièce est décrite en détail avec ses légendes, son type, sa date approximative, les circonstances de sa découverte, les faits historiques qu'elle éclaire, la bibliographie des ouvrages ou articles qui la mentionnent.

L'ouvrage est divisé en trois parties comportant chacune des subdivisions : I. Royaume de Jérusalem (Sceaux laïques : rois et régents, princes d'Antioche, feudataires de tous ordres. — Sceaux ecclésiastiques : patriarches, évêques, monastères, etc...). II. Royaume de Chypre. III. Empire latin de Constantinople avec les mêmes subdivisions. On s'étonne, d'ailleurs, un peu que les ordres militaires soient donnés comme dépendant de l'Empire latin. Comme ils ont fait partie de tous les États des croisés et leur ont survécu, il semblerait plus naturel de classer leurs sceaux à part.

Les sceaux de l'Orient latin, assez peu différents par leur forme et leur type de ceux de l'Occident, sauf quelques emprunts à Byzance (chrysobulles des empereurs latins, bulles de plomb), fournissent les mêmes éléments d'information, dont plusieurs ont une grande valeur historique. Il est intéressant, par exemple, de constater que les bulles d'or des deux premiers empereurs latins portent au droit en caractères grecs la légende ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΔΕΧΘΗΤΟC avec un type de majesté tout occidental et au revers une légende latine ajoutant au titre impérial (*Dei gratia imperator Romanie*) celui de comte de Flandre et de Hainaut, avec un type équestre et l'écu timbré du lion de Flandre.

On apprécie, en particulier, les reproductions des villes et des châteaux, avec leurs portes et leurs enceintes fortifiées : celle de Jérusalem surmontée de la tour de David, du Saint-Sépulcre et du Temple ; celles de Césarée, des châteaux d'Arsur, de Cayphas, de la ville de Tyr présentée sous deux aspects différents, et dans les sceaux chypriotes plusieurs vues de la ville de Nicosie.

Non moins intéressants sont les types religieux qui montrent des variantes iconographiques. C'est ainsi que, dès le début du XII^e siècle et dans la suite sur les sceaux des patriarches de Jérusalem et des Hospitaliers, le Saint-Sépulcre est figuré par le tombeau du Christ qu'un ange montre aux Saintes-Femmes. Émile Mâle a mon-

tré le premier que ce type, créé peut-être à Jérusalem, a remplacé l'ancien édifice de fantaisie qui régnait dans l'iconographie occidentale. En général, les sujets choisis rappellent des épisodes des Écritures ou des légendes de saints dont une localité fut le théâtre : Nativité et Annonce aux bergers sur les contre-sceaux des évêques de Bethléem ; Transfiguration (abbés du Saint-Sauveur au Thabor), Sein des trois patriarches (évêques d'Hébron), Saint Georges perçant le dragon (évêques de Lydda). Un thème entièrement byzantin, l'*Anastasis*, figure sur des sceaux des patriarches de Jérusalem et l'on peut citer plusieurs copies ou emplois directs d'intailles antiques. C'est toute l'histoire des croisades et des colonies françaises d'Orient qui revit dans ces petits monuments dont la valeur artistique est souvent médiocre, mais dont l'intérêt historique est immense. On saura gré à M. Blanchet d'avoir édité ce Corpus, préparé par Gustave Schlumberger, avec le soin et la conscience qui distinguent tous ses travaux.

Louis BRÉHIER.

J.-E. DUFOUR. *Dictionnaire topographique du Forez et des paroisses du Lyonnais et du Beaujolais formant le département de la Loire*. Table des formes anciennes et des matières par Marguerite GONON. Mâcon, impr. Protat, 1946 ; in-4°, LI pages, 1,074 colonnes et p. 1075-1181, avec une carte hors texte. (Fondation Georges Guichard.)

Les Dictionnaires topographiques de la France, par départements, paraissent sous les auspices du Comité des travaux historiques depuis 1861. Neuf ont vu le jour avant la fin de l'Empire (un par an), dix-huit entre 1871 et 1914 (deux par lustre), trois dans l'entre-deux-guerres (un tous les sept ans). Cette entreprise, nécessaire pour faire sortir la toponymie du domaine de l'amateurisme, est pratiquement arrêtée, au tiers de sa course. L'historien, l'archéologue, le philologue restent privés d'un indispensable instrument de travail.

A cet échec, deux causes essentielles. Nos grandes collections de textes et d'érudition sont dirigées par des organismes officiels ou assimilés : Comité des travaux historiques, Académie des Inscriptions, Société d'Histoire de France, Société de l'École des chartes. La modicité de leurs ressources — dotation budgétaire insuffisante pour le premier, revenus dispersés entre trop de tâches également urgentes pour la seconde, cotisations trop chichement calculées pour les autres — leur interdit tout travail promptement mené. Leur recrutement fait le reste : n'appartiennent à ces compagnies ou à leurs bureaux que des savants chevronnés, chargés d'ans et de travaux. Le nombre des bons travailleurs ayant dépassé la soixantaine n'étant pas illimité, c'est le même petit groupe de savants que l'on retrouve à la tête de tous ces organismes, et qui se retrouve aussi dans la douzaine de comités ministériels chargés d'organiser le travail scientifique. Ils n'ont ni les loisirs ni l'énergie de recruter des chercheurs, de surveiller les dépouillements, de hâter l'impression des ouvrages. Deux ou trois vies d'académiciens sont nécessaires à la mise en œuvre d'un volume de *Chartes et diplômes* ; le dernier éditeur n'aboutit qu'à la condition de s'adjoindre un érudit plus jeune, qui rassemble les notes de ses prédécesseurs, recommence souvent leur travail, peine dix ans à la préparation du manuscrit, quatre ou cinq ans à la correction des épreuves et sort finalement un volume dont les tables, trop souvent, sont remises à plus tard.

Pour les Dictionnaires topographiques, une seconde cause de ralentissement a

joué : les exigences de plus en plus grandes de l'érudition moderne. Au début, on recueillait par paroisse une dizaine de noms de hameaux ou d'écart, on parcourait rapidement les textes imprimés, on dépouillait par échantillonnage quelques fonds d'archives pour relever les formes anciennes les plus caractéristiques ; en cinq ans, un jeune et actif archiviste pouvait mener à bien son dictionnaire. Mais le premier cadastre signale en moyenne cinquante noms par commune ; mais les lieux dits, les terroirs, les champs ont leur appellation, souvent ancienne ; mais les textes médiévaux en citent des milliers qui ont disparu, ou se sont transformés. Tout doit être relevé. Une vie d'homme suffit à peine à ce labeur. Le désintéressement obstiné d'un Paul Marichal (Vosges, 1941) ou d'un J.-E. Dufour (Loire, 1946) ne court pas les rues.

Ce dernier a trouvé un remède providentiel à la carence des organismes officiels : un mécène éclairé, à qui les études historiques foréziennes doivent déjà beaucoup, et qui n'a pas son pareil en France. Pour le reste, il est demeuré fidèle à la tradition du travail individuel, patiemment poursuivi pendant un quart de siècle. L'ampleur des dépouillements, l'énormité du fichier forcent l'admiration. Mais, sous peine de ne pas aboutir, il a fallu se borner. La nomenclature contemporaine lui a été fournie par les cartes officielles et par le recensement de la population de 1926. Entre ces textes et les documents anciens, il y a le cadastre de 1828, dont il n'a pas relevé les 20,000 noms. Il appelle « localité disparue » tout nom qu'il n'a pas retrouvé dans les documents officiels ; un relevé, par commune, envoyé aux instituteurs et aux curés, aurait évité bien des méprises. M. Dufour lui-même, qui fut secrétaire de la Société archéologique de la Diana, a dû arpenter plus d'une fois la rue Précomtal — vocable si suggestif pour l'histoire des origines urbaines — dont il nous dit pourtant que c'est le « nom disparu d'une ancienne rue à Montbrison ». La moisson est relativement pauvre pour le nord-est du département, qui relevait du Beaujolais ; elle aurait été plus riche si l'on avait pu dépouiller le fonds de la Chambre des comptes de Villefranche, aujourd'hui aux Archives nationales. Enfin, l'introduction historique est inégale ; ce qui repose sur un examen personnel des textes demeure ; ce qui répète les assertions des érudits anciens est sujet à caution. Les derniers travaux du regretté chanoine Chaume ont montré qu'on ne pouvait plus assigner aux *pagi* et *agri* carolingiens les limites des archidiaconés et doyennés ruraux. Menues imperfections, en somme, inévitables pour un travailleur isolé. Pareil fichier, pour être mené à bien, doit être l'œuvre d'une équipe, dotée de moyens matériels suffisants.

Il est juste de dire les nouveautés qui décuplent la valeur de ce dictionnaire, si on le compare à ses prédécesseurs. Le relevé des formes anciennes, utiles aux seuls philologues, a été accompagné de la mention de toutes les appellations (*villa*, *mandamentum*, *ecclesia*) et de tous les accidents (ponts, gués, voies, chemins, carrefours, moulins) dont l'historien fera son profit ; des notices en petit texte signalent les trouvailles préhistoriques ou gallo-romaines, partout où elles ont pu être localisées ; quelques dialectologues ont fourni, pour un tiers environ du département, la forme patoisante actuelle des noms de lieux ; une table des formes anciennes permettra de rapides identifications ; une table des matières, peut-être un peu sommaire, rassemble bien des enseignements dispersés. L'instrument est parfait, mais il doit servir de modèle.

Édouard PERROY.

Émile MÂLE. *Notre-Dame de Chartres*; 154 photographies de Pierre DEVINOY. Paris, Paul Hartmann, éditeur, 1948.

La cathédrale de Chartres est une œuvre si riche et si complexe qu'elle tient une place de premier rang dans presque chaque chapitre de l'histoire de l'art médiéval. En étudiant l'art religieux du XII^e siècle, du XIII^e et de la fin du Moyen Âge, M. Émile Mâle n'avait pas manqué de lui donner la place qu'elle mérite. Dans la monographie qu'il lui consacre aujourd'hui, il est obligé de renvoyer sans cesse à ses précédents ouvrages. En même temps, il reprend, précise et critique les nombreuses études dont Chartres seule a fait l'objet. Nous trouvons là une mise au point concise et sûre d'un sujet immense. Si, comme le dit l'auteur, une part d'hypothèse subsiste encore, nous connaissons cependant assez bien l'histoire de ce grand monument et sa place dans l'évolution de l'architecture et de la sculpture de son temps.

Il reste peu d'obscurité quant à la construction. Mais il était utile de souligner, mieux qu'on ne l'avait fait d'ordinaire, d'une part ce que Chartres doit aux cathédrales qui l'ont précédée et particulièrement à Notre-Dame de Paris, d'autre part les importantes créations auxquelles elle a donné naissance. Devançant de quelques années son siècle, c'est la première grande cathédrale du XIII^e. Le maître d'œuvre de Notre-Dame de Paris venait d'utiliser pour la première fois systématiquement les arcs-boutants. Celui de Chartres, supprimant les tribunes, leur donne leur pleine valeur et leur forme la plus efficace : peut-être même l'arc supplémentaire, rajouté par-dessus au début du XIV^e siècle, était-il inutile. Mais les arcs-boutants du chevet (construit après la nef) sont plus grêles et moins beaux. À l'intérieur, les piliers enveloppés de quatre colonnettes — forme qui devait avoir tant de succès pendant plus d'un siècle — ont été inventés à Chartres : les travées occidentales de Notre-Dame de Paris, où on les voit aussi, sont probablement un peu postérieures.

La hauteur des voûtes de Chartres (37 m.) ne dépasse que de 2 mètres celle de Paris. Peut-être l'architecte aurait-il voulu élever ses voûtes plus haut, mais il en fut empêché par la largeur insolite de la nef, imposée par les fondations de l'église antérieure : la nef de Fulbert, couverte d'une simple charpente, avait en effet 16^m40 de large. Reims et Amiens seront plus étroites et plus élancées. À Chartres, les fondations anciennes imposent aussi quelques irrégularités dans le déambulatoire et les chapelles. Mais le transept, dessiné librement, est (comme celui de Laon) une véritable nef transversale avec ses bas-côtés, dont l'ampleur sera imitée à Reims et à Amiens.

Dans ses grands ouvrages, M. Mâle avait étudié essentiellement l'iconographie des œuvres d'art (inséparable, d'ailleurs, d'une vue générale du style). Il analyse ici la forme des sculptures avec une netteté et une concision remarquables, prenant position à propos de tous les points controversés.

Deux sculpteurs de génie ont travaillé au Portail Royal. Le « maître des longues figures » de la baie centrale est aussi l'auteur du Moïse de la porte de gauche et des trois statues de l'ébrasement de gauche à la porte de droite. Les autres statues de la porte de gauche, aux vêtements plissés en cercle, sont l'œuvre d'un sculpteur formé en Bourgogne, qui connaissait Vézelay et qui ira plus tard travailler à Étampes et à Châteaudun. Les statues de l'ébrasement de droite à la porte de droite, caractérisées par leurs yeux saillants, sont d'un autre artiste.

C'est le maître aux longues figures qui a sculpté au tympan central le Christ entouré du Tétramorphe, dont la grandeur et la sérénité sont inégalables. Les deux autres tympan, qui représentent la Vierge de Majesté et l'Ascension, caractérisés par leur fine élégance, sont l'œuvre d'un sculpteur qui connaissait l'Ascension de Cahors. Nous le désignerons par son chef-d'œuvre le « maître de la Vierge ». Nous retrouvons sa main dans quelques statuettes des voussures (Arts libéraux, Mois du Zodiaque et Vieillards de l'Apocalypse debout aux deux extrémités de la courbe), mélangées à d'autres, inégales, plus archaïques (les autres Vieillards), plus fortement accentuées ou plus finement observées (Aristote, le mois de Janvier). Le linteau de la Présentation est archaïque, antérieur à celui de La Charité-sur-Loire. Le linteau des Apôtres, à la porte centrale, n'est que d'un habile praticien : postérieurement à la rédaction du livre de M. Mâle, le retable de pierre découvert par Sumner Mc Crosby à Saint-Denis nous a confirmé sa provenance.

Les statues des Prophètes, au Portail Nord, sont encore assez proches des statues-colonnes du Portail Royal, étroitement liées à l'architecture ; mais les visages ont une grandeur surhumaine : c'est une des plus puissantes traductions plastiques qui aient jamais été données de l'Ancien Testament. A la façade méridionale, les statues de la baie centrale nous montrent la première grande série d'Apôtres ; ils ne diffèrent des Prophètes que par un caractère plus humain et moins triste : « Les Apôtres ne se contentent plus de l'espérance, ils ont la foi. » Aux portes latérales de la même façade, les Martyrs et les Confesseurs leur ressemblent encore, avec cependant déjà plus de diversité et, dans les ornements, un décor plus raffiné. Il faut attendre quelques années pour trouver, au raccord du porche, les statues des saints chevaliers, immobiles encore, mais non plus rigides. Les portes latérales de la façade Nord montrent enfin, à côté de quelques morceaux archaïques, des statues vivantes par la liberté de leur attitude.

L'étude des tympan n'est pas moins instructive : au Nord, le Triomphe de la Vierge est encore archaïque ; au Midi, le Jugement dernier est conçu avec une clarté dont il n'y avait pas encore d'exemple ; mais le tympan de la porte des Confesseurs diffère profondément des précédents par le sentiment du pittoresque, qui fait son apparition et remplace celui de la grandeur. Ainsi l'analyse du style, complétée par quelques indices chronologiques, permet de dater d'une façon très précise, entre 1205 et 1225, chaque partie de cet ensemble, le plus complet et l'un des plus beaux de la sculpture gothique.

L'étude de M. Mâle, qui se termine par un chapitre sur les vitraux et un autre sur Notre-Dame de Chartres de la fin du Moyen Age à nos jours, est admirablement illustrée par les photographies de M. Pierre Devinoy. Rien sans doute ne peut remplacer les albums de Houvet, qui reproduisent minutieusement tous les détails de la cathédrale et nous en donnent une image complète. Les photographies de M. Devinoy la présentent sous un aspect plus vivant, plus varié, mais aussi sincère : jamais il ne recherche l'effet ; servi par la technique de la reproduction en *simili*, il s'abstient volontairement d'éclat, pour rechercher des qualités plus profondes. On admirera particulièrement la clarté des ombres et le grain de la pierre dans quelques vues d'architecture à l'extérieur.

Dans ce bel ouvrage, nous n'avons relevé que quelques rares imperfections. Il manque une vue d'ensemble du Jugement dernier et quelques exemples des vitraux du XII^e siècle. Deux photographies (planche 59, le porche méridional, et planche 106, base d'un pilier du transept), coupées à mi-hauteur et placées au bas de la page dont la moitié supérieure reste en blanc, auraient gagné à être mises

dans le texte, plutôt que parmi les planches hors texte. Pour l'illustration dans le texte, il était facile d'éviter un décalage regrettable : par exemple, le chapitre sur la sculpture du XIII^e siècle s'ouvre par une vue du Portail Royal, et ainsi de suite. Quant à l'ordre des planches, il n'était pas possible, pour la sculpture des façades du transept, de suivre l'ordre chronologique, puisque, nous venons de le voir, les trois portes de la façade méridionale ont été décorées après la porte centrale de la façade septentrionale et avant les portes latérales de cette même façade ; mais il fallait montrer les Prophètes du Nord avant les Apôtres du Sud : c'est, à notre avis, la seule faute importante de cette présentation.

Voilà donc le plus vénéré des monuments français, étudié par le meilleur maître en histoire de l'art, reproduit par le plus fidèle artiste en photographie, dans une édition digne des plus belles d'avant guerre. On ne saurait décerner trop d'éloges à ce livre.

Georges GAILLARD.

B. H. SLICHER VAN BATH. Mensch en land in de Middeleeuwen. Bijdrage tot een geschiedenis der nederzettingen in Oostelijk Nederland. Assen, van Gorcum et C^{ie}, 1944 ; 2 vol., 618 pages, 7 cartes hors texte. (Thèse de doctorat de l'Université d'Amsterdam.)

Sous ce titre très général, M. Slicher van Bath a consacré à la fin de la guerre une thèse des plus complexes à l'histoire du peuplement rural dans la partie orientale des Pays-Bas, avant 1500. Les limites géographiques de son sujet correspondent aux provinces de Drenthe et d'Overijsel, et à la partie de la province de Gueldre située à l'est de la rivière IJssel. Un lecteur étranger pourrait se demander les raisons de ce choix. Une carte, même sommaire, permet de voir qu'il s'agit d'un groupe de terres un peu élevées, généralement sableuses et considérées comme pauvres, formant un ensemble à part ; mais, pour l'auteur, il s'agit essentiellement des contrées à qui une tradition tenace, exposée au cours du deuxième volume, attribue un peuplement d'origine saxonne, qui les opposerait aux autres provinces de l'État néerlandais, originellement peuplées de Francs ou de Frisons.

La plus grande partie de l'ouvrage est consacrée à réfuter les divers arguments qui ont été avancés pour soutenir cette théorie. Le premier volume, intitulé l'homme et la communauté, s'efforce de définir les différentes institutions du pays et de dater approximativement leur apparition. Les assertions de M. Slicher van Bath sont toujours appuyées sur une étude serrée des textes et les tableaux insérés à la fin de chaque volume prouvent la minutie de ses dépouillements. La méthode d'exposition, toujours très rigoureuse, permet de suivre la pensée de l'auteur et facilite grandement les recherches, bien que l'enchaînement logique des différents chapitres n'apparaisse qu'à la fin de l'ouvrage. Nous étudions successivement la paroisse (*kerpel*) dont l'organisation est plutôt tardive ; le *buurschap*, qui peut se traduire ici par hameau et qui paraît bien avoir été la cellule primitive, et enfin le *mark*, c'est-à-dire la collectivité organisée en fonction de l'exploitation des communaux, dont les divers types, longuement étudiés, n'apparaissent qu'au XIII^e siècle. L'évolution du régime de la propriété vient ensuite et une grande place est faite à l'étude des *hoven*, centres chargés de recevoir les revenus de domaines généralement dispersés. Comme on peut le voir, ce premier volume intéresse surtout l'histoire du droit rural et des institutions.

Le second tome est consacré à des disciplines plus variées. Intitulé l'homme et

son entourage, il commence par une étude de géographie humaine. Les problèmes classiques de l'aspect des champs clos (*kampen*) ou ouverts (*esschen*), du groupement ou de la dispersion de l'habitat, de la forme des habitations, sont passés en revue assez rapidement. L'auteur, qui, au fur et à mesure de son développement, expose sur chaque problème les théories de nombreux écrivains étrangers, surtout anglais et allemands, ne paraît pas connaître les travaux de l'école géographique française, postérieurs à Vidal de la Blache. Par contre, au point de vue historique, il fait plusieurs fois appel à l'autorité de Marc Bloch, dont les derniers travaux ont été utilisés.

Ensuite, M. Slicher van Bath aborde son domaine de prédilection, celui même qui devait primitivement être le seul objet de son étude, la toponymie. Un classement méthodique des noms de lieu d'après le sens permet à l'auteur d'esquisser une histoire approximative du défrichement. Les tableaux statistiques annexés au deuxième volume permettent de suivre cette méthode de travail.

Après avoir passé en revue pour les réfuter les arguments plus superficiels que l'on pourrait encore tirer d'autres disciplines, M. Slicher van Bath arrive à la conclusion. Comme il le reconnaît lui-même, il est difficile d'aboutir à un résultat positif, dans un pays où les documents sont fort rares. Rien ne permet de dire quelle était l'origine réelle de ces populations de l'Est néerlandais, mais il est permis de dire qu'aucune des raisons tirées de l'histoire du droit, de la géographie humaine, de la toponymie, pour leur attribuer une ascendance saxonne, n'a de valeur scientifique.

Les faits et les noms, à qui l'on a voulu donner une explication ethnique, sont une conséquence de la géographie, de la nature du pays. Les institutions ont évolué avec le développement de la population et les progrès de la mise en valeur. Ainsi se justifie le titre d'ensemble de l'ouvrage : l'homme et la terre au Moyen Âge. Ceci nous amènera à faire une remarque. Le lecteur ne peut tirer un complet profit de cette thèse s'il ne dispose d'une carte assez détaillée de la région. Or, les restrictions de papier ont imposé à l'auteur des croquis de petit format, difficiles à lire et qui surtout ne mettent pas en valeur l'aspect physique du pays. Or, celui-ci est capital, dans la pensée même de M. Slicher van Bath.

La partie positive de l'œuvre est beaucoup plus réduite. L'esquisse de l'histoire du peuplement occupe seulement une vingtaine de pages, où l'auteur rassemble quelques traits qui ont paru progressivement au cours de son exposé. Le pays, pauvre et peu attirant, n'a été pendant longtemps que fort peu habité. La population vivait dispersée dans de simples hameaux, au milieu d'une contrée restée sauvage. Les grandes invasions l'auraient à peine touchée ; plus tard seulement auraient eu lieu des défrichements, amenant une augmentation du nombre des habitants et l'introduction tardive d'institutions plus complexes. Or, tous ces progrès seraient venus des pays situés au sud, à l'ouest, au nord de cette région désertifiée, jamais de l'est. Cette affirmation, courageuse si l'on songe qu'elle a été écrite sous l'occupation, par un auteur qui, dans ses dernières lignes, « maintient » avec énergie la thèse de l'unité très ancienne de sa patrie, donne à ce livre un accent émouvant.

Au point de vue scientifique, certains regretteront peut-être que tout ce travail n'ait pas permis d'aboutir à une conclusion positive plus nette, mais la masse des renseignements fournis, leur classement méthodique dans les appendices qui terminent chacun des volumes, rendront de précieux services particulièrement aux historiens du droit et aux toponymistes.

Enfin, nous terminerons par un petit détail, qui nous intéresse en tant que Français ; à la page 124 du deuxième volume, l'auteur émet l'hypothèse que les Francs Saliens auraient tiré leur nom non pas du Salland alors peu habité, mais de la vieille Ijsel (appelée à ce moment-là Isala).

J. GODARD.

James MACKINNON. The origins of the Reformation. Londres-New-York-Toronto, 1939 ; in-8°, ix-448 pages.

Ce livre forme une introduction aux quatre volumes publiés par James Mackinnon, de 1925 à 1930, sur *Luther et la Réforme*, qu'avait suivis, en 1936, un volume sur *Calvin et la Réforme*. Il présente les mêmes caractères et vaut avant tout par l'extrême clarté d'une exposition facile et bien conduite. Elle remonte, comme il était naturel, aux origines les plus lointaines, aux luttes des papes et des empereurs, de Boniface VIII avec Philippe le Bel ou Édouard I^{er} ; elle s'arrête à l'apparition de Luther. Les faits d'ordre politique, intellectuel ou religieux, et, dans une moindre mesure, les faits économiques et sociaux sont présentés avec un souci constant d'exactitude objective. Les événements de l'histoire anglaise ou écossaise ont retenu davantage l'attention du professeur d'Édimbourg ; le chapitre sur le Parlement anglais et la papauté, les deux chapitres sur Wyclif réformateur, le chapitre sur les Lollards, les pages sur les réformateurs d'Oxford, sur Thomas More, sur George Buchanan, ont été écrits avec une prédilection évidente. James Mackinnon insiste, avec un souci particulier, sur Jean Hus et la révolution religieuse en Bohême, sur Savonarole prophète et réformateur, sur les hétérodoxes, les mystiques, les apocalyptiques du Moyen Âge finissant. L'évolution dernière de la scolastique est correctement retracée ; l'évolution de l'humanisme et ses contacts avec les courants de Réforme religieuse offrent la matière de développements toujours très clairs, justes et mesurés. Malheureusement, cet excellent manuel, fruit d'une longue pratique de l'enseignement, n'est pas accompagné d'une bibliographie méthodique et ne semble pas faire état d'un certain nombre de travaux relativement récents.

A. RENAUDET.

Joseph LORTZ. Die Reformation in Deutschland ; Zweite Auflage. Freiburg-en-Brisgau, Herder, 1941 ; 2 vol. in-8°, xii-437 et ix-341 pages.

Cet ouvrage représente le plus complet aboutissement et porte les plus solides conclusions de l'historiographie catholique sur le problème de la Réforme. Une vigoureuse intelligence d'historien y a condensé, en deux volumes, la substance de tout un monde de documents, de textes, de publications et d'études. Cette synthèse domine, avec une clarté faite d'ordre et de précision, les événements d'une période entre toutes confuse et d'abord difficile. Mais l'historien qui décrit les faits à la lumière d'une exacte critique est en même temps un théologien qui, partant de la révélation chrétienne, en déduit l'Église romaine, ses dogmes, ses institutions, son système juridique, les formes nécessaires de son culte, sa pratique, sa discipline de salut, sa pédagogie de la sainteté. Construction historique et surhumaine, logique et surnaturelle, contre laquelle ne prévaut nulle révolte de la matière ou de l'esprit.

L'œuvre de l'historien s'impose par la sûreté du savoir, le respect et le souci du

vrai, une information dont la richesse défie toute analyse. On imaginerait difficilement une reprise plus complète du problème des origines, un exposé plus large de tous les faits d'ordre religieux, moral, politique ou social qui ont déterminé l'apparition nécessaire de la Réforme. Les causes profondes de malaise spirituel dont souffrait la chrétienté occidentale apparaissent en pleine lumière. Décadence de la pensée chrétienne, de la gravité chrétienne et du sérieux chrétien à Rome et dans la haute Église; diffusion d'une impatience apocalyptique, attente et souhait d'inévitables catastrophes; mais surtout incertitude théologique, effet de la décadence des études dans les écoles épuisées, où l'ockhamisme poursuit son travail uniquement critique; incertitude croissante depuis que l'humanisme a rouvert le problème de la vie et de la destinée, et semble orienter la foi catholique vers un moralisme chrétien. L'auteur attribue, en historien, une puissante influence à l'action intellectuelle d'Érasme, définit son indifférence théologique, ses réticences doctrinales, son « antidogmatisme ». Aux hésitations humanistes il oppose Nicolas de Cues et la solidité d'une encyclopédie philosophique et religieuse dont, après Janssen, il rappelle la grandeur et le rôle capital dans l'évolution de la pensée catholique au xv^e siècle. Et pourtant le cardinal de Cues, élève de l'humanisme italien autant que de la scolastique et de la science médiévale, porte également témoignage de ces incertitudes, qui allaient se manifester lors des premiers débats de la Réforme. Il cherchait les formules d'une religion à la fois simple et savante où toutes les familles humaines eussent pu communier, et qui restreignait singulièrement le domaine de la théologie dogmatique et des pratiques traditionnelles.

L'historien catholique s'efforce de comprendre Luther et de le juger avec équité. Il retrouve en lui l'héritier de cette « *Devotio moderna* » qui, depuis la fin du xiv^e siècle, travaillait à raviver, dans le cadre d'une Église reconduite à l'imitation du Christ, le sens personnel et profond de la vie évangélique. Mais un besoin sincère et douloureux de spiritualité chrétienne s'unissait, dans cette âme troublée, à l'inexactitude théologique de l'école ockhamiste, à l'irrépressible élan d'un individualisme encouragé par les outrances des nouvelles écoles humanistes. L'Église romaine, ses institutions, ses sacrements, sa hiérarchie, ses prélats, ses prêtres, ses abus, lui apparurent sous un aspect légendaire, dans une lumière d'apocalypse. Avec cette passion biblique, cette foi massive et brutale, contraste ce qui subsiste de critique érasmiennne dans l'œuvre de création religieuse et politique menée par Zwingli, dans le relativisme de Bucer, dans le labeur de définition doctrinale et de conciliation tenté par Mélanchthon, fondateur des écoles luthériennes, négociateur de rapprochements inutiles à Augsburg et d'une concorde durable à Wittenberg.

Mais il serait vain de suivre le détail d'un exposé aussi riche, dramatique, où l'on ne perd jamais le spectacle des ensembles, où les événements particuliers gardent le plus vigoureux relief. L'auteur avait passé en revue les éléments de réforme qui, à la fin du xv^e siècle, vivaient dans l'Église romaine. Il avait, sans hésitation, reconnu la grandeur de Savonarole. Au risque d'introduire dans l'économie du livre quelque disproportion, d'importants chapitres, presque entièrement nouveaux, étudient l'Allemagne catholique pendant les années d'inquiétude et de désarroi qui précédèrent le concile de Trente. Le prix exceptionnel des relations adressées au Saint-Siège par Jérôme Aléandre et de ses jugements sur les hommes et les choses d'Allemagne a été heureusement mis en lumière. Certains maîtres peu connus ou traités avec quelque négligence, Eck, Emser, Cochlaeus,

revivent, avec leur œuvre et leur doctrine, dans ces milieux catholiques dont ils essayaient d'organiser la résistance. De belles pages sont consacrées à l'action et à la pensée de Charles-Quint. Par la ténacité de ses certitudes religieuses, par sa foi dans les destinées d'une monarchie universelle et catholique, il apparaît comme le plus véritable champion de la Contre-Réforme dans l'Empire et devant l'Europe chrétienne; vaincu, d'ailleurs, avec l'Église romaine, au traité d'Augsbourg, dont il ne voulut pas sanctionner personnellement la clause païenne qui imposait aux fidèles du Christ la religion de l'État.

Il ne peut être question de discuter la thèse théologique sur laquelle repose, sans rien perdre en objectivité scientifique, ce vigoureux ouvrage. Probablement, par le fait que l'auteur s'est efforcé de retrouver, dans la vie religieuse du Moyen Âge finissant, les sources communes aux deux Réformes, et semble proposer aux évangéliques, instruits par l'histoire, de refaire en commun, avec de plus sûres méthodes, moins de violence, de préventions, de haines, de rancunes nationales, le chemin où Luther s'est trop tôt égaré, ce livre inaugure-t-il, entre les confessions divisées depuis trois siècles, la reprise d'une politique de colloques doctrinaux que les vieux échecs d'Augsbourg, de Haguenau et de Ratisbonne n'ont pas encore totalement découragée.

Aux théologiens protestants il appartiendra de défendre, avec leurs Églises, l'esprit de leur réforme. Toutefois convient-il de noter que, dans son analyse de l'œuvre humaniste en général et de l'œuvre érasmienne en particulier, l'auteur a trop exclusivement insisté sur l'incertitude voulue des conclusions, sur l'antidogmatisme et le relativisme religieux. Il ne semble pas avoir pris en considération l'essentiel progrès de l'esprit critique, l'apparition d'une méthode de doute et d'examen qui entendait ne fonder le dogme que sur l'étude historique et philologique des textes. Ces principes de recherche et de discussion, mis à l'essai par Laurent Vallo dans ses *Notes sur le Nouveau Testament*, avaient été définis par Érasme dans les préfaces du Nouveau Testament de Bâle, qui, pour les écoles de la Réforme, tinrent lieu d'un *Discours de la Méthode*. Par là, l'esprit critique de l'humanisme érasmien s'est incorporé à la Réforme, lui a donné le caractère de liberté intellectuelle qu'elle n'a pas perdu : Érasme l'avait invitée d'avance à un effort critique dont lui-même, faible exégète de la Bible, donna peu d'exemples, mais que ne pouvait satisfaire aisément aucune construction doctrinale, aussitôt mise en demeure de produire ses preuves et de justifier ses droits.

Abordant l'antique problème des variations protestantes, l'auteur affirme que Bossuet et les théologiens du xvii^e siècle crurent à tort découvrir un principe de polémique et de réfutation, puisque la Réforme, née de l'incertitude dogmatique, a grandi et fructifié dans l'incertitude dogmatique, en vertu de la loi qui la condamnait sans cesse à chercher ce qu'elle avait d'abord refusé de trouver. Mais la Réforme a de bonne heure accepté ce destin de non-conformisme éternel. Si Luther et Calvin ont de nouveau dogmatisé, le fait qu'à Wittenberg, en 1536, des hommes qui croyaient à la présence réelle ont pu, sans trop de peine, conclure un pacte de « concorde » avec des hommes pour qui la Cène demeurait un pur symbole, peut être considéré comme un signe des temps. Érasme n'a pas quitté la confession romaine, faute d'une troisième Église plus accueillante à ses hésitations; mourant sans prêtre et sans moine, comme Raminagrobis, il emporta son secret. Mais l'essence du christianisme semble bien s'être réduite pour lui à quelques paroles une fois dites, et dont le sens véritable, recherché dès l'origine par toutes les

écoles et les Églises, ne se révélera qu'à la fin des âges, au retour du Christ. Il risquait ainsi de s'entendre plus mal encore avec Calvin qu'avec Luther, son vieil ennemi. Les Églises protestantes et les sectes protestantes ont, par la suite, écouté de plus en plus Érasme, sans trop le dire ou même s'en douter.

Reste enfin le point de vue du diable et des historiens étrangers aux disputes des Églises. Si nous admettons que les livres sacrés d'Israël sont des livres parmi d'autres livres, que le mythe du Christ rédempteur est un mythe parmi d'autres mythes, la religion chrétienne une religion parmi d'autres religions, l'Église romaine une communauté religieuse parmi d'autres communautés religieuses, le débat théologique proposé par l'auteur perd le caractère universel, pressant, qu'il lui attribue et n'intéresse plus, par le talent et la vigueur avec lesquels il le conduit, que l'histoire générale des idées au ^{xx}^e siècle, l'histoire des espérances catholiques d'unité recouvrée. Le progrès de la critique érasmiennne, l'explosion de la Réforme, le rejet des dogmes romains et des institutions romaines par la moitié de l'Europe autrefois catholique, le déchirement de la tunique sans couture, les variations des Églises, le pullulement des sectes, ne sont plus que les épisodes inévitables de la nécessaire désagrégation à laquelle n'ont échappé jusqu'ici aucune des doctrines humaines en possession de l'autorité la plus infaillible. L'importance des préfaces érasmiennes de 1516 ne se restreint plus au conflit qui éclata l'année suivante à Wittenberg. Elle grandit à la mesure d'une évolution humaine dont le terme s'éloigne à l'infini. Sans doute nous égarons-nous ainsi par les chemins de l'*Aufklärung*. De telles vues peuvent sembler courantes et banales. Mais qu'y faire?

A. RENAUDET.

Bernabé DE BUSTO. *Geschichte des Schmalkaldischen Krieges*; bearbeitet von Otto Adalbert Graf von LOOZ-CORSWAREN. Texte und Forschungen im Auftrage der Preussischen Akademie der Wissenschaften, hgg. von der Romanischen Kommission; Band I. Burg bei Magdeburg, 1938; in-8°, XXIII-244 pages.

Bernabé de Busto, né en Estrémadoure, étudia probablement à l'Université d'Alcala, fut élève d'Antonio de Nebrija et composa quelques écrits de pédagogie élémentaire; il entra en 1531 au service de la cour d'Espagne, enseigna le latin aux pages et reçut, en 1535, le titre de chapelain. Il accompagnait, en 1542, Charles-Quint à Barcelone, en Italie, en Allemagne, et, dès l'année suivante, se mit à rédiger le récit des entreprises impériales. Nommé en 1546 « coronista » officiel, il ne quitta plus guère Charles-Quint, passa, en 1556, au service de Philippe II, et mourut le 20 octobre 1557 à la cour des Pays-Bas.

Ce personnage à peu près inconnu a laissé une chronique des années 1542-1545 et, sous le titre de *La empresa e conquista germanica del Emperador Catolico Carlo Maximo senper agusto Rey de España*, une seconde chronique, rattachée à la première, et, qui, divisée en trois livres, raconte la révolte des confédérés de Smalkalde, la campagne impériale de 1546 dans les régions danubiennes, la campagne de Saxe et les désastres protestants de 1547, la victoire de Charles-Quint à Mühlberg, la capitulation de Wittenberg, la reddition de l'électeur et du landgrave de Hesse, l'entrée de l'empereur à Augsbourg, le 25 juillet, pour la tenue de la diète. Cet ouvrage a été rétabli par l'éditeur, à l'aide de deux manuscrits de la Biblio-

thèque de l'Escorial, dans le texte primitif. Bernabé de Busto pense en Espagnol, en catholique, en impérialiste. La Réforme, dont il raconte sommairement les origines depuis Jean Hus, fut inspirée et conduite par le diable ; les libertés germaniques ne sont que prétexte à rébellion. Le narrateur montre le souci de suivre les grandes lignes des événements et de ne pas laisser dans l'ombre le détail vivant et pittoresque. Il se souvient parfois d'avoir lu les classiques et les historiens de l'antiquité. Mais son récit n'ajoute que fort peu de chose à ce qu'on savait par ailleurs.

A. RENAUDET.

Hermann HACKERT. Die Staatsschrift Gasparo Contarinis und die politischen Verhältnisse Venedigs im sechszehnten Jahrhundert. (Heidelberg, 1940 ; in-8°, x-119 pages. Heidelberg Abhandlungen, Heft 69.)

Gasparo Contarini, patricien de Venise, remplit des charges importantes dans l'administration et la diplomatie, représenta comme ambassadeur la République en Espagne et dans l'Empire, avant d'être nommé cardinal par Paul III, en 1535, et de jouer, parmi les catholiques réformistes et d'esprit érasmien, un rôle actif et sans succès aux colloques de Haguenau et de Ratisbonne. Mort en 1542, il laissait une œuvre théologique dont les historiens de la Réforme catholique ont dit l'importance : diverses relations diplomatiques sur la cour impériale et la cour de Rome et un traité latin, *De magistratibus et republica Venetorum*, imprimé à Paris dès 1543.

L'étude de cet écrit a donné à M. Hans Hackert l'occasion d'une minutieuse analyse du régime admiré de Contarini, et de définir, avec sa conception de l'État, la solution vénitienne qu'il apportait au problème traditionnel du bon gouvernement. La République de saint Marc réalisa le parfait équilibre des trois principes nécessaires à la conduite de toute société humaine : monarchie, aristocratie, démocratie. Les démonstrations de Contarini ne laissent pas apparaître une grande vigueur de pensée ; l'idée d'évolution historique lui reste étrangère. Mais un Vénitien n'écrit que pour célébrer la grandeur de Venise, démontrer l'éternelle stabilité de ses institutions. L'école florentine, historique et critique, suivait mieux la tradition, historique et critique, d'Aristote. A Florence, conclut M. Hans Hackert, vivait l'esprit d'examen ; à Venise, le grand exemple.

A. RENAUDET.

Willy ANDREAS. Staatskunst und Diplomatie der Venezianer im Spiegel ihrer Gesandtberichte. Leipzig, 1943 ; in-8°, 290 pages.

La question qui domine cet ouvrage est celle de l'apparition de la diplomatie moderne dans l'Italie de la Renaissance ; thème ancien, déjà formulé par Ranke et par Burckhardt, et que Willy Andreas rajeunit à l'aide d'une vaste connaissance des faits, des institutions et des textes. Sources inépuisables pour l'étude des événements politiques, des réalités économiques ou sociales, des disputes religieuses, les relations des ambassadeurs vénitiens sont encore des documents humains du plus haut prix pour l'histoire de l'intelligence italienne. L'auteur rappelle les conditions dans lesquelles ces rapports étaient rédigés, en définit la technique, le souci d'objectivité. Un chapitre dense et clair permet de suivre, à travers le xvr^e siècle, dans les cadres de l'histoire italienne et européenne, les réactions d'une politique prudente, bien servie par une diplomatie intelligente et disciplinée. Les ambas-

sadeurs vénitiens ont été parfois des écrivains de talent et des artistes, qui savaient, comme Alvise Mocenigo, discerner les aspects divers des pays ou des sociétés, évoquer en quelques traits justes et nets les spectacles d'une comédie universelle. Willy Andreas nous promène dans cette galerie de tableaux et de portraits; on voit apparaître successivement Charles VIII et Louis XII, François I^{er} et Henri II, Charles-Quint et Philippe II, la cour de Rome, l'Allemagne impériale, la France des guerres religieuses. Un dernier chapitre évoque les derniers temps et les derniers efforts, au XVIII^e siècle, d'une grande école de diplomates. En appendice est publié le texte original d'une relation inédite que Marino Cavalli rédigeait en 1567 sur l'état de l'empire turc à la veille de la Sainte Ligue et de la bataille de Lépante.

A. RENAUDET.

François WENDEL. L'Église de Strasbourg, sa construction et son organisation (1532-1535). Paris, 1942; in-8°, 269 pages.

L'organisation de l'Église réformée de Strasbourg fut l'œuvre du synode de 1533; elle repose sur l'ordonnance ecclésiastique de 1534 et l'ordonnance disciplinaire de 1535. La pensée de Bucer domine cet effort de définition doctrinale en face du dogmatisme nouveau des Luthériens ou des hardiesses critiques des Suisses. Elle inspira cette heureuse tentative qui aboutissait à l'institution d'une Église en plein accord avec les magistratures et les conseils d'une république bourgeoise. Calvin estimait les conceptions théologiques de Bucer et cette discipline strasbourgeoise qui, six années d'avance, annonce les ordonnances de Genève. M. François Wendel expose, à l'aide des documents synodaux, que conservent les archives de Saint-Thomas de Strasbourg, la préparation du synode, les débats sur l'établissement d'une doctrine officielle et d'une Église active et strictement organisée. L'excellente analyse de ces discussions éclaire d'une lumière nouvelle l'histoire morale, intellectuelle et religieuse de la république strasbourgeoise, et permet de suivre, avec une précision nouvelle, l'histoire de la pensée religieuse dans l'Europe de la Réforme au temps de la Ligue de Smalkalde. Les plus graves problèmes furent alors posés et résolus à Strasbourg: exacte mesure de la liberté chrétienne et de la croyance obligatoire; dogme trinitaire; grâce et prédestination; théorie des sacrements; interprétation de la présence du Christ dans l'Eucharistie; rapports de l'Église avec le Magistrat, gardien de la doctrine, surveillant de la discipline. Enfin, le chapitre consacré à l'organisation de l'Église nous offre le tableau le plus vivant de la communauté strasbourgeoise, avec ses pasteurs, ses anciens et ses docteurs, son culte simplifié, le soin qu'elle portait à l'instruction des fidèles et à la prédication, au recrutement du corps pastoral et au maintien de la discipline dans les paroisses de la ville et de la campagne.

A. RENAUDET.

Federico CHABOD. Per la storia religiosa dello Stato di Milano durante il dominio di Carlo V. Note e documenti. Bologne, 1938; in-8°, 299 pages.

Cet important ouvrage a complètement renouvelé, à l'aide des sources locales, l'étude des questions d'histoire religieuse en Lombardie au temps où l'occupation espagnole achevait de s'y établir et de s'y consolider, non sans d'assez vives querelles avec une Église dont l'État défendait les institutions et les doctrines, mais entendait contrôler souverainement l'administration et la vie.

La décadence y était profonde ; le désordre des couvents, où les nonnes se révélaient pires que les moines, l'ignorance et les mœurs des séculiers, les querelles des uns et des autres laissent l'impression d'un assez triste monde, abandonné de ses chefs responsables, puisque ni les évêques ni l'archevêque ne prennent la peine de résider. Naturellement, comme partout, apparaît et se développe un travail de réforme disciplinaire qui vise d'abord à maintenir les formes habituelles du culte et les pratiques de la piété romaine. Car le peuple reste solidement attaché à sa religion ; particulièrement à Milan, où l'Eglise ambrosienne conserve l'originalité de ses usages et de ses rites, le maintien du catholicisme se lie étroitement à une tradition historique, et restée orgueilleuse, d'indépendance municipale. Les autorités officielles ne peuvent se désintéresser d'une réforme indispensable ; quelques paroisses, où le droit de nomination appartient — dernier vestige d'antiques libertés — au corps des fidèles, sollicitent l'intervention de l'État. Mais les gouverneurs, catholiques fervents comme Del Vasto, Ferrante Gonzaga, doivent servir la politique espagnole, écarter des prélatures les candidats suspects de sentiments français, exiger de l'Eglise l'obéissance au roi et le paiement de l'impôt royal. Leur zèle religieux, théoriquement sans bornes, trouve des limites dans les difficultés mêmes de leur tâche politique. De là une inquiétude, entretenue par les prophéties apocalyptiques des prêcheurs de pénitence. De là une méfiance religieuse qui aggrave la méfiance politique. De là des colères qui menacent à la fois les chefs temporels et spirituels, et qui devaient se briser contre la résistance des congrégations réformées et de l'Eglise romaine, encore solide sur ses positions italiennes dans l'immense désastre de la Réforme.

Quelques écrits de Luther s'étaient répandus à Milan dès 1519. Les Augustins, conformément aux traditions de leurs collègues, acceptaient et volontiers enseignaient le salut par la grâce, le néant des œuvres. Les Franciscains pouvaient se souvenir d'avoir, pendant un siècle et demi, soutenu contre Rome la stricte interprétation de l'Evangile et de sa loi de pauvreté. Les marchands allemands, les soldats allemands, en propos sommaires et péremptoires, répandaient les idées saxonnes. Elles pénétraient activement par Venise, porte de l'Europe centrale autant que de l'Orient. L'Eglise n'était pas encore prête à définir contre ses négateurs une doctrine patiemment élaborée. En désaccord sur l'Immaculée Conception, Dominicains et Cordeliers se querellaient et parfois en venaient aux mains. La jurisprudence du Saint-Office s'égaraît dans de graves incertitudes. Les formules théologiques soutenues par Gasparo Contarini à Haguenau et à Ratisbonne induisaient à penser que, sur le problème essentiel de la justification, il était possible de trouver avec les luthériens un terrain d'entente.

De telles conditions facilitèrent singulièrement les mouvements hétérodoxes en Milanais. Federico Chabod en suit l'histoire dans le monde des clercs et des laïcs. Étude lumineuse, fondée sur une connaissance profonde des sources, et renforcée de tout un cortège de documents inédits ; elle fait revivre, à Pavie, à Crémone, à Casalmaggiore, à Chivenna, cette Réforme italienne qui avait fondé ses premières affirmations sur la doctrine luthérienne du salut, accueillait la critique zwinglienne et calviniste, parfois l'enthousiasme anabaptiste, et, pour la forme de culte, aimait l'austérité de la Cène genevoise. La Réforme milanaise ne présente guère d'originalité doctrinale. Comme ses partisans venaient des classes les plus variées, on ne peut imaginer que son apparition et son développement aient été réellement conditionnés par les circonstances économiques et sociales. Elle rencontrait le double

obstacle du pouvoir ecclésiastique et laïque ; elle tira bénéfice de leur désaccord ; elle dura jusqu'à l'abdication de Charles-Quint, jusqu'à l'entrée en scène d'un nouvel archevêque, le cardinal Borromeo.

Le concile de Trente, la réaction qu'il déchaîna bientôt dans toute la péninsule marquent la fin d'un monde. Mais la vie intérieure qui avait animé ces petits groupes suffit à démontrer que la Contre-Réforme ne pouvait satisfaire toutes les aspirations religieuses de l'Italie, ne répondait pas entièrement à tous les besoins spirituels qui s'y étaient manifestés de Marsile Ficin à Bernardino Ochino, et ne suffit pas à résumer toute la pensée chrétienne de l'Italie durant le drame du XVI^e siècle.

A. RENAUDET.

Domingo Lázaro de Arregui. Descripción de la Nueva Galicia. Edición y estudio por François CHEVALIER. Prólogo de John VAN HORNE. Sevilla, 1946, 16 1/2 x 23 1/2, LXXI + 161 pages, 3 cartes. (Publicaciones de la Escuela de Estudios Hispano-Americanos de la Universidad de Sevilla, XXIV.)

Le texte de la *Descripción de la Nueva Galicia* de Domingo Lázaro de Arregui, que vient de publier M. François Chevalier, est conservé à la bibliothèque de l'ancien Palais Royal de Madrid ; il figure sous le n° 2388 parmi les manuscrits relatifs à l'Amérique. L'ouvrage est daté très exactement du 24 décembre 1621. Il se divise en deux parties : une description générale de la Nouvelle-Galice et une description régionale par provinces. On rappellera que la vaste contrée qui portait à l'époque coloniale le nom de Nouvelle-Galice correspond aux États mexicains actuels de Jalisco, Nayarit, Sinaloa, Aguascalientes, Zacatecas, S. Luis Potosí et partie de Durango.

L'auteur, Domingo Lázaro de Arregui, n'est pas autrement connu. Il donne sur lui-même, en passant, quelques indications. C'était sans doute un clerc. On voit qu'il pratiquait le pays depuis longtemps ; il en parlait la principale langue indigène, dont il fait un éloge enthousiaste ; et il avait participé à un certain nombre d'expéditions, explorations pacifiques ou entreprises guerrières. C'est sur l'ordre du président de l'Audience de Guadalajara qu'il rédigea sa description. Arregui écrit mal, mais compose clairement ; son plan est simple et facile à suivre. Toutefois, ce qui constitue la valeur de son travail, c'est l'emploi qu'il fait de documents officiels disparus ou encore ignorés, c'est surtout sa très riche expérience personnelle. Bon observateur, il parle des plantes, des animaux, des hommes, comme quelqu'un qui les a longtemps fréquentés, et de près. Cependant, l'intérêt de sa description est surtout d'ordre social et économique. Son ouvrage pose en particulier un problème démographique important, et de solution malaisée : il signale en effet avec insistance la diminution de la population indigène, dont le chiffre baisse brusquement de 1610 à 1620. Arregui cherche sans succès les causes de ce phénomène inquiétant. Il y a eu des épidémies, il y a eu des famines, il y a eu des révoltes et des répressions, il y a eu l'abus du *pulque*, il y a eu le travail des mines et des *haciendas*. Ces causes suffisent-elles à expliquer une chute aussi forte et aussi brutale ? Arregui constate que les années 1618-1619 ont été marquées par une énorme mortalité chez les Indiens qui ne travaillaient nulle part et ne buvaient pas de *pulque*, et sans qu'il y eût d'épidémies ni de famines ni de révoltes. Et il laisse la

question sans réponse. Après plus de trois siècles, il nous est difficile aujourd'hui de voir plus clair que lui.

Cette diminution de la population indigène créait naturellement pour les Espagnols, extrêmement peu nombreux, d'insurmontables difficultés de main-d'œuvre. Aussi la Nouvelle-Galice était-elle, dans l'ensemble, un pays pauvre, faute de bras. Seule, Zacatecas, dont les mines avaient été découvertes en 1554-1558, formait un flot de richesse et d'activité. Car il faut reconnaître, contrairement à ce que l'on croit généralement, que, loin d'épuiser le pays, les mines étaient un élément de prospérité agricole. L'historien mexicain Carlos Pereyra l'avait déjà montré, dans un livre trop peu connu (*Las huellas de los conquistadores*, 1^{re} éd., Madrid, 1929). M. François Chevalier le souligne à son tour dans son introduction. Les centres miniers avaient besoin d'un ravitaillement extrêmement varié, et en particulier de produits alimentaires; cette situation entraînait la constitution de zones de culture et l'apparition de courants commerciaux. Il n'en reste pas moins que, en général, l'agriculture végétait, car le problème vital de la Nouvelle-Galice était un problème de peuplement. M. François Chevalier estime que la population espagnole ne dépassait pas de 5 à 6,000 personnes pour plus de 200,000 kilomètres carrés. Les Espagnols se considéraient tous comme des *hidalgos* et se refusaient au travail manuel. Or les Indiens, nous l'avons vu, n'étaient pas assez nombreux, et ils travaillaient mal. En revanche, l'élevage avait atteint un énorme développement. Il trouvait en Nouvelle-Galice les vastes pâturages qui lui étaient nécessaires, et il n'exigeait qu'une faible main-d'œuvre; bien plus, il n'était pas regardé comme un travail servile, et les Espagnols s'y adonnaient volontiers. Les *estancias de ganados* s'étaient donc généralisées, tandis que les *estancias de labor* (exploitations agricoles) restaient en nombre réduit. Les chevaux et les mules étaient employés soit aux moulins des mines, soit aux transports; bêtes à cornes et moutons fournissaient le cuir et la viande de boucherie. On note au sujet des moutons l'existence d'une transhumance: de grands troupeaux venaient du Michoacan estiver en Nouvelle-Galice, en particulier dans la région du lac de Chapala.

M. François Chevalier, qui présente le texte d'Arregui avec beaucoup de soin et de pertinence, conclut ainsi son excellente introduction: «... il ne restait alors en Nouvelle-Galice qu'un petit nombre de caractères médiévaux comme ceux que la colonisation espagnole présentait à ses débuts et a continué de présenter en différentes régions, ainsi que l'a noté si judicieusement Sánchez Alborno. L'*encomienda* disparaît progressivement et n'a plus qu'une faible importance dans la vie du pays. Parmi les Blancs, nous ne voyons pratiquement, du moins à cette époque, d'autres classes sociales que celles que déterminent les conditions économiques. Enfin, si l'économie fermée se rencontre encore dans des coins écartés, en revanche, dans la zone minière, nous trouvons de petits centres d'activité spécialisée, qui dépendent au premier chef du mercure d'Almadén et dont la prospérité est liée, par conséquent, aux transports et au commerce. En Nouvelle-Galice, la colonisation semble donc appartenir déjà complètement à l'histoire moderne.»

Robert RICARD.

Calendar of Ormond Deeds, edited by Edmund CURTIS. Dublin, Stationery Office (Irish Manuscripts Commission). Vol. I : 1172-1350; prix : 10 s. Vol. II : 1350-1413, 1934; prix : 20 s. Vol. III : 1413-1509, 1935;

prix : 20 s. Vol. IV : 1509-1547, 1937 ; prix : 20 s. Vol. V : 1547-1584, 1941 ; prix : 20 s.

Le professeur Curtis, de Trinity College, Dublin, probablement la plus haute autorité au regard de l'histoire d'Irlande depuis l'apparition de son excellente — quoique un peu sèche — *History of Ireland* voici une quinzaine d'années, est mort pendant la guerre en 1944, après avoir presque achevé une tâche qui remplit les douze dernières années de sa vie. La grande collection des *Ormond Deeds*, ou chartrier d'Ormond, qu'il a aujourd'hui mis à la disposition de ceux qui s'intéressent à l'histoire irlando-normande, est encore de nos jours abritée dans la salle des archives du château de Kilkenny, antique capitale des princes de cette famille. Grands bouteillers de Henry II Plantagenêt lors de l'invasion normande — d'où leur nom patronymique, Butler — la branche principale de leur maison fut celle des comtes d'Ormond, dont un certain nombre gouvernèrent l'Irlande pendant les ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles. Une importante section de leurs archives familiales fut emportée en Angleterre par le feudiste Thomas Carte vers le milieu du ^{xviii}^e siècle, à l'époque où il travaillait à sa *Vie de James, duc d'Ormonde*. Ces documents se trouvent aujourd'hui parmi les manuscrits Carte, à la bibliothèque Bodléienne d'Oxford, et n'ont pas jusqu'ici été encore proprement inventoriés. Mais la grande masse des *Ormond Deeds* restait toujours au château de Kilkenny ; et la Commission (britannique) des Manuscrits historiques ne fit paraître pas moins de treize parties d'un long rapport sur ces manuscrits entre les années 1871 et 1920. La Commission (irlandaise) des Manuscrits, appelée à la vie par l'État libre d'Irlande en 1920, en vint à la conclusion qu'il était besoin d'un inventaire plus complet et plus systématique, spécialement pour la période du Moyen Age et pour celle des Tudor ; et la tâche de le préparer fut confiée au professeur Curtis. Outre la complétion des cinq volumes de son *Calendar*, Edmund Curtis prêta son aide à M. Newport B. White pour l'édition des deux volumes spéciaux, *The Red Book of Ormond*, 1932, et *Irish Monastic and Episcopal Deeds*, A. D. 1200-1600, 1936, qui font, par conséquent, partie de la même série.

Le prix qu'a pour l'histoire le chartrier d'Ormond a cru grandement depuis la disparition des archives centrales du gouvernement anglo-irlandais, du ^{xiii}^e siècle à nos jours, lors de l'incendie de l'été 1922. Par bonheur, les archives de Kilkenny contiennent quelques milliers de documents pour illustrer la domination d'une grande maison irlando-normande dans la région intérieure sud, principalement dans les comtés de Kilkenny et Tipperary. Il est peu de formules dont on ait fait plus grand abus parmi ceux qui ont étudié l'histoire d'Irlande que le célèbre (et fatigué) cliché sur les seigneurs normands, lesquels, avec le temps, seraient devenus *Hibernis ipsis hiberniores*, plus gaëls que les Gaëls mêmes. Une telle évolution se produisit, en effet, dans certaines des régions, et les plus éloignées, de l'Irlande médiévale ; mais la tradition soit anglo-normande, soit anglaise, demeura autrement tenace et puissante dans les territoires plus proches de Dublin. Ici, dans cette collection de papiers authentiques, nous voyons au travail un grand seigneur administrant ses terres. Certains des documents conservés à Kilkenny ont trait au gouvernement du pays en général, car la dynastie des Butler était l'une d'entre ces quelques puissantes maisons anglo-irlandaises sur qui la couronne se reposait par force pendant les longues périodes où le gouvernement central était faible et où le seul espoir qu'il y eût d'assurer aucune espèce d'autorité qui comptât était d'en

appeler au bon vouloir de ces grands, « seigneurs de la marche d'Irlande ». Mais les documents du plus vif intérêt sont ceux qui nous montrent, dans la routine de la vie courante, l'administration de leurs propres terres par les Ormond. Étant ses conclusions sur une grosse masse de matériaux nouveaux, Curtis s'est trouvé à même d'apporter des lumières capitales sur des problèmes tels que, par exemple, le statut légal des *betagii* irlandais, en tant que tenanciers des seigneurs normands. Et il est nombre de documents dans la collection qui revêtent une vie et une signification nouvelles, quand on les confère avec ce qu'ont à nous dire des mêmes faits les annalistes irlandais contemporains.

Enfin, il est de notre devoir d'ajouter que ces cinq volumes contiennent une masse de renseignements extrêmement précieux pour l'étude des généalogies et de l'onomastique irlandaises. Il n'est aucune collection d'importance égale qui nous soit parvenue du Moyen Âge irlandais. Et le professeur Curtis laisse après lui une œuvre qui, pendant des générations, rendra son nom familier à qui s'intéresse à l'histoire d'Irlande. Un petit nombre de documents, choisis parmi les plus importants, sont imprimés *in extenso*, soit en latin, soit en dialecte normand ; dans la plupart des cas, l'éditeur s'est contenté de donner un résumé bref, mais suffisant, de leur contenu. La publication n'a pas été, pour l'instant, poussée au delà de l'an 1584, date où Curtis s'est lui-même arrêté. La Commission irlandaise des Manuscrits étudie la question de savoir s'il y a lieu de publier des volumes ultérieurs ; mais les rapports imprimés de la Commission (britannique) des Monuments historiques sont beaucoup plus complets pour la période récente, savoir jusqu'en 1715, et nous devons au professeur Curtis ce qui était, à n'en pas douter, en l'espèce, le *desideratum* principal des études historiques irlandaises.

Rév. Aubrey GWYNN, S. J.

John Perry PRITCHETT. *The Red River Valley (1811-1849). A Regional Study*. New Haven, Yale University Press ; Toronto, The Ryerson Press, 1942.

L'ouvrage fait partie de la collection relative aux rapports des États-Unis et du Canada publiée sous la direction de la Fondation Carnegie. Plus limité dans sa conception que le magistral ouvrage du professeur J. B. Brebner paru dans la même collection (*North Atlantic Triangle*, cf. *Rev. hist.*), il se présente comme une monographie régionale. Mais la région qu'il étudie, la vallée de la Rivière Rouge, appartient à la fois au territoire américain et au territoire canadien, en dépit de la frontière conventionnelle qui la divise. Elle a, d'autre part, suscité de bonne heure l'intérêt des Américains, des Canadiens, des Écossais, des Anglais. La très belle monographie que le professeur Pritchett consacre à la première phase de son développement historique présente ainsi une portée internationale qui lui permet de figurer logiquement dans cet ensemble d'études.

L'auteur traite son sujet avec ses qualités habituelles d'érudition critique et de clarté. Sa connaissance approfondie de la carrière de Lord Selkirk, dont les initiatives furent responsables de la création de la colonie de la Rivière Rouge, lui permet de réserver quelques-uns de ses chapitres les plus intéressants et les plus neufs à la formation du noble écossais, aux motifs déterminants de son entreprise, à la révolution économique des Highlands et aux foyers de recrutement des colons destinés à la Rivière Rouge. Se prononçant nettement en faveur de Lord Selkirk,

il conclut à la valeur philanthropique et au désintéressement de son œuvre. Son exposé l'amène à envisager les essais de colonisation, encore peu étudiés, que Selkirk poursuivit, en marge de l'entreprise d'Assiniboia, dans l'île du Prince-Édouard et dans les parages du lac Ontario. Il complète ainsi utilement le livre un peu vieilli de Chester Martin (*Lord Selkirk's Work in Canada*, Oxford, 1916).

L'étude de la naissance de la colonie de la Rivière Rouge ou d'Assiniboia est conduite de main de maître. Aux émigrants eux-mêmes, recrutés parmi les Écossais et les Irlandais, à leur état d'esprit, aux déceptions qu'ils éprouvèrent en atteignant le territoire de la colonie, le professeur Pritchett consacre un développement brillant et bien documenté. La colonie s'ouvrit dans de fâcheuses conditions, avec des émigrants de mauvaise qualité, des moyens de réalisation médiocres, au milieu de l'hostilité des représentants de la Compagnie du Nord-Ouest, qui, n'ayant pu, en dépit de leur propagande et des efforts de Sir Alexander Mackenzie, prévenir l'expédition, adoptaient à l'égard des colons une attitude malveillante. Aussi les deux premières années (1812-1814) furent-elles difficiles. Les émigrants, en majorité, étaient étrangers à la vie de l'agriculteur. Leurs tentatives de mise en valeur du sol échouèrent. La situation ne s'améliora qu'avec l'arrivée des *Sutherlanders*, victimes des évictions brutalement appliquées dans les paroisses de Clyne et de Kildonan. Mais, en même temps, la guerre éclatait entre les colons et la Compagnie du Nord-Ouest, et celle-ci, mobilisant la population métisse établie dans la région, commençait contre l'entreprise de Lord Selkirk l'offensive qui devait aboutir, en juin 1816, à la destruction momentanée de la colonie.

Il y a peu à reprendre à l'exposé du professeur Pritchett. Tous les points sujets à controverse sont examinés avec un remarquable souci d'objectivité : qu'il s'agisse des manœuvres de la Compagnie du Nord-Ouest contre la colonie, de la préméditation de l'agression, de l'erreur que commit Miles Macdonell en proclamant, en janvier 1814, un embargo sur les provisions que la Compagnie avait coutume d'extraire du territoire d'Assiniboia. Jamais, d'autre part, l'auteur ne perd de vue l'arrière-plan européen des événements qui se jouent sur les bords de la Rivière Rouge.

Peut-être aurait-il pu donner plus de relief à la personnalité et au véritable rôle du groupe métis franco-indien, dont il semble avoir exagéré la volonté d'action et la cruauté dans l'engagement de juin 1816. Il admet que les métis puissent leur hostilité envers la colonie dans la propagande et dans les injonctions des « North-Westers ». Mais il passe sous silence les maladresses commises par les gouverneurs de la colonie à leur égard et la part de responsabilité qui, par suite, incombe à ces derniers. Le terme « hommes libres » paraît, d'autre part, donner lieu à une certaine confusion. Les hommes libres n'étaient pas nécessairement des métis. À l'origine, au contraire, c'étaient des Canadiens français. Et il est pour le moins prématuré de parler de « new nation » avant les événements de 1812-1816, puisque le nationalisme métis ne prit naissance qu'à cette date, comme une manifestation un peu artificielle engendrée par les manœuvres de la Compagnie du Nord-Ouest.

Mais l'exposé conserve jusqu'au bout son intérêt et sa lucidité. C'est ainsi qu'il trace de la progression de la « frontière » américaine en direction de la Rivière Rouge, de la guerre économique qui ne tarda pas à surgir au contact de celle-ci, un tableau vigoureux et bien agencé. Enfin, les pages qui traitent des derniers

jours de Lord Selkirk, des iniquités dont il fut victime au Canada, puis en Angleterre, suscitent de la sympathie et de l'admiration pour l'homme qui, après avoir dépensé sans compter les ressources de sa fortune et de son énergie, sacrifia sa vie à l'entreprise où il voyait une solution à la misère du peuple écossais.

M. GIRAUD.

D^r Ernst EBEL. Rumänien und die Mittelmächte, von der russisch-türkischen Krise 1877-1878 bis zum Bukarester Frieden vom 10 August 1913. Berlin, Ebering (*Historische Studien*, Heft 351), 1939; in-8°, 244 pages. Prix : RM 9,60.

Il s'agit des destinées du fameux traité secret qui liait depuis 1883 la Roumanie aux Puissances centrales. La tragédie du règne du roi Carol I^{er} a été l'impossibilité de faire accepter par son peuple une orientation politique qui lui était odieuse, c'est-à-dire un rapprochement avec l'Allemagne et surtout l'Autriche-Hongrie; c'est là le fond de l'impopularité relative d'un souverain dont l'action fut féconde et décisive pour l'avenir de son pays, et l'on sait qu'en somme le vieux roi est mort en 1914 du chagrin de n'avoir pu apporter au Kaiser l'appoint de ses propres troupes.

Le but du D^r Ebel est d'expliquer cette défection, avec l'arrière-pensée, semble-t-il, d'en rejeter toute la faute sur le gouvernement de François-Joseph et de montrer qu'en 1939 aucun nuage ne peut troubler les rapports entre Bucarest et Berlin, alors que le danger panslaviste doit les associer. Mais, cette remarque faite, il nous est agréable de rendre hommage à la haute valeur de ce travail, au souci d'information et de vérité qui le guide et au caractère convaincant des explications proposées. C'est d'ailleurs toute l'histoire balkanique qui revit dans cette étude.

La thèse de l'auteur est que, depuis la guerre de 1877 jusque vers 1900, la crainte de la Russie a été le mobile essentiel de la politique extérieure roumaine, alors qu'à partir de cette date l'appréhension de voir se reconstituer la Grande Bulgarie de San Stefano et l'irritation nationale devant l'impitoyable effort de magyarisation de la Transylvanie l'ont emporté sur toute autre considération et ont mené par une voie sûre au divorce entre la diplomatie de Bucarest et celle de la Triple-Alliance. Au traité de Bucarest (1913), la rupture est complète et l'on peut prédire que le traité de 1883 ne pourra plus être exécuté.

La première partie (consacrée à la crainte du panslavisme entre 1878 et 1900) est une étude serrée de la politique sans scrupule et souvent brutale de l'Empire des Tsars à l'égard de sa faible voisine. L'auteur fait même la part belle aux rancunes roumaines, car il parle de la « surprise de San Stefano », à savoir le retour à la Russie des trois départements méridionaux de la Bessarabie (p. 20), sans avoir l'air de connaître les conversations de Livadia (octobre 1776) où Jean Brătianu l'Ancien avait deviné les intentions russes. Peut-être la faute en est-elle à ce que la bibliographie qui ouvre le livre, abondante et bien informée des sources en langue française, allemande et anglaise, ne fait pas état (ce n'est pas un reproche) des écrits en langue roumaine, mais ne cite pas davantage certains ouvrages parus en français qui auraient pu être utiles, comme la *Correspondance diplomatique du roi Carol* (éd. Iorga Paris, 1923), les documents tirés de la *Correspondance de Michel Kogălniceanu* (Bucarest, 1893), ou l'étude de M. G. Brătianu sur les *Frontières russo-roumaines* (Bucarest, 1928), etc.

Ce n'est, au reste, qu'un détail. Le fait qui reste est la reprise de la Bessarabie du Sud à un allié victorieux et l'irritation permanente qui en a été la conséquence. Cette irritation et les craintes à l'égard des intentions futures de la Russie ont facilité le rapprochement entre Carol I^{er} et Berlin, désiré par Bismarck dès 1880 (p. 24-29), malgré la brutalité intermittente du Chancelier. Le traité de 1883 avec l'Autriche, deviné presque aussitôt par le ministre de France (p. 40), a d'abord été signé secrètement à cause des ardentes sympathies françaises de l'immense majorité du peuple roumain, et les circonstances ont voulu qu'il n'ait jamais pu être divulgué avant 1914. Presque tout de suite, en effet, l'intensification de la magyarisation de la Transylvanie, et notamment le scandale du procès du Mémorandum, sont venus aggraver l'aversion des Roumains pour l'Autriche-Hongrie (p. 48-55). Les efforts de l'Allemagne, inquiète de la tournure des événements, auprès de Vienne sont restés vains (p. 58-60), mais le rapprochement franco-russe fut une circonstance favorable au renouvellement du traité en 1892. A ce moment, quelques rares hommes politiques roumains étaient dans le secret, mais c'étaient désormais les leaders des partis libéral, junimiste et conservateur, et la Couronne ne risquait plus d'être découverte. Celle-ci, toutefois, était parfaitement consciente de la situation et répétait à Berlin que l'alliance ne resterait possible que tant que l'Allemagne dirigerait effectivement la politique de la Triple-Alliance, Orient compris. Suivent (p. 79-87) quelques détails sur les efforts d'information des agents français et la brutalité des diplomates russes, qui eurent pour effet de resserrer les liens entre la Roumanie et l'Allemagne.

Dans la seconde partie, l'auteur étudie l'influence croissante sur la politique roumaine de la crainte des ambitions bulgares. Devant l'agitation macédonienne, de plus en plus ardente après 1900, la Roumanie se montra décidée à empêcher un agrandissement qui, selon elle, compromettrait gravement l'équilibre balkanique (p. 88-90) ; elle envisagea des compensations en Dobrogea, si cet agrandissement ne pouvait être empêché, ce qui nécessitait l'aveu de Vienne, mais Berlin fit savoir qu'il ne soutiendrait Bucarest qu'en cas d'attaque bulgare non provoquée. Le roi Carol demanda en 1901 son accession à la Triple-Alliance avec égalité de droits, autrement dit la transformation de cette dernière en Quadruple-Alliance, que l'Allemagne repoussa pour ne pas indisposer la Russie, pour ne pas encourager les convoitises roumaines sur le quadrilatère de Silistrie, et aussi pour ne pas fournir à l'Italie l'occasion de formuler des prétentions parallèles sur l'Albanie (p. 90-96). L'Autriche était moins hostile aux demandes de Carol, afin d'éviter qu'une déception ne le poussât à chercher à renouer contact avec la Russie, surtout lorsque celle-ci, après 1905, se mit en devoir de reconquérir rapidement son influence dans les Balkans (p. 97-99) ; et il est exact que la Roumanie n'avait plus d'yeux que pour Sofia, depuis que la Macédoine était perpétuellement en feu, et encore plus après le renforcement de la situation de la Bulgarie en 1908. C'est pourquoi Bucarest cherchait plus que jamais à prendre appui sur les Koutzo-Valaques de Macédoine et tirait des plans pour s'étendre en Dobrogea jusqu'à Varna (p. 99-104).

Devant l'avènement de Ionel Brătianu (1909) et de sa « politique de bascule », M. Ebel reconnaît loyalement la nécessité pour la Roumanie, de par sa situation géographique, de tenir le plus grand compte des rapports de forces en Europe et d'éviter toute inféodation définitive. La conjoncture était délicate ; la Triple-Entente établissait un équilibre nouveau, tandis que la fidélité italienne devenait douteuse ; toutefois, le succès diplomatique de la Triple-Alliance dans la crise bos-

niaque de 1909 détermina Brătianu à demander à Berlin et à Vienne leur appui pour l'agrandissement éventuel de son pays : mais alors la réponse décourageante qu'il en reçut, l'entente visible qui régnait entre Vienne et Sofia, l'hostilité du gouvernement austro-hongrois à l'égard de la Serbie dont les intérêts balkaniques concordaient avec ceux de la Roumanie, aliénèrent à nouveau Bucarest (p. 105-114). A cela s'ajoutait la poursuite « insensée » (p. 122) de la magyarisisation, provoquant les réactions de plus en plus vives de la *Liga culturală* et de toute l'opinion roumaine (p. 110-123). Enfin, même sous le gouvernement germanophile Carp-Maiorescu, cette opinion restait passionnément francophile, comme le montra l'attitude de la presse au moment d'Agadir; aussi la propagande franco-russe jouait-elle sur le velours pendant toute la période 1911-1912 (p. 124-132).

La troisième partie, consacrée aux guerres balkaniques, rappelle des faits beaucoup plus généralement connus. Pour nous en tenir aux relations de la Roumanie avec la Triplice, signalons l'irritation ressentie contre celle-ci pour n'avoir pas arrêté la Bulgarie et laissé abattre la Turquie, que Carol soutenait depuis 1881 comme contrepoids contre la Russie, et la réapparition des demandes de compensation. Un article significatif de l'*Universul* du 31 octobre 1912 disait en substance : une Grande-Bulgarie, soit, mais seulement pour maintenir l'équilibre, quand sera faite la Grande-Roumanie, ce qui suppose l'amitié russe (p. 136-148). Malgré les instances de Fürstenberg, ministre d'Autriche, Berchtold refusa d'appuyer les demandes roumaines sur la Dobrogea, parce que cela lui était difficile, que les territoires convoités n'étaient pas roumains, et surtout parce qu'il avait besoin de la Bulgarie contre la Serbie; et il se contenta de quelques conseils secrets à Sofia. Conrad von Hötzen, venu à Bucarest, obtint cependant du roi, de T. Maiorescu et d'Averescu la promesse de l'alliance roumaine au cas où une guerre générale éclaterait (30 novembre), et le voyage du grand-duc Nicolas Mikhaïlovič (11 décembre) resta sans résultat; mais déjà personne ne suivait plus la politique de la Couronne (p. 149-154). — La grande affaire demeurait pourtant celle du quadrilatère; Danev, approché directement, fit traîner les choses; Carol annonça alors son intention de prendre un gage : toute l'Europe s'y montra hostile, et les essais de Berchtold de trouver un compromis furent fort mal pris; toute la politique autrichienne du roi était maintenant prise à parti, et le renouvellement du traité de 1883, en février, ne pouvait plus guère avoir de valeur. La Conférence de Pétersbourg (mars-avril) eut beau assurer Silistrie à la Roumanie, celle-ci voulait beaucoup plus, et la déception, due à l'opposition de l'Entente, fut imputée à l'Autriche, surtout lorsqu'on sut que celle-ci avait demandé Salonique pour la Bulgarie en dédommagement (p. 155-197). En même temps, la Serbie, à cause du conflit macédonien, avait fait dès mars des propositions d'alliance à la Roumanie, et Vienne aggrava ses torts en menaçant; car toute sa politique visait à l'impossible rapprochement roumano-bulgare. Le roi et le gouvernement de Bucarest avertirent catégoriquement l'Autriche qu'ils interviendraient au cas d'une guerre interalliée. Les efforts pacifiques de Berlin avaient été beaucoup plus nuancés, exempts de menaces, et Bucarest put penser que l'Allemagne lui laissait les mains libres. De leur côté, les ministres français et russe, Blondel et Šebeko, encourageaient la Roumanie à intervenir diplomatiquement, à faire pression même, pour prévenir la guerre bulgaro-serbe. Tout se ligua pour donner à Carol le désir de jouer un rôle décisif dans la crise (p. 197-228).

Quand éclata la deuxième guerre, le roi, appuyé par toute la population qui ne

lui aurait pas pardonné une prolongation de la neutralité, décréta la mobilisation le 3 juillet et déclara la guerre le 10. Or, les manifestations délirantes qui accueillirent la première mesure eurent un caractère nettement antiautrichien et acclamèrent ostensiblement la rupture avec l'inféodation à Vienne et avec toute la politique suivie par le roi depuis trente ans. Berchtold acheva de perdre la partie en se prononçant, quelques mois après, pour une révision éventuelle du traité de Bucarest. L'abandon de l'alliance était donc un fait acquis avant 1914 (p. 228-239).

La documentation de M. Ebel repose sur des Mémoires et des études, et d'avantage encore sur les grandes publications officielles de pièces d'archives sur les origines de la guerre de 1914. Ces dernières paraissent utilisées avec méthode et conscience, et le récit clair, attachant et parfaitement ordonné rend le livre d'une lecture agréable. Les seuls points discutables sont la volonté de guerre attribuée à Poincaré dès 1913, ce qui paraît un anachronisme (p. 176), et le parti pris de dégager l'Allemagne de toute erreur, au moins à l'occasion des guerres balkaniques. La volonté de l'auteur semble évidente de rejeter sur l'Autriche toutes les maladroites qui ont aliéné la Roumanie, et du reste on ne peut bien souvent qu'être de son avis. La sévérité de certains de ses jugements sur l'aveuglement de Berchtold ou sur la néfaste politique magyare en Ardeal ne laisserait rien à désirer à un lecteur roumain. Quant à la conclusion de circonstance (l'avenir de la Roumanie lié au sort du Reich), elle n'influe pas sur l'objectivité de l'exposé, ni sur l'intérêt des renseignements apportés.

P. HENRY.

Gordon WRIGHT. *Raymond Poincaré and the French Presidency*. Stanford University Press, Stanford University, California, 1942; 271 pages (Bibliographie et Index).

Une personnalité forte est-elle capable de faire de la présidence de la République française autre chose qu'une fonction purement décorative? Telle est la question précise à laquelle ce livre s'efforce avec beaucoup de rigueur de répondre. Pour cela, il consacre deux courts chapitres introductifs, l'un à « la fonction », l'autre à l'« homme ». Le premier passe rapidement en revue les différents présidents, de Mac-Mahon à Fallières, et donne quelques indications sur les projets de réforme de la présidence. Le second résume la carrière de Poincaré jusqu'en 1913. Puis c'est l'étude minutieuse de l'élection de Poincaré et de son action : l'ère des cabinets de droite, l'ère des cabinets de gauche, la guerre (étudiée selon trois points de vue : politique générale, rapports avec le G. Q. G., jugements de l'opinion publique sur Poincaré pendant la guerre), enfin la discussion de la paix. La conclusion qui se dégage de cette étude est que le président de la République peut avoir une action exactement dans la mesure où le président du Conseil a une personnalité inférieure. C'est donc un livre entièrement historique d'esprit, et non pas du tout un traité de Droit constitutionnel. Nous sommes donc conduits à examiner la personnalité et le rôle de Poincaré jusqu'en 1920.

Le rôle de Poincaré apparaît largement justifié, plus même que ne le croit l'auteur; celui-ci fait justice de l'accusation de bellicisme, si souvent lancée contre Poincaré, et qui, en définitive, ne repose (ou à peu près) que sur le témoignage, combien suspect, d'Izwoisky. Tout l'effort de Poincaré durant son ministère et le début de sa présidence a porté sur le maintien des alliances de la France, sur

l'adoption et le maintien de la loi de trois ans. Politique purement nationale aux yeux de Poincaré, et en faveur de laquelle un président de la République pouvait fort bien prendre parti publiquement sans trahir le caractère de ses fonctions. Ici doit intervenir le seul reproche grave que j'adresserai à l'auteur : il considère la loi de trois ans comme une simple mesure de prestige, pour ne pas dire une provocation à l'égard de l'Allemagne, sans utilité réelle pour la Défense nationale ; aussi lui paraît-il normal qu'elle ait été l'enjeu des luttes de partis. Il n'indique nulle part ce qu'on peut considérer tout de même comme la raison profonde de la loi de trois ans : c'est que l'état-major français prévoyait une guerre de mouvement foudroyante ; aussi ne croyait-il ni aux réserves ni à l'artillerie lourde ; sa conception était parfaitement logique ; qu'elle ait été erronée, l'événement l'a montré. Mais des civils étaient excusables de ne pas le savoir à l'avance, surtout lorsqu'ils voyaient que les objections techniques à la loi de trois ans étaient soulevées par des gens qui étaient pour le moins partisans de l'« apaisement » systématique à l'égard de l'Allemagne, ou qui même (comme les socialistes) mettaient en question la défense nationale. L'attitude de Poincaré se comprend. Quant à son rôle durant la guerre, il apparaît moins clairement au milieu des discussions sans fin sur des points secondaires comme la Grèce. Et il semble bien qu'au moment du traité de paix Poincaré ait eu tendance à se conduire comme un « irresponsable », et pas au sens constitutionnel du mot.

Par contre, le caractère de Poincaré ne sort pas grandi de cette étude. Son goût des moyens détournés, son manque de franchise apparaissent à chaque pas. Et dès lors la question se pose : l'exemple est-il concluant ? Autrement dit, Poincaré avait-il une personnalité telle qu'il aurait à coup sûr rendu son autorité à la fonction présidentielle si la Constitution l'avait permis ? Beaucoup de choses lui manquaient pour cela : lui dont le rôle aurait dû être d'arbitrer et de concilier, il ne savait pas manier les hommes ; il pouvait les dominer par sa compétence (ce fut le secret de sa très réelle influence), mais non par son ascendant moral. Et puis son « légalisme » étroit, ses soucis juridiques poussés à l'extrême rendaient vraiment paradoxal l'espoir (qu'il avait peut-être lui-même) de faire de sa présidence l'occasion d'un renforcement de la fonction elle-même. Il évita soigneusement (voir p. 149, 151) toutes les occasions que lui fournirent à cet égard les circonstances de guerre. On peut même se demander si ce légalisme ne dissimulait pas une certaine répugnance à prendre ses responsabilités ouvertement. On comprendrait alors sa candidature à la présidence de la République, que M. Wright, au fond, n'explique pas ; il est possible qu'il ait cru avoir à l'Élysée beaucoup plus de pouvoir qu'il n'en eut réellement ; il est certain qu'il eut le souci d'assurer ainsi la continuité de sa politique de sécurité nationale ; mais ne fut-il pas secrètement séduit par la perspective de gouverner par personnes interposées ? Un tel espoir ne pouvait manquer d'amener ensuite des désillusions, qui expliquent l'amertume de ses *Mémoires*. Quoi qu'il en soit, un excellent ouvrage, bien documenté, et qui fournit souvent un modèle de discussion objective.

J. NÉRÉ.

Henry W. EHRMANN. French Labor from Popular Front to Liberation.
New-York, Oxford University Press, 1947 ; 329 pages.

Voici, cette fois, l'œuvre d'un maître, doué d'une connaissance profonde et intime de son sujet, le dominant sans effort et entraînant son lecteur d'un bout à

l'autre sans jamais lui laisser le temps d'être réticent, et sans jamais laisser fléchir l'intérêt. M. Ehrmann nous raconte simplement l'histoire du mouvement syndical en France de 1934 à 1944, mais il nous fait sentir quelle position centrale occupe à ce moment-là le syndicalisme dans notre pays, et son livre est d'une grande importance pour l'histoire générale.

L'auteur nous retrace d'abord la formation du Front populaire; à propos de la reconstitution de l'unité syndicale, il fait un bref retour sur la scission de 1921 et les évolutions divergentes de la C. G. T. et de la C. G. T. U. Il traite ensuite de la législation ouvrière du Front populaire, puis étudie avec leurs antécédents historiques les deux grandes questions à l'ordre du jour à partir de 1936 : celle du Plan économique et celle de la Défense nationale. Le récit reprend alors : c'est la dissolution de l'unité syndicale en 1938-1939, le mouvement syndical et les rapports entre patrons et ouvriers pendant la « drôle de guerre » et sous le régime Pétain. La C. F. T. C., quoique traitée beaucoup plus sommairement, n'est cependant négligée à aucun moment.

D'une façon générale, M. Ehrmann s'abstient de soutenir des thèses ou de présenter des conclusions. On retrouve partout l'idée familière de l'évolution inavouée de la vieille C. G. T. révolutionnaire vers un trade-unionisme de type anglo-saxon, pleinement intégré à la société; mais elle s'exprime discrètement. L'auteur ne prend aucunement la peine de cacher sa sympathie générale pour le mouvement ouvrier et le patriotisme français, ni ses sympathies et antipathies particulières pour les personnages et les tendances au fur et à mesure qu'elles entrent en action; et vers la fin, son livre prend l'aspect d'un témoignage plutôt que d'une histoire; mais c'est un écueil difficile à éviter pour une période si récente et qui a excité tant de passion.

Un tel livre ne peut manquer de susciter beaucoup de réflexions et quelques chicanes. Commençons par celles-ci. L'auteur a pris pour sujet l'histoire syndicale et ne traite que par allusions de l'histoire générale de cette période. Il était, sans doute, nécessaire d'adopter cette méthode et, la plupart du temps, les grands faits généraux étant récents et connus de tous, elle n'entraîne pas de grands inconvénients. Il aurait pourtant fallu, à mon sens, y déroger franchement pour la partie qui traite de l'œuvre économique du Front populaire; il y a là un exposé et une discussion qui sont fondamentaux pour l'histoire du mouvement ouvrier et pour l'histoire de France tout court, qu'on ne peut donc esquisser, et qu'il ne faut pas faire « par la bande ». Deux exemples illustreront mon propos. L'auteur défend (p. 91-92) la Semaine de Quarante heures contre l'accusation d'avoir enrayé la production française; pourquoi, dit-il, les patrons n'ont-ils pas usé de la possibilité de faire faire des heures supplémentaires? Présenté sous cette forme, cet argument classique est trop elliptique pour être juste. Il fallait se mettre un instant dans l'état d'esprit du Patronat. Celui-ci avait le choix entre deux solutions : 1° embaucher de nouveaux ouvriers et faire faire des heures supplémentaires pour compenser la réduction de la durée normale du travail; mais alors il fallait escompter des ventes accrues pour étaler l'augmentation des charges de salaires; c'était miser sur la reprise économique, la réussite de l'expérience Blum (des Américains l'auraient peut-être fait?); 2° ou bien s'en tenir aux quarante heures strictes, et compenser la baisse de la production (la charge des salaires ne diminuant pas ou même augmentant) par la hausse des prix unitaires; c'est cette solution de paresse ou de pessimisme qui fut adoptée; on comprend alors l'échec économique du Front popu-

laire. Donnons un autre exemple, de portée plus générale : tout le chapitre iv, traitant du planisme, donne l'impression d'être un peu en l'air, parce qu'il ne traite que des réactions doctrinales ou politiques des différents courants syndicalistes vis-à-vis de l'idée du Plan ; mais le contenu économique du Plan lui-même n'est pas envisagé ; la distinction n'est pas faite notamment entre les mesures structurelles (nationalisations) et les mesures conjoncturelles (dévaluation, contrôle des changes, contrôle des prix), ces dernières ayant constitué, de l'aveu même d'Henri de Man, le « Père du Plan », le seul remède immédiatement efficace à la crise économique. Faute de cette distinction, toutes les discussions, à l'intérieur du Front populaire, sur la politique économique à adopter, se trouvèrent embrouillées sans remède, et il en résulta pour le mouvement ouvrier une impression d'impuissance qui contribua beaucoup à son reflux ; c'était l'occasion de le montrer.

On pourrait faire peut-être d'autres réserves de moindre portée. Mais y insister trop serait fausser l'impression d'ensemble. Nous devons insister, au contraire, sur l'ample matière à réflexion qu'offre ce livre. L'auteur est très conscient de l'importance de la crise sociale comme cause de l'effondrement de la France en 1940 ; il nous montre le « patronat obsédé par le désir de prendre sa revanche de 1936, la classe ouvrière exclue de la nation à la suite de la « grève générale » — si ambiguë — de novembre 1938, et finalement la guerre engagée sans que se réalise l'Union sacrée à la manière de 1914, et la « drôle de guerre » permettant aux antagonismes sociaux de prendre le pas sur le sentiment national. Surtout l'auteur suit pas à pas les retournements du groupe de « Syndicats » (Belin, Lefranc, Dumoulin, etc...), qui, parti d'un pacifisme absolu et d'un isolationnisme syndical d'ailleurs étroitement liés, en vient à représenter durant la guerre le mouvement ouvrier dans les sphères gouvernementales, par un paradoxe qu'il faudra bien éclaircir un jour, puis se rallie à la collaboration, et en même temps au corporatisme vichyssois qu'il avait contribué à préparer dès avant la défaite. Et à travers cet exemple concret, grâce au talent pénétrant de l'auteur, nous saisissons toute cette désintégration idéologique de la France, qui explique, non sa défaite, mais son absence de résistance en 1940 et son désarroi durant toute cette période.

J. NÉRÉ,

J. R. VON SALIS. Giuseppe Motta, dreissig Jahre eidgenössische Politik. Zurich, Orell Füssli, 1942 ; in-8°, 472 pages.

C'est un très beau livre que J. R. von Salis, professeur d'histoire à l'École polytechnique fédérale de Zurich, a consacré à Motta, mort en janvier 1940 à soixante-neuf ans. Beaucoup de Français, qui pendant la guerre suivaient les émissions radiophoniques de la Suisse alémanique, se souviennent avec une émotion reconnaissante de son instructive chronique sur les événements internationaux.

Son ouvrage présente le plus grand intérêt. Non seulement en raison de la personnalité, fort attachante, d'un homme qui a dirigé pendant vingt ans, avec une subtile finesse, la diplomatie helvétique et que son activité à la S. D. N. avait fait connaître dans le monde entier. Mais parce que l'histoire de cette vie bien remplie éclaire certains aspects d'une époque tourmentée.

Catholique et Tessinois, donc représentant une minorité à la fois confessionnelle et linguistique, membre du Conseil fédéral de 1912 à 1940, Motta appartenait à

une famille de notables d'Airolo, au pied du Saint-Gothard, montagne sacrée de la Suisse. Son père, dirigeant le service de diligences et de transports qui fonctionnait avant l'ouverture de la ligne du Saint-Gothard, tenait l'hôtel d'Airolo et jouait un rôle politique au Tessin. Avocat, Giuseppe Motta n'a pas tardé à intervenir également dans la politique tessinoise. Conservateur et catholique, admirateur d'Albert de Mun, il devient, à Berne, député du Conseil national, où le sert grandement sa connaissance parfaite du français et de l'allemand, en plus de l'italien. Il peut dans toutes ces langues déployer une éloquence, rare en Suisse. On goûte sa simplicité d'allures, son intégrité insoupçonnable, sa profonde bonté. En décembre 1911, il est élu au Conseil fédéral, dont la merveilleuse stabilité fait qu'il sera huit ans chef du Département des finances et des domaines, puis, à partir de 1920 et jusqu'à sa mort, chef du Département politique, c'est-à-dire ministre des Affaires étrangères.

Salis ressent pour Motta une respectueuse sympathie que méritait ce magistrat excellent ; mais il est loin de tomber dans le genre de l'hagiographie, et il ne cache pas les critiques qu'a suscitées une politique, débordant de défiance envers l'U. R. S. S. et de confiance envers Mussolini. Il se félicite, d'ailleurs, de l'heureux destin qui avait placé un Tessinois à la tête de la diplomatie helvétique, en un temps où le nationalisme le plus ambitieux agitait l'Italie ; les pires exaltés ne pouvaient vraiment accuser la Suisse de ne pas traiter équitablement la minorité italienne, et l'irrédentisme italien même, exalté par le fascisme, a gardé au sujet du Tessin un silence rassurant.

Salis admet que « le président » Motta, auquel le monde anglo-saxon n'était pas familier, ne jouissait pas à Genève d'une influence comparable à celle de Titulesco ou de Benès, et qu'il n'avait aucune sympathie personnelle pour ce dernier. Une souveraine prudence retenait ses sympathies genevoises, quoiqu'elles s'exprimassent avec une chaleur latine. Comme l'observe patiemment Salis, Motta n'a pas été l'un de ces « grands hommes » qui déterminent et façonnent le destin d'un peuple. La politique fédérale avait un caractère collégial : Motta exposait avec conscience et loyauté les questions au Bundesrat qui décidait, et, parmi ses collègues, Edmund Schulthess, rompu à la pratique des affaires, a peut-être joué un rôle plus important.

Salis a l'art d'évoquer les circonstances générales parmi lesquelles évoluait son héros. Le tableau qu'il consacre à la Suisse du premier conflit mondial (p. 65-74), avec les dramatiques incidents de la guerre (p. 122-135), est particulièrement réussi. Signalons une analyse pénétrante de la Constitution (p. 86-87), des partis (p. 157-160) et des impératifs de la politique extérieure (p. 376-380) de la Confédération, ainsi qu'une étude approfondie de la question des zones franches de Savoie (p. 180-187, 273-290) et de l'affaire du Vorarlberg (p. 187-194).

Maurice BAUMONT.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Histoire générale. — Du professeur John NEF nous sont parvenues deux contributions : d'une part, ronéotypée, une étude intitulée *Committee on social thought, the field of economic history* (sans origine, ni date, 8 p.), qui est bien de M. Nef, fondateur et président de ce comité de l'Université de Chicago où se révèlent les tendances multiformes d'un esprit totalement dépouillé de sectarisme ; d'autre part, une publication collective préfacée par M. Nef et intitulée *The works of the Mind* (Chicago, The University of Chicago Press, in-8°, xi-246 p.). On a groupé dans cet ouvrage, admirablement présenté, douze essais dus à des spécialistes qualifiés sur la conception générale de l'œuvre, sur celles des arts, de l'action, de la pensée et de l'enseignement ; tous gravitent autour de l'idée maîtresse de M. Nef, à savoir qu'à force d'industrialisme les hommes perdent non seulement le sens de la nature, mais celui de leur âme ; tous ces essais constituent des guides et des encouragements pour les créateurs en puissance et leur public. L'histoire est représentée dans le volume par M. C. H. MAC ILWAIN, qui insiste sur le devoir absolu de l'historien de représenter exactement le passé et, à ce sujet, rappelle les propos ontologiques de Thomas Madox dans son *History of the Exchequer* de 1711, écrivant : « writing of history is in some sort a religious act » et fournit des indications fort utiles tirées de l'historiographie constitutionnelle. G. BOURGIN.

— Il est difficile de dire à la fois tous les éloges et toutes les réserves que suscitera l'audacieuse entreprise de M. Jacques PIRENNE, profitant des loisirs d'un long exil pour mettre au point une vue d'ensemble sur l'histoire de l'humanité (*Les grands courants de l'histoire universelle. II : De l'expansion musulmane aux traités de Westphalie*), dont la première édition, parue en Suisse en 1944, était restée inaccessible aux lecteurs français (2^e éd., Neuchâtel, Éditions de la Baconnière ; Paris, Albin-Michel, 1946, in-8°, xxiv-648 p. et 3 cartes hors texte ; prix : 450 fr.). Héritier d'un grand nom, l'auteur a le goût des vastes fresques et des grandes idées, le goût aussi — commun à tous ceux qui se placent résolument au-dessus de la réalité complexe — des systématisations. Audacieuse certainement, son entreprise pouvait être jugée nécessaire et digne non seulement d'expliquer l'histoire du monde au grand public, mais de susciter une orientation nouvelle des recherches. Considérer l'histoire universelle dans son ensemble était déjà un premier progrès, que facilitait, à vrai dire, la tentative antérieure, et plus nourrie de faits, de la collection « Peuples et Civilisations ». Ce qui est mieux réussi chez Jacques Pirenne, c'est l'amalgame nécessaire, et ailleurs si mal fait, entre les divers aspects des activités humaines ; plus on la regarde de haut, et moins l'histoire politique se peut détacher de son infrastructure sociale, de son atmosphère économique, des réalisations de l'esprit et de l'art. De toutes ces subtiles concordances, il y a, dans cet ouvrage, un sens très vif, qui s'exprime en une langue claire et se dessine sur des cartes nombreuses, volontairement schématisées et par là très parlantes.

Le thème général, dont le premier volume, consacré à l'histoire de l'Antiquité, avait vu les premières et sans doute les plus probantes variations, se poursuit, non sans arbitraire, au long du millénaire étudié dans le second volume ; la coupure de l'Islam, qui en est l'introduction, rappelle les thèses chères à Henri Pirenne, mais peut-être périmées déjà. Mener le récit sans désespérer jusqu'au milieu du xvii^e siècle, sans tenir compte de l'immense transformation que fut, pour l'histoire universelle comme pour les destinées de l'Europe, la découverte du Nouveau Monde, apparaîtra plus insolite. Mais veut-on qu'entre ces deux points, si dissemblables quant à la structure sociale, les richesses exploitées, la technique, la science, aient joué des dominantes identiques avec la force inéluctable d'un déterminisme absolu ? Pour l'auteur, il y a lutte constante entre deux formes de sociétés, qui créent deux types d'empires : sociétés rurales et continentales, d'une part, sociétés urbaines et mercantiles, d'autre part (noter que les « empires des steppes », si bien analysés par R. Grousset, rentrent dans la première catégorie et ne s'en distinguent pas pour J. Pirenne). Les premières peuvent fonder des empires militaires, mais sans racines profondes et vite dilués en « féodalités » ; des secondes seules sortent les grandes civilisations, et seul « l'attrait de la mer » a une force durable. Ainsi coexistent et s'opposent Charlemagne et l'empire arabe, les royaumes d'Occident et le Saint-Empire, les puissances maritimes d'Espagne, de Hollande, d'Angleterre, et l'Asie continentale, repliée sur elle-même.

Ce n'est pas le lieu de discuter ici une idée féconde, sans doute, mais que son application rigoureuse à tant de périodes et de pays différents tend à rendre systématique. L'histoire est une science du concret et du relatif. A vouloir trop ordonner sa matière, on la déforme. Chez Jacques Pirenne, il n'y a que dogmatisme et assurance. Pour lui, pas de taches d'ombre, pas de problèmes, pas d'incertitude. Aucune différence entre le fait bien établi, l'hypothèse plausible, l'ignorance à laquelle seule l'imagination peut suppléer. Et puis, le dirons-nous, à vouloir trop embrasser on se fourvoie parfois. De toute évidence, l'ingrate et préliminaire compilation s'est effectuée avec une hâte et une légèreté déconcertantes. L'intérêt du lecteur s'émousse à mesure qu'il connaît mieux les périodes qu'on prétend lui expliquer ; parvenu dans son champ familier, il n'en reconnaît plus l'horizon, au milieu des dates fausses, des personnages confondus, des inversions d'événements, voire même des inventions les plus extravagantes. En faut-il des exemples ? Hélas, ils seraient trop nombreux !

E. PERROY.

— *Études historiques. Mélanges 1945*, III (Publications de la Faculté des lettres de l'Université de Strasbourg, fasc. 106, Société d'éditions « Les Belles-Lettres », 1947). — Ces *Mélanges 1945*, qui devaient attester la vitalité de l'Université de Strasbourg après les dures épreuves qu'elle venait de traverser, n'ont pu paraître qu'avec deux ans de retard. Ils comprennent les articles suivants : E. CAVAIGNAC, Les fastes du théâtre attique au v^e siècle (avec un tableau chronologique) ; J. J. HATT, Les fouilles de Gergovie de 1941 à 1944 (entreprises par des étudiants sous la direction de M. Lassus, pendant l'exil de l'Université à Clermont-Ferrand) ; Paul MONTET, Germanicus et le Vieillard de Thèbes (à propos du voyage de Germanicus dans la vallée du Nil en 19 après J.-C., M. Montet étudie la croyance des auteurs classiques à l'existence d'un vaste empire égyptien) ; Paul COLLOMB, La place de Josèphe dans la technique de l'historiographie hellénistique ; Yvonne ROCKSETT, Danses cléricales au xiii^e siècle ; Robert BOUTRUCHE, La dévastation des campagnes pendant la guerre de Cent ans et la reconstruction agricole de la

France; Gaston ZELLER, *Aux origines de notre système douanier*. Les premières taxes d'importation (xvi^e siècle); D. STREMOUKHOV, *Une éducation à la Roussseau* (le maître est G. Romme, le futur conventionnel, et l'élève P. Stroganoff, qui sera l'un des principaux conseillers d'Alexandre I^{er} au début de son règne); Félix PONTEIL, *Une nouvelle forme d'aristocratie au temps de Napoléon*; les sénatoreries (M. Ponteil étudie l'aristocratisation progressive du Sénat dans son recrutement, ses attributions et les dotations; il montre que la sénatorerie appartient au Sénat et que le titulaire n'est qu'un « usufructier dont l'administration est placée sous la surveillance du Sénat » et particulièrement de son chancelier; les conclusions de l'auteur sont nettement défavorables à l'institution).

Deux de ces mélanges nous paraissent mériter une attention particulière. Celui de M. Robert Boutruche est surtout une mise au point, utilement précisée par des recherches personnelles; le sujet est, d'ailleurs, d'une ampleur telle qu'il ne peut être qu'esquissé dans ces trente-six pages. L'auteur nous montre d'abord l'étendue des dévastations, dont il nous redit les causes bien connues, puis il étudie la reconstruction elle-même et plus particulièrement la politique de la monarchie dans ce domaine, politique efficace sous Charles V et Charles VII et surtout à partir de Louis XI. Les rois favorisent les seigneurs et les communautés ecclésiastiques et urbaines et s'intéressent plus à l'artisanat et au commerce qu'à l'agriculture, ce qui ne saurait surprendre. Pourtant, « la guerre de Cent ans et l'ère suivante représentent une importante étape dans la marche heurtée et inégale du paysan vers la petite propriété ».

L'article de M. G. ZELLER ouvre de suggestifs aperçus sur la politique économique de la monarchie française à la fin du Moyen Age et au début des temps modernes. Remarquant qu'il n'y a pas alors de véritables « douanes intérieures », l'auteur rattache l'apparition d'un système douanier à « l'unification économique qui accompagne ou qui suit de près l'unification politique ». L'origine des taxes à l'exportation (dont l'histoire est tout à fait distincte de celle des taxes à l'importation) remonte aux prohibitions de Philippe le Bel édictées pour des raisons politiques et aux dispenses qui ont été bientôt délivrées moyennant finances; jusqu'au milieu du xvr^e siècle, elles sont perçues au départ des marchandises. Les taxes à l'importation sont plus tardives et ne portent que sur quelques marchandises « dont la circulation est étroitement analysée » : droit de 5 % sur les soieries perçu à Lyon à partir de Louis XI, taxes sur les « épiceries et drogueries » créées par François I^{er} (M. Zeller nous donne à ce propos des renseignements curieux sur le conflit qui oppose Languedociens et Lyonnais et sur le monopole pontifical de l'alun).

À partir du milieu du xvr^e siècle, l'évolution se précipite : en 1544, c'est l'apparition de la « Douane de Lyon »; à partir de 1549, les taxes à l'exportation sont perçues sur la ligne frontière; en 1581 paraît un tarif général des droits d'entrée. M. Zeller tire de cette histoire des conclusions importantes : d'une part, la politique douanière, et peut-être toute la politique économique des Valois, est inspirée beaucoup plus par des considérations fiscales que par des préoccupations économiques; d'autre part, plutôt que de « mercantilisme », il vaut mieux parler de « nationalisme économique », qui s'oppose à l'internationalisme médiéval et vise à réaliser une sorte d'autarcie économique; on ne protège l'industrie nationale que par des prohibitions; l'idée du protectionnisme, qui apparaît après 1560, n'inspire la politique monarchique qu'à partir du règne de Henri IV. MARC-BONNET.

— Nous signalerons avec sympathie la parution des *Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques* (Éd. librairie Armand Colin). Le premier fascicule est consacré à des *Œuvres de sociologie électorale* et il a été établi par MM. Ch. MORAZÉ, R. B. MAC CALLUM, G. LE BRAS et Pierre GEORGES. Collaboration variée, électorale, et si M. Le Bras nous réintroduit avec talent dans les rapports de la géographie religieuse et de la géographie électorale, M. P. Georges présente une monographie intéressante sur la vie politique de Bourg-la-Reine — géographie humaine au meilleur sens du mot. C'est à M. Mac Callum qu'est due une étude sur *L'élection générale britannique de 1945*, et les jeunes de l'équipe fournissent des observations judicieuses de méthode. Mais, hélas ! nous sommes au point de départ d'une discipline qui se cherche, témoin la pauvre bibliographie qui clôt le fascicule. Je suis étonné de n'y point voir figurer les bulletins de nos instituts de sondage, ni rap-peler les thèses de M. Stoetzel.

G. BN.

Orient classique. — Cl. HUART et L. DELAPORTE. *L'Iran antique (Élam et Perse)* (Paris, Albin-Michel, 1943, xxx-516 p., avec 75 fig., 16 pl. et 3 cartes hors texte. Collection « L'évolution de l'humanité »). — Ce livre est une nouvelle édition « refondue » de l'ouvrage de Cl. Huart, *La Perse antique*, paru en 1925 dans la même collection. Cet auteur étant mort en 1926, c'est L. Delaporte qui fut chargé de la réédition ; ce devait être son dernier travail, car il fut peu après emmené en déportation, pour ne plus revenir.

Le plan du nouvel ouvrage, comme l'indique le changement du titre, est plus étendu que celui de l'ancien. Au lieu de commencer au ix^e siècle avant J.-C., date de l'installation des Mèdes et des Perses en Iran, il remonte jusqu'à la protohistoire iranienne et englobe toute l'histoire de l'Élam, domaines très vastes et très importants qu'ont révélés ou considérablement enrichis les fouilles poursuivies depuis 1925 sur plusieurs sites de l'antique Iran : Suse, Tépé Sialk, Tépé Giyan, Tépé Hissar, Persépolis. L'auteur, avec son habituelle précision, met en œuvre toute la documentation nouvelle et présente, en une addition de près de 200 pages, une synthèse qui sera appréciée tant par les spécialistes des études élamites que par tous les historiens de l'ancien Orient.

A la suite de cette considérable addition, on retrouve l'ancien exposé de Cl. Huart ; Delaporte n'a pas cru devoir apporter à ces pages anciennes aucune retouche, « en dehors de celles, explique-t-il, qu'entraînaient l'extension du plan du volume et l'intégration des principales découvertes relatives aux Achéménides et aux Sassanides ». Notons que la bibliographie a fait, elle aussi, l'objet d'une mise à jour utile.

A. DUPONT-SOMMER.

France. — Émile MIREAUX. *La Chanson de Roland et l'histoire de France* (Paris, Albin-Michel, 1943, 1 vol. gr. in-12, 301 p.). — Dans cette nouvelle étude sur la Chanson de Roland, M. Mireaux a soumis à une analyse attentive le texte d'Oxford que Bédier regardait comme un tout indivisible, création originale d'un troubadour de génie dans laquelle revit l'ardeur magnifique qui entraînait les chevaliers français sur toutes les routes de l'Europe et de l'Asie dans la seconde moitié du xi^e siècle.

Tel n'est pas l'avis de M. Mireaux. La version d'Oxford n'est pour lui qu'un remaniement d'œuvres plus anciennes, qui nous reportent, grâce à des allusions reconnaissables dans le texte actuel, à des périodes variées de l'histoire de France. Turol ne serait que le traducteur (sens du mot *declinet* au dernier vers) et tout

au plus le remanieur d'un récit latin de la légende de Roland, à l'autorité duquel il se réfère à six reprises en le citant sous le nom de *Geste Francor*. Des épisodes qui ne devaient pas figurer dans le poème primitif, ignorés de la version norroise (*Karlamagnussaga*) rédigée vers 1240 d'après un autre texte que celui d'Oxford, l'épisode des *eschelles de Baligant* (à partir du vers 2570) qui ressemble à un *excitatorium* de croisade, la place importante tenue dans notre rédaction par Geoffroi d'Anjou, gonfalonier de Charlemagne, nous reportent à l'époque de la deuxième croisade, de la lutte d'Henri II Plantagenet contre Louis VII et des prétentions des comtes d'Anjou à exercer la charge de sénéchal de France. M. Mireaux regarde même la rédaction d'Oxford comme postérieure à 1158, date du traité de Gisors qui mit Henri II en possession de cet office de sénéchal.

Mais, comme l'ont montré R. Fawtier et F. Lot, on peut remonter beaucoup plus haut. M. Mireaux relève dans les chroniques et les chartes les preuves que la légende de Roland et d'Olivier (celui-ci inconnu à l'histoire) était déjà populaire dans la première moitié du XI^e siècle. Et c'est au début de ce siècle, à l'époque où la chute de la dynastie carolingienne était un événement encore récent, que nous reportent certains passages de la version d'Oxford : les limites de la France coïncidant avec les domaines des deux derniers Carolingiens, situés entre Laon et Aix-la-Chapelle, qui sont les deux capitales de Charlemagne ; une allusion au meurtre d'un patriarche de Jérusalem qui eut lieu en 966 ; surtout le rôle guerrier attribué à l'archevêque Turpin, le loyal archevêque, antithèse vivante d'un autre archevêque de Reims, de cet Adalbéron qui trahit l'héritier légitime de la dynastie carolingienne et couronna l'usurpateur.

M. Mireaux conclut que, vers l'an mille, un clerc originaire du nord de la France aurait eu connaissance de la légende de Roland et composé un poème dans lequel il aurait exprimé les regrets laissés par la dynastie déchue, en rappelant la grandeur de Charlemagne et en flétrissant les vassaux infidèles qui avaient trahi la cause de ses descendants.

Cette brève analyse donne une idée très imparfaite de la richesse des aperçus et de l'érudition magnifique qui rendent la lecture de ce livre si attrayante. Les arguments de M. Mireaux ne sont pas toujours probants et prêtent à discussion. On a peine à croire que l'épopée française soit née vers l'an mille, au temps de la cantilène de saint Alexis. Il aura du moins fait œuvre utile en retrouvant dans la rédaction d'Oxford des allusions historiques qui montrent l'emploi de sources d'époques diverses, dont les plus anciennes évoquent les derniers temps de la dynastie carolingienne et les plus récentes les débuts de l'état anglo-angevin.

Louis BRÉHIER.

— Francis BAVOUX. *La sorcellerie au pays de Quingey*. Introduction de M^e Maurice GARÇON (Besançon, s. d. (1947), in-8°, 203 p., 23 ill.). — A la suite d'une introduction et d'un avant-propos, le beau livre de M. Francis Bavoux se compose de quatorze chapitres, enrichis de trois pièces annexes (deux procès-verbaux, un interrogatoire). L'auteur définit d'abord avec précision le cadre géographique du pays de Quingey, l'organisation de son siège bailliager, puis les règles des procédures et de l'instruction des procès (peut-être l'historien souhaiterait-il plus de précisions sur ce point). Les onze chapitres suivants, qui forment le cœur de l'ouvrage, évoquent de façon vivante et documentée les causes de sorcellerie célèbres du siège de Quingey au XVII^e siècle, jugées conformément à l'édit du 10 février 1604, des règlements exécutés en 1657. L'assassinat juridique de deux enfants,

Pierre et Denis Bardel, d'Anatholia Sergent, de la Bredette est exposé avec une sobriété dramatique. La superstition populaire est responsable de l'inculpation d'autres victimes comme Françoise Perroz.

De l'enquête minutieuse de M. Bavoux, il ressort que, si les procédés d'instruction du siège de Quingey ne furent pas particulièrement cruels, ses jugements furent généralement réputés sévères au point d'encourir les observations du Parlement de Dole.

Le livre de M. Bavoux offre un double intérêt. Il illustre la faiblesse mentale de certains pseudo-sorciers, qui s'accusaient de crimes imaginaires, et la méchanceté des foules. Il constitue une contribution documentée à l'étude de l'envers du grand siècle.

Il montre aussi comment le délit de sorcellerie est en train d'évoluer vers 1660. Dénoncé jadis surtout par les inquisiteurs, il est dès lors surtout poursuivi par les tribunaux locaux et par la crainte des foules. Il cessera bientôt, en Comté comme dans les cantons helvétiques, comme au Massachusetts, de relever de la justice pour ressortir de la médecine.

E. PRÉCLIN.

— John Hewitt MITCHELL. *The Court of the Connétable. A study of a French administrative tribunal during the reign of Henry IV* (New-Haven, Yale University press, 1947, in-8°, 122 p., appendices et index). — Le livre de M. Mitchell est ce que nous appelons un mémoire pour le diplôme d'études supérieures. M. Mitchell a résumé Guichard et Le Barrois d'Orgeval et ajouté des renseignements et des textes extraits de douze registres de la série Z^{1c} des Archives nationales (Connétable et maréchaussée de France). M. Mitchell n'apporte guère de nouveau. Il a trouvé dans sa période le jugement par la Cour des « faits de guerre », genre mal délimité qui permettait à la Connétable d'étendre ou de défendre sa compétence, que d'Orgeval n'avait noté que pour le XVIII^e siècle. Il a rectifié une erreur de d'Orgeval qui fait commencer la lieutenance générale de Taverny au 23 janvier 1595, alors que Taverny était en fonctions déjà en 1591. Sur tous les autres points, M. Mitchell confirme purement et simplement ses prédécesseurs. M. Mitchell n'a pas cherché à voir si, après l'Édit de Nantes, des protestants sont devenus officiers de la Connétable. Sur le sujet, il faut toujours lire Guichard et surtout le beau livre du baron Gabriel Le Barrois d'Orgeval.

Roland MOUSNIER.

Allemagne. — Gabriel d'AUBARÈDE. *La révolution des saints (1520-1536)* (Paris, Gallimard, s. d. [1946], in-12, 200 p.). — M. d'Aubarède a eu l'heureuse idée de raconter au grand public ce curieux épisode, cet épisode unique en son genre, que fut la naissance et la mort de la république anabaptiste de Munster. Le travail n'est pas d'un spécialiste ; il n'en est pas moins à recommander pour ses qualités de fond. Il témoigne d'une sérieuse connaissance des documents et d'un incontestable sens historique. Aucun parti pris n'anime l'auteur. Quand on l'a lu, on n'est plus tenté de faire confiance à Janssen, historien très catholique de l'Allemagne de la Réforme, qui nous montre l'aventure se terminant dans une atmosphère de débauche et d'orgie. Les intentions d'un Jean Mathys ou d'un Jean de Leyde étaient sans doute pures. Ce qui explique les excès de la fin, c'est moins leur système que les circonstances dans lesquelles il leur fallut l'appliquer. Solidement charpenté, écrit d'une plume exercée, sans fioritures inutiles, le récit est d'une extraordinaire intensité dramatique. Nul roman ne saurait être plus prenant que ce morceau d'histoire.

G. ZELLER.

Grande-Bretagne. — Il existe une question d'Écosse, devenue aiguë depuis un quart de siècle et qui, exploitant une différence fondamentale de tempérament entre Écossais et Anglais, tend à obtenir l'autonomie politique et une meilleure distribution des richesses économiques entre les deux partenaires de l'Union de 1707. Ce nationalisme, comme tous les autres, cherche son aliment dans les souvenirs historiques. Dès avant 1939, les ouvrages passionnés de Miss Agnes M. MacKenzie avaient tenté de récrire l'histoire d'Écosse à la lumière de ces aspirations nouvelles et de raviver l'antagonisme des races, thème unique, selon elle, de cette histoire. Le petit ouvrage de M. Duncan H. MacNeill, *The Scottish Realm, an approach to the political and constitutional history of Scotland* (Glasgow, A. J. Donaldson, 1947, in-12, 296 p. ; prix : 12 s. 6 d.), est de la même veine, plus intéressant à consulter pour l'historien de notre temps, comme témoignage des passions contemporaines, que comme une œuvre vraiment historique. Dans son désir de ressusciter le passé, il étreint des entités et se bat contre des fantômes. L'auteur, homme de loi ignorant la technique de l'histoire, reste insensible aux impératifs concrets de l'économie et de la structure sociale : sur l'une comme sur l'autre il émet des aphorismes d'une désarmante naïveté. Tout se borne à une conception exaltée de la Nation, immuable depuis Galgacus, « général » des Pictes contre Agricola, et de la Constitution, dont le double but est de protéger la Nation contre l'ennemi de l'extérieur et de maintenir l'ordre à l'intérieur. Il paraît que le système tribal celte, bien supérieur à la barbare féodalité, « développa la politique comme une science, avec le pouvoir souverain dans les mains du peuple armé, limitant la politique dans son application et ne la rendant pas omnipotente ». — Après s'être plaint qu'on arrête l'histoire d'Écosse à Culloden, M. MacNeill imite ses devanciers : il lui suffit de dix pages pour résumer les tribulations de son pays de 1746 à nos jours.

E. PY.

— *History of English literature*, by E. LEGOUIS and L. CAZAMIAN (London, Dent, 1948, xxi-1,401 p. ; prix : 15 s.). — On n'a pas à présenter cette histoire, depuis longtemps classique, de la littérature anglaise. Depuis la première édition, l'original français avait été souvent remis à jour par L. Cazamian. Celui-ci n'a pas cru pouvoir accomplir ce travail pour les huit ou dix dernières années, isolé qu'il était de l'Angleterre par les événements. L'état le plus récent du livre, augmenté d'un post-scriptum par R. Church, n'existe donc actuellement qu'en anglais. Tout lecteur qui désire se tenir au courant de la littérature d'imagination et de la critique parues à ce jour les trouvera ici, présentées avec autorité et de façon commode.

J. VALLETTE.

— Allardyce NICOLL, éd. *Shakespeare Survey I, An Annual Survey of Shakespearean Study and Production* (Cambridge University Press, 1948, x-144 p. ; prix : 12 s. 6 d.). — Premier tome d'une série d'études shakespeareiennes à paraître tous les ans. Les collaborateurs, aidés de correspondants étrangers, sont des spécialistes britanniques, américains, irlandais. Un des axes d'intérêt, cette année, est la scène élisabéthaine et son influence sur la dramaturgie de Shakespeare. Les principaux chapitres du livre concernent les recherches relatives à cette scène depuis 1900, les théâtres de Londres à la fin du xvi^e siècle, les représentations récentes en Angleterre et à l'étranger (la revue du *Hamlet* de Gide se borne trop au texte et ne dit rien, fût-ce pour le critiquer, du jeu de Barrault), ainsi que celle de *Titus*

Andronicus en 1595. Les riches ressources de la grande bibliothèque shakespeareienne Folger, à Washington, nous sont révélées. Les études parues l'an dernier sur Shakespeare sont passées en revue sous trois rubriques : essais critiques, études sur le texte, recherches sur la vie et le temps de l'écrivain. Vingt-quatre pages de reproductions de gravures et manuscrits anciens et de photos surtout relatives à la mise en scène contemporaine rehaussent l'intérêt de cette vue d'ensemble savante et fouillée qui offre la commodité de réunir des matériaux provenant du monde entier. J. V.

— William George ADDISON. *Religious equality in modern England, 1714-1914* (Londres, S. P. C. K., 1944, in-8°, vi-177 p. ; prix : 8 s. 6 d.). — Les douze chapitres de cette histoire de l'égalité religieuse pendant deux siècles s'ordonnent en quatre parties : l'inégalité (i-ii), l'abolition du Test (iii-v) et ses conséquences immédiates, la stagnation de 1830 à 1865 (vi-viii), les réformes depuis 1865 (ix-xii).

L'annexion de l'Écosse presbytérienne, l'arrivée au pouvoir de la dynastie luthérienne des Hanovre¹, l'esprit latitudinarien de l'épiscopat pouvaient paraître favoriser la cause de l'égalité religieuse. Elle marqua le pas, parce que Walpole ne voulut pas s'aliéner les *tories* et que la foule se révéla hostile aux méthodistes. Il fallut attendre 1790 pour que Burke, Priestley, Godwin, Mackintosh, Woolstoncraft puissent plaider la cause des minorités religieuses. Mais les *tories* voyaient dans les méthodistes, les radicaux, les membres des sociétés de correspondance de purs révolutionnaires et lord Sidmouth voulut restreindre les droits légaux des Dissenters. Après son échec (1810), Morley, Gurney, Hadfields, non conformistes enrichis, aidèrent Canning et, avec Russell et l'*United Committee*, firent abolir le Test (1828), prélude de l'émancipation catholique (1829).

Dès lors, la position des fidèles privilégiés parce que membres d'une Église d'État devient intenable. Dès 1833, un comité de dissidents publie ses griefs (exaction du paiement des dîmes, exclusion des universités, nécessité d'un certificat de *clergyman* pour le baptême, le mariage, l'inhumation). Peel fait la part du feu pour le baptême et le mariage. L'Église établie fait une belle défense, tandis que les communautés dissidentes, convaincues de la précellence du système volontaire sur les obligations légales, surtout au moment de la *Scottish disruption*, mettent au tout second plan leurs revendications. Miall fonde le *Nonconformist*. La *Liberation Society of Religion from State patronage* prospère. Disraeli, conservateur avisé, accorde de bon gré des réformes religieuses mineures : l'abolition de certains serments, l'ouverture de halls universitaires aux dissidents. Mais les Lords rejettent l'abolition des *Church Rates*.

Il faut attendre la loi électorale de 1867, l'arrivée des libéraux au pouvoir pour que disparaissent les servitudes légales qui frappent les dissidents en matière d'inhumation (Grey Act, 1855 ; bill du 7 septembre 1880), en matière d'enseignement lors du *Forster Bill* de 1871 et de l'amendement Temple. Mais les stipulations de cette loi mécontentent l'état-major politique du non-conformisme et Dale, puis J. Chamberlain menacent de quitter le parti libéral.

Dès lors, renonçant à ce volontarisme qui leur avait été cher, arguant du précédent du désétablissement irlandais, ils comptent tirer parti de leur force parlementaire pour séparer l'Église de l'État. Aux élections de 1884-1885, ils croient

1. Idée négligée par l'auteur et qui peut avoir quelque intérêt sous la reine Caroline.

atteindre le but. Mais, quand Parnell veut imposer le *Home Rule*, l'opinion, pour maintenir l'unité du royaume, cesse de s'intéresser au désétablissement. Le sort en est jeté. L'Eglise anglicane restera l'Eglise établie. Du moins les dissidents ont-ils obtenu l'égalité religieuse.

Documenté, vivant et intéressant, le livre de M. Addison comble une lacune de la littérature historique. Il mérite d'être lu et médité. E. Pn.

Inde. — D^r Beni Madhab BARUA. *Asoka and his inscriptions* (Calcutta, 1946, in-8°, xxxii-388 et 104 p., 5 planches). — Le roi Asoka, dont le souvenir est marqué sur le drapeau de l'Inde par la roue symbolisant en ce pays la royauté universelle, a été en fait le plus grand souverain du monde à son époque. Il a régné de 264 à 226 environ (on discute encore sur les années précises) avant J.-C. sur un empire allant de l'Arachosie au Bengale et des confins de la Bactriane au Mysore. Et ceci nous est attesté non par des récits légendaires, mais par ses propres inscriptions, gravées à plusieurs exemplaires dans les diverses provinces de cet empire. Nul souverain, à cette époque, n'était aussi puissant. L'Égypte des Ptolémées était un royaume beaucoup plus réduit. Les territoires des Séleucides étaient vastes, mais groupaient des peuples hétérogènes sous un gouvernement étranger chancelant par la révolte des Parthes. Déjà, Séleucus lui-même avait dû abandonner sans combat au grand-père d'Asoka, Candragupta, le fondateur de la dynastie Maurya, l'ancienne satrapie achéménide de l'Indus qu'Alexandre avait momentanément conquise. Plus à l'ouest, Rome et Carthage étaient encore pour longtemps aux prises. Plus à l'est, la Chine était en proie aux guerres de conquête des Ts'in, qui ne devaient s'achever qu'en 221 par le triomphe de Che-Hoang-ti. Mais, plus encore que par l'importance de ses États, Asoka a été grand par son idéal royal, grandiose et exceptionnel. Il a voulu établir dans ses possessions un ordre pacifique, juste et charitable, régulier comme celui des révolutions du cosmos, et il a tenté de persuader ses voisins, en particulier les rois grecs qu'il nomme, d'y concourir avec lui.

Il est surprenant que, bien que ces faits soient connus, au moins en gros, depuis plus d'un siècle, il n'ait pas encore été fait dans l'histoire générale ou universelle, telle qu'elle est conçue en Europe, une juste place à Asoka. L'horizon traditionnel de l'enseignement historique en Europe devra finir par s'étendre pour comprendre l'ensemble du monde à présent connu. En tout cas, il est naturel que les historiens indiens consacrent, comme l'a fait M. Barua, d'importantes études à Asoka.

M. Barua, connu de longue date pour ses études épigraphiques, et qui vient malheureusement de mourir, a divisé son livre en deux parties. L'une, la plus considérable, rassemble et coordonne toutes nos données sur Asoka afin de dégager sa biographie, de décrire son empire, l'organisation de ses États, son idéal politique et sa place dans l'histoire. La seconde partie contient des notes sur les inscriptions que M. Barua a par ailleurs éditées et intéresse spécialement les philologues. Mais la première, très amplement documentée, envisage à propos d'Asoka des problèmes de la plus grande portée, comme ceux des rapports de l'Inde avec l'Occident.

Beaucoup des points touchés sont encore obscurs et nous pouvons différer fréquemment d'opinion avec M. Barua, notamment en ce qui concerne la chronologie interne du règne d'Asoka, mais son ouvrage constitue un instrument de travail des plus précieux par ses références, ses citations et ses index et il a très bien dégagé

le trait essentiel de l'action de l'Inde dans l'histoire, l'effort qu'Asoka a poussé plus loin que tout autre vers le *dharmavijaya*, la « victoire par le Bon-Ordre ».

J. FILLIOZAT.

— W. G. ORR. *Armed Religious Ascetics in Northern India* (rep. from *Bulletin of the John Rylands Library*, 24, 1, avril 1940, in-8°, 22 p.). — Courte étude qui mérite attention pour la grande portée du problème qu'elle étudie, à la suite de J. N. Farquhar, *The Organisation of the Sannyāsīs of the Vedānta* (*J. R. As. Soc.*, juin 1925) et *The Fighting Ascetics of India* (*Bull. J. Rylands Libr.*, 9, 2). C'est un problème au premier abord surprenant que pose, en effet, l'existence dans l'Inde d'hommes qui tout à la fois font profession de renoncer à tout pour leur salut et se réunissent en bandes armées souvent pillardes et meurtrières. Il ne suffit pas de voir là un des innombrables contrastes de l'Inde, il faut expliquer cette étrange association de sainteté et de crime.

Il est aisé de juger que la sainteté peut n'être qu'un prétexte de bandits mécréants en pays profondément religieux et d'expliquer le banditisme par l'animalité et la misère. Mais l'étude historique du problème, amorcée par Farquhar et M. Orr, empêche de se contenter d'une explication sommaire de cette sorte.

M. Orr cherche l'origine de l'armement des « ascètes » dans les circonstances créées à partir du ^{xii}^e siècle par les désordres et les persécutions religieuses dus aux invasions musulmanes successives dans le nord de l'Inde. Les communautés religieuses ont dû armer des partisans pour assurer leur défense. Les divers groupes de ces partisans sont assez naturellement, une fois engagés dans les combats, conduits à lutter non seulement contre les ennemis communs, mais encore entre eux. Parcourant des régions misérables, ils ont été facilement et fréquemment entraînés à exiger par la violence ce dont ils avaient besoin pour leur subsistance, et au delà.

Il n'est pas douteux que cette explication soit exacte. Elle est corroborée notamment par le fait que c'est dans le Nord que les « ascètes armés » ont été les plus nombreux, dans les régions soumises aux invasions multiples et successives et où ces invasions introduisaient nombre d'aventuriers, d'hommes étrangers aux traditions indiennes de renoncement, de maîtrise et de sérénité et qui n'y étaient point fidèles quand ils les acceptaient.

Mais tout ceci ne suffit pas encore. En reprenant le problème, qui méritera de longues études, il faudra remarquer que l'Islam donnait l'exemple de la défense d'une foi par les armes, que déjà des brahmanes de la vallée de l'Indus ont lutté jusqu'à la mort contre Alexandre (Arrien, *Anabase*, VI, 2 et 5), quoique appartenant à une classe sociale non guerrière par essence. Il faudra se souvenir aussi que se sont parfois constitués dans l'Inde, en dehors de toute réaction contre les invasions musulmanes, des groupes guerriers par profession, mais caractérisés par un ensemble de pratiques religieuses communes, tels que les Nāyar du Malabar. De tels groupes sont, il est vrai, des castes où l'on n'entre que par la naissance et non des sectes ouvertes à tous. Mais il en est parfois ainsi des groupes guerriers religieux du Nord et leur existence implique la possibilité de l'alliance du métier militaire et de l'observance d'une règle religieuse même sans qu'une réaction de légitime défense ait mué le religieux en soldat. Au surplus, on exagère le contraste entre le fait d'être combattant et celui d'être religieux quand on désigne, comme le faisaient Farquhar et M. Orr, les guerriers sectaires du Nord de l'Inde comme

des « ascètes ». Ils se soumettent à des disciplines qui en font des saints à leur manière, mais non pas nécessairement aux mortifications qui, pour nous caractérisent les ascètes. Quoi qu'il en soit, ces confréries ont joué un rôle important dans la vie de l'Inde et sont capables de reparaitre au service d'idéaux religieux ou politiques.

J. F.

— René BOUVIER et Édouard MAYNIAL. *Le dernier des Grands Mogols. Vie d'Aureng Zeb* (Paris, Albin-Michel, 1947, in-8°, 317 p., XVI planches, couverture illustrée). — Intéressante biographie du plus fameux des Grands Mogols, rédigée à l'usage du grand public, mais pourvue d'une bibliographie consultée avec fruit. Dans cette bibliographie, comme dans le cours de l'exposé, une large place ayant été faite aux sources que sont les récits des voyageurs européens, on s'attendait à trouver mentionnées les données fournies par le voyageur hollandais Wouter Schouten (*Oost-indische Voyagie*, Amsterdam, 1676), dont la traduction française a eu plusieurs éditions.

Le caractère énigmatique d'Aureng Zeb est bien mis en lumière, sinon élucidé. Celui de son frère Dara méritait une étude plus approfondie et moins sévère. Dara a été un lettré et un esprit ouvert très supérieur à Aureng Zeb. L'hostilité de ce dernier contre lui ne s'explique pas uniquement par le désir de lui ravir le trône qui lui revenait, mais aussi, dans une certaine mesure, par le fait qu'il s'intéressait à la philosophie de l'Inde (il a fait traduire en persan les textes spéculatifs des *Upanishad*). Son attitude bienveillante envers la pensée des « infidèles » devait irriter tout particulièrement le rigide musulman qu'était Aureng Zeb.

L'exposé ne concerne que la vie d'Aureng Zeb et le titre ne promettait pas davantage. Cependant, pour une appréciation plus complète et plus juste d'Aureng Zeb comme empereur, l'étude de la vie de l'empire et des réactions de l'esprit indien sous le joug du Grand Mogol aurait dû être plus poussée.

J. F.

— S. P. SEN. *The French in India. First establishment and struggle*, with a foreword by Dr. S. N. SEN (University of Calcutta, 1947, in-8°, xviii-360 p.). — L'intérêt croissant dans l'Inde pour les études historiques nous vaut un exposé nouveau et original par un historien indien des premières entreprises commerciales françaises dans l'Inde. Du fait de l'impossibilité de recourir pendant la guerre, alors qu'il préparait son ouvrage, aux documents conservés en France, M. Sen n'a pas prétendu faire une étude exhaustive et se réserve de compléter celle-ci par de nouvelles recherches. Mais, outre les principaux documents déjà publiés, et avant tout les *Mémoires* de François Martin édités par Martineau, il a utilisé un manuscrit inédit de l'abbé Carré, intitulé *Le courrier de l'Orient*, qui est conservé à l'India Office à Londres, mais dont il existe une copie rotographique à Calcutta.

Après une étude sur la politique économique et coloniale de Colbert et sur les premières compagnies françaises pour le commerce des Indes, M. Sen décrit en détail l'expédition de la flotte de de la Haye, l'établissement de Surat, la croisière de la côte du Malabar, l'expédition à Ceylan, la prise et la perte de San Thomé et la fondation de Pondichéry, ainsi que divers épisodes des luttes avec les compagnies européennes rivales et certains des princes du pays.

L'exposé est ordonné et lucide. La conclusion générale est que l'arrivée dans l'Inde de l'escadre de de la Haye eût été capable de faire échec aux Hollandais, alors maîtres dans les mers indiennes, et de donner à la France les établissements

commerciaux rêvés par Colbert. Mais les dissensions entre les diverses autorités françaises, l'action équivoque de Caron, l'obstination de de la Haye à méconnaître les usages politiques du pays et surtout l'absence de soutien de la métropole à l'expédition qu'elle avait pourtant envoyée d'enthousiasme ont fait manquer le succès. Dans ses études subséquentes, M. Sen aura malheureusement à constater plus d'une fois encore l'incompréhension de Paris à l'égard des affaires de l'Inde.

J. F.

— R. D. CHOKSEY. *Economic History of the Bombay Deccan and Karnatak (1818-1868)*, with a foreword by Prof. D. R. GADGIL (Poona, 1945, in-8°, vii-369 p.). — Id. *Selections from the Deccan Commissioner's files (Peshwa Daftar). Period of transition (1818-1826)* (Poona, 1945, in-8°, xii-243 p.). — Ouvrages très bien documentés, représentant une enquête approfondie dans les archives de l'Inde relevant de la période d'organisation de l'administration britannique dans la plus grande partie de la présidence de Bombay.

Dans les documents qu'il a réunis, M. Choksey voit les preuves d'un grand travail accompli de bonne foi par des administrateurs anglais pour le bien de l'économie indienne. Il a joint aux pièces relatives aux productions, au commerce, à la consommation, réunies dans les *Selections*, quelques lettres sur les justes égards que les administrateurs devraient avoir constamment pour la population et ses coutumes, sur l'éducation et sur des faits d'esclavage. L'ouvrage présente d'utiles cartes, bibliographies et index.

J. F.

— P. J. GRIFFITHS. *The British in India* (London, 1946, in-8°, 222 p.). — M. Griffiths, leader du groupe européen à l'Assemblée législative indienne, est un ancien membre du Civil Service de l'Inde qui, jugeant l'Inde parvenue dans sa vie nationale à un stade où le progrès exige qu'elle s'administre elle-même, tente de faire le bilan de l'action anglaise dans la direction du pays jusqu'à la veille de l'indépendance. Il cherche à montrer objectivement que cette action a été, en somme, bienfaisante et souhaite que l'Inde s'en rende compte et s'en souviennent pour demeurer associée à l'Angleterre par libre choix. Il cherche aussi à informer le public anglais, qu'il a trouvé en 1944, lors d'un voyage en Angleterre, singulièrement mal instruit des choses de l'Inde.

Après avoir indiqué combien les jugements superficiels sur l'Inde peuvent être différents et également faux selon qu'elle a été vue seulement dans les grandes villes ou seulement dans les campagnes, il décrit à grands traits la société hindoue et la société musulmane dans leur histoire comme dans leur développement présent.

Le rappel historique est extrêmement sommaire, et devait l'être dans un livre de ce genre, mais les faits retenus ne paraissent pas être les plus importants qu'on pouvait choisir. Ce sont presque exclusivement des faits politiques très anciens qui n'ont plus aucune répercussion directe sur l'Inde actuelle.

C'est un fait capital dans l'histoire de l'Inde, et même dans l'histoire universelle, qu'il se soit trouvé au III^e siècle avant J.-C. un Asoka réunissant toute l'Inde sous son autorité, prônant un idéal de Bon Ordre universel et propageant le bouddhisme hors de ses frontières. C'est aussi une gloire dont l'Inde actuelle fait bien de se souvenir, mais qui n'éclaire nullement les problèmes présents de l'Inde.

L'histoire qui éclaire ceux-ci n'est pas celle des grands royaumes de jadis, mais celle, trop souvent négligée, des religions et des institutions sociales. Celles-ci sont

permanentes, même quand elles évoluent. Elles sont, à travers les événements passagers, venues de l'antiquité jusqu'à nous. Ce sont elles qui sont à la base de la pensée indienne moderne et qui interfèrent avec les idées occidentales. Ce sont elles qu'il eût été nécessaire de rappeler pour approfondir la compréhension de l'Inde d'aujourd'hui. Il était sans doute impossible de le faire dans un ouvrage destiné au grand public, mais l'auteur paraît les avoir oubliées. Il est certain qu'il faudra, au contraire, leur faire une place fort large dans des études plus approfondies.

En attendant, le livre de M. Griffiths donne un clair aperçu du point de vue sur l'Inde d'un fonctionnaire britannique averti et dévoué à sa tâche. J. F.

— Marguerite Eyer WILBUR. *The East India Company and the British Empire in the Far East* (New-York, Richard R. Smith, 1945, gr. in-8°, xii-477 p., 14 ill., 2 cartes, bibliographie et index). — Le livre de M^{me} Wilbur est une compilation de petits faits détachés. Aucun problème n'est posé, aucune ligne générale dégagée, aucun enchaînement montré, rien de nouveau n'est apporté. La bibliographie, où sont pêle-mêle les sources, les études critiques, les vues d'ensemble, les ouvrages de vulgarisation, a des lacunes importantes. On n'y trouve pas le livre de H. Dodwell sur Dupleix et Clive, non plus que celui de P. J. Thomas sur le mercantilisme et le commerce des Indes orientales, pas davantage celui de Bal Krishna sur les relations commerciales entre l'Inde et l'Angleterre de 1601 à 1757, etc. L'auteur prétend (p. ix) avoir consulté les sources du British Museum et du Foreign Office, mais ne dit pas dans quelle mesure, et cite quelques fonds en bloc (p. 452), sans références précises. Ce livre n'est pas utile. — Roland MOUSNIER.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES¹

I. HISTOIRE GÉNÉRALE ET INSTRUMENTS DE TRAVAIL

Charles-V. Aubrun. Nécrologie : le doyen Georges Cirot (1870-1946). [*Bull. hisp.*, t. XLVIII, n° 4, 1946.] — *Id.* Nécrologie : le Révérend Père Aimé Lambert. [*Ibid.*, t. XLVIII, n° 1, 1946.] — Robert Ricard. Nécrologie : Carlos Pereyra. [*Ibid.*, t. XLVII, n° 1, 1945.]

Max H. Fisch. H. W. Schneider's *A history of american philosophy*. [*J. of the hist. of ideas*, octobre 1947.] — Alburey Castell. Northrop's *Meeting of East and West*. [*Ibid.*, avril 1948.] — R. Geyl. Toynbee's system of civilizations. [*Ibid.*, janvier 1948.] — Jan Romein. Theoretical history. [*Ibid.*] — *Id.* Theoretische Geschichte. [*Schweizer Beiträge zur allg. Geschichte*, 1947, Bd. V.]

Lucien Febvre. Sur une forme d'histoire qui n'est pas la nôtre. (A propos de l'Introduction à l'histoire par Louis Halphen.) [*Annales*, janvier-mars 1948.] — François Crouzet. Tout va très bien, Madame l'Angleterre. (A propos de Trevelyan. *English social history*.) [*Ibid.*] — Thomas Charland, O. P. La critique d'authenticité. [*R. d'hist. de l'Amér. fr.*, mars 1948.] — Hajo Holborn. History and the humanities. [*J. of the hist. of ideas*, janvier 1948.]

Gonzalo de Reparaz Ruiz. Les études hispaniques aux États-Unis jusqu'en 1939. [*Bull. hisp.*, t. XLVII, n° 1, 1945, et t. XLVIII, nos 1 et 2, 1946.] — William J. Entwistle. British Hispanism during the War. [*Ibid.*, t. XLVIII, n° 1, 1946.] — François Chevalier. Publications espagnoles récentes relatives à l'Amérique. [*Ibid.*]

Carl Bridenbaugh. The neglected first half of American history. [*Am. hist. rev.*, avril 1948.] — Maurice T. Price. Sinism, a historical critique of H. G. Creel's Case for its preconfucian indigencity. [*J. of the hist. of ideas*, avril 1948.]

Abbé Berthet. Frontières vivantes : des lieux-dits aux provinces. [*Annales*, jan-

1. Périodiques analysés dans le présent fascicule : *American historical review* (avril 1948). — *Anjou historique* (avril-juin 1948). — *Annales* (janvier-mars 1948). — *Annales de Bourgogne* (janvier-mars 1948). — *Bulletin archéologique du Comité des travaux historiques et scientifiques* (1941-1942). — *Bulletin of the John Rylands Library Manchester* (1948). — *Bulletin historique et littéraire de la Société de l'histoire du protestantisme français* (janvier-mars 1948). — *Bulletin hispanique* (1945, 1946). — *Classica et mediaevalia* (1948, vol. IX). — *English historical review* (janvier 1948). — *Études slaves et roumaines* (1948, fasc. 5). — *Journal of modern history* (mars 1948). — *Journal of the history of the ideas* (octobre 1947 à avril 1948). — *1848 et les Révolutions du XIX^e siècle* (février 1948). — *Politique étrangère* (avril 1948). — *Revue archéologique* (octobre-décembre 1947). — *Revue bénédictine* (1947). — *Revue de la Méditerranée* (janvier-février et mars-avril 1948). — *Revue de Défense nationale* (avril, mai 1948). — *Revue de l'histoire de l'Amérique française* (mars 1948). — *Revue de l'histoire des religions* (janvier-juin 1948). — *Revue des Sciences humaines* (janvier-mars 1948). — *Schweizer Beiträge zur allgemeine Geschichte* (1947). — *Scientia* (mars-avril 1948). — *Speculum* (1947).

vier-mars 1948.] — *Charles Morazé*. Géographie ou réalité. (A propos de *Demanjeon*, La France économique et humaine, et *Bettelheim*, Bilan de l'économie française, 1919-1946. [*Ibid.*] — *Germaine Chérpin*. Une commune, trois types de maisons. (Ambierle, dans la Loire.) [*Ibid.*] — *Fernand Braudel*. Au Brésil : deux livres de Caio Prado. [*Ibid.*] — *L. Febvre*. Pour connaître les villes de France. (A propos des recherches de *Ferd. Lot.*) [*Ibid.*] — *Id.* Sorcellerie, sottise ou révolution mentale? [*Ibid.*] — *Henri Brunschwig*. Propos sur le prussianisme. [*Ibid.*] — *Jean-Paul Faivre*. Une économie polynésienne primitive : Tikopia. [*Ibid.*]

II. PRÉHISTOIRE, ORIENT ET ANTIQUITÉ CLASSIQUE

G. Bonarelli. Le berceau de l'humanité. (Le massif africain et son appendice naturel, la péninsule indienne.) [*Scientia*, mars-avril 1948.] — *A. J. H. Goodwin*. La préhistoire dans l'Afrique du Sud. [*Ibid.*]

Commandant *Broca*. Les batailles de chars dans l'Antiquité. [*R. de Déj. nat.*, mai 1948.] — *Jean Sainte-Fare-Garnot*. Bibliographie analytique des religions de l'Égypte (1939-1943) (5^e article). [*R. d'hist. des rel.*, janvier-juin 1947-1948.] — *P.-J. de Menasce*. La promotion de Vahrām. [*Ibid.*] — *T. Fish*. The Zu Bird. (Dieu sumérien.) [*Bull. of the John Rylands Library*, t. XXXI, 1948.] — *Ivan Engrell*. The 'Ebed Yahveh songs and the suffering Messiah in « Deutero-Isaiah ». [*Ibid.*]

P. de la Coste-Messelière. Thésée à Délos. [*R. A.*, t. XXVIII, octobre-décembre 1947.] — *Ch. Picard*. Est-ce un faux? (A propos de l'intaille publiée *R. É. A.*, t. XLIX, 1947, pl. I, p. 22-24.) [*Ibid.*] — *W. B. Sedgwick*. The frogs and the audience. [*Classica et mediaevalia*, 1948, vol. IX.] — *P. Montet*. Les noms des Grecs en ancien égyptien et l'antiquité des Grecs en Égypte. [*R. A.*, t. XXVIII, octobre-décembre 1947.] — *Eric G. Turner*. A Ptolemaic vineyard lease. (170 av. J.-C., Philadelphie, papyrus.) [*Bull. of the John Rylands Library*, t. XXXI, 1948.]

A. Merlin. Revue des publications épigraphiques relatives à l'antiquité romaine. [*R. A.*, t. XXVIII, octobre-décembre 1947.] — *Hartwig Frisch*. The first catilinarian conspiracy. [*Classica et mediaevalia*, 1948, vol. IX.] — *Rudi Thomsen*. The *Iter* statements of the *Liber coloniarum*. [*Ibid.*] — *Maurice Toussaint*. Le territoire et les limites de la *Civitas Leucorum*. [*Bull. arch. du Com. des tr. hist. et sc.*, 1941-1942.] — *C. Davillé*. La voie romaine de Naix (*Nasium*) à Langres (*Andematunnum*) et le centre routier de Grand. [*Ibid.*] — *M. Hénault*. La voie romaine de Bavi à Reims. (Dite chaussée de Brunehaut.) [*Ibid.*] — *Chanoine Drioux*. Langres gallo-romain : inventaire des mosaïques et enduits peints. [*Ibid.*] — *Commandant Martignon*. Destination des monuments connus sous le nom de souterrains-refuges. (En Tunisie.) [*Ibid.*] — *Id.* Pipes présumées antiques, trouvées en Afrique du Nord. [*Ibid.*] — *Franck Delage*. Marques de potiers gallo-romains recueillies dans la Corrèze. [*Ibid.*] — *Id.* Inventaire des marques de potiers gallo-romains trouvés à Limoges et dans la Haute-Vienne. [*Ibid.*] — *Émile Bouillon*. Nouvelles découvertes à l'hypogée de Coutignargue, plateau du Castellet, commune de Fontvielle (B.-du-R.). [*Ibid.*] — *J. Toutain*. Le problème d'Andrézy-sur-Seine : Andrézy dans l'Antiquité et au début du Moyen Age. [*Ibid.*]

F. Ebrard. Die Entstehung des *Corpus juris* nach den acht Einführungsgesetzen des Kaisers Justinian. [*Schweizer Beiträge zur allg. Geschichte*, Bd. V, 1947.]

III. LE MOYEN AGE

Hans Strahm. Mittelalterliche Stadtfreiheit. [*Schweizer Beiträge zur allg. Geschichte*, Bd. V, 1947.] — *Jacques Laurent*. Girart de Roussillon : une théorie renouvelée sur les chansons de geste. (A propos de la thèse de *R. Louis*.) [*A. de Bourg.*, janvier-mars 1948.] — *A. Bon*. A propos des châteaux de plan polygonal. [*R. A.*, t. XXVIII, octobre-décembre 1947.] — *Fr. Henry*. Habitations irlandaises du haut Moyen Age. [*Ibid.*] — *Bruno Boesch*. Neuere Forschungen zur Geschichte des deutschen Volksnamens. [*Schweizer Beiträge zur allg. Geschichte*, Bd. V, 1947.] — *Robert Latouche*. Coup d'œil sur l'histoire économique du royaume de France pendant le haut Moyen Age. [*Ibid.*]

Leslie Webber Jones. The Scriptorium at Corbie : I, the Library : II, the Script. [*Speculum*, t. XXII, 1947.] — *Francis N. Estey*. The meaning of *placitum* and *mallum* in the Capitularies. [*Ibid.*] — *Robert Lee Wolff*. Romania : the Latin Empire of Constantinople. (Étude sur l'usage du mot « Romania » aux XII^e et XIII^e siècles.) [*Ibid.*] — *John L. La Monte*. The lords of Caesarea in the period of the Crusades. (Généalogie rectifiée de ces seigneurs.) [*Ibid.*] — *Charles E. Nowell*. The old man of the Mountain. (Reprend l'histoire de la secte des Assassins et de la légende du Vieux de la Montagne aux XII^e et XIII^e siècles.) [*Ibid.*] — *Simon Stein*. Lex Salica, I et II. (La loi salique serait une compilation tardive, un faux composé au milieu du IX^e siècle !) [*Ibid.*] — *John R. Williams*. Godfrey of Rheims, an humanist of the eleventh century. [*Ibid.*] — *Archibald Ross Lewis*. The development of town government in twelfth century Montpellier. [*Ibid.*] — *Id.* Seigneurial administration in twelfth century Montpellier. [*Ibid.*] — *C. Oursel*. L'incendie de Vézelay en 1120. [*A. de Bourg.*, janvier-mars 1948.] — *Marcel Delafosse*. Notes d'histoire sociale. Les vigneron de l'Auxerrois (XIV^e-XV^e siècles.) [*Ibid.*]

Carl Stephenson. Notes on the composition and interpretation of Domesday Book. [*Speculum*, t. XXII, 1947.] — *Barnaby C. Keeney*. Military service and the development of nationalism in England, 1272-1327. [*Ibid.*] — *Carolina Skillaber*. Edward I, Builder of towns. (En Gascogne et dans le Pays de Galles.) [*Ibid.*] — *Henry S. Lucas*. John of Avesnes and Richard of Cornwall. (Rôle de Jean d'Avesnes comme agent électoral de Richard de Cornouailles en 1256-1257.) [*Ibid.*] — *Robert S. Hoyt*. Royal demesne, parliamentary taxation and the Realm, 1294-1322. (En Angleterre.) [*Ibid.*] — *B. Wilkinson*. The Sherburn indenture and the attack on the Despensers, 1321. [*Engl. hist. rev.*, janvier 1948.] — *F. A. Cazet et Sidney Painter*. The marriage of Isabelle of Angoulême. [*Ibid.*] — *G. P. Cuttino*. Another Memorandum book of Elias Joneston. (Début du XIV^e siècle.) [*Ibid.*] — *George L. Mosse*. Change and continuity in the Tudor constitution. [*Speculum*, t. XXII, 1947.]

Hans Sigrüst. Reichsreform und Schwabenkrieg. Ein Beitrag zur Geschichte der Entwicklung des Gegensatzes zwischen der Eidgenossenschaft und dem Reich. [*Schweizer Beiträge zur allg. Geschichte*, Bd. V, 1947.]

A. Radnóti. Une église du haut Moyen Age à Zalavár. [*Ét. slaves et roum.*, 1948, fasc. 1.] — *M. Gyóni*. Les Vlaques du Mont Athos au début du XII^e siècle. [*Ibid.*]

R. Almagià. Cristoforo Colombo davanti alla scienza. [*Scientia*, mars-avril 1948.] — *Georges Cirot*. L'épisode des Infants de Carrion dans le « Mio Cid » et la Chronique générale. [*Bull. hisp.*, t. XLVII, n° 1, 1945, et t. XLVIII, n° 1, 1946.] —

Id. L'affaire des malles du Cid. [*Ibid.*, t. XLVIII, n° 2, 1946.] — *Michel Etcheverry*. Entre religieux français et espagnols. (Histoire des relations entre saint Sauveur de Leyre et sainte Engrace de Port, du xii^e au xviii^e siècle.) [*Ibid.*, t. XLVIII, n° 1, 1946.]

III. LE XVI^e SIÈCLE ET L'ANCIEN RÉGIME

Henri de Navarre et « Messieurs de Genève » (1570-1589). [*Bull. hist. et litt. de la Soc. de l'hist. du Prot. fr.*, janvier-mars 1948.] — *L. Monnier*. La crise économique en France à la fin du xvi^e siècle. [*Annales*, janvier-mars 1948.] — *Werner Näf*. Schweizerischer Humanismus. Zu Glareans *Helvetiae descriptio*. [*Schweizer Beiträge zur allg. Geschichte*, Bd. V, 1947.]

P. Fidele de Ros. La connaissance de nous-mêmes d'après Laredo. (Ancien médecin devenu Frère Mineur, 1482-1540.) [*Bull. hisp.*, t. XLVII, n° 1, 1945.] — *Amada López de Meneses*. Las primeras embagadas rusas en Espana (1523, 1525 y 1527). [*Ibid.*, t. XLVIII, n° 3, 1946.] — *Robert Ricard*. Quelques remarques sur les « Moradas » de sainte Thérèse. [*Ibid.*, t. XLVII, n° 2, 1945.] — *J. Barbe*. Orientations de la science espagnole au xvi^e siècle. (Époque de grand progrès.) [*Ibid.*, t. XLVIII, n° 4, 1946.] — *Georges Cirot*. Coup d'œil sur la poésie épique du siècle d'or. [*Ibid.*]

Bonifacio de Echegaray. Se establecieron los Moriscos en el pais vasco de Francia? [*Ibid.*, t. XLVII, n° 1, 1945.] — *Silvio Zavala*. L'Utopie réalisée : Thomas More au Mexique. [*Annales*, janvier-mars 1948.]

Ferdinand Schevill. The controversial Medici. [*J. of mod. hist.*, mars 1948.]

Gerhard Schmidt. Mediterranean elements in the British Navigation Act. (De 1651 : exemples de Gènes et Venise.) [*Speculum*, t. XXII, 1947.] — *Lucien Febvre*. La vénalité des offices. (A propos de la thèse de *R. Mousnier*.) [*Annales*, janvier-mars 1948.] — *Jean Martin-Demézil*. Louis de Caumartin et la politique française en Suisse (1605-1607). [*Schweizer Beiträge zur allg. Geschichte*, Bd. V, 1947.] — *Paul Chenu*. Quelques documents d'archives sur l'hôtel Lallemand (de Bourges), conséquences relatives à l'ancien aménagement de cette demeure. [*Bull. arch. du Com. des Tr. hist. et sc.*, 1941-1942.]

Jean Delanglez, S. J. A mirage : the sea of the West (2^e partie). [*R. d'hist. de l'Am. fr.*, mars 1948.] — *Maurice Séguin*. Le régime seigneurial au pays de Québec, 1760-1854 (2^e article). [*Ibid.*] — *Agnès Dureau*. Les Français de l'Illinois de 1778 à 1792. [*Ibid.*] — *Lionel Groulx*. La querelle de l'eau-de-vie sous le régime français (bibliographie). [*Ibid.*]

Leroy E. Loemker. A note on the origin and problem of Leibniz's discourse of 1686. [*J. of the hist. of ideas*, octobre 1947.] — *Thomas P. Neill*. Quesnay and physiocracy. [*Ibid.*, avril 1948.] — *Alexandre Koyré*. Condorcet. [*Ibid.*] — *Hans Nef*. Jean Jacques Rousseau und die Idee des Rechtsstaates. [*Schweizer Beiträge zur allg. Geschichte*, Bd. V, 1947.]

IV. LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET LE XIX^e SIÈCLE

Alice B. Keith. Relaxations in the british restrictions on the american trade with the British West Indies, 1783-1802. [*J. of mod. hist.*, mars 1948.] — *Chanoine Uzureau*. Enquête sur les terroristes par le Comité révolutionnaire d'Angers. [*Angou hist.*, avril-juin 1948.] — *Alfred Cobban*. The fundamental ideas of Robes-

pierre. [*Engl. hist. rev.*, janvier 1948.] — *Chester P. Highby* et *Caroline B. Willis*. Industry and labor under Napoleon. [*Am. hist. rev.*, avril 1948.] — *C. Pitollet*. A propos du « Prince de la Paix » (Godoy). [*Bull. hisp.*, t. XLVIII, n° 1, 1946.]

Augustin Renaudet. En Italie. Restauration et réaction. Deux livres d'Adolfo Omodeo. [*Annales*, janvier-mars 1948.] — *R.-A. W. Notes*. Journal du pasteur Rodolphe Cuvier (1843-1847). [*Bull. hist. et litt. de la Soc. de l'hist. du Prot. fr.*, janvier-mars 1948.] — *Georges Creveuil*. La condition ouvrière et la crise de 1847 à Nantes. [1848 et les révol. du XIX^e siècle, février 1948.]

Ladislav Makkai. La révolution hongroise de 1848 et sa place dans l'évolution européenne. [*Ibid.*] — *Mastellone Salvo*. 1848 et l'Italie. [*Ibid.*] — *Marceli Handelsman*. 1848 et la question polonaise. [*Ibid.*] — *Marcel Emerit*. Les bons cousins de la forêt d'Oran. (Société secrète démocratique en 1848-1851.) [*R. de la Médit.*, mars-avril 1948.] — *Henri Guillemin*. Sur quelques inédits lamartiniens. (Extraits des archives de Saint-Point, deux se rattachent à la carrière politique du poète en 1848 et 1849.) [*Ibid.*]

R. P. de Foucauld. Lettres à M. Louis Mercier, II. [*Ibid.*] — *Maurice Reclus*. Trente ans de politique coloniale française. [*R. de Déf. nat.*, mai 1948.]

Joseph-S. Pons. Jacint Verdaguer. (Poète catalan du XIX^e siècle.) [*Bull. hisp.*, t. XLVII, 1945, n° 2.]

Francis H. Herrick. The second reform movement in Britain, 1850-1865. [*J. of the hist. of ideas*, avril 1948.] — *W. H. G. Armytage*. A. J. Mundella as Vice-president of the Council and the Schools Question, 1880-1885. [*Engl. hist. rev.*, janvier 1948.] — *Id.* Francis Richard John Sandford, first Baron Sandford, 1824-1894. (Son rôle dans la réforme de l'enseignement en Angleterre.) [*Bull. of the John Rylands Library*, t. XXXI, 1948.]

Richard J. Hooker. John Marshall on the judiciary, the Republicans and Jefferson, march 4, 1801. [*Am. hist. rev.*, avril 1948.] — *Jacques Lambert*. Facteurs démographiques de formation du caractère américain. [*Pol. étr.*, avril 1948.] — *Georges Friedmann*. Industrie et société aux États-Unis, I. [*Annales*, janvier-mars 1948.] — *Charles M. Haar*. E. L. Youmans : a chapter in the diffusion of science in America. (Après la guerre de Sécession.) [*J. of the hist. of ideas*, avril 1948.] — *Winston B. Thorson*. American public opinion and the Portsmouth peace conference. [*Am. hist. rev.*, avril 1948.]

Roderic H. Davison. The armenian crisis, 1912-1914. [*Ibid.*] — *David M. Fletcher*. An American mining company in the Mexican revolutions of 1911-1920. [*J. of mod. hist.*, mars 1948.]

VI. L'ÉPOQUE CONTEMPORAINE

Jacques Chastenet. Le glas de l'Europe (juillet-août 1914). [*R. de Déf. nat.*, avril 1948.]

Louis Gottschalk. Our Vichy fumble. [*J. of mod. hist.*, mars 1948.] — *Pierre Bouchart*. La Commission des Caraïbes. (Commission anglo-américaine créée en 1942 à laquelle France et Pays-Bas ont adhéré ; elle est chargée de « favoriser le développement des territoires « non autonomes » de la mer des Antilles ».) [*R. de Déf. nat.*, mai 1948.] — *Lucien Febvre*. Une tragédie, trois comptes-rendus, 1940-1944. (Souvenirs sur la dernière guerre de Halkin, Guehenno et Léon Werth.) [*Annales*, janvier-mars 1948.] — *Colonel Combaut*. Les télécommunications dans la troi-

sième guerre mondiale, II. [*R. de Déf. nat.*, mai 1948.] — *Lucien Chalmey*. L'effort de guerre de l'industrie électrique britannique. [*Ibid.*, avril 1948.] — *Général Gérardot*. La bataille aérienne. [*Ibid.*, mai 1948.] — *Capitaine Argoud*. La guerre psychologique (2^e article). [*Ibid.*, avril 1948.] — *Camille Rougeron*. La guerre biologique. [*Ibid.*, mai 1948.]

Maurice Pernot. Le Vatican, la guerre et la paix. [*Pol. étr.*, avril 1948.] — *Robert D. Warth*. Leon Trotsky : writer and historian. [*J. of mod. hist.*, mars 1948.]

Augustin Renaudet. En Italie. Lendemain de fascisme. [*Annales*, janvier-mars 1948.] — *Joseph Dresch*. Les responsabilités des intellectuels allemands. [*R. de Déf. nat.*, avril 1948.] — *P. Chauveau*. Le pouvoir législatif en Allemagne depuis l'occupation alliée jusqu'à la conférence de Londres. [*R. de la Médit.*, janvier-février, mars-avril 1948.] — *Pierre Graffin*. Le commerce inter-zones en Allemagne. [*Pol. étr.*, avril 1948.]

Harold Nicholson. L'Angleterre d'aujourd'hui. [*Ibid.*] — *P. George*. Questions agraires et problèmes d'actualité en Europe centrale. [*R. des Sc. hum.*, janvier-mars 1948.] — *Tibor Mende*. La Hongrie. Transformation sans violence. [*Pol. étr.*, avril 1948.] — *Louis Tissot*. Un grain de blé entre deux meules : l'Afghanistan. [*R. de Déf. nat.*, mai 1948.] — *Maurice Ferro*. La défense du Moyen-Orient. [*Ibid.*, avril 1948.] — *Marius Moutet*. Longues négociations. (Avec le Viet-Nam.) [*Pol. étr.*, avril 1948.]

VII. HISTOIRE RELIGIEUSE

A. Dupont-Sommer. Une inscription nouvelle du roi Kilamon et le dieu Re-koub-el. [*R. d'hist. des rel.*, janvier-juin 1947-1948.] — *E. Dhorme*. Les religions préislamiques d'après une publication récente. (Le t. IV de l'*Histoire générale des religions*, publiée par les éditions Quillet.) [*Ibid.*] — *Maurice Goguel*. Pneumatisme et eschatologie dans le christianisme primitif (2^e article). [*Ibid.*] — *Frederick A. Norwood*. Attitude of the Ante-Nicene Fathers toward Greek artistic achievement. [*J. of the hist. of ideas*, octobre 1947.]

Ph. Schmitz. Bulletin d'histoire bénédictine, t. V. [*R. bén.*, 1947.] — *C. Lambot*. Collection antique de sermons de saint Augustin. [*Ibid.*] — *J. Leclercq*. Prédication et rhétorique au temps de saint Augustin. [*Ibid.*] — *A. C. Lawson*. Consultationes Zacchaei Christiani et Apollonii Philosophi : a source of S. Isidore de Séville. [*Ibid.*] — *C. Lambot*. Le pontifical romain au Moyen Age. [*Ibid.*] — *A. Wilmart*. Une catéchèse baptismale du ix^e siècle. [*Ibid.*] — *D.-P. Blanchard*. Un bréviaire de Cluny. [*Ibid.*] — *W. Deonna*. Les crucifix de la vallée de Saas (Valais) : Sol et Luna. Histoire d'un thème iconographique (2^e article). [*R. d'hist. des rel.*, janvier-juin 1947-1948.]

CHRONIQUE

NÉCROLOGIE

LOUIS-CASIMIR ANDRÉ

(1867-1948)

Après une vie toute consacrée au travail et presque entièrement dédiée à l'histoire du règne de Louis XIV, M. Louis-Casimir André est mort le 17 mai 1948.

Il était né à Béziers le 10 août 1867 et, après des études au collège de Béziers, au lycée Lakanal et à la Faculté des lettres d'Aix, il était reçu à l'agrégation d'histoire en 1894 et poursuivait sa carrière de professeur, enseignant successivement à Bastia (1894-1896), à Toulon (1896-1898), à Montpellier (1898-1907). Ses thèses de doctorat sur *Michel Le Tellier et l'organisation de l'armée monarchique* et *Deux mémoires inédits de Claude Le Pelletier*, le 1^{er} mai 1906, le classaient parmi les érudits qui font l'honneur de notre Université.

Dès décembre 1907, il était nommé à Paris, au lycée Montaigne, puis au lycée Louis-le-Grand, où il enseigna jusqu'en avril 1923. Il y forma de nombreux historiens qui lui doivent leur méthode d'enseignement, leur souci d'investigation, leur loyauté des recherches bibliographiques. Mais déjà il avait entrepris avec son maître de la Faculté des lettres de Lyon, Émile Bourgeois, un immense répertoire sur les *Sources de l'histoire de France au XVII^e siècle*, dont les huit volumes, publiés de 1913 à 1935, demeurent, par les milliers de références qui y sont classées, décrites et analysées, le guide le plus précieux et le point de départ de tous les travaux concernant notre histoire entre 1610 et 1715.

Pendant des années, il a dépouillé des catalogues de bibliothèques, relevant pamphlets et journaux, brochures et mémoires, articles et livres intéressant cette période. Il les a lus et, avant d'en reproduire le titre, il les a analysés et résumé en quelques mots son bref jugement.

Le 19 avril 1923, il était nommé chargé de cours d'histoire moderne et contemporaine à la Faculté de Lille, puis maître de conférences et, en mars 1925, titularisé professeur.

Parallèlement, il donnait un enseignement comme maître de conférences à l'École pratique des Hautes-Études, augmentant ainsi le nombre de ses étudiants et les initiant à ses méthodes, tandis qu'il poursuivait ses recherches sur le Grand Siècle et éditait en trois volumes annotés le *Recueil des instructions données aux ambassadeurs de France en Hollande*, et publiait dans la *Revue historique*, dans le *Bulletin de la Société d'histoire moderne*, dans la *Revue de Synthèse historique*, dans la *Revue du Nord* le complément de ses recherches sur les manuscrits de la reine Christine, sur le procès du maréchal de la Mothe-Houdancourt, sur la disgrâce d'Arnauld de Pomponne, etc.

Il revenait encore sur la question de Louvois et, après une enquête aux Archives nationales et aux archives privées des Le Tellier, conservées au château de Bonnétable, dans la Sarthe, il publiait, sous le titre *Michel Le Tellier et Louvois*, une mise au point du rôle respectif des deux hommes d'État qui lui valut le grand prix Gobert en 1943.

Il poursuivait son œuvre en éditant et commentant le *Testament politique du cardinal de Richelieu*¹, paru chez Laffont en 1947, et venait d'achever pour la collection « L'évolution de l'Humanité » son volume *La monarchie absolue en France de 1559 à 1789*. Il en recopiait chaque jour le manuscrit ; le lundi de Pentecôte 1948, abandonnant un chapitre interrompu, il s'endormait à jamais.

Il laissait aussi le manuscrit d'un petit livre sur le *Société française à la fin du XIX^e siècle, d'après les conteurs et les romanciers*, délassément d'historien, qui paraîtra probablement dans les travaux de l'Université de Lille.

La Société languedocienne de géographie, la Société d'histoire moderne, la Société d'histoire de France, le Comité des travaux historiques et scientifiques l'avaient depuis longtemps accueilli parmi leurs membres et, secrétaire ou président, il avait été parmi les plus fidèles aux réunions. Modeste et inlassable dans le travail, toujours prêt à rendre service, curieux de tout ce qui intéressait sa grande époque, il n'avait que des amis. Ses travaux avaient semblé être des titres suffisants pour qu'il fût accueilli à l'Académie des sciences morales et politiques ; cette consécration suprême ne lui fut pas accordée. Du moins l'œuvre qu'il a édifiée restera longtemps la source où l'on viendra puiser des références précises et des jugements exacts, et cela ne vaut-il pas mieux pour sa renommée qu'un titre académique dans le souvenir de ses collègues, de ses élèves et de ses amis.

J. BONNEROT.

Soutenance de thèses pour le doctorat ès lettres par M. PFLAUM, le 12 juin 1948, à la Sorbonne : *Essai sur les procurateurs équestres sous le Haut-Empire romain*.

C'est à une soutenance de thèse remarquable en tous points que l'on pouvait assister, le 12 juin, à la Sorbonne. Rien, dans cet après-midi paisible, ne rappelait l'atmosphère tendue, désagréable, de certaines soutenances opposant un candidat faible de sa position, fort de ses travaux, à un jury qui multiplie les assauts d'éloquence insidieusement perfide. Excellamment présidé par M. Durry, le jury semblait s'être attaché à rendre la cérémonie aussi courtoise et intéressante que possible. La sincérité scientifique de M. Pflaum, qui tint à annoncer dans un de ses exposés la rectification d'une « erreur » depuis la remise de son texte, la valeur et le poids de l'œuvre présentée, tout cela justifiait l'atmosphère cordiale des débats.

Les deux sujets de thèse sont complémentaires l'un de l'autre, M. Pflaum ayant dû, en cours de travaux, dédoubler sa thèse principale, devenue trop importante. Aussi est-ce un *Corpus* des *cursus* procuratoriens équestres qui servait de thèse complémentaire et fournissait le matériel utile à la synthèse de l'ouvrage principal, intitulé : *Essai sur les procurateurs équestres sous le Haut-Empire romain*.

Aux dires de MM. Durry et Aymard, qui avaient à l'examiner, l'importance pratique du *Corpus* est très grande. Il y a là, réunis, classés, analysés et commentés, 357 *cursus* de procurateurs équestres. Le fouilleur exhumant une inscription nou-

1. Dont un compte-rendu paraîtra prochainement dans notre Revue.

velle au cours de ses travaux pourra désormais la replacer dans son cadre, la dater et l'expliquer facilement.

Fort élogieux, le rapporteur, M. Durry, se contenta de discuter quelques notices, de signaler de rares lacunes. La seule question d'importance fut ensuite posée par M. Aymard. En face d'une contradiction entre un témoignage épigraphique et un texte de Juvénal sur l'âge minimum auquel les primipiles devaient pouvoir accéder à une procuratèle, M. Pflaum a pris parti pour l'âge de soixante ans ; mais l'ensemble du jury est d'accord pour trouver, avec M. Aymard, cet âge bien avancé.

Par le titre d'*Essai* donné à sa thèse principale, M. Pflaum explique son ambition : compléter et non remplacer ses prédécesseurs A. Stein et O. Hirschfeld ; son but était de résoudre l'énigme de la hiérarchie équestre. L'analyse et la description des carrières procuratoriennes, leurs *cursus*, les problèmes de recrutement et d'avancement forment la seconde partie de l'ouvrage en fonction desquels il fut conçu et composé. Aussi la première partie pose-t-elle des questions plus générales d'ordre institutionnel : origine des procuratèles, dénombrement et décomposition de leurs effectifs, nature des pouvoirs des procureurs.

Les remarques formulées par MM. Seston, rapporteur, Piganiol et Marrou, peuvent se classer en deux catégories : d'une part, les critiques de points de détail ; d'autre part, les regrets sur ce qui n'est pas dans la thèse.

MM. Seston et Piganiol, en particulier, auraient aimé voir évoquer des problèmes encore plus généraux que le survol de l'administration des empereurs. M. Seston aurait voulu avoir plus de précisions sur l'origine des provinces procuratoriennes, savoir au nom de quel principe gouverne le procureur, puisque par définition il n'est pas magistrat. D'où, selon lui, la nécessité de remonter des procureurs au *princeps* et de soulever le problème de l'*auctoritas principis*. M. Piganiol se plaint, de même, que la thèse ainsi rédigée suppose parfois trop de choses connues du lecteur. Il regrette que l'origine du pouvoir procuratorien, la comparaison des carrières sénatoriales et équestres, les rapports des traitements et des dévaluations n'aient pas été discutés à fond.

Parmi les critiques portant sur le contenu même de la thèse, nous relevons une assez longue discussion sur les sens du mot *forma*, qui, dans une lettre de Fronton, semblait être employé dans deux acceptions différentes, « règlement » et « liste ». Le jury n'est pas arrivé à un accord général. M. Marrou, finalement, suggéra quelques corrections pour certaines procuratèles.

Si quelques points de cette thèse doivent être discutés (n'est-ce pas le propre de ces ouvrages?), le jury se montra unanime à reconnaître qu'elle renouvelle tout ce que nous savions de l'administration de l'empire romain et qu'elle servira de base à des études nouvelles. Il semble que ce soit le plus grand éloge que l'on puisse adresser à son auteur. La soutenance consacrait un éminent épigraphiste ; les thèses, dont il faut souhaiter l'impression au plus tôt, marquent une date dans l'histoire du Haut-Empire romain.

Janine Assa.

Le XXI^e Congrès international des orientalistes.

Le XXI^e Congrès international des orientalistes, organisé par la Société asiatique de Paris, s'est réuni à Paris du 23 au 31 juillet 1948, à la Fondation nationale des Sciences politiques, à l'École du Louvre et à l'École des langues orientales

vivantes. Les congrès de ce genre sont les manifestations périodiques d'une organisation internationale fondée à Paris en 1873, date du premier congrès. Les réunions ont lieu, en principe, tous les trois ans, mais elles ont été interrompues longuement à deux reprises par les grandes guerres mondiales. Elles ont pour but de rassembler les représentants des organisations scientifiques orientalistes de tous les pays pour prendre connaissance en commun des recherches en cours, confronter les résultats acquis dans les domaines connexes ou complémentaires et organiser la collaboration internationale dans les tâches de grande envergure qui la requièrent.

Les études intéressées sont toutes celles des sciences humaines en dehors des domaines de l'Europe, de l'Amérique et de l'Afrique noire, encore l'étude des rapports avec ces domaines ne manque-t-elle pas de donner lieu à une partie des travaux de chaque congrès. Ceux-ci ont été répartis en dix sections au XXI^e Congrès : égyptologie, études sémitiques, assyriologie, études iraniennes, centrasiatiques et turcologie, études indiennes, études indochinoises et indonésiennes, sinologie, études islamiques, Orient-Occident et Orient chrétien, protohistoire et ethnologie.

Dans toutes les sections, les communications sur des sujets d'archéologie et d'histoire ont été nombreuses. Plusieurs sections se sont groupées en séances communes pour étudier des questions intéressant plusieurs domaines simultanément, par exemple pour confronter les vues des égyptologues, assyriologues et sémitisants sur la chronologie de l'Orient classique ancien ou pour commémorer le millénaire du grand savant arabe al-Bêrûnî, auteur de la *Chronologie des Nations* et du mémoire sur l'*Inde*, source considérable pour l'histoire de la civilisation indienne, de la science indienne et des échanges scientifiques entre l'Islam et l'Inde.

Des manifestations diverses ont eu lieu en l'honneur du congrès ; réceptions officielles et expositions. Au Musée Guimet ont été présentées, outre les collections exposées en permanence, les principales pièces des fouilles de l'École française d'Extrême-Orient, dues à M. Malleret, qui ont confirmé l'existence de relations entre l'Indochine et l'empire romain au cours des premiers siècles de notre ère. Au Louvre ont été visitées les salles d'antiquités égyptiennes et orientales. Au Musée Cernuschi, l'exposition des nouvelles acquisitions du Musée de Téhéran, prêtées par le gouvernement iranien et comprenant notamment d'importantes épigraphes achéménides et une arsacide. La Société asiatique avait organisé à la Bibliothèque nationale une exposition d'écritures et de livres illustrant des travaux récents sur l'histoire générale de l'écriture et sur divers domaines de la paléographie. Le Cabinet des médailles présentait en même temps ses collections orientales et son centre de documentation de numismatique orientale. Une exposition de la France en Chine au XVIII^e siècle et une autre de l'Imprimerie nationale au service de l'orientalisme ont eu lieu aux Archives nationales. L'Imprimerie nationale avait, en outre, réédité, à l'occasion du Congrès, ses *Notices* et ses *Spécimens des caractères étrangers* qui lui permettent d'imprimer en un grand nombre de langues orientales et font d'elle un établissement d'une richesse unique.

Un certain nombre de décisions ont été prises pour l'exécution de grands travaux internationaux tels que la réédition de l'*Encyclopédie de l'Islam*, publiée à la suite des décisions prises au Congrès de 1897. Parmi les vœux les plus importants qui ont été émis, il convient surtout de signaler ici celui de l'introduction dans l'enseignement général de tous les pays de notions essentielles sur les grandes civilisations vivantes de l'Orient (Islam, Inde et Chine), pour compléter celles qui sont traditionnellement données sur les civilisations mortes de l'Orient classique.

Il est, en effet, apparu comme évident que les études classiques ne peuvent plus être bornées à l'horizon qu'elles avaient dû se fixer en un temps où le bassin méditerranéen et ses alentours formaient un monde isolé. L'histoire universelle, en particulier, n'est plus concevable, comme au temps de Bossuet, dans l'ignorance des trois grandes civilisations d'Asie restées modernes et dont relèvent un milliard d'hommes, soit la moitié de l'humanité.

Le Congrès, qui s'est déroulé sous la présidence de M. Jacques Bacot, président de la Société asiatique, avec M. René Grousset comme secrétaire général, a réuni 700 congressistes et 200 membres associés, représentant plus de trente pays. Il a été décidé que la XXII^e session aurait lieu à Istanbul en 1951. Les *Actes* du Congrès seront prochainement publiés.

J. FILLIOZAT.

Fêtes commémoratives de 1648, 1798, 1848 en Alsace. — Un comité s'est constitué à Strasbourg dans le but de célébrer ce triple anniversaire au moyen de cérémonies, concerts, expositions, conférences et publications. Une commission, présidée par M. Félix Ponteil, professeur à l'Université de Strasbourg, a dressé le programme de ces dernières, parmi lesquelles on annonce, entre autres : *Deux siècles d'histoire d'Alsace, 1648-1848*, par divers auteurs ; *Comment s'est faite la réunion de l'Alsace à la France*, par G. Zeller ; *Histoire d'Alsace*, par F. Ponteil ; *Trois siècles d'art alsacien, 1648-1948* ; *Le château des Rohan à Strasbourg*, par Hans Haug, etc.

— M. Charles BRAIBANT, le nouveau directeur des Archives de France, a inauguré ses fonctions, en quelque sorte, en ouvrant une intéressante exposition de *La paix de Westphalie, 1648*. Le catalogue qui en a été donné, et où se trouvent décrits des documents et des objets provenant d'un grand nombre de dépôts, de musées et de collections de France, des Pays-Bas et de Suède (Paris, les Amis des Archives nationales, 1948, 143 p., XV planches), méritera de demeurer parmi les bons instruments de travail consacrés à cette période de l'histoire française et internationale. En effet, non seulement les notices individuelles du catalogue, mais aussi les mises au point historiques, biographiques et géographiques, jusqu'à la bibliographie terminale, rendront des services même lorsque l'exposition ne sera plus qu'un lointain souvenir. M. Braibant a fait précéder ce catalogue d'une préface où l'on a plaisir à retrouver la plume de l'homme de lettres qu'est aussi le directeur des Archives de France.

Georges BOURGIN.

— La *Société d'Histoire du Théâtre*, qui a été fondée en 1932 sous la présidence d'Auguste Rondel, a publié, de 1933 à 1946, un intéressant bulletin de la *Société des historiens du Théâtre* et elle a patronné une collection qui porte son nom, dans laquelle vingt-quatre volumes ont déjà paru. L'ancien *Bulletin* est remplacé maintenant par une *Revue d'Histoire du Théâtre* dont le n° 1-2, 1948, vient de paraître. C'est un fascicule de 140 pages dans lequel on trouvera un certain nombre d'articles concernant l'histoire du théâtre, ainsi qu'un important supplément bibliographique comptant plus de 700 numéros se rapportant à des publications de 1944 à 1947.

La Société a pour président d'honneur Jacques Copeau, pour président Louis Jouvet, pour secrétaire général Raymond Lebègue, etc...

La cotisation pour les membres adhérents est de 600 francs (Trésorier de la Société : 55, rue Saint-Dominique, Paris, VII^e).

— *Institut d'histoire politique et constitutionnelle.* — Cet Institut, créé à Paris en 1936 par des juristes, des historiens et des hommes politiques de tous les pays du monde, et qui avait déjà conquis une place importante par ses travaux et ses publications, avait dû interrompre toutes ses activités en 1940.

Pour la première fois, son Conseil vient de se réunir à Paris et il a décidé d'organiser en 1949, à la Sorbonne, une session plénière de ses membres, dont l'ordre du jour des travaux comprendra l'étude :

1^o De la notion de « parti politique ».

2^o De l'évolution du régime parlementaire aux XIX^e et XX^e siècles.

Le Conseil de direction de l'Institut comprend un certain nombre de membres, parmi lesquels : MM. Julliot de La Morandière, C. Bloch, G. Bourgin, R. Cassin, P. Renouvin, Ph. Sagnac, Mirkine-Guetzewitch..., pour la France ; C. Brinton, J. Chamberlain, J. Nef..., pour les États-Unis ; R. Levene (Argentine), R. Altamira (Espagne), N. J. M. Van Eysinga (Pays-Bas), F. Van Kalken, F. Dehousse (Belgique), E. C. S. Wade (Angleterre), etc...

L'Institut envisage la possibilité de reprendre ses publications : monographies concernant les différents problèmes de la science politique et la *Revue d'histoire politique et constitutionnelle*, interrompue depuis 1940.

— Nos lecteurs connaissent depuis longtemps l'Institut français d'Afrique Noire (IFAN), dont l'animateur est M. Théodore Monod et dont les publications : *Bulletins*, *Mémoires*, *Catalogues*, *Initiations*, etc..., ont puissamment contribué au progrès de la connaissance de l'Afrique Occidentale et Équatoriale.

Afin d'élargir la base de son action, l'IFAN a entrepris la création de Centres locaux destinés à rassembler systématiquement les matériaux d'une connaissance plus approfondie des choses et des gens d'Afrique. La Guinée française est la première colonie à pouvoir créer un tel centre et mettre sur pied une revue : *Études guinéennes*, qui est le recueil original où seront publiés les renseignements, les notes, les études intéressant ce pays.

M. Jean Poujade a été chargé de la direction des *Études guinéennes*, qui publieront des études de géographie, d'histoire, d'ethnologie intéressant la Guinée. Les articles en langue étrangère pourront être résumés en français. Le n^o 1, qui porte le millésime 1947, vient de paraître¹.

IX^e CONGRÈS INTERNATIONAL DES SCIENCES HISTORIQUES

Le IX^e Congrès international des Sciences historiques se tiendra à Paris du 27 août au 2 septembre 1950. Le Comité français des Sciences historiques a été chargé de sa convocation et de son organisation.

Ce Congrès comportera les sections suivantes :

- a) Anthropologie et Démographie.
- b) Histoire des Idées.
- c) Histoire économique.
- d) Histoire sociale.
- e) Histoire des Civilisations.
- f) Histoire politique.

1. Toute la correspondance concernant la revue doit être adressée : Centre IFAN, B. P. 173, Conakry.

g) Histoire des Institutions.

Chacune de ces sections sera partagée en sous-sections :

- 1) Préhistoire et Histoire ancienne.
- 2) Histoire du Moyen Age.
- 3) Histoire moderne jusqu'à la guerre de 1914.
- 4) Histoire contemporaine depuis la guerre de 1914 jusqu'à l'année 1939.

Indépendamment de ces sections, un certain nombre de sujets, dont la liste sera publiée ultérieurement, feront l'objet de colloques particuliers au sein du Congrès.

Pour chaque section et sous-section, un rapport sera préparé et distribué à l'avance.

Ces rapports seront l'occasion d'une discussion que l'on s'efforcera d'organiser pour éviter des pertes de temps. L'examen des rapports et leur discussion occuperont les matinées du Congrès. Dans l'après-midi, les sections et sous-sections entendront et discuteront des communications du type habituel. Ces communications devront toutefois porter sur les sujets qui peuvent intéresser l'ensemble des congressistes, c'est-à-dire sur des questions qui peuvent suggérer des comparaisons.

Enfin, la veille de la clôture du Congrès, les rapporteurs et leurs adjoints se réuniront pour dresser, à l'aide de leurs rapports et des communications qui auront été soumises au Congrès, un bilan des questions sur lesquelles le Congrès a été amené à travailler afin d'établir des suggestions d'ordre scientifique, mais strictement pratiques (champs d'action sur lesquels il convient d'attirer l'attention des travailleurs, suggestions pour travaux d'équipe éventuels, publications à envisager). Ces suggestions et les vœux qui les accompagnent seront soumises à l'ensemble du Congrès dans sa dernière séance.

Organisation matérielle du Congrès.

a) *Inscription.* — Les historiens désireux de participer au Congrès international seront priés d'en aviser le plus tôt possible et, en tout cas, avant le 1^{er} mars 1950, le Comité organisateur. Le droit d'inscription a été fixé à 1,000 francs français payables à Paris. Les étudiants, sur justification d'un de leurs professeurs, auront à verser une souscription de 500 francs, payable dans les mêmes conditions.

b) *Logement.* — Le Comité organisateur s'efforcera de trouver des logements pour tous les congressistes dans les conditions raisonnables, imposées par la difficulté des temps. Pour faciliter son travail, les congressistes éventuels sont priés de faire connaître, dans les délais les plus rapprochés, leur intention de participer au Congrès.

c) *Voyage.* — Le Comité organisateur s'efforcera d'obtenir de la Société des Chemins de fer français une réduction substantielle sur les parcours ferroviaires en France.

Les Comités nationaux sont instamment priés d'obtenir de leurs Gouvernements, ou d'une autre manière, des facilités de voyage pour les historiens de leurs pays.

Tous renseignements devront être demandés et toute la correspondance devra être adressée au Comité français des Sciences historiques, 96, boulevard Raspail, Paris (VI^e).

— Le Bureau du *Comité international des Sciences historiques* s'était réuni à Copenhague, le 9 octobre 1948, pour mettre à exécution les recommandations de la

Commission plénière, réunie à Paris les 5 et 6 avril. Parmi les questions qu'il a eu à traiter, deux avaient attiré son attention.

L'une concernait l'acceptation des propositions faites par le Comité français des Sciences historiques pour l'organisation du Congrès international des Sciences historiques, à Paris, en 1950. Ces propositions, qui ne faisaient, d'ailleurs, que coordonner des critiques et des suggestions faites à l'occasion des Congrès tenus avant la guerre, visaient, avant tout, à organiser le travail du Congrès, à réduire le nombre des communications et à leur substituer en partie la discussion de rapports généraux ou particuliers. C'est à ces préoccupations que répond la communication qui précède.

La deuxième question qu'a étudiée le Bureau a été celle de l'adhésion du Comité français des Sciences historiques au Conseil international de la Philosophie et des Sciences humaines, qui est en train de se constituer. Le Bureau a conclu à l'adhésion.

Autriche. — La librairie Kleinmayr, de Klagenfurt, annonce la publication d'une revue trimestrielle de la vie intellectuelle des nations de l'est de l'Europe centrale, du sud-est de l'Europe et de l'Union Soviétique, dont le premier fascicule est paru (avril 1948) et qui comportera trois éditions parallèles en français (*Coup d'œil à l'Est*), en anglais (*Eastern Review*) et en allemand (*Blick nach Osten*). Cette revue, dont les directeurs sont Josef Matl, professeur à l'Université de Graz, et Heinrich Felix Schmid, professeur à l'Université de Vienne, publie, outre une chronique culturelle, des articles de fond et des comptes-rendus. On trouvera dans ce numéro 1 : H. F. Schmid, *L'Est européen et l'histoire universelle* ; J. Matl, *T. G. Masaryk et le problème panslave* ; L. Sadnik, *L'ancienne religion des Slaves : l'apport des recherches récentes*, et une chronique par H. F. Schmid, *Paysans et villes dans la période ancienne de l'histoire sociale des Slaves orientaux*, à propos de deux ouvrages de Boris D. Grekov et de M. N. Tichomirov parus à Moscou en 1946.

États-Unis. — Commémoration de la Révolution de 1848 à New-York. — L'anniversaire de la Révolution de 1848 a été célébré sous les auspices de la *Société d'histoire de la Révolution française* par diverses manifestations : conférences, expositions, publications. C'est ainsi qu'un certain nombre de professeurs américains et français (MM. Jean-Albert Bédé, professeur à Columbia, Crane Brinton, professeur à Harvard, Gilbert Chinard, professeur à Princeton, R. de Messières, de Wellesley College, Boris Mirkine-Guetzevitch, doyen de la Faculté de droit et des sciences politiques de l'École libre des Hautes-Études de New-York, Henry Peyre, de Yale University) ont exposé les divers aspects de l'histoire et de l'idéologie de 1848 au cours de la séance inaugurale qui a eu lieu le 27 février dernier.

Un numéro spécial des *Cahiers d'histoire de la Révolution française*, publié par la *Société d'histoire de la Révolution française*, doit être consacré à la Révolution de 1848.

Grande-Bretagne. — Nous avons reçu le n° 1 (qui porte la date de 1947) du *University of Birmingham Historical Journal*, qui doit paraître annuellement au début de chaque automne. Il publiera les travaux historiques des membres ou des anciens membres de l'Université ; chaque numéro contiendra plusieurs articles, dont un au moins consacré à l'histoire des Midlands. Il pourra publier des documents historiques, mais ne publiera aucun compte-rendu d'ouvrages. On trouvera

l'analyse de ce premier numéro sous notre rubrique des *Périodiques*. Le secrétaire de rédaction est Philip Styles et le prix de l'abonnement annuel 10 s. 6 d.

Italie. — Le 2 février 1948 est mort, à l'âge de soixante-quatorze ans, Gennaro MONDAINI, professeur à l'Université de Rome. Il avait acquis une autorité internationale par ses travaux d'histoire coloniale : *La questione dei negri nella storia e nella società nord-americana*, Torino, Bocca, 1898 ; *La sfera d'influenza nella storia coloniale e nel diritto*, Firenze, Seeber, 1902 ; *Le origini degli Stati Uniti d'America*, Milano, Hoepli, 1904 (*Collezione storica Villari*) ; *Politica coloniale e Socialismo*, Roma, Tip. Ed. Nat., 1911 ; *Storia coloniale dell'epoca contemporanea*, T. I : *La colonizzazione inglese*, Firenze, Barbera, 1916, traduit en français par G. Hervé, *Histoire coloniale de l'époque contemporaine. La colonisation anglaise*, Paris, Boccard, 2 vol. in-8° ; *L'assetto coloniale del mondo dopo la guerra*, Bologna, Cappelli, 1921 ; *Storia e Legislazione coloniale del Regno d'Italia*, Roma, Sampaolesi, 1924-1927, 2 vol. ; *L'evoluzione del lavoro nelle colonie e la Società delle Nazioni*, Padova, C. E. D. A. M., 1931 ; *La Legislazione coloniale italiana nel suo sviluppo storico e nel suo stato attuale (1881-1940)*, Milano, I. S. P. I., 1941, 2 vol.

CH.-A. JULIEN.

— Il est encore trop tôt pour faire le bilan de l'apport à nos connaissances réalistes par la commémoration de la Révolution de 1848, en général, et particulièrement dans chaque pays. Rien que pour la seule Italie, les manifestations ont été nombreuses et, à leur occasion, des contributions multiples élaborées.

Elles ont commencé — comme il se devait — par la Sicile, puisque, après tout, c'est par la Sicile que, sur le plan chronologique, la Révolution de 1848 a débuté pour l'Italie et pour l'Europe. Et elles se sont terminées, au mois d'octobre, par le Congrès Volta, organisé par l'*Accademia dei Lincei*, à Rome et quelques villes du Nord. Dans l'intervalle, Milan et son Congrès de l'histoire du Risorgimento ont réuni des savants italiens et étrangers, et les travaux qui y ont été présentés paraîtront bientôt, en entier ou résumés. Il y a eu ensuite Padoue, Venise, que sais-je ?

Pour la Sicile, c'est le 12 janvier 1948 et les jours suivants que, sur l'initiative de la Société sicilienne d'histoire nationale, s'est tenu un congrès dont les organisateurs ont été les professeurs E. di Carlo et G. Falzon, et qui fut présidé par le professeur N. Rodolico, assisté de MM. A. De Stefano et F. Valsecchi. Parmi les communications qui ont été présentées, il convient de noter les suivantes : MM. Ghisalberti, sur l'*Itianalité* de la Révolution sicilienne ; Valsecchi, sur les relations de l'Angleterre et de la Sicile en 1848 et la mission de lord Minto, d'où il résulterait que l'Angleterre ne semble pas avoir eu des visées impérialistes sur l'île en révolte ; G. Falzone, sur la candidature de Charles de Toscane en Sicile ; S. Markus, de l'Académie de Hongrie à Rome, sur les rapports entre Kossuth et les Siciliens ; R. Morghen sur l'œuvre de Michele Amari en ce qui concerne les vèpres siciliennes confrontées avec la révolution de 1848 ; E. Librino, sur l'action des agents siciliens à Naples et bourbonniens en Sicile ; L. Mondini, des opérations militaires des Siciliens contre l'armée bourbonnienne en 1848-1849 ; M^{lle} E. Morelli, sur Mazzini et la Sicile ; Rodolico, sur le sens réel du mouvement sicilien ; P.-F. Palumbo, sur l'aspect social de ce mouvement ; G. Fissella Velle, sur son aspect économique ; P. Brancato, sur le parlement sicilien ; N. D. Evola, sur l'activité de Crispi comme journaliste. Nous passons sur beaucoup d'autres communications, dont certaines susciteront

des discussions animées entre congressistes, et un vœu fut adopté afin que les sources publiques et privées concernant l'histoire de la Sicile en 1848 fussent de nouveau remises à la disposition des historiens de l'île. A ce vœu, je me permettrai d'en joindre un autre : c'est que les communications qui ont été présentées fassent l'objet d'une publication, qui les diffusera parmi les historiens qui n'ont pas eu le privilège d'être à Palerme en janvier 1948.

Georges BOURGIN.

Pologne. — L'*Institut occidental*, Société de recherches scientifiques sur les problèmes polono-allemands et les relations de la Pologne avec l'Occident, fondé auprès de l'Université de Poznan, inaugure la publication de la *Revue occidentale*, qui paraîtra deux fois par an en français (distribution en France par les Presses universitaires de France, 108, boulevard Saint-Germain, Paris). Chaque numéro comportera des articles, des documents et des comptes-rendus d'ouvrages. Le premier numéro, que nous venons de recevoir, est particulièrement riche en articles traitant de certains problèmes allemands et polonais de la guerre et de l'après-guerre.

U. R. S. S. — A l'*Institut d'histoire de l'Académie des Sciences*. — L'Institut a tenu, les 6 et 7 mars 1948, une session consacrée à l'histoire de la paysannerie. Après un exposé de B. D. GREKOV, qui résume les résultats déjà obtenus, S. V. BAKHRUŠIN pose quelques problèmes de méthode. Puis l'assemblée écoute un rapport de A. I. JAKOVLEV sur la recherche et la collecte de documents, effectuée par équipes depuis 1923, qui a permis la mise au jour d'un millier de pièces, se rapportant en particulier à la colonisation paysanne au sud et à l'est de l'Empire au cours du XVIII^e siècle, et au rôle du commerce et de l'artisanat dans la paysannerie près des grands centres (Novgorod, Nižnij-Novgorod, Toula). L'étude de la structure sociale de la paysannerie est facilitée aujourd'hui par une série de documents nouveaux inutilisés depuis Pierre le Grand, conservés en bon état et actuellement aux Archives. S. V. Bakhrušin fait observer que l'exposé de Jakovlev a un caractère trop strictement juridique. V. I. ŠUNKOV attire l'attention sur l'histoire des nationalités qui éclaire certains aspects de la colonisation.

Le rapport de E. A. LUCKIJ a pour objet l'étude de la paysannerie soviétique, la lutte qu'elle a menée sous la direction de la classe ouvrière, la construction d'un socialisme agraire et l'histoire des Kolkhozes.

V. M. LAVROVSKIJ présente un Recueil de travaux sur la paysannerie au Moyen Âge (actuellement sous presse), comportant trois parties : une première consacrée aux problèmes théoriques et à l'étude de la propriété et de la rente ; la seconde, à l'analyse des soulèvements paysans ; la troisième, à la fixation des paysans à la terre dans les pays d'Europe orientale. A la différence de l'ouvrage de la *Cambridge history* qui traite de ces problèmes, le Recueil en question lie étroitement à l'évolution de la législation agraire les mouvements sociaux qui ont agité les paysanneries de l'Occident et de l'Orient. V. M. Lavrovskij fait ensuite une communication sur les progrès de la technique agricole en Angleterre du XVII^e au XIX^e siècle.

M. A. BANC fait un rapport sur l'« école du professeur Knapp », qui a enseigné l'économie politique aux Universités de Leipzig et de Strasbourg (1874-1919), il souligne le caractère antimarxiste et l'insuffisance de ses conceptions sur l'histoire de la paysannerie allemande.

L'assemblée écoute, enfin, deux exposés de A. I. ANDREEV sur les Archives concernant la paysannerie du XVII^e siècle, très riches et trop peu utilisées, et de K. I.

SERBINA, sur les travaux de l'Institut d'histoire de Leningrad, parmi lesquels il faut citer une Histoire du soulèvement de Bolotnikov (par I. I. Smirnov) et un Recueil de matériaux concernant les mouvements agraires entre 1860 et 1870, l'un et l'autre sur le point de paraître¹.

R. PORTAL.

— Après une interruption de vingt ans, les *Annales byzantines*, que la mort de leur directeur, F. I. Uspenskij, avait arrêtées en 1928 au tome XXV, paraissent à nouveau. Leur premier numéro (t. XXVI, 1947), consacré à la mémoire d'Uspenskij, est présenté par A. P. Kazdan dans les *Izvestija* de l'Académie des Sciences (1948, t. V, n° 1) et par F. Rossejkin dans les *Voprosy istorii* (Questions d'histoire), 1948, n° 3. Il contient de fort intéressants articles, parmi lesquels : de B. T. Gorjanov, *F. I. Uspenskij et les études byzantines* ; — de N. V. Pigulevskaja, *La diplomatie byzantine et le commerce de la soie aux V^e-VII^e siècles* ; — de E. Č. Stržinskaja, *Les Gênois à Constantinople au XIV^e siècle* ; — de E. E. Lipšic, *La « commune » slave et son rôle dans le développement de la féodalité byzantine*. Les *Annales* publient également un article inédit de F. I. Uspenskij, *Le mouvement des peuples d'Asie centrale en Europe*. I : *Les Turcs* ; II : *Les Mongols*. Dans le même numéro sont vivement critiquées les conceptions historiques de la revue *Byzantion*.

R. P.

Allemagne. — Maurice Baumont a déjà montré² combien les historiens de la dernière guerre et de l'Allemagne contemporaine sont privilégiés par rapport à leurs prédécesseurs, puisque l'anéantissement de la puissance allemande, en 1945, a permis de mettre à leur disposition, parfois de publier, des documents de l'État allemand qui auraient dû normalement être soustraits à leur curiosité pour de longues décades, comme ils le sont, d'ailleurs, dans d'autres pays. La volonté des gouvernements alliés de poursuivre et de châtier les criminels de guerre allemands les a conduits aussi à intenter contre eux le procès monstre de Nuremberg au cours duquel des documents de la plus haute importance sur les origines, l'organisation, les méthodes des nazis dans la guerre comme dans la paix, ont été mis à jour. C'est l'énorme dossier de ce procès qu'ils ont décidé de publier dans les quatre langues utilisées au cours des audiences : anglais, russe, français, allemand. La publication comportera plus de trente-cinq volumes dont un certain nombre (à partir du volume 25) donneront le texte des documents retenus comme preuves par le tribunal. Déjà douze volumes ont paru (dont deux de documents, les tomes XXV et XXVI)³. On y lira le texte *in extenso* de l'acte d'accusation, des débats jour par jour, avec les interrogatoires et les réponses des accusés et des témoins, etc... L'ensemble constitue une source de documentation inestimable pour l'histoire de l'Allemagne depuis vingt ans et pour celle de la deuxième guerre mondiale.

M. C.

1. *Voprosy-istorii* — Questions d'histoire, 1948, n° 8.

2. Cf. *Les archives de la Wilhelmstrasse* (Revue historique, t. CXCVII, janvier-mars 1947, p. 157-158).

3. *Procès des grands criminels de guerre devant le tribunal militaire international, Nuremberg*, éd. à Nuremberg par le Secrétariat du tribunal sous la juridiction des autorités alliées de contrôle pour l'Allemagne.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

- Addison (William George)*. Religious equality in modern England, 1714-1914, 275.
- Alington (Cyril)*. The Life everlasting, 77.
- Almann (Ulrich)*. Hilfsbuch zur Geschichte des christlichen Kultus, 69.
- Andreas (Willy)*. Staatskunst und Diplomatie der Venezianer im Spiegel ihrer Gesandtsberichte, 252.
- Arranz Velarde (F.)*. La España musulmana, 101.
- Arregui (Domingo Lazaro de)*. Descripción de la Nueva Galicia, 255.
- Aubarède (Gabriel d')*. La révolution des saints (1520-1536), 273.
- Aubert (Marcel) et Verrier (Jean)*. L'architecture française des origines à la fin de l'époque romane, 136.
- L'architecture française à l'époque gothique, 136.
- Baer (Fritz)*. Die Juden im christlichen Spanien, 223.
- Ballester Beretta (A.)*. El itinerario de Alfonso el Sabio, t. I, 108.
- Historia de España y su influencia en la historia universal, 93.
- Barbey (Bernard)*. P. C. du général, 126.
- Barjot (Pierre)*. Le débarquement du 8 novembre 1942 en Afrique du Nord, 127.
- Barua (D^r Beni Madhab)*. Asoka and his inscriptions, 276.
- Bavoux (Francis)*. La sorcellerie au pays de Quingey, 272.
- Beals (Carleton)*. The Coming Struggle for Latin America, 124.
- Blanc (Alphonse)*. Royat, 136.
- Blanchet (Adrien)*. Voir *Schlumberger (Gustave)*.
- Bouchary (M.)*. Éd. de : La déclaration des droits de l'homme et du citoyen et la Constitution de 1791, 137.
- Bouvier (René) et Mayniel (Édouard)*. Le dernier des Grands Mogols. Vie d'Aurang Zeb, 278.
- Braulio (San)*. Vita Sancti Emiliani, 95.
- Busquet (Raoul)*. Histoire de Marseille, 111.
- Busto (Bernabé de)*. Geschichte des Schmal-kaldischen Krieges, 251.
- Cagigas (Isidro de las)*. Minorías étnico-religiosas de la Edad Media española : Los Mozarabes, t. I, 101.
- Calendar of the american fur Company's Papier, 131.
- Carillo de Hucie (Pedro)*. Cronica del Halconero de Juan II, 90.
- Carrington (Philipp)*. The primitive Christian Catechism, a Study in the Epistles, 74.
- Carron (Lucien)*. Fantassins sur l'Aisne, 127.
- Cartagena (Alfonso de)*. Defensorium unitatis Christianae, 224.
- Cartulario de Poblet, 221.
- Cartulario de San Cugat del Valles, 221.
- Casto M. del Rivero*. Indice de las personas, lugares y cosas notables que se mencionan en las tres Crónicas de los Reyes de Castilla Alfonso X, Sancho IV y Fernando IV, 88.
- Casamian (L.)*. Voir *Legouis (E.)*.
- Chabod (Federico)*. Per la storia religiosa dello Stato di Milano durante il dominio di Carlo V, 253.
- Chabot (Georges)*. Les villes. Aperçu de géographie humaine, 123.
- Chalandon (Ferdinand)*. Voir *Schlumberger (Gustave)*.
- Choksey (R. D.)*. Economic History of the Bombay Deccan and Karnatak (1818-1868), 279.
- Cilleuls (Jean des)*. Au corps de cavalerie avec le Service de Santé (septembre 1939-juliet 1940), 127.
- Colección de Crónicas españolas, ed. y est. por Juan de Mata Carriazo, 89.
- Concha y Martinez (I. de la)*. La « Presura ». La ocupacion de tierras desiertas en los primeros tiempos de la Reconquista, 234.
- Contenau (G.)*. La magie chez les Assyriens et les Babyloniens, 237.
- Les civilisations anciennes du Proche-Orient, 237.
- Le déluge babylonien, 237.
- Manuel d'archéologie orientale depuis les origines jusqu'à l'époque d'Alexandre, 237.
- Crouse (Nellie M.)*. French Pioneers in the West Indies (1624-1664). The French

- Struggle for the West-Indies (1665-1713), 115.
- Cullmann (Oscar). Christus und die Zeit. Die urchristliche Zeit- und Geschichtsauffassung, 78.
- Curtis (Edmund). Ed. de : Calendar of Ormond Deeds, 256.
- Darcy (Robert). Oraison funèbre pour la Vieille Armée, 128.
- David (Pierre). Études historiques sur la Galice et le Portugal, 106, 222.
- Études sur le Livre de saint Jacques attribué au pape Calixte II, 226.
- Davies (W. D.). Paul and Rabbinic Judaism, Some Rabbinic Elements in Pauline Theology, 75.
- Delecloux (Paul). Der Geheimprotestantismus in Kärnten während der Regierung Karl VI (1711-1740), 128.
- Delangles (Jean). El Rio del Espíritu Santo, 131.
- Delaporte (L.). Voir Huart (Cl.).
- Del Arco y Garay. Repertorio de manuscritos referentes a la Historia de Aragón, 90.
- De Meester de Ravenstein (B.). Lettres de Philippe et de Jean-Jacques Chiffet sur les affaires des Pays-Bas (1627-1629), 130.
- Deshoulières (F.). Les églises de l'onzième siècle en France, 137.
- Doehaerd (Renée). L'expansion économique belge au Moyen Age, 129.
- Doumenc (général A.). Dunkerque et la campagne de Flandre, 127.
- Dübler (Cesar E.). Über die Wirtschaftleben auf der iberischen Halbinsel von XI zum XIII Jahrhundert, 235.
- Dufour (J.-E.). Dictionnaire topographique du Forez et des paroisses du Lyonnais et du Beaujolais formant le département de la Loire, 242.
- Dupont-Sommer (A.). La doctrine gnostique de la lettre « wāw » d'après une lamelle araméenne inédite, 80.
- Ebel (Dr Ernst). Rumänien und die Mittelmächte, von der russisch-türkischen Krise 1877-1878 bis zum Bukarester Frieden vom 10 August 1913, 260.
- Ehrmann (Henry W.). French Labor from Popular Front to Liberation, 264.
- El Victorial. Cronica de D. Pedro Niño, conde de Buena por su alférez Gutierrez Diaz de Games, 89.
- Eseriou (J. M.). La Abadesa de las Huelgas, 223.
- Établissements des Jésuites en France depuis quatre siècles (Les), 135.
- Études historiques. Mélanges 1945, III (Faculté des lettres de Strasbourg), 269.
- Ferrara (Orestes). Un pleito sucesorio : Enrique IV, Isabel de Castilla y la Beltraneja, 220.
- Finegan (Jack). Light from the Ancient Past. The Archeological Background of the Hebrew-Christian Religion, 70.
- Fuentes (Francisco). Catalogo de los archivos ecclesiasticos de Tudela, 222.
- Gaibrois Ballesteros (Mercedes). Maria de Molina, 219.
- Gama Barros (Henrique de). Historia da Administração publica em Portugal nos seculos XII a XV, 229.
- Gamelin (général). Servir. III : La guerre, 125.
- Ganshof (F.-L.). Qu'est-ce que la féodalité? 198.
- García Gallo (Alfonso). Historia del Derecho español, t. I, 228.
- Curso de Historia del Derecho español, t. I, 228.
- Garza Villada (Z.). Historia eclesiastica de España, 222.
- González (Julio). Alfonso IX, 107.
- Regesta de Fernando II, 107.
- Gonzalez Palencia (A.). Moros y cristianos en la España medieval, 227.
- El arzobispo D. Raimondo de Toledo, 228.
- Goodwin (William B.). The runes of Great Ireland in New England, 131.
- Goubert (Père). L'empereur Maurice et son temps. — L'Espagne byzantine, 148.
- Grant (Robert M.). Second century christianity, A Collection of Fragments, 70.
- Griffiths (P. J.). The British in India, 279.
- Gunnar Tillander (M.). Los fueros de Aragón segun el Ms 458 de la Biblioteca Nacional de Madrid, 229.
- Hackert (Hermann). Die Staatschrift Gasparo Contarini und die politischen Verhältnisse im sechzehnten Jahrhundert, 252.
- Hall Stewart (J.). France 1715-1815. A Guide to materials in Cleveland, 135.
- Hammer-Purgstall (Josef, Fhr. con). Erinnerungen aus meinem Leben, 1774-1852, 129.
- Hechos del Condestable Don Miguel de Iranzo, 90.
- Huart (Cl.) et Delaporte (L.). L'Iran antique (Élam et Perse), 271.
- Hyde (Walter Woodburn). Paganism to Christianity in the Roman Empire, 72.
- Ancient Greek Mariners, 125.
- Jánosy (Denis). Kossuth et l'émigration hongroise en Angleterre et en Amérique en 1851-1852, 134.
- Javier Mur (Aurea de). Maria de Molina, reina de Aragón, 220.

- Junius*. Les Oligarques. Essai d'histoire partielle, 109.
- Katz (Salomon)*. The Jews in the visigothic and frankish Kingdoms of Spain and Gaul, 96.
- Keramapoullou (Antonios D.)*. Οι Έλληνες και οι Βέσπαιος γαιτνας, 123.
- Kern (Anton)*. Ein Kampf ums Recht. Grundherren und Weinbauern in der Steiermark im 16. und 17. Jahrhundert, 128.
- Lacarra (J. M.)*. Textos navarros del Codice de Roda, 88.
- Documentos para el estudio de la Reconquista y repoblacion del valle del Ebro, 1ª serie, 234.
- Lambert (Élie)*. L'art en Espagne et au Portugal, 132.
- Leffore (Joseph)*. Documents relatifs à la juridiction des nonces et internonces des Pays-Bas pendant le régime espagnol (1596-1706), 130.
- Legouis (E.) et Cazamian (L.)*. History of English literature, 274.
- Lespès (Henri)*. De l'usine au maquis, 128.
- Lévi-Provençal (E.)*. Histoire de l'Espagne musulmane du Kitab al-A'lam par Lisan ad-Din Ibn al Khatib, 99.
- Liber Sancti Jacobi*. Codex Calixtinus, 225.
- Lorts (Joseph)*. Die Reformation in Deutschland, 248.
- Luciano Serrano (D.)*. Los conversos D. Pablo de Santa Maria y D. Alfonso de Cartagena, 225.
- Lynch (Ch. H.)*. Saint Braulio, bishop of Saragossa, 95.
- Mac Donald (Mary)*. The Republic of Austria, 1918-1934, 129.
- Mackinnon (James)*. The origins of the Reformation, 248.
- MacNeill (Duncan H.)*. The Scottish Realm, 274.
- Mados (Jose)*. Epistolario de San Braulio de Zaragoza, 95.
- Mâle (Émile)*. Notre-Dame de Chartres, 244.
- Manuel de la Recherche documentaire en France*. Géographie, 135.
- Mateu y Llopis*. La moneda española, 88.
- Maynial (Édouard)*. Voir Bouvier (René).
- Menendez Pidal (Gonzalo)*. Atlas Histórico Español, 87.
- Historia de España, 93, 94.
- Meradith Jones*. Historia Karoli Magni et Rotholandi ou Chronique du Pseudo-Turpin, 225.
- Méri (Jules)*. L'agriculture et la société agraire en Hongrie de 1790 à 1848, 134.
- Michelet (J.)*. Introduction à l'histoire universelle, éd. par L. Febvre, 138.
- Milenskovich-Morold (Max von)*. Vom Abend zum Morgen. Aus dem alten Oesterreich ins neue Deutschland, 129.
- Miller (John C.)*. The Origins of the American Revolution, 119.
- Miquel Rosel (Francisco)*. Liber feudorum mayor. Cartulario Real qui se conserva en el Archivo de la Corona de Aragón, 91.
- Mireaux (Émile)*. La Chanson de Roland et l'histoire de France, 271.
- Mitchell (John Hewitt)*. The Court of the Connetablie, 273.
- Mousset (Albert)*. Histoire d'Espagne, 94, 133.
- Murphy (Francis X.)*. Rufinus of Aquileia (345-411), 82.
- Nautin (Pierre)*. Hippolyte et Josipe. Contribution à l'histoire de la littérature chrétienne du III^e siècle, 81.
- Nef (John)*. The works of the Mind, 268.
- Nicoll (Allardyce)*. Shakespeare Survey I, 274.
- Niermeyer (J. F.)*. De Wording van onze volkshouding, 139.
- Oesterley (W. O. E.)*. The Jews and Judaism during the Greek Period, 71.
- Orr (W. G.)*. Armed Religious Ascetics in Northern India, 277.
- Paz y Espeso*. Catalogo de Tomos de Varios, 91.
- Perez de Urbel*. San Isidoro de Sevilla, 95.
- San Eulogio de Córdoba o la vida andaluza en el siglo IX, 101.
- Historia del condado de Castilla, 104.
- Historia de la Orden Benedictina, 223.
- Los monges españoles en la Edad Media, 223.
- Pflaum*. Essai sur les procureurs équestres sous le Haut-Empire romain, 288.
- Picard (Charles)*. La vie dans la Grèce classique, 124.
- Pilcher (Charles Venn)*. The Hereafter in Jewish and Christian Thought, 77.
- Pirenne (Jacques)*. Les grands courants de l'histoire universelle. II : De l'expansion musulmane aux traités de Westphalie, 268.
- Prieto Bances (R.)*. La explotación rural del dominio de San Vicente de Oviedo en los siglos X a XIII, 234.
- Pritchett (John Perry)*. The Red River Valley (1811-1849), 258.
- Prümm (Karl)*. Religionsgeschichtliches Handbuch für den Raum der altchristlichen Umwelt, 73.
- Pulgar (Fernando de)*. Cronica de los Rey Católicos, 90.
- Restany (Joseph)*. Une entreprise clandestine sous l'occupation allemande, 127.
- Rollet (Henri)*. L'action sociale des catho-

- liques (1871-1901). — Une tentative du parti catholique en 1885, 150.
- Rubio y Balaguer (J.). Vida española en la época gótica, siglos XII a XV, 236.
- Saint Paul. Epître aux Hébreux, trad. du P. Joseph Bonsirven, 67.
- Salis (J. R. von). Giuseppe Motta, dreissig Jahre eidgenössische Politik, 266.
- Sánchez Albornoz (Cl.). Ruina y extinción del municipio romano en España e instituciones qui le reemplazan, 98.
- El « Abjar Maymn'a », cuestiones historiográficas que suscita, 100.
- La España musulmana, 101.
- Muzú en Asturias? Los musulmanes y los Astures transmontanos ante de Covadonga, 102.
- En torno al feudalismo, 230.
- El precio de la vida en el reino asturleonés hace mil años, 236.
- Sanchez Alonso (Benito). Fuentes de la Historia española e hispano-americana, 87.
- Historia de la Historiografía Española, 86.
- Sanchez Perez (Jose Augusto). Alfonso X el Sabio, 108.
- Sanz y Ruiz de la Peña (N.). Don Pedro de Castilla, el rey galán y justiciero, 219.
- Schlumberger (Gustave), Chalandon (Ferdinand) et Blanchet (Adrien). Sigillographie de l'Orient latin, 240.
- Schneider (Jean). La ville de Metz aux XIII^e et XIV^e siècles. — Le livre de comptes des merciers messins Leclerc et de Moyeuve, 149.
- Schouteden-Wery (J.). Charles de Lorraine et son temps, 130.
- Sen (S. P.). The French in India, 278.
- Serrano (D. Luciano). El obispado de Burgos y la Castilla primitiva, desde el siglo V al XII, 103.
- Silio (Cesar). D. Alvaro de Luno y su tiempo, 220.
- Slicher van Bath (B. H.). Mensch en land in de Middeleeuwen, 246.
- Sources chrétiennes, coll. dirigée par les RR. PP. de Lubac et Daniélou, 66.
- Tassier (Suzanne). Idées et profils du XVIII^e siècle, 130.
- The Second Chance. America and the Peace, 124.
- Thomazi (A.). La guerre sur mer. II : Sous-marins et croiseurs français, 127.
- Urs von Balthasar (Hans). Kosmische Liturgie. Maximus der Bekenner : Höhe und Krise des griechischen Weltbilds, 82.
- Vaillé (Eugène). Histoire des postes jusqu'à la Révolution, 136.
- Van der Essen (Alfred). Quelles étaient les « dix-sept » provinces « des Pays-Bas »? 139.
- Van Rhijn (J.). Rotterdam, 1940-1946, 139.
- Vasquez de Parga (Luis). La division de Wamba, 222.
- Vega (Angel Custodio). El pontificado y la Iglesia española en los primeros siete siglos, 223.
- Verrier (Jean). Voir Aubert (Marcel).
- Vicens Vives (Jaime). Historia de las remensas en el siglo XV, 235.
- Viellard (Jeanne). Le guide du pèlerin de Saint-Jacques-de-Compostelle, 226.
- Vilar (P.). Histoire de l'Espagne, 133.
- Wendel (François). L'Eglise de Strasbourg, sa construction et son organisation (1532-1535), 253.
- Wilbur (Marguerite Fyer). The East India Company and the British Empire, 280.
- Wright (Gordon). Raymond Poincaré and the French Presidency, 263.
- Beare (Francis). The First Epistle of Peter, 68.
- Zévaès (Alexandre). De l'introduction du marxisme en France, 121.
- Zunsunegui (José). El reino de Navarra y su obispado de Pamplona durante la primera época del Cisma de Occidente, 220.

TABLE DES MATIÈRES

ARTICLES DE FOND

	Pages
CALMETTE (Germain). La crise actuelle des Bibliothèques universitaires de Paris	15
LEFEBVRE (Georges). A propos d'un centenaire.	1
LÉONARD (Émile-G.). Le protestantisme français au XVII ^e siècle.	153
RENOUVIN (Pierre). Les origines de l'expédition de Fachoda.	180

MÉLANGES

BOUTRUCHE (Robert). Qu'est-ce que la féodalité?	198
MARC-BONNET (Henry). Le Saint-Siège et Charles d'Anjou sous Innocent IV et Alexandre IV (1245-1264)	38
MASON (Germaine-Marie). Le départ de Louis-Philippe pour l'Angleterre.	202
MICHEL (H.). Les principales sources françaises de l'histoire de la deuxième guerre mondiale	206

BULLETINS HISTORIQUES

<i>Histoire ancienne du Christianisme</i> , par Marcel SIMON.	66
<i>Histoire d'Espagne. Moyen Age. Années 1936-1947</i> , par M. DEFOURNEAUX.	85, 219

COMPTES-RENDUS CRITIQUES

ANDREAS (Willy). Staatskunst und Diplomatie der Venezianer (A. Renaudet)	252
BUSQUET (Raoul). Histoire de Marseille (F. Lot)	111
Calendar of Ormond Deeds (Rev. Aubrey Gwynn)	256
CHABOD (Federico). Per la storia religiosa dello Stato di Milano durante il dominio di Carlo V (A. Renaudet)	253
CONTENAU (Georges). I : Le déluge babylonien. II : Les civilisations anciennes du Proche-Orient. III : Manuel d'archéologie orientale. IV : La magie chez les Assyriens et les Babyloniens (A. Dupont-Sommer)	237
CROUSE (Nellis M.). French Pioneers in the West Indies, 1624-1664. — The French Struggle for the West-Indies, 1665-1713 (L. Dermigny)	115

TABLE DES MATIÈRES

303

	Pages
DE ARREGUI (Domingo Lazaro). Descripcion de la Nueva Galicia (Robert Rieard)	255
DE BUSTO (Bernabé). Geschichte des Schmalkaldischen Kriegen (A. Renaudet)	251
DUFOUR (J.-E.). Dictionnaire topographique du Forez (E. Perroy)	42
EBEL (D ^r Ernst). Rumänien und die Mittelmächte (P. Henry)	260
EHRMANN (Henry W.). French Labor from Popular Front to Liberation (J. Néré)	264
HACKERT (Hermann). Die Staatschrift Gasparo Contarinis (A. Renaudet)	252
JUNIUS. Les Oligarques. Essai d'histoire partiale (P. Cloché)	109
LORTZ (Joseph). Die Reformation im Deutschland (A. Renaudet)	248
MACKINNON (James). The origins of the Reformation (Id.)	248
MALE (Émile). Notre-Dame de Chartres (G. Gallard)	244
MILLER (John C.). The origins of the American Revolution (M. Giraud)	119
PRITCHETT (John Perry). The Red River Valley, 1811-1849 (Id.)	258
SCHLUMBERGER (G.), CHALANDON (F.) et BLANCHET (A.). Sigillographie de l'Orient latin (Louis Bréhier)	240
SLICHER VAN BATH. Mensch en land in de Middeleeuwen (J. Godard)	246
VON SALIS (J. R.). Giuseppe Motta (M. Baumont)	266
WENDEL (François). L'Église de Strasbourg, sa construction et son organisation, 1532-1535 (A. Renaudet)	253
WRIGHT (Gordon). Raymond Poincaré and the French Presidency (J. Néré)	263
ZÉVAËS (Alexandre). De l'introduction du marxisme en France (Georges Bourgin)	121
NOTES BIBLIOGRAPHIQUES. Histoire générale, 123, 268; Antiquité, 124; Allemagne, 273; Amérique latine, 128; Autriche, 128; Belgique, 129; Espagne, 132; États-Unis, 131; France, 135, 271; Grande-Bretagne, 274; Hongrie, 134; Inde, 276; Orient classique, 271; Pays-Bas, 139; Seconde guerre mondiale, 300.	

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES

- I. Histoire générale et instruments de travail, 140, 281.
 - II. Préhistoire, Antiquité et Orient classique, 141, 282.
 - III. Moyen Age, 141, 283.
 - IV. XVI^e siècle et Ancien Régime, 143, 284.
 - V. Révolution française et XIX^e siècle, 144, 284.
 - VI. Époque contemporaine, 146, 285.
 - VII. Histoire religieuse, 147, 286.
- CHRONIQUE. Nécrologie : Louis-Casimir André (1867-1948), par J. BONNEROT.
Soutenances de thèses : GOUBERT, *L'empereur Maurice et son temps*; l'Espagne byzantine, par Marc-Bonnet, 148.

PFLAUM, *Essai sur les procureurs équestres sous le Haut-Empire romain*, par Janine Assa, 288.

ROLLET (Henri), *L'action sociale des catholiques, 1871-1901. — Une tentative du parti catholique en 1885*, par René Rémond, 150.

SCHNEIDER (Jean), *La ville de Metz aux XIII^e et XIV^e siècles. — Le liore des comptes des merciers messins Leclerc et de Moyeucre*, par Marc-Bonnet, 149.

Le XXI^e Congrès international des orientalistes, 289. Fêtes commémoratives de 1648, 1798, 1848 en Alsace, 291 ; Autriche, 294 ; Belgique, 152 ; États-Unis, 294 ; Grande-Bretagne, 294 ; Italie, 295 ; Pologne, 296 ; U. R. S. S., 296 ; Allemagne, 297.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE, 298.

TABLE DES MATIÈRES, 302.

Le gérant : P.-J. ANGOULVENT.

LISTE DES LIVRES REÇUS AU BUREAU DE LA REVUE

Les volumes dont le format n'est pas indiqué sont in-8°; le nom de Paris n'est pas ajouté pour ceux qui ont paru chez des libraires de cette ville.

- Académie de Lausanne au xvi^e siècle (L'). Loges scholae Lausanniensis 1547; lettres et documents inédits publiés par Louis Junod et Henri Meylan. Lausanne, Libr. de l'Université, 1947, 150 p.
- Albert-Sorel (Jean). Le déclin de la monarchie, 1715-1789. A. Fayard, 1947, 374 p. Prix : 250 fr. (Collection Connaissance de l'histoire.)
- Allington (Cyril). The life everlasting. Oxford, Blackwell, 1947, x-121 p. Prix : 7 s. 6 d.
- Amaimo (Morgan L.). La constitution des États-Unis. Rivière, 1947, 284 p. Prix : 800 fr.
- Andersson (John C.). The ancestry and life of Godfrey of Bouillon. Bloomington (Indiana), The Indiana University bookstore, s. d. [1947], 136 p. Prix : 1 dollar 50.
- Angrand (Pierre). Étienne Cabet et la République de 1848. P. U. F., 1948, 80 p. Prix : 80 fr. (Coll. du Centenaire de la Révolution de 1848.)
- Ardant du Picq, présenté et annoté par L. Nachin Berger-Levrault, 1948, LXXVI-194 p. Prix : 275 fr. (Les classiques de l'art militaire.)
- Armand (Félix). Les fouriéristes et les luttes révolutionnaires de 1848 à 1851. P. U. F., 1948, 84 p. Prix : 80 fr. (Coll. du Centenaire de la Révolution de 1848.)
- Ashton-under-Lyne. Its story through the ages. A centenary book; publié par George F. Foster. Ashton-under-Lyne, The Borough council, 1947, 152 p., ill.
- Atard (Vicente Palacio). El tercer pacto de familia. Madrid, Publicaciones de la Escuela de Estudios hispano-americanos de la Universidad de Sevilla, 1945, XVIII-380 p.
- Azeau (R.). Petite histoire du Dauphiné. Arthaud, 1947, 140 p. Prix : 95 fr.
- Babelon (Jean). L'Amérique des conquêtes. Hachette, 1947, 288 p. Prix : 200 fr. (Les grandes époques de l'histoire.)
- Bais (François). La Chambre apostolique et les Libri notarum de Martin V (1417-1431). 1^{re} partie : Introduction et textes. Bruxelles, Palais des Académies; Rome, Academia belgica, 1947, CDXLVIII-416 p. (Analecta Vaticano-belgica, vol. XIV.)
- Barjot (Pierre). Une réussite stratégique : le débarquement du 8 novembre 1942 en Afrique du Nord. De Gigord, 1947, 232 p.
- Barret (F.). L'évolution du capitalisme japonais, t. I et III. Éd. sociales, 1945, 1946, 300 et 430 p. Prix : 270 et 750 fr.
- Basile de Césarée. Traité du Saint-Esprit; texte, introduction et traduction par Benoît Pruche, O. P. Éd. du Cerf, 1946, 286 p. Prix : 300 fr.
- Basid (Paul). L'avènement du suffrage universel. P. U. F., 1948, 76 p. Prix : 80 fr.
- Beare (Francis Wright). The first epistle of Peter. The Greek text with introduction and notes. Oxford, Blackwell, 1947, x-184 p. Prix : 15 s.
- Berthet (Henri). Le saint du jour. Lethielux, 1947, 330 p. Prix : 260 fr.
- Beuer (Gustav). New Czechoslovakia and her historical background. Londres, Lawrence and Wishart, 1947, XXXIV-276 p. Prix : 12 s. 6 d.
- Blet (Henri). Histoire de la colonisation française. Paris et Grenoble, Arthaud, 1948, 250 p. Prix : 375 fr.
- Bonjour (Edgar). Die Gründung des Schweizerischen Bundesstaates. Bâle, Benno Schwabe, 1948, 360 p. Prix : 15 fr. suisses.
- Bourgin (G.). Histoire de l'Italie. P. U. F., 1947, 128 p. (Que sais-je?)
- Boutruche (Robert). La crise d'une société. Seigneurs et paysans du Bordelais pendant la guerre de Cent ans. Éd. Les Belles-Lettres, 1947, LII-596 p. et cartes. Prix : 900 fr.
- Bouvier (René) et Maynial (Édouard). Le dernier des Grands Mogols. Vie d'Aureng Zeb. Albin Michel, 1947, 320 p. Prix : 300 fr.
- Brace (Richard Munthe). Bordeaux and the Gironde, 1789-1794. Ithaca (N. Y.), Cor-

II LISTE DES LIVRES REÇUS AU BUREAU DE LA « REVUE »

- nell University Press, 1947, xiv-280 p. Prix : 3 dollars.
- Brion (Marcel)*. Machiavel. Albin Michel, 1947, 430 p. Prix : 420 fr.
- Brahut (Jean)*. Les journées de février 1949. P. U. F., 1948, 76 p. Prix : 80 fr.
- Brunschwig (Robert)*. La Berbérie orientale sous les Hafsides, des origines à la fin du xv^e siècle. T. II. Libr. Adrien-Maison-neuve, 1947, xiv-504 p.
- Burnand (Robert)*. Napoléon III et les siens. Hachette, 1948, 384 p. Prix : 250 fr.
- Burns (C. Delisle)*. The first Europe. A study of the establishment of medieval Christendom, A. D. 400-800. Londres, Allen et Unwin, 1947, 684 p., ill. et carte. Prix : 25 s.
- Cabanès (docteur)*. Dans les coulisses de l'histoire, 4^e série. Ed. Albin Michel, 1947, 328 p. et ill. Prix : 300 fr.
- Cadoux (Cecil John)*. Philip of Spain and the Netherlands. London and Redhill, Lutterworth press, xv-252 p. Prix : 18 s.
- Calmette (Joseph)*. Le Moyen Age. Fayard, 1948, 664 p. Prix : 600 fr.
- Campbell's diary of a visit to England in 1775 (Dr)*; newly edited from the Ms. by James L. Clifford. Cambridge, University Press, 1947, xvi-148 p. Prix : 8 s. 6 d.
- Caron (Pierre)*. Manuel pratique pour l'étude de la Révolution française, nouv. éd. Aug. Picard, 1947, 324 p.
- Carré (Jean-Marie)*. Les écrivains français et le mirage allemand. Boivin, 1947, xvi-224 p. Prix : 180 fr.
- Carron (Lucien)*. Fantassins sur l'Aisne, mai-juin 1940. Arthaud, 1943, 270 p. et 8 cartes.
- Carton de Wiart (comte)*. Souvenirs politiques. I : 1878-1918. Bruxelles, Desclée de Brouwer, 1948, 408 p.
- Cassou (Jean)*. Le Quarante Huitard. P. U. F., 1948, 52 p. Prix : 60 fr.
- Castelnau (Jacques)*. Le club des Jacobins, 1789-1795. Hachette, 1948, 256 p. Prix : 200 fr.
- Caster (Louis)*. L'homme qui donna des ailes au monde : Clément Ader. Plon, 1947, 120 p., photos. Prix : 135 fr.
- Cavaignac (Eugène)*. Sparte. Fayard, 1948, 238 p. Prix : 200 fr.
- Central African Archives in retrospect and prospect, 1935-1947. A report by the chief archivist for the twelve years ending 31 august 1947. Salisbury, Central African archives, 1947, viii-118 p., ill.
- Charlier (Gustave)*. Le mouvement romantique en Belgique, 1815-1850. I : La bataille romantique. Bruxelles, La Renaissance du Livre, 1948, 424 p.
- Charters of the Abbey of Coupar Angus; transcribed and edited by D. E. Easson. T. I : Charters I to CXVIII, 1166-1376. T. II : Charters CXIX to CCCX, 1389-1608. Edimburg, Scottish History Society, 1947, LXXII-252 et VIII-366 p.
- Chaunu (Pierre)*. Eugène Sue et la Seconde République. P. U. F., 1948, 70 p. (Centenaire de la Révolution de 1848.) Prix : 80 fr.
- Chevallier (Jean-Jacques)*. Mirabeau. Un grand destin manqué. Hachette, 1947, 384 p. Prix : 325 fr.
- Chronicle of Jeremiah Goldswain (The)*. Albany Settler of 1820; édité par Una Long. T. I : 1819-1836. Le Cap, The Van Riebeeck Society, 1946, xxii-188 p.
- Cilleuls (Jean des)*. Au corps de cavalerie avec le service de santé (septembre 1939-juliet 1940). Albin Michel, 1948, 124 p.
- Clyde (Paul Hibbert)*. The Far East. A history of the impact of the West on Eastern Asia. New-York, Prentice-Hall, 1948, xxii-862 p. et cartes.
- Coedes (G.)*. Les États hindouisés d'Indochine et d'Indonésie. E. de Boccard, 1948, xii-466 p. et cartes. Prix : 750 fr. (Histoire du monde, t. VIII¹⁹.)
- Comité départemental marnais de célébration du centenaire de la Révolution française. Le département de la Marne et la Révolution de 1848. Châlons-sur-Marne, Archives de la Marne, 1948, 100 p.
- Contenau (docteur G.)*. La magie chez les Assyriens et les Babyloniens. Payot, 1947, 298 p. Prix : 800 fr.
- Cornu (Auguste)*. Karl Marx et la Révolution de 1848. P. U. F., 1948, 70 p. (Centenaire de la Révolution de 1848.) Prix : 50 fr.
- Costichel*. Les immunités dans les principautés roumaines aux xiv^e et xv^e siècles. Bucarest, Institut d'histoire universelle « N. Iorga », 1947, 108 p.
- Cresson (W. P.)*. James Monroe. Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1946, xiv-578 p. Prix : 5 dollars.
- Cristiani (L.)*. L'Eglise à l'époque du concile de Trente. Bloud et Gay, 1948, 494 p. Prix : 480 fr. (Histoire de l'Eglise, par A. Fliche et V. Martin, t. XVII.)
- Cuvillier (Armand)*. P.-J.-B. Buchez et les origines du socialisme chrétien. P. U. F., 1948, 84 p. Prix : 80 fr.
- Dallin (David-J.)*. La vraie Russie des Soviets; trad. par G. Naudin. Plon, 1948, iv-314 p. Prix : 250 fr.
- David (Pierre)*. Études historiques sur la

- Galice et le Portugal du ^{vi}^e au ^{xii}^e siècle. Les Belles-Lettres, 1947, xiv-582 p.
- Davies (O. Collin)*. The Benares diary of Warren Hastings. Londres, Royal historical Society, 1948, viii-64 p. (Camden third series, vol. LXXIX.)
- (*W. D.*). Paul and rabbinic judaism. Some rabbinic elements in Pauline theology. Londres, S. P. C. K., 1948, x-376 p. Prix : 27 s. 6 d.
- Demarco (Domenico)*. Per la storia delle classi sociali nel Risorgimento : I rivoluzionari del 1848-49 nello Stato pontificio. Extrait de la *Rassegna storica del Risorgimento*, juillet-décembre 1947, 24 p.
- Den Hollander (Dr. A. N. J.)*. Nederzettingvormen en -problemen in de Grootte hongaarsche laagvlakte. Een Europeesch' frontier'-gelvâd. Amsterdam, Meulenhoff, 1947, 188 p., ill. et cartes.
- Dentia (Paul)*. La Chaussée-Tirencourt pendant la Révolution. Amiens, Yvert, 1947, 110 p. Prix : 100 fr.
- Debb (Maurice)*. Studies in the development of capitalism. Londres, George Routledge et fils, 1942, x-396 p. Prix : 18 s.
- Dolléans (Edouard) et Puech (J.-L.)*. Proudhon et la Révolution de 1848. P. U. F., 1948, 70 p. (Centenaire de la Révolution de 1848.) Prix : 80 fr.
- Dommanget (Maurice)*. Un drame politique en 1848. Blanqui et le document Tascheau. Les Deux Sirènes, 1948, 246 p. Prix : 240 fr.
- Douglas (David)*. The rise of Normandy. Extr. des *Proceedings of the British Academy*. Londres, Cumberlege, 1947, 32 p. Prix : 5 s.
- Doyen (général A.)*. La campagne du détachement d'armée des Alpes. Arthaud, 1948, 280 p. Prix : 330 fr.
- Ducasse (André)*. Les négriers ou le trafic des esclaves. Hachette, 1918, 254 p. Prix : 225 fr.
- Dulles (Allen Welsh)*. Germany's underground. New York, Macmillan, 1947, xvi-208 p.
- Dusserger (Maurice)*. Les régimes politiques. P. U. F., 1948, 126 p. (Coll. *Que sais-je?* n° 289.)
- Early Yorkshire charters. Vol. VII : The Honour of Skipton, based on the manuscripts of the late William Farrer; edited by *Charles Traill Clay*. Leeds, The Yorkshire Archaeological Socy, 1947, xxi-354 p. Prix :
- Eastwood (James) et Tabori (Paul)*. 1848. The year of revolutions. Londres, Meridian books, 1948, 272 p. Prix : 18 s. 6 d.
- Erlanger (Philippe)*. Henri III; nouv. éd. revue et augmentée. Gallimard, 1948, 316 p. Prix : 390 fr.
- Estopañan (Sebastian Oivae)*. Bizancio y España. El legado de la basiliisa María y de los despotas Thomas y Esaú de Joannina. Barcelone, Consejo Superior de investigaciones científicas, 1943, 2 vol., xx-246 et 54 p. et planches.
- Every (George)*. The Byzantine patriarchate, 451-1204. Londres, Society for promoting christian knowledge, 1947, 212 p. Prix : 12 s. 6 d.
- Falls (Oyrlil)*. The second world war. A short history. Londres, Methuen, 1948, xiv-304 p. Prix : 15 s.
- Fargue (Léon-Paul)*. Les grandes heures du Louvre. Les Deux Sirènes, 1948, 270 p., ill. par *G. Arditi*. Prix : 260 fr.
- Faure-Biguet (J.-N.)*. Le général Leclerc. Plon, 1948, 96 p.
- Ferrando (J. Ernesto Martinez)*. Privilegios otorgados por el Emperador Carlos V en el Reino de Nápoles (Sicilia aquerida el Faro). Barcelone, Consejo superior de investigaciones científicas, Instituto Jerónimo de Zurita, 1943, xxiv-296 p.
- Forlière (M. et L.)*. Qui fut Jeanne d'Arc? S. F. E. L. T., 1947, 234 p. Prix : 170 fr.
- Furber (Holden)*. John Company at work. A study of european expansion in India in the late eighteenth century. Cambridge, Harvard University Press, 1948, xii-408 p. Prix : 6 dollars.
- Furnivall (J. S.)*. Colonial policy and practice. A comparative study of Burma and Netherlands India. Cambridge University Press, 1948, xiv-568 p. et cartes. Prix : 36 s.
- Fussel (G. E.)*. Village Life in the Eighteenth Century. Worcester. Littlebury & Co., s. d., 86 p. Prix : 9 s. 6 d.
- Gamelin (général)*. Servir. T. III : La guerre (septembre 1939-19 mai 1940). Plon, 1947, 540 p.
- Gaston-Martin*. La révolution de 1848. P. U. F., 1948, 120 p. Prix : 60 fr. (Coll. *Que sais-je?* n° 295.)
- L'abolition de l'esclavage (27 avril 1848). P. U. F., 1948, 64 p. Prix : 80 fr. (Coll. du Centenaire de la Révolution de 1848.)
- Genicot (Léopold)*. Donations de villas ou défrichements. Les origines du temporel de l'abbaye de Lobbes. Louvain, 1946, p. 286-296.
- Études sur la construction des routes en Belgique. Louvain, Institut de recherches économiques et sociales, 1947, p. 477-503.
- Le premier siècle de la « curia » de Haldaut. Extrait du *Moyen Age*, 1947, nos 1-2, p. 39-60.

- Genicot (Léopold).** Le servage dans les chartes-lois de Guillaume II, comte de Namur, 1391-1418. Bruxelles, extrait de la *Revue belge de philologie et d'histoire*, t. XXIV, 1945, p. 91-107.
- George (Pierre).** Le problème allemand en Tchécoslovaquie, 1919-1946. Imprimerie nationale, Libr. Droz, 1947, 96 p. (Collection historique de l'Institut d'études slaves, XI.)
- German (A.)** of the Resistance. The last letters of Count *Helmuth James von Moltke*. Second and enlarged Edition. Londres, Cumberledge, 1947, 72 p. Prix : 5 s.
- Gille (Bertrand).** Les origines de la grande industrie métallurgique en France. Domat, 1948, 212 p.
- Gioia (Melchiorre).** Quale dei governi Liberi meglio Convenga alla felicità dell'Italia ed altri scritti politici. Bologne, Zanichelli, 1947, xxiv-270 p. Prix : 600 liras.
- Gisevius (H. B.).** Jusqu'à la lie... I : De l'incendie du Reichstag à la crise Fritsch-Blomberg. Calmann-Lévy, 1947, 364 p. Prix : 450 fr.
- Godinho (Vitorino Magalhães).** Historia económica e social da expansão portuguesa. Lisbonne, Terra editora, 1947, 145 p., cartes et ill.
- Goodman (Abram Fossen).** American adventure. Jewish rights in colonial times. Philadelphia, The Jewish publication society of America, 1947, xvi-266 p. Prix :
- Gorce (Dénys).** Le martyre de Newman. A la lumière par la Croix. La Bonne Presse, 1948, xii-226 p.
- Gourou (Pierre).** L'avenir de l'Indochine. Centre d'Études de politique étrangère, Section d'information, Publ. n° 21. Hartmann, 1947, 56 p. Prix : 60 fr.
- Gouvernement général de l'Algérie.** Collection des documents inédits sur l'histoire de l'Algérie après 1830. 1^{re} série : Correspondance générale. V : Correspondance du maréchal Clauzel, 1835-1837, par *Gabriel Esquer*. Larose, 1948, 2 vol., xxxvi-810 et 640 p.
- Great palace of the Byzantine Emperors (The).** Londres, G. Cumberledge, 1948, gr. in-8°, xvi-108 p., 64 pl. et dépliant. Prix : £ 5, 5 s.
- Grossen Ordensregeln (Die) ;** hgg. von *Hans-Urs von Baltasar*. Einsiedeln-Zürich, Benziger, 1948, 350 p.
- Groussard (Serge).** Solitude espagnole. Plon, 1947, 325 p.
- Guillemin (Henri).** Lamartine en 1848. P. U. F., 1948, 92 p. Prix : 100 fr. (Coll. du *Centenaire de la Révolution de 1848*.)
- Haas (William S.).** Iran. New York, Columbia University Press ; Londres, G. Cumberledge, 1946, xii-274 p. Prix : 20 s.
- Hadrovics (Ladislas).** Le peuple serbe et son Église sous la domination turque. P. U. F., 1947, 168 p. (Bibliothèque de la *Revue d'histoire comparée*, VI.)
- Hamilton (Alexander), Madison (James) et Jay (John).** The federalist or, the New Constitution ; edited by *Max Beloff*. Oxford, Blackwell, 1948, LXXII-484 p. Prix 9 s. 6 d.
- Hanotaux (Gabriel) et La Force (duc de).** Histoire du cardinal de Richelieu. T. VI. Plon, s. d. (1948), 446 p.
- Hansen (Ester V.).** The Attalids of Pergamon. Ithaca (N. Y.), Cornell University Press ; Londres, G. Cumberledge, 1947, xxxvi-464 p. Prix : 22 s.
- Harcourt (Bernard d').** Lamartine, Barbey d'Aurevilly, Paul de Saint-Victor en 1848. Calmann-Lévy, 1948, 262 p.
- Hautmann (Pierre).** Marx et Proudhon. Leurs rapports personnels, 1844-1847. Plusieurs textes inédits. Économie et humanisme, 1947, 106 p.
- Hecht (David).** Russian Radicals look to America 1825-1894. Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1947, ix-242 p. Prix : 4 dollars.
- Hill (Sir George).** A history of Cyprus. The Frankish period. T. II : 1192-1432 ; t. III : 1432-1571. Cambridge University press, 1948, xi-1,496 p., pl. et cartes. Prix des 2 vol. : £ 5, 5 s.
- Holborn (Hajo).** American military government. Its organization and Policies. Washington, Infantry Journal Press, 1947, xiii-243 p. Prix : 3,5 dollars.
- Houghton (Leighton).** In the steps of the Anglo-saxons. Londres, Rich et Cowan, s. d., 244 p. Prix : 12 s. 6 d.
- Hughes (E. J.).** L'Espagne de Franco. Éd. du Temps présent, 1948, 364 p.
- Imbert (Jean).** Les hôpitaux en droit canonique. Vrin, 1947, 336 p. (L'Église et l'État au Moyen Age, VIII.)
- Iñiques (Diego Angulo).** El gótico y el renacimiento en las Antillas. Séville, Publicaciones de la Escuela de Estudios hispano-americanos, 1947, 101 p., ill.
- Isaac (Jules).** Jésus et Israël. Albin Michel, 1948, 586 p. Prix : 480 fr.
- Isely (Jeter Allen).** Horace Greely and the republican party, 1853-1861. A study of the *New York Tribune*. Princeton University Press ; Londres, Cumberledge, 1947, xiv-369 p. Prix : 4 dollars 50.
- James (admiral Sir W. M.).** The British Navies in the second world war. Londres

- Longmans, Green & Co, s. d., xii-256 p. Prix : 21 s.
- Jewell (N. L. A.). Missions secrètes ; l'odyssée d'un sous-marin. Hachette, 1984, 286 p. Prix : 200 fr.
- Jobit (Pierre). Espagne et hispanité. Éd. de la Revue des Jeunes, 1948, 176 p. Prix : 135 fr. (Coll. Initiation, 19.)
- Joly (Henry). Petite histoire de Lyon et du Lyonnais. Arthaud, 1947, 116 p. Prix : 95 fr.
- Kaebler (Ernest). Berlin 1848. Berlin, Aufbau-Verlag, 1948, 208 p.
- Kenon-Cremer (R. W.). A Norfolk Gallery. Londres, Faber et Faber, 1947, 246 p. et ill. Prix : 21 s.
- Klein (abbé Félix). La route du petit Morvandiau. Souvenirs. II : Dans le sillage de Lavignerie et de Léon XIII. Procure générale du clergé, s. d. (1947), 272 p. Prix : 160 fr.
- Knowles (David). The prospects of Medieval studies. Cambridge University Press, 1947, 24 p. Prix : 1 s. 6 d.
- The religious orders in England. *Ibid.*, 1948, xviii-348 p., ill. Prix : 30 s.
- Laborie (René). La guerre par les cartes. P. U. F., 1947, 64 p. Prix : 80 fr.
- Labracherie (Pierre). Camille Desmoulins, grandeur et misère d'une âme ardente. Hachette, 1948, 254 p. Prix : 180 fr.
- La Bruyère (René). La marine de Richelieu. Sourdis, archevêque et amiral (6 novembre 1594-18 juin 1645). Plon, 1948, vi-240 p. Prix : 180 fr.
- La Gorce (Agnès de). Une vocation d'historien : Pierre de La Gorce. Plon, 1948, 226 p. Prix : 180 fr.
- Laroche (Jules). Quinze ans à Rome avec Camille Barrère, 1898-1913. Plon, 1948, 346 p. Prix : 360 fr.
- Lassus (Jean). Sanctuaires chrétiens de Syrie. Librairie orientaliste Paul Geuthner, 1947, xlviii-330 p., pl. et cartes. Prix : 3,500 fr.
- Latourette (Kenneth Scott). A short history of the Far East. New-York, The Macmillan Co, 1947, xiv-566 p. Prix : 24 s.
- Lazard (Didier). Le procès de Nuremberg. Récit d'un témoin. Éd. de la Nouvelle France, 1947, 340 p. Prix : 200 fr.
- Lejèvre (André). La ligne de Strasbourg à Bâle. Strasbourg et Zurich, Heitz, 1947, xvi-144 p., ill. Prix : 300 fr.
- Leflon (Jean). L'Eglise de France et la Révolution de 1848. Bloud et Gay, 1948, 136 p.
- Leguât (André). Dijon et Louis XI. Dijon, Bernigaud et Privat, 1947, 92 p. Prix : 100 fr.
- Lémonon (Ernest). Une étape de la démocratie anglaise, 1906-1914. Marcel Rivière, 1947, 180 p. Prix : 200 fr.
- Lévis-Mirepoix (duc de). La France de la Renaissance. A. Fayard, 1947, 420 p. et tab. (Connaissance de l'histoire.)
- Levron (Jacques). Petite histoire de l'Anjou. Arthaud, 1947, 128 p. Prix : 95 fr.
- Petite histoire de Bretagne. Arthaud, 1947, 146 p. Prix : 95 fr.
- Lévy (Roger). L'Indochine et ses traités, 1946. Hartmann, 1947. (Centre d'études de politique étrangère. Section d'information, n° 19.) Prix : 105 fr.
- Lhéritier (Michel). Liberté (1789-1790). Les Girondins, Bordeaux et la Révolution française. La Renaissance du Livre, 1947, 364 p. (Coll. Révolutions.) Prix : 225 fr.
- Livernore (H. V.). A history of Portugal. Cambridge University Press, 1947, xvi-502 p. Prix : 36 s.
- Llobes (Salvador). El medio y la vida en Andorra. Estudio geográfico. Barcelona, Consejo superior de investigaciones científicas, 1947, 348 p., ill et cartes.
- Lloyd (Roger). The Church of England in the Twentieth Century. Londres, Longmans, Green et Co, s. d., 260 p. Prix : 15 s.
- Lyautey. Choix de lettres, 1882-1919. A. Colin, 1947, 322 p. Prix : 225 fr.
- MacNeill (Duncan H.). The scottish realm. An approach to the political and constitutional history of Scotland. Glasgow, Donaldson, 1947, 284 p. et annexes. Prix : 12 s. 6 d.
- Madariaga (Salvador de). The fall of the Spanish american empire. Londres, Hollis et Carter, s. d., viii-443 p. Prix : 21 s.
- Mailly, O. P. (Jean de). Abrégé des gestes et miracles des saints ; trad. du latin par Antoine Dondaine, O. P. Éd. du Cerf, 1947, 508 p. Prix : 500 fr.
- Małowist (Marian). Kassa-Kolonia genueńska na Krymie i problem w chodni w latach, 1453-1475. (Kassa, colonie génoise en Crimée et la question d'Orient, 1453-1475.) Varsovie, Prace instytutu historycznego uniwersytetu Warszawskiego, 1947, 368 p. et xxxii p. (résumé en français).
- Marchetti (Leopoldo). 1848. Il governo provvisorio della Lombardia. Attraverso i processi verbali delle sedute del Consiglio. Milan, Mondadori, 1948, 516 p. Prix : 1,500 lire.
- Masson (André). Petite histoire de Guienne et de Gascogne. Grenoble et Paris, Arthaud, 1947, 140 p. Prix : 95 fr.
- Mathew (David). The social structure in

- the Caroline England. Oxford, Clarendon Press, Londres, G. Cumberledge, 1948, 140 p. Prix : 10 s. 6 d.
- Mauguin (Georges)*. L'humour de Napoléon. Peyronnet, 1948, 30 p.
- Napoléon et la superstition. Rodes, Carrière, 1946, 298 p. Prix : 140 fr.
- Mazzarino (Santo)*. Fra Oriente e Occidente. Ricerche di storia greca arcaica. Florence, La Nuova Italia, 1948, viii-412 p. Prix : 1,200 lire.
- Menzel (Robert)*. Ich wähle das Leben. Ein Schicksalsbild. Rendsburg, Wolff.-Verlag, 1948, 252 p.
- Mets (René)*. La monarchie française et la provision des bénéfices ecclésiastiques en Alsace, de la paix de Westphalie à la fin de l'Ancien Régime, 1648-1789. Strasbourg, éd. Le Roux, 1947, vi-436 p.
- Minder (Robert)*. Allemagnes et Allemands, t. I. Editions du Seuil, 1948, 480 p.
- Ministère des Affaires étrangères. Commission de publication des documents relatifs aux origines de la guerre de 1914. Documents diplomatiques français (1871-1914). 1^{re} série (1871-1910). T. XI : 1^{er} janvier 1894-7 mai 1895. Impr. nationale, Alfred Costes, 1947, XLII-778 p.
- Mission de Beccaria de Pavie, baron de Fourquevaux, en Écosse, 1549. Documents originaux publiés par G. Dickinson. Oxford, Blackwell, 1948, 36 p.
- Molien (A.)*. Le cardinal de Bérulle. Beauchêne, 1948, 392 et 396 p.
- Molinier (Sylvain)*. Blanqui. P. U. F., 1948, 72 p. Prix : 80 fr.
- Morris (William A.) et Strayer (Joseph R.)*. The English government at work, 1327-1536. Vol. II : Fiscal administration. Cambridge (Mass.), The Mediaeval Academy of America, 1947, viii-280 p.
- Mourin (Maxime)*. Histoire des grandes puissances, 1919-1947. Payot, 1947, 568 p. Prix : 630 fr.
- Nabholz (Hans)*. Einführung in das Studium der mittelalterlichen und der neueren Geschichte. Zurich, Schulthess, 1948, viii-134 p.
- Namier (L. E.)*. Diplomatic prelude, 1938-1939. Londres, Macmillan, 1948, xviii-504 p. Prix : 18 s.
- Nardiz (Francisco de)*. La España universal de Felipe II. Madrid, Consejo superior de investigaciones científicas, 1944, 45 p.
- Nicholson (Harold)*. Le Congrès de Vienne. Histoire d'une coalition, 1812-1822. Hachette, 1947, 304 p. Prix : 300 fr.
- Nicolai Stenonis Opera theologica. Cum proemio ac notis germania scriptis, ediderunt Knud Larsen et Gustav Scherz. Hafniae, Nyt nordisk Forlag. Arnold, Bresck, 1944, 2 vol. in-4°, xii-508 et 574 p.
- Nicollé (Paul)*. Histoire de la Grande-Bretagne. P. U. F., 1947, 136 p. (Coll. Que sais-je?)
- Omodeo (Adolfo)*. La cultura francese nell'età della Restaurazione. Milan, Mondadori, 1948, 270 p. Prix : 300 lire.
- Onslow (Earl of)*. The dukes of Normandy and their origin. Londres, Hutchinson, s. d. (1947), 176 p. Prix : 18 s.
- Oursel (Charles)*. Petite histoire de Bourgogne. Arthaud, 1947, 140 p. Prix : 95 fr.
- Pächt (Otto)*. The master of Mary of Burgundy. Londres, Faber et Faber, 1948, 72 p. et 48 pl. Prix : 21 s.
- Palencia (Angel González)*. Moros y cristianos en España medieval. Estudios historico-literarios. Tercera serie. Madrid, Consejo superior de investigaciones científicas Instituto Antonio de Nebrija, 1945, vi-350 p.
- Palm (Franklin-Charles)*. England and Napoléon III. Durham, N. C. Duke University Press, 1948, xiv-184 p.
- Paparelli (Giacchino)*. Tra Umanesimo e riforma. Naples, Lib. scientifica editrice, s. d. (1946), 120 p. Prix : 140 lire.
- Passy (colonel)*. Souvenirs, t. I et II. Montecarlo, Raoul Solar, 1947 et 1948, 238 et 388 p. Prix : 325 et 445 fr.
- Pastells, S. J. (R. P.) et Mateos, S. J. (F.)*. Historia de la Compañía de Jesús en la provincia del Paraguay. T. VII : 1731-1751. Madrid, Consejo superior de investigaciones científicas Instituto Santo Toribio de Mogrovedo, 1948, xi-870 p.
- Peckham (Howard H.)*. Pontiac and the Indian uprising. Princeton University Press, 1947, xx-346 p. Prix : 4 dollars 50.
- Perkins (Frances)*. Roosevelt. « The Roosevelt I knew », trad. de Jacques Vallette et Marie Bonnet. Le Livre du jour, 1947, 428 p., ill. Prix : 290 fr.
- Pernoud (Régine)*. Les villes marchandes aux XIV^e et XV^e siècles. La Table ronde, 1948, 314 p. Prix : 450 fr.
- Petrullo (Vincenzo)*. Puerto Rican paradox. Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 1947, viii-182 p.
- Plinval (Georges de) et Pissot (Romain)*. Histoire illustrée de l'Église. Fasc. XIII, XIV, XV, XVI. Paris, éd. du Cerf, 1947, p. 53 à 259.
- Pomaret (Charles)*. Monsieur Thiers et son siècle. Gallimard, 1948, 442 p.
- Pontieri (Ernesto)*. Per la storia del regno di Ferrante I d'Aragona re di Napoli.

- Naples, Morano, s. d. (1948), 516 p. Prix : 1.200 lire.
- Prévost (Jean)*. Philibert Delorme. Gallimard, 1948, 94 p., 24 pl. Prix : 250 fr.
- Purcell (Victor)*. The Chinese in Malaya. Londres, Oxford University Press, G. Cumberledge, 1948, xvi-328 p. et carte. Prix : 18 s.
- Ramos (Francisco Sanchez)*. La economía siderúrgica española. T. I : Estudio crítico de la historia industrial de España hasta 1900. Madrid, Instituto de economía « Sancho de Moncada », 1945, 384 p.
- Read (John)*. The alchemist in life, literature and art. Londres, Nelson, 1947, xii-100 p. Prix : 12 s. 6 d.
- Rees (William)*. A history of the order of St John of Jerusalem in Wales and on the Welsh border, including an account of the Templars. Cardiff, Western Mail and Echo, 1947, 132 p.
- Register of Henry Chichele (The)*. Archbishop of Canterbury, 1414-1443, vol. I edited by E. F. Jacob. Oxford, Clarendon Press, 1947, vi-704 p.
- Republic of silence (The)* compiled and edited by A. J. Liebling. New-York, Harcourt, Brace et C^{ie}, 1947, viii-322 p. Prix : 4 dollars.
- Restany (Joseph)*. Une entreprise clandestine sous l'occupation allemande. Ch. Lavauselle, 1947, 116 p.
- Ricard (Robert)*. Les sources inédites de l'histoire du Maroc. 1^{re} série : Dynastie Sa'dienne. Archives et bibliothèques du Portugal. T. III : Janvier 1535-décembre 1541. Geuthner, 1948, xx-572 p.
- Ricciotti (G.)*. Histoire d'Israël. T. I : Des origines à l'exil, trad. par Paul Auray. A. Picard, 1947, 560 p., ill.
- Rifout Bey (M.)*. The awakening of modern Egypt. Londres, Longmans, Green et C^{ie}, 1947, viii-242 p. Prix : 15 s.
- Roberts (Penfield)*. The quest for security, 1715-1740. New-York, Harper, 1947, x-300 p. ill. et cartes. (The rise of modern Europe, par W. L. Langer, vol. VIII.) Prix : 4 dollars.
- Roché (Dédot)*. Le Catharisme, nouv. éd. Toulouse, Institut d'études occitanes, 1947, 206 p. Prix : 200 fr.
- Roth (Cecil)*. The house of Nasi Doña Gracia. Philadelphie, The Jewish publication society of America, 1948, xiv-208 p.
- Rothschild (K. W.)*. Austria's economic development between the two wars. Londres, Muller, 1947, viii-108 p., cartes et diagrammes. Prix : 10 s. 6 d.
- Roubale (Maurice)*. Histoire contemporaine. Paris, Dunod, 1948, 344 p.
- Rouse (A. L.)*. The end of an epoch. Reflections on contemporary history. Londres, Macmillan, 1947, viii-324 p. Prix : 15 s.
- S. (Madeleine-Louise de)*. La baronne de Barante, 1794-1877. P. Lethielleux, 1947, x-288 p. Prix : 220 fr.
- Sacerdoteanu (A.)*. Actele sectiei Brenuri publice-Bucuressti. Bucarest, Directiunea generală a Arhivelor statului, 1947, 180 p.
- Sars (comte Maxime de)*. Le Noir, lieutenant de police, 1732-1807. Hachette, 1948, 288 p. Prix : 250 fr.
- Sarton (George)*. Introduction to the history of science. Vol. III : Science and learning in the 14th century. Washington, Carnegie Institution, 1947 et 1948, xxxvi-2,056 p. en 2 vol.
- Sayles (G. O.)*. The medieval foundations of England. Londres, Methuen, 1948, xii-480 p. Prix : 18 s.
- Schargo (Nelly Noémie)*. History in the Encyclopédie. New-York, Columbia University Press; Londres, G. Cumberledge, 1947, 252 p. Prix : 16 s.
- Schevill (Ferdinand)*. The Great Elector. Chicago, University Press, 1947, x-442 p., ill. Prix : 5 dollars.
- Schmidt (Charles)*. Des ateliers nationaux aux barricades de juin. P. U. F., 1948, 70 p. (Centenaire de la Révolution de 1848.) Prix : 80 fr.
- Schnerb (Robert)*. Ledru-Rollin. P. U. F., 1948, 76 p. Prix : 80 fr.
- Scolardi (Paulin-Gérard)*. Au service de Rome et de Moscou au xviii^e siècle. Krijanich, messager de l'unité des Chrétiens et père du panslavisme. A. et J. Picard, 1947, 262 p.
- Sen (S. P.)*. The French in India, first establishment and struggle. Calcutta, The University, 1947, xviii-360 p.
- Serr (Georges)*. Henri de Rohan. Son rôle dans le parti protestant. Préface de Léonard. Aix-en-Provence, 198 p.
- Shearman (Hugh)*. Anglo-Irish Relations. Londres, Faber et Faber, s. d., 288 p. Prix : 13 s.
- Simoni (Leonardo)*. Berlin ambassade d'Italie, 1939-1943; trad. de l'italien par O. D. Jonquière. Paris, Laffont, 1947, 494 p. Prix : 550 fr.
- Smith (R. A. L.)*. Collected papers. Londres, Longmans, Green et C^{ie}, 1947, 128 p. Prix : 8 s. 6 d.
- Sun Tse et les anciens Chinois Ou Tse et Se Ma Fa (v^e au iii^e siècle av. J.-C.), présentés et annotés par L. Natchin. Berger-Levrault, 1948, xx-184 p. (Les Classiques de l'art militaire.) Prix : 250 fr.

VIII LISTE DES LIVRES REÇUS AU BUREAU DE LA « REVUE »

- Swinberg (S. H.)*. Historical tables, 55 B. C.-A. D., 1945, 2^e éd. Londres, Macmillan, 1947, x-252 p. Prix : 24 s.
- Suñer (Serrano)*. Entre les Pyrénées et Gibraltar, dix ans de politique espagnole. Genève, éditions du Cheval ailé, 1947, 342 p.
- Tahon (général)*. Avec les bâtisseurs d'Empire. Grasset, 1947, 356 p. Prix : 390 fr.
- Taube (Michel de)*. Rome et la Russie avant l'invasion des Tatars. Juvisy, Les éditions du Cerf, 1947, 174 p. Prix : 180 fr.
- Tersen (E.)*. Le Gouvernement provisoire et l'Europe. P. U. F., 1948, 80 p. Prix : 80 fr.
- Testament politique du cardinal de Richelieu, éd. critique par Louis André. Lafont, 1947, 524 p. Prix : 570 fr.
- Théophile d'Antioche*. Trois livres à Autolytus, texte grec établi par G. Bardy, traduction de Jean Sander, introd. et notes de G. Bardy. Éd. du Cerf, 1948, 286 p. Prix : 200 fr.
- Théry (Jean)*. Le coup d'État du 18 brumaire. Berger-Levrault, 1947, 278 p. Prix : 200 fr.
- Thomas (Edith)*. Les femmes en 1848. P. U. F., 1948, 70 p. (Centenaire de la Révolution de 1848.) Prix : 80 fr.
- Thompson (A. Hamilton)*. The english clergy and their organization in the later middle ages. The Ford lectures for 1933. Oxford, Clarendon Press, 1947, xvi-328 p. Prix : 20 s.
- Tilly (Bertha)*. Vergil's Latium. Oxford, Basil Blackwell, 1947, xv-123 p. Prix : 15 s.
- Toudouze (G.-G.)*. Le secret des Argonautes. Berger-Levrault, 1947, xii-312 p. Prix : 198 fr.
- Toynbee (Arnold J.)*. Christianity and civilization. Wallingford, Penn. Pendle Hill, 1947, 56 p.
- Van der Essen (Alfred)*. L'alliance défensive hollando-vénitienne de 1619 et l'Espagne. Bruxelles, Éd. Universitaires, 1947. (Extrait des *Miscellanea* de Van der Essen, p. 819-829.)
- Vérité sur les rapports germano-soviétiques de 1939 à 1941 (la). Éd. France-Empire, 1948, 260 p. Prix : 325 fr.
- Vidalenc (Jean)*. Louis Blanc. P. U. F., 1948, 70 p. (Centenaire de la Révolution de 1848.) Prix : 80 fr.
- Villena (Guillermo Lohmann)*. Los Americanos en las ordenes nobiliarias, 1539-1900. Madrid, Consejo superior de investigaciones científicas, Instituto « Gonzalo Fernandez de Oviedo », 1947, 2 vol., xcvi-476 p. et xvi-544 p.
- Wagenvoort (H.)*. Roman Dynamism. Oxford, Basil Blackwell, 1947, xi-216 p. Prix : 15 s.
- Wallace (Henry A.)*. Ma mission en Asie soviétique. Julliard, 1947, 266 p.
- Warburg (James P.)*. Germany, bridge or battleground. New-York, Harcourt, Brace et C^{ie}, 1946, xii-386 p. Prix : 3 dollars 50.
- Warnod (André)*. La vraie bohème de Henri Murger. Paul Dupont, 1947, 244 p. Prix : 145 fr.
- Weck (René de)*. La Suisse parmi les Nations. Genève, éd. Constant Bourquin, 1948, 160 p.
- Weigall (Arthur)*. Alexander the Great. Londres, Eyre et Spottiswoode, 1947 (3^e éd.), 350 p. et carte. Prix : 10 s. 6 d.
- Weiss (Roberto)*. The dawn of humanism in Italy. Londres, H. K. Lewis, 1947, 24 p. Prix : 2 s. 6 d.
- Welter (G.)*. Explication de la Russie. La Colonne Vendôme et Lausanne, éd. de la Baconnière, 1948, 146 p.
- Williamson (Hugh Ross)*. Charles and Cromwell. Londres, Duckworth, 1946, 268 p. Prix : 15 s.
- Wint (Guy)*. The British in Asia. Londres, Faber and Faber, s. d. (1947), 224 p. Prix : 12 s. 6 d.
- Year Book of World affairs 1948 (The). Londres, Stevens et fils, 1948, viii-376 p. Prix : 20 s.
- Zureky (Hans)*. Zur Verwendung des Militärs in der Verwaltung der römischen Kaiserzeit, Winterthur, 1944, 100 p.

l
t
.
.
7
n
,
a
a
d
,
s,
p.
).
p.
li-
no